Université de Montréal

Sociétés minières canadiennes et violations des droits de l'homme à l'étranger : le Canada respecte-t-il les prescriptions internationales en la matière?

Par Marine Cournier

Faculté des études supérieures et postdoctorales
Faculté de droit

Mémoire présenté à la Faculté de droit en vue de l'obtention du
grade de Maîtrise en droit (L.L.M)

Option Droit international Public

Août, 2013

REMERCIEMENTS

Je souhaite adresser mes remerciements aux personnes qui ont contribué à l'élaboration de ce mémoire et à ceux qui m'ont soutenu tout au long de ce long processus de recherche et de rédaction.

Je tiens tout d'abord à remercier mon directeur de mémoire, le Pr. Amissi Melchiade Manirabona, pour m'avoir poussé à donner le meilleur de moi-même et à renforcer mon analyse à plusieurs reprises. Je remercie également la Pr Sylvette Guillemard et le cabinet d'avocat Trudel et Johnston pour m'avoir transmis leurs notes suite à la conférence organisée par le Centre canadien pour la justice internationale à l'Université de Montréal, le 30 novembre 2012. Merci également à Amnistie internationale Canada francophone et plus particulièrement à mes collègues de la Coopération Économie et Droits humains pour m'avoir permis d'appliquer la théorie à la pratique tout en formant des jeunes aux droits humains. Je souhaite adresser ma gratitude à Aurore Courtieux-Boinot pour m'avoir initié aux mystères de la mise en page et à ma famille pour m'avoir permis d'entreprendre des études supérieures au Québec. Enfin je tiens à remercier tout particulièrement Carolane Raffa pour m'avoir épaulée tout au long de ce processus de réflexion et pour avoir toujours cru en moi-même pendant les grands moments de doutes.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	I
TABLE DES MATIÈRES	II
LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	V
RESUMÉ	VII
INTRODUCTION	1
PARTIE 1 : LES INITIATIVES INTERNATIONALES DE RÉGULATION ET LE CADRE DE RÉFÉRENCE UNIVERSEL « PROTÉGER, RESPECTER ET RÉPARER » RELATIF AUX ENTREPRISES ET AUX DROITS DE L'HOMME	8
CHAPITRE 1 : LES TENTATIVES D'ENCADREMENT ÉMANANT DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES RATTACHÉES À L'ONU	10
SECTION 1 : LA DÉCLARATION DE PRINCIPES TRIPARTITE SUR LES ENTREPRISES MULTINATIONALES ET LA POLITIQUE SOCIALE DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL.....	10
SECTION 2 : LES PRINCIPES DIRECTEURS DE L'OCDE À L'INTENTION DES ENTREPRISES MULTINATIONALES.....	13
CONCLUSION CHAPITRE 1	16
CHAPITRE 2 : LES INITIATIVES ONUSIENNES D'ENCADREMENT SUIVIES PAR L'ADOPTION DU CADRE DE RÉFÉRENCE « PROTÉGER, RESPECTER, RÉPARER » DU REPRÉSENTANT SPÉCIAL JOHN RUGGIE	18
SECTION 1 : LE PACTE MONDIAL DES NATIONS UNIES : L'ENGAGEMENT VOLONTAIRE DES ENTREPRISES À RESPECTER CERTAINS DROITS DE L'HOMME	19
SECTION 2 : LE PREMIER PROJET DE NORMES CONTRAIGNANTES AU SEIN DE L'ONU EN 2003	21
A) <i>Le contenu du projet et ses mécanismes de mise en œuvre</i>	21
B) <i>Les réactions et les critiques à l'égard du projet de Normes</i>	24
C) <i>Le rejet du projet par la Commission des droits de l'homme</i>	25
SECTION 3 : L'ADOPTION PAR L'ONU D'UN CADRE DE RÉFÉRENCE UNIVERSEL RELATIF AUX ENTREPRISES ET AUX DROITS DE L'HOMME AUTOUR DE TROIS PRINCIPES DIRECTEURS : « PROTÉGER, RESPECTER, RÉPARER ».....	26
A) <i>La nomination du Représentant spécial John Ruggie</i>	26
B) <i>La proposition du cadre de référence « Protéger, Respecter, Réparer » lors du 1er mandat du Représentant spécial (2005-2008).....</i>	27
C) <i>L'adoption de « Principes directeurs » mettant en œuvre le cadre de référence « Protéger, Respecter, Réparer » lors du deuxième mandat de Ruggie (2008-2011)</i>	30
1. L'obligation de « Protéger » :	31
2. La responsabilité de « Respecter » :	33
3. L'obligation de « Réparer » :	34
CONCLUSION CHAPITRE 2	36
CHAPITRE 3 : L'IMPACT ET L'AVENIR DU CADRE DE RÉFÉRENCE UNIVERSEL « PROTÉGER, RESPECTER, RÉPARER » DE JOHN RUGGIE.....	38
SECTION 1 : L'ACCUEIL MITIGÉ DES « PRINCIPES DIRECTEURS » DE JOHN RUGGIE	38
SECTION 2 : LA NOMINATION D'UN GROUPE DE TRAVAIL SUR LA QUESTION DES DROITS DE L'HOMME ET DES SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES ET AUTRES ENTREPRISES	41
CONCLUSION PARTIE 1	43

PARTIE 2 : L'ENCADREMENT GOUVERNEMENTAL ET LÉGISLATIF EXERCÉ AU CANADA FACE AU PRINCIPE DIRECTEUR « PROTÉGER » DE JOHN RUGGIE 48

CHAPITRE 1 : LES ENGAGEMENTS GOUVERNEMENTAUX VISANT L'ENCADREMENT DES COMPAGNIES MINIÈRES CANADIENNES À L'ÉTRANGER DANS LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME 51

SECTION 1 : LE RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU COMMERCE INTERNATIONAL (CPAECI) : <i>L'EXPLOITATION MINIÈRE DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT – RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES (RSE)</i>	51
SECTION 2 : LES <i>TABLES RONDES NATIONALES</i> : LA PARTICIPATION CONJOINTE DE REPRÉSENTANTS DE L'INDUSTRIE, D'ORGANISATIONS SYNDICALES, DE LA COMMUNAUTÉ FINANCIÈRE SOCIALEMENT RESPONSABLE, DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET DU MILIEU UNIVERSITAIRE.....	55
SECTION 3 : LA STRATEGIE GOUVERNEMENTALE <i>RENFORCER L'AVANTAGE CANADIEN</i>	58
A) <i>Le renforcement de la gouvernance des pays en développement pour une meilleure gestion des ressources minières</i>	60
B) <i>La promotion des lignes directrices de RSE auprès des minières canadiennes évoluant à l'étranger</i>	62
C) <i>Le Bureau du conseiller en RSE pour l'industrie extractive</i>	64
CONCLUSION CHAPITRE 1	66

CHAPITRE 2 : LES INITIATIVES LÉGISLATIVES VISANT LA RESPONSABILITÉ DES COMPAGNIES MINIÈRES CANADIENNES À L'ÉTRANGER EN CAS DE VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ... 68

SECTION 1 : LE PROJET DE LOI C-300 : LOI SUR LA RESPONSABILISATION DES SOCIÉTÉS À L'ÉGARD DE LEURS ACTIVITÉS MINIÈRES, PÉTROLIÈRES OU GAZIÈRES DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT	69
A) <i>Les dispositions prévues par le projet de loi C-300</i>	70
B) <i>L'étude du projet de loi C-300 à la chambre des communes</i>	71
C) <i>Les réactions entourant le rejet de la loi C-300 : Critiques, polémiques et controverses</i>	73
SECTION 2 : LES AUTRES PROJETS DE LOI SUBSÉQUENTS : C-354 ET C-323 : LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES COURS FÉDÉRALES (PROMOTION ET PROTECTION DES DROITS DE LA PERSONNE À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE)	75
CONCLUSION DU CHAPITRE 2	77

CHAPITRE 3 : LA CONFORMITÉ DES INITIATIVES CANADIENNES AVEC LES PRESCRIPTIONS ENVISAGÉES PAR LE PRINCIPE DIRECTEUR « PROTÉGER » 78

CONCLUSION PARTIE 2 : 84

PARTIE 3 : LES RECOURS JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES DISPONIBLES AU CANADA ET LE PRINCIPE DIRECTEUR « RÉPARER » DE JOHN RUGGIE 87

CHAPITRE 1 : LES RECOURS EXTRAJUDICIAIRES DISPONIBLES AU CANADA EN CAS DE VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME À L'ÉTRANGER PAR DES SOCIÉTÉS MINIÈRES CANADIENNES 90

SECTION 1 : LES RECOURS AUPRÈS DU BUREAU DU CONSEILLER EN RSE	90
A) <i>Le mandat du Bureau du conseiller en RSE</i>	91
B) <i>Le processus d'examen d'une plainte auprès du Bureau du conseiller en RSE</i>	93
C) <i>Exemples de plaintes déposées au Bureau</i>	97
SECTION 2 : LES RECOURS AUPRÈS DU POINT DE CONTACT NATIONAL CANADIEN.....	100
A) <i>Le mandat du PCN canadien en ce qui concerne l'examen des « circonstances spécifiques »</i> ...101	
B) <i>Le processus d'examen des « circonstances spécifiques » du PCN canadien</i>	102
C) <i>Exemples de plaintes déposées au PCN canadien</i>	104
CONCLUSION CHAPITRE 1 :	109

CHAPITRE 2 : LES RECOURS DEVANT LA JURIDICTION CIVILE QUÉBÉCOISE EN CAS DE VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME À L'ÉTRANGER PAR DES SOCIÉTÉS MINIÈRES CANADIENNES	111
SECTION 1 : LES RÈGLES DE LA COMPÉTENCE INTERNATIONALE DES TRIBUNAUX QUÉBÉCOIS EN CAS DE VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME À L'ÉTRANGER PAR DES SOCIÉTÉS MINIÈRES CANADIENNES	113
<i>A) Les règles invocables pour engager la compétence internationale des tribunaux québécois...</i>	114
1. La compétence générale prévue à l'article 3134 du Code civil du Québec	114
2. La compétence particulière concernant des litiges transnationaux prévue à l'article 3148 du Code civil du Québec	115
3. Le Forum de nécessité : une bouée de sauvetage dans des cas exceptionnels	118
<i>B) Les moyens invocables pour rejeter la compétence internationale des tribunaux québécois...</i>	120
1. La négation des critères de rattachement	120
2. La litispendance internationale	120
3. La doctrine du Forum non conveniens	121
<i>C) La compétence internationale des tribunaux québécois appliquée à l'affaire Anvil Mining.</i>	124
1. L'interprétation de l'article 3148 (2) C.c.Q. et le doute soulevé par la Cour d'appel quant à la contemporanéité	125
2. Le rejet du forum non conveniens par la Cour supérieure dont l'application aurait constitué un déni de justice	128
3. Le rejet du forum de nécessité par la Cour d'appel et le doute soulevé quant à l'interprétation du critère du « lien suffisant » avec le Québec	129
SECTION 2 : LES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES POUR ENGAGER LA RESPONSABILITÉ EXTRA CONTRACTUELLE DES SOCIÉTÉS MINIÈRES CANADIENNES EN CAS DE VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME PERPÉTRÉES À L'EXTÉRIEUR DU CANADA	131
<i>A) Les difficultés concernant la détermination de la loi applicable prévue par le droit international privé québécois</i>	132
1. Les règles générales de conflits de lois applicables aux personnes morales et à la responsabilité extracontractuelle	133
2. Le contournement des règles générales de conflit de lois : l'exception d'ordre public et la clause échappatoire	135
<i>B) Les difficultés liées à la structure opérationnelle des sociétés minières multinationales</i>	139
1. La responsabilité limitée de la société mère vis-à-vis des activités de ses filiales à l'étranger	139
2. Le soulèvement du voile corporatif afin d'engager la responsabilité de la société mère	141
CONCLUSION CHAPITRE 2 :	146
CHAPITRE 3 : LA VÉRIFICATION DE LA CONFORMITÉ DES MÉCANISMES JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES CANADIENS PAR RAPPORT AU RAPPORT DE RUGGIE.....	148
SECTION 1 : LES CRITÈRES D'EFFICACITÉ DE RUGGIE APPLICABLES AUX MÉCANISMES EXTRAJUDICIAIRES CANADIENS	148
SECTION 2 : L'ÉLIMINATION PRÉCONISÉE PAR RUGGIE DES OBSTACLES JURIDIQUES ET PROCÉDURAUX À L'INTÉRIEUR DES RECOURS JUDICIAIRES NATIONAUX	151
CONCLUSION PARTIE 3	153
CONCLUSION GÉNÉRALE	157
BIBLIOGRAPHIE.....	163

LISTE DES ABRÉVIATIONS

ACCI	Association canadienne contre l'impunité
ACDI	Agence Canadienne de Développement International
ACPE	Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs
AMC	Association minière du Canada
AQOCI	Association québécoise des organismes de coopération internationale
CCQ	Code civil du Québec
CCSRC	Canadian Centre for the Study of Resource Conflict
CERD	Comité pour l'Élimination de la Discrimination Raciale (ONU)
CNCED	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
CPAECI	Comité Permanent des Affaires Étrangères et du Commerce International
EDC	Exportation et développement Canada
FIDH	Fédération Internationale de ligues des Droits de l'Homme
MAECI	Ministère des Affaires Étrangères et du Commerce International
MCM	Mauritanian Copper Mines
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économique
OIT	Organisation Internationale du Travail
ONU	Organisation des Nations Unies
ONG	Organisation non gouvernementale
PCN	Point de Contact National
RCRCE	Réseau canadien sur la reddition de comptes des entreprises
RSE	Responsabilité Sociale des Entreprises
SFI	Société Financière Internationale

RESUMÉ

La présente étude a pour objectif de vérifier si le Canada respecte les prescriptions internationales en matière de droits de l'homme et d'entreprises vis-à-vis de l'encadrement qu'il exerce sur les sociétés minières canadiennes évoluant à l'étranger.

En 2011, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a adopté des «Principes directeurs» afin de mettre en œuvre le cadre de référence « Protéger, Respecter, Réparer » du Représentant spécial chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises. Selon ce cadre de référence, les États ont des obligations de protection et de réparation alors que les entreprises ont seulement la responsabilité de respecter les droits humains. Après six années de travail, le Représentant spécial John Ruggie, a fait le choix de formuler dans ses «Principes directeurs» des directives non contraignantes à l'égard des États et des entreprises afin de les aider à remplir leurs obligations et responsabilités vis-à-vis des droits de l'homme. Selon, l'ONU, cet instrument de portée universelle est le plus élaboré en la matière, si bien qu'il est recommandé aux entreprises et plus particulièrement aux États de s'y conformer lors de l'élaboration de leurs politiques respectives en matière d'activité économique et de droits humains.

Il convient donc de vérifier d'une part si l'encadrement exercé par l'appareil législatif et gouvernemental vis-à-vis des sociétés minières canadiennes évoluant à l'étranger est conforme au principe directeur «Protéger». D'autres part, il convient de vérifier si les recours judiciaires et extrajudiciaires disponibles au Canada remplissent les exigences du principe directeur «Réparer». Cette double analyse permettra de conclure que le Canada respecte dans les grandes lignes ces «Principes directeurs» mais qu'il pourrait faire bien plus notamment en terme d'accès à des réparations effectives pour les victimes étrangères de minières canadiennes

ABSTRACT

This study propose to assess whether Canada meets the international requirements of business and human rights in relation to the supervision it has on Canadian mining companies operating abroad.

In 2011, the Human rights Council adopted the Special Representative's *Guiding Principles* on Business and Human Rights in order to implement the United Nations "Protect, Respect and Remedy" Framework. According to this framework, States have obligations to protect and remedy while companies only have responsibilities to respect human rights. After six years of work, the Special Representative on Business and Human rights, John Ruggie, has chosen to give in its *Guiding Principles* non-binding recommendations in order to help States and businesses to encounter their obligations and responsibilities towards human rights. According to the UN, this universal instrument is the most developed in the field. Thus, it is strongly recommended that companies and especially States, comply those «guiding principles» when they elaborate their respective policies on economic activity and human rights.

It is therefore necessary to check first if the supervision exercised by the legislature and the government on Canadian mining companies operating abroad succeeds to comply with the "Protect" principles. On the other hand, it must be checked whether the judicial and extrajudicial remedies available in Canada meet the requirements of the «Remedy" principles. This dual analysis will led to conclude that Canada meets broadly the "Guiding Principles" but could do much more, especially in terms of access to effective remedies for foreign victims of Canadian mining companies.

«Imposing adequate controls over multinational conduct and achieving accountability by multinationals for their conduct both at home and abroad should be a major objective of every industrialized power»¹

INTRODUCTION

Le droit international et les entreprises multinationales

Aux débuts de la mondialisation, le mot d'ordre était de laisser place à l'investissement international, dès lors qu'il était présenté comme le seul moteur efficace au développement économique mondial. Le paradigme de «*Bretton Woods*» - préconisant la libéralisation des marchés et la promotion des investissements étrangers - était prôné par l'ensemble des institutions financières internationales². Il fallait donc lever tout obstacle à la libre circulation des investissements, ce qui a engendré l'adoption d'une multitude d'accords bilatéraux et multilatéraux en ce sens. Les gouvernements des pays en développement voulant attirer des investissements étrangers ont alors cédé aux demandes d'exemptions fiscales ou juridiques émanant des multinationales étrangères³. Ces États pensaient qu'il était de leur intérêt de laisser les entreprises étrangères se réguler elles-mêmes.⁴ Cela eu pour conséquence de donner à ces dernières le loisir d'agir sur le territoire des pays en voie de développement comme bon leur semblait, et ce, au détriment de personnes vulnérables dont les droits pouvaient, par conséquent, être bafoués en toute impunité sans espoir d'obtenir justice :

¹ PHILLIP I. BLUMBERG, «Accountability of Multinational Corporations: The Barriers Presented by Concepts of the Corporate Juridical Entity Symposium: Holding Multinational Corporations Responsible under International Law», (2000) 24 *Hastings Int'l & Comp. L. Rev.* 297 , p.297

² JOËLLE MATTE, *Les violations des droits humains commises par les entreprises transnationales du secteur extractif: Quelles solutions pour contrer le déficit de gouvernance?*, Essai de maîtrise en Études internationale, Laval, Institut Québécois de Hautes Études internationales, Université Laval, 2011 , pp.12-14

³ OLIVIER MAUREL, *La responsabilité des entreprises en matière de droits de l'homme: Nouveaux enjeux, nouveaux rôles*, 1, Paris, La documentation française, 2009, p.22

⁴ SCOTT JERBI, «Business and Human Rights at the UN: What Might Happen Next?», (2011) 31 *Human Rights Quarterly* 299 , p303.

«Multinational corporations operate in what has been described as a vacuum between ineffective national laws and non-existent or unenforceable international law».⁵

En effet, il n'existe pas de norme juridique internationale contraignante pour les multinationales⁶, ni de tribunal international vers lequel les victimes d'entreprises peuvent se tourner en cas de violation de leurs droits fondamentaux⁷. Ainsi, ces victimes n'ont pas d'autres choix que de se tourner vers les juridictions nationales, mais là encore de nombreux obstacles se dressent devant elles⁸. Nous en verrons, d'ailleurs, l'illustration canadienne lorsqu'il sera question d'analyser les difficultés que rencontrent les victimes étrangères de sociétés minières canadiennes lorsqu'elles tentent d'obtenir justice devant les tribunaux canadiens.

Adoption d'un cadre de référence international en matière de droits humains à destination des entreprises et des États

Devant ce triste constat, un autre courant s'est imposé au milieu des années 90. L'impunité des entreprises devenant insupportable pour beaucoup d'observateurs, ces derniers ont alors commencé à militer en faveur d'un plus grand respect des droits de l'homme par les entreprises. Le militantisme accru d'ONG a alors permis de mettre de l'avant de nombreuses allégations de violations des droits de la personne⁹. Cela a également permis d'ouvrir le débat sur la nécessité d'encadrer les entreprises, afin qu'elles respectent les droits de l'homme dans l'ensemble de leurs activités commerciales¹⁰. Alors que beaucoup d'auteurs ont et continuent de prôner la nécessité d'une norme internationale contraignante,¹¹ l'ONU et ses organisations internationales ont préféré se tourner vers des normes volontaires de responsabilité sociale des entreprises (RSE). Les premiers essais dans ce sens émanèrent des agences onusiennes au milieu des années 70,

⁵ OLUFEMI AMAO, *Corporate social responsibility, human rights, and the law : multinational corporations in developing countries*, Milton Park, Abingdon, Oxon ; New York, Routledge, 2011 , p.1

⁶ SARAH JOSEPH, *Corporations and transnational human rights litigation*, 4, coll. «Human rights law in perspective », Oxford Hart Publishing, 2004 , p.6

⁷ La Cour pénale internationale n'a compétence qu'à l'égard des personnes physique et non des personnes morales : Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une Cour criminelle internationale, *Statut de Rome de la Cour Pénale Internationale*, Doc. N.U. A/CONF.183/9 (17 juillet 1998), article 25

⁸ PETER MUCHLINSKI, «Implementing the New UN Corporate Human Rights Framework: Implications for Corporate Law, Governance, and Regulation», (2012) 22 *Business Ethics Quarterly* 145, pp.150-155

⁹ DEVA SURYA, *Regulating Corporate Human Rights Violations: Humanizing Business*, coll. «Routledge Research in Human Rights Law», London, New York, Routledge, 2012 , p.5

¹⁰ ROBERT C. BLITT, «Beyond Ruggie's Guiding Principles on Business and Human Rights: Charting an Embrasive Approach to Corporate Human Rights Compliance», (2012) 48 *Tex. Int'l L. J.* 32 , p.57

¹¹ D. SURYA, préc., note 9, p.116 ; O. AMAO, préc., note 5, p.274 ; P.I. BLUMBERG, préc., note 1, p.297

notamment, de l'Organisation de Coopération et de Développement Économique¹² (OCDE) et de l'Organisation Internationale du Travail¹³ (OIT). Puis, l'ONU elle-même, qui s'intéressait à la problématique depuis les années 60 au travers de la CNUCED, commença à intensifier sa surveillance au début des années 2000¹⁴. C'est ainsi que la Commission des droits de l'homme puis le Conseil des droits de l'homme soumièrent plusieurs propositions qui menèrent à la nomination d'un Représentant spécial chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises, en la personne de John Ruggie¹⁵. Ce dernier proposa en 2011, après six années de travail, un rapport final énonçant un cadre de référence autour de trois piliers : «Protéger, Respecter et Réparer»¹⁶. Au travers de celui-ci, Ruggie reconnaît que les entreprises ont la responsabilité de «respecter» les droits humains mais surtout que les États ont l'obligation de «protéger» contre des abus potentiels et de «réparer» en cas de violations avérées. Même si ce cadre de référence n'est pas contraignant, il est tout de même l'instrument international le plus accompli en matière d'entreprises et de droits humains. A fortiori, ce cadre a pour objectif de s'appliquer universellement¹⁷. De ce fait, c'est sur lui que les États et les entreprises peuvent se baser, lorsqu'ils définissent leurs politiques respectives en matière d'activité économique et de droits humains. Et c'est justement cet instrument international, qu'on se propose d'utiliser dans la présente étude, pour vérifier si le Canada respecte les prescriptions

¹² OCDE, *Les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales*, ÉDITIONS OCDE, 2011, en ligne: <<http://www.oecd.org/fr/daf/inv/mne/48004355.pdf>> (site consulté le 13 novembre 2012) [ci-après : OCDE, *Principes directeurs*, 2011]

¹³ BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL, Conseil d'administration, *Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale*, Genève, 2006, en ligne: <http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed_emp/@emp_ent/documents/publication/wcms_124923.pdf> (site consulté le 20 octobre 2013) [ci-après : OIT, *Déclaration de principes*]

¹⁴ D. SURYA, préc., note 9, p.8 ; Dès les années 60, l'ONU surveillaient les activités des multinationales au travers de la CNUCED. La CNUCED est un lieu de débats intergouvernementaux où des travaux de recherche sont notamment effectués. Dès les années 70 des accords ont été passés sous l'égide de la CNUCED pour favoriser un développement économique durable. Pour plus d'informations, consultez le site de la CNUCED : <<http://unctad.org/fr/pages/AboutUs.aspx>> (site consulté le 4 décembre 2013)

¹⁵ CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME, *Mandat du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises*, Doc. N.U. A/HRC/RES/8/7, 8ème sess., (18 juin 2008), en ligne: <http://ap.ohchr.org/documents/E/HRC/resolutions/A_HRC_RES_8_7.pdf> (site consulté le 12 février 2013)

¹⁶ CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME, *Rapport du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises, John Ruggie - Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme: mise en œuvre du cadre de référence «protéger, respecter et réparer» des Nations Unies*, Doc. N.U. A/HRC/17/31 17ème sess., (21 mars 2011), en ligne: <http://www.ohchr.org/Documents/Issues/Business/A.HRC.17.31_fr.pdf> (site consulté le 20 août 2013) [ci-après : Ruggie, «Principes directeurs», 2011]

¹⁷ Ruggie, «Principes directeurs», 2011, p7: « Les Principes directeurs s'appliquent à tous les États et à toutes les entreprises commerciales, transnationales ou autres, indépendamment de leur taille, de leur secteur, de leur lieu d'implantation, de leur régime de propriété et de leur structure».

internationales en matière de droits humains vis à vis des sociétés minières canadiennes opérant à l'étranger.

L'obligation des États de «Protéger» et de «Réparer»

Traditionnellement, lorsqu'une multinationale commet des exactions, les victimes doivent porter leur cause devant la juridiction où les violations ont eu lieu. Mais si cette juridiction n'est pas à même d'entendre ce type d'action alors les victimes feront face à un déni de justice. Or, ce genre de situation n'est pas rare dans les pays en voie de développement où les problèmes de gouvernances sont récurrents¹⁸. C'est pourquoi, le Représentant spécial de l'ONU encourage fortement les États d'origines à adopter des règles visant à empêcher les pratiques abusives de leurs sociétés à l'étranger et le cas échéant, permettre à ces victimes d'obtenir justice devant leur juridiction¹⁹. D'ailleurs cette position est largement reconnue par la communauté internationale,²⁰ qui soutient que puisque le droit international et le droit des États hôtes ne sont pas en mesure de garantir le respect des droits fondamentaux par les entreprises multinationales, il revient alors à l'État d'origine de faire quelque chose :

«It is clear that so long as host states are not capable of providing adequate access to justice and there is no international mechanism to which victims of multinationals can turn, home states can and should play a larger role than they currently do in providing regulatory and judicial access to remedy at home for persons overseas who have been harmed by multinationals, or foreign subsidiaries of multinationals, that are domiciled in the home state»²¹.

C'est en partant de ce postulat que nous en sommes venus à nous intéresser au cas du Canada et à ce qu'il fait pour s'assurer que les sociétés minières, enregistrées sur son territoire, respectent les droits humains lorsqu'elles opèrent à l'étranger.

¹⁸ CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME, *Protéger, respecter et réparer: un cadre pour les entreprises et les droits de l'homme- Rapport du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises*, M. John Ruggie, , Doc.N.U.A/HRC/8/5, 8ème sess., (7 avril 2008), en ligne: <<http://www.un.org/french>> (site consulté le 20 octobre 2013) , par.19 [ci-après : Ruggie, *cadre de référence*, 2008]

¹⁹ Ruggie, «Principes directeurs», 2011, Principe 1

²⁰S. JOSEPH, préc., note 6, pp.11-12 : «it is generally recognised in international law that states can exercise extraterritorial jurisdiction over wrongs committed abroad by their own nationals and this would include corporations incorporated in such states».

²¹ CATHERINE COUMANS, «Mining and Access to Justice: From Sanction and Remedy to Weak Non-Judicial Grievance », (2012) 45 *U.B.C. L. Rev.* 651 , p.687

La place des sociétés minières canadiennes dans le monde et le respect des droits humains

Le secteur minier est un pilier de l'économie canadienne si bien qu'une vingtaine de dirigeants de sociétés minières canadiennes figurent au tableau des cent PDG les mieux payés au Canada²².

De plus, le Canada est incontestablement un leader mondial dans le domaine minier. Près d'un quart des quarante plus grosses sociétés minières dans le monde sont canadiennes et près de 60% des sociétés minières mondiales sont enregistrées à la bourse de Toronto²³. Ces entreprises détiennent des propriétés dans plus de cent pays et elles ont investi, rien qu'en 2008, plus de soixante milliards de dollars en Amérique latine et en Afrique²⁴.

En outre, d'après un rapport commandé et transmis à l'Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs, les sociétés minières canadiennes sont impliquées dans des violations relatives à la responsabilité sociale des entreprises quatre fois plus souvent que les sociétés minières provenant d'autres pays²⁵. D'ailleurs, au début de ses travaux, le Représentant spécial de l'ONU, John Ruggie, avait publié un rapport dans lequel il était indiqué que sur 320 allégations de violations, choisies de façon aléatoire, le secteur extractif capitalisait le plus haut taux de violation parmi neuf secteurs, soit 28% des cas à lui seul²⁶.

Or, il est impensable d'imaginer que le Canada n'a pas une part de responsabilité à endosser vis à vis de ces violations surtout lorsque l'on sait que le gouvernement canadien offre, par le biais de

²² HUGH MACKENZIE, Canadian centre for policy alternatives, *Recession-Proof : Canada's 100 best paid CEOs* Ottawa, January 2011, en ligne: <<http://policyalternatives.ca>> (site consulté le 20 janvier 2013) : En 2009, sur les 100 PDG canadiens les mieux payés, figurait en 1^{ère} place Aaron Regent le PDG de Barrick Gold Corp, à la 6^{ème} Fred George of Gammon Gold Inc, à la 10^{ème} place Peter Marrone of Yamana Gold Onc, ou encore le 31^{ème} Chales Jeannes de Goldcorp et 37^{ème} Peter Jones de HudBay Minerals Inc.

²³ Mining Watch Canada, *Corporate rights over human rights: Canadian mining in Central America*, 13 janvier 2011, en ligne : <<http://www.miningwatch.ca/fr/node/6681>> (site consulté le 2 février 2013)

²⁴ *Renforcer l'avantage Canadien : Stratégie de responsabilité sociale des entreprises (RSE) pour les sociétés extractives Canadiennes présentes à l'étranger*, Ottawa, Ministère des affaires étrangères et du commerce international mars 2009 en ligne: <<http://http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/topics-domaines/other-autre/csr-strat-rse.aspx?lang=fra>> (site consulté le 20 mai 2013) [ci-après :*Renforcer l'avantage canadien*]

²⁵ The Canadian Center for the Study of Ressource Conflict, *Corporate Social Responsibility : Movements and Footprints of Canadian Mining and Exploration Firms in the Developing World*, octobre 2009, en ligne : <<http://www.resourceconflict.org>> (site consulté le 10 aout 2013)

²⁶ CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME, *Rapport du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises -Additif : Entreprises et droits de l'homme: étude relative à l'étendue et aux types de violations présumées des droits de l'homme mettant en cause des entreprises*, Doc. N.U. A/HRC/8/5/Add.2 8^{ème} sess., (23 mai 2008), en ligne: <<http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G08/136/62/PDF/G0813662.pdf?OpenElement>> (site consulté le 12 février 2013) , para.8 : Les allégations ont été divisées en neuf secteurs d'activité : Extraction (28%), services financiers (8%), alimentaire et boisson (7%), industrie lourde (4%), infrastructure (9%), technologie de l'information, électronique et télécommunication (5%), industrie pharmaceutique (12%), produits de la consommation (21%) et autres (6%).

ses agences, un large soutien politique et financier aux sociétés minières enregistrées au Canada²⁷.

Sociétés minières canadiennes, violation des droits de l'homme à l'étranger : Le Canada respecte-t-il les prescriptions internationales en la matière?

Le présent mémoire a pour objectif d'analyser si les dispositions prises par le Canada, vis-à-vis de ses sociétés minières évoluant à l'étranger, sont en accord avec les recommandations du Représentant spécial de l'ONU. Ce dernier a publié, en 2011, un cadre de référence autour de trois piliers : «Protéger, Respecter, Réparer», accompagnés de «principes directeurs» afin de les mettre en œuvre²⁸. Nous nous intéresserons, dans un premier temps, aux étapes qui ont menées à leur adoption, de même qu'à leur teneur et à la façon dont ces principes ont été accueillis par les différents acteurs concernés (Partie 1).

Puis nous nous tournerons, dans un deuxième temps, vers le Canada, pour vérifier si ce dernier respecte les recommandations formulées dans ce rapport. Le volet «Respecter» s'adressant directement aux entreprises, nous nous pencherons uniquement sur les obligations de «Protéger» et «Réparer» incombant aux États. Pour cela nous nous poserons une série de questions.

D'abord, en ce qui concerne l'obligation de «Protéger», existe-t-il au Canada une norme législative contraignante à l'encontre des sociétés minières canadiennes afin de s'assurer qu'elles respectent les droits humains lorsqu'elles opèrent à l'étranger ? De même, existe-t-il une politique de régulation gouvernementale en la matière et dans l'affirmative, est-elle en accord avec les prescriptions de John Ruggie ? (Partie 2).

Enfin, concernant l'obligation de «Réparer», le Canada offre-t-il des mécanismes judiciaires et extrajudiciaires performant afin de permettre aux victimes étrangères de porter leur cause au Canada en cas de violations à l'étranger de leur droits fondamentaux par des sociétés minières canadiennes ? Et dans l'affirmative, ces mécanismes rencontrent-ils les exigences de Ruggie en la matière ? (Partie 3).

²⁷ KARYN KEENAN, «Commentary. Desperately seeking sanction: Canadian extractive companies and their public partners», (2013) 34 *Canadian Journal of Development Studies* 111 , p.112

²⁸ Ruggie, «Principes directeurs», 2011

Partie 1 : Les initiatives internationales de régulation et le cadre de référence universel « Protéger, Respecter et Réparer » relatif aux entreprises et aux droits de l'homme

La communauté internationale ne s'est intéressée à l'idée de réguler les entreprises transnationales qu'à partir des années 70, et cela même si de nombreuses entreprises s'étaient impliquées auprès des nazis pendant la 2^{ème} guerre mondiale.²⁹ Dès lors, différentes méthodes de régulation ont été proposées. D'un côté les entreprises et certains gouvernements se montraient favorables à l'adoption d'un instrument de *soft law* alors que la société civile se rangeait du côté de la contrainte. Mais, même au sein des partisans du *hard law*, les avis divergeaient. En effet, si certains auteurs prônaient l'édiction d'une norme contraignante visant directement les entreprises et s'accompagnant de mécanismes de contrôle internationaux,³⁰ d'autres proposaient une solution États-centrée, en ce que les normes contraignantes à destination des entreprises soient mise en œuvre directement par les États concernés.³¹ Toutefois, comme nous allons le voir, l'ONU et ses organisations internationales ont préféré choisir le chemin du volontarisme avec l'adoption d'instruments de RSE non contraignant.³²

Même si le présent mémoire a pour objectif d'analyser la conformité des dispositions canadiennes vis-à-vis du cadre de référence « Protéger, Respecter, Réparer » de John Ruggie, il est tout de même intéressant de dresser la liste des plus importantes initiatives internationales en matière d'entreprise et de droit humains qui ont émané de l'ONU, et de ses agences, ces dernières années. En effet, nous aurons l'occasion de constater que plusieurs initiatives internationales se retrouvent dans les politiques canadiennes de régulation. De plus, nous verrons que le cadre de référence non contraignant « Protéger, Respecter, Réparer » s'est largement inspiré de ces initiatives si bien que Ruggie y fait souvent référence dans ses différents rapports.³³

Au terme de ces initiatives, nous allons en analyser deux émanant d'organisations internationales et adoptées dès la fin des années 1970, à savoir, la *Déclaration de principes tripartite sur les*

²⁹ D. SURYA, préc., note 9, p.6

³⁰ *Id.*, p.116 ; O. AMAO, préc., note 5, p.274 ; P.I. BLUMBERG, préc., note 1, p.297

³¹ S. JOSEPH, préc., note 6, p.6;

³² D. SURYA, préc., note 9, pp.7-8

³³ Ruggie, *cadre de référence*, 2008 ; Ruggie, «Principes directeurs» (2011)

entreprises multinationales et la politique sociale de l'OIT³⁴ et les *Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales*³⁵ (Chapitre 1). Ensuite, nous nous intéresserons à trois initiatives onusiennes d'encadrement : le Pacte mondial lancé par l'ancien Secrétaire Général de l'ONU,³⁶ un projet de Normes contraignantes émanant d'un Groupe de travail onusien sur la question des droits de l'homme et des entreprises³⁷ et bien sûr le cadre de référence « Protéger, Respecter, Réparer » du Représentant spécial de l'ONU³⁸ (Chapitre 2). Enfin, nous nous pencherons sur l'avenir et l'impact du cadre de référence en analysant l'accueil qui en a été fait par les gouvernements, les entreprises et la société civile (chapitre 3). Nous verrons que le chemin menant à une véritable responsabilisation des sociétés multinationales est encore long et que ces initiatives ne sont pas une fin en soi, mais bien le début d'une bataille de longue haleine.

³⁴ OIT, *Déclaration de principes*

³⁵ OCDE, *Principes directeurs*, 2011

³⁶ Organisation des Nations Unies, *Le Pacte mondial*, en ligne:

<<http://www.unglobalcompact.org/languages/french/>> (site consulté le 12 août 2013) [ci-après : *Pacte mondial*]

³⁷ SOUS-COMMISSION DE LA PROMOTION ET DE LA PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME, *Normes sur la responsabilité en matière de droits de l'homme des sociétés transnationales et autres entreprises*, Doc. N.U.

E/CN.4/Sub.2/2003/12/Rev.2, 55ème session, (26 août 2003), en ligne:

<<http://www.unhcr.ch/Huridocda/Huridoca.nsf/0/fa319e648a7b3389c1256d5900459385?Opendocument>> (site consulté le 25 juillet 2013) [ci-après : ONU, *Projet de Normes*, 2003]

³⁸ Ruggie, «Principes directeurs» (2011)

Chapitre 1 : Les tentatives d'encadrement émanant des organisations internationales rattachées à l'ONU

Suite à la prise de conscience générale concernant l'impact négatif que certaines entreprises pouvaient avoir sur les droits de l'homme, on a assisté à de nombreuses tentatives d'encadrement émergeant d'instances internationales. Le nombre exponentiel de ces initiatives internationales ne nous permet pas d'en dresser une liste exhaustive, mais nous pouvons néanmoins, en citer les deux plus importantes en terme de portée : la *Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale* de l'OIT, et les *Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales*³⁹.

L'objectif, ici, n'est pas de dresser un inventaire des instruments internationaux existants, mais plutôt de comprendre pourquoi la nécessité de créer une norme internationale, s'adressant aux entreprises en matière de droits de l'homme, s'est fait sentir au sein de l'ONU.

En effet, encore aujourd'hui, aucune initiative internationale à l'extérieur des Nations-Unies, n'a été en mesure de proposer un cadre normatif universel s'adressant à la fois à l'ensemble des États et couvrant l'ensemble des droits humains. Pour illustrer ce postulat, il convient d'analyser dans un premier temps les deux grands instruments précités en s'intéressant à leurs objectifs mais surtout à leur portée respective.

Section 1 : La Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale de l'Organisation internationale du travail.

La *Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale* a été adoptée, par le Conseil d'administration de l'Organisation Internationale du Travail en 1977, grâce aux pressions exercées par la Confédération internationale des syndicats libres.

³⁹ Pour une liste plus complète des initiatives internationales, veuillez consulter : COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME, *Rapport de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur la responsabilité en matière de droits de l'homme des sociétés transnationales et autres entreprises*, Doc. N.U. E/CN.4/2005/91 61ème session, (15 février 2005), en ligne: <<http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G05/110/28/PDF/G0511028.pdf?OpenElement>> (site consulté le 15 février 2012), Annexe 2 et 3

Elle fit, par la suite, l'objet de révisions en 2000 et en 2006⁴⁰. Son objectif principal est « d'encourager les entreprises multinationales à contribuer positivement au progrès économique et social, ainsi qu'à minimiser et à résoudre les difficultés que leurs diverses opérations peuvent soulever »⁴¹.

Pour éviter les risques de chevauchement entre la Déclaration de l'OIT et des normes provenant d'autres institutions internationales, l'Organisation tripartite a pris la décision de limiter l'objet de son texte aux seules questions entrant dans son mandat, à savoir, les droits humains relatifs au travail⁴². On y trouve ainsi certains principes fondamentaux, déjà inscrits dans plusieurs conventions de l'OIT, comme ceux relatifs à l'emploi⁴³, la formation, les conditions de travail et de vie⁴⁴, les relations professionnelles⁴⁵. Même si les parties se doivent de respecter les droits humains reconnus dans la « DUDH et Pactes internationaux correspondants que l'Assemblée générale des Nations Unies a adoptés »⁴⁶, il semble que la portée de la Déclaration soit limitée aux droits du travail⁴⁷.

Pour ce qui est du champ d'application, l'Organisation l'a voulu de portée universelle⁴⁸. Ainsi, la Déclaration s'adresse à la fois aux États membres, aux entreprises multinationales et aux organisations d'employeurs et de travailleurs⁴⁹. Selon l'OIT, « l'adhésion à ses principes par toutes les parties concernées contribuerait à l'instauration d'un climat plus propice à la croissance économique et au progrès social »⁵⁰. Mais, cette adhésion se faisant sur une base volontaire,⁵¹ la Déclaration n'est en rien contraignante et son irrespect ne peut entraîner de sanctions⁵². Cela, malgré l'existence d'une procédure d'examen des différends relatifs à l'application de la

⁴⁰ BIT, Conseil d'administration, *Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale*, 204e session (Genève, novembre 1977), telle qu'amendée par le Conseil à sa 279e session (Genève, novembre 2000) et à sa 295e session (mars 2006), en ligne :

<http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed_emp/@emp_ent/documents/publication/wcms_124923.pdf> (site consulté le 3 octobre 2012)

⁴¹ OIT, *Déclaration de principes*, para.2

⁴² OIT, *Déclaration de principes*, Introduction

⁴³ Promotion de l'emploi, égalité des chances et de traitement, sécurité de l'emploi

⁴⁴ Salaires, prestations et conditions de travail, âge minimum, sécurité et hygiène

⁴⁵ Liberté syndicale et droit d'organisation, négociation collective, consultation, examen des réclamations, règlement des conflits du travail

⁴⁶ OIT, *Déclaration de principes*, para.8

⁴⁷ D. SURYA, préc., note 9, p.90

⁴⁸ OIT, *Déclaration de principes*, Introduction

⁴⁹ OIT, *Déclaration de principes*, para.4

⁵⁰ OIT, *Déclaration de principes*, Introduction

⁵¹ D. SURYA, préc., note 9, p.89

⁵² ISABELLE DAUGAREILH, «Responsabilidad social de las empresas transnacionales: Analisis critico y prospective juridica», (2009) 27 *Cuadernos de relaciones laborales* 93, p112, (disponible en français à l'adresse :

<http://docs.china-europa-forum.net/daugareilh_cuadernosrse-francais_2009.pdf> (site consulté le 10 août 2013))

Déclaration⁵³. En effet, suite à l'adoption de la Déclaration, une Commission sur les Entreprises Multinationales a été créée, pour recevoir des demandes d'interprétation de la Déclaration en cas de désaccord entre les parties. Mais il semble que seuls les gouvernements des États membres soient en mesure de saisir la Commission d'une telle requête⁵⁴. De plus, la Commission ne peut qu'élaborer une réponse aux questions posées. Elle ne peut ni imposer de mesures aux parties ni effectuer de suivi sur les dossiers dont elle est saisie. Ainsi, la Déclaration est dépourvue de réels processus de suivi ou de mécanismes de mise en œuvre, la procédure de règlement des différends n'étant, au final, que de la poudre aux yeux⁵⁵.

D'autres critiques ont été formulées à l'égard de cet instrument international. D'abord, la Déclaration ne donne pas de définition claire de ce qu'elle entend par « multinationales » laissant planer un doute sur son champ d'application⁵⁶. Ensuite, elle invite les entreprises à respecter les standards en matière de droit humains du pays dans lequel elles opèrent⁵⁷. Or, ces derniers sont souvent des pays en voie de développement où la réglementation, en matière de droits humains, est très peu développée. Ainsi, pour rendre la Déclaration plus efficace il faudrait que celle-ci invite les multinationales à respecter non seulement les standards du pays hôte, mais aussi celles du pays d'origine⁵⁸. La Déclaration aurait donc besoin d'être révisée pour demeurer pertinente :

« The ILO Declaration ends up being a merely aspirational declaration without any legal enforceability, or even the possibility of market coercion in the absence of any process for publicly 'naming and shaming' delinquent companies »⁵⁹.

Au final, les entreprises multinationales ne sont pas directement soumises aux normes de l'OIT. L'Organisation a fait le choix de laisser, aux États, le soin d'assurer sa mise en œuvre. En cas de doute sur l'interprétation des directives, les États peuvent consulter la Commission sur les Entreprises Multinationales pour obtenir une réponse. Le respect des principes est donc

⁵³ BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL, Conseil d'administration *Procédure pour l'examen des différends relatifs à l'application de la Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale, par interprétation de ses dispositions*

, Genève, mars 1986, en ligne:

<http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed_emp/@emp_ent/documents/publication/wcms_124923.pdf> (site consulté le 13 février 2013)

⁵⁴ *Id.*, par. 5 et 6

⁵⁵ D. SURYA, préc., note 9, p.91

⁵⁶ OIT, *Déclaration de principes*, para. 6 : «Une définition juridique précise des entreprises multinationales n'est pas indispensable pour que la présente Déclaration puisse répondre à son but»

⁵⁷ OIT, *Déclaration de principes*, para. 10 et para. 33

⁵⁸ D. SURYA, préc., note 9, pp.91-92

⁵⁹ *Id.*, p.92

conditionné par leur réception et intégration au droit interne des États adhérents⁶⁰. Cela montre bien le rôle essentiel qu'ont à jouer les juridictions nationales des États membres. C'est à elles que revient, en premier lieu, le devoir de contrôler leurs entreprises pour que celles-ci respectent les droits de l'homme. De plus, la Déclaration reconnaît que, pour une application plus effective des principes qu'elle énonce, l'effort doit provenir en particulier des États membres dans lesquels les entreprises ont leur siège social⁶¹. Ceux-là auraient une capacité plus grande que celle des États hôtes, pour influencer les entreprises à respecter les droits humains relatifs au travail lorsqu'elles évoluent à l'étranger.

Enfin, même si la Déclaration n'est pas contraignante et qu'elle mériterait d'être révisée sur plusieurs points, elle reste, toutefois, une initiative importante et symbolique, qui réaffirme des principes, que les 183 États membres, doivent s'engager à respecter. Mais surtout elle prône la nécessité de leur mise en œuvre dans le droit interne⁶².

Section 2 : Les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales

Les *Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales* font originellement partie de la *Déclaration de l'OCDE sur l'investissement international et les entreprises multinationales* de 1976⁶³. Ces *Principes directeurs* sont des recommandations que 42 États adhérents⁶⁴ adressent aux entreprises multinationales. Plus précisément, ils énoncent « des principes et des normes volontaires de conduite responsable des entreprises, en conformité avec les législations applicables et les normes internationalement admises »⁶⁵.

Depuis leur adoption en 1976, ces *Principes* ont été réexaminés à deux reprises : en 2000 puis en 2011. La révision de 2000 a permis d'apporter de nettes améliorations. D'abord leur portée a été élargie⁶⁶. En effet, alors que l'instrument s'adressait uniquement aux multinationales qui opéraient dans un État adhérent, aujourd'hui, les *Principes* s'adressent aussi bien aux multinationales opérant dans un État adhérent qu'à celles provenant de ces États c'est à dire qui

⁶⁰ OIT, *Déclaration de principes*, para.3

⁶¹ I. DAUGAREILH, préc., note 52, p.101

⁶² O. MAUREL, préc., note 3, p.109

⁶³ OCDE, *Principes directeurs*, 2011

⁶⁴ Les 34 États membres de l'OCDE dont le Canada et 8 autres États non membres ayant adhéré aux Principes.

⁶⁵ OCDE, *Principes directeurs*, 2011, Préface.

⁶⁶ D. SURYA, préc., note 9, p.80

ont leur siège social dans l'un des États adhérents⁶⁷. De plus, ces multinationales sont tenues d'encourager leurs filiales, leurs fournisseurs et leurs sous-traitants à respecter les *Principes*⁶⁸.

Ensuite, bien que l'initiative de l'OCDE soit considérée comme un instrument de *soft law*, et donc non contraignante, elle est toutefois accompagnée d'un mécanisme de mise en œuvre. En effet, lors de la révision de 2000, l'OCDE a proposé la création de Points de contact nationaux (PCN) dans chacun des États adhérents afin que ces derniers assurent un suivi du texte⁶⁹. Ainsi, à l'instar de l'OIT, l'OCDE considère, par là même, que c'est à l'État que revient l'obligation d'encadrer ses entreprises lorsqu'elles opèrent à l'étranger.

Les PCN ont plusieurs missions. D'abord ils doivent promouvoir les *Principes directeurs* auprès des entreprises et répondre aux questions et demandes d'informations relatives aux *Principes*. Ensuite, les PCN agissent comme des organes nationaux de règlement de différends. En effet, chaque PCN peut entendre des requêtes provenant d'ONG, d'entreprises, de syndicats, ou de toute partie intéressée, dans le cas où des atteintes aux *Principes* auraient été commises par des multinationales. On parle alors d'examen des « circonstances spécifiques »⁷⁰. Les parties doivent s'adresser, en premier lieu, au PCN de l'État où la violation a été commise pour privilégier une résolution locale du conflit. Le problème étant que la plupart des atteintes sont perpétrées dans des pays en développement qui, le plus souvent, ne sont pas adhérents aux *Principes*. Fort heureusement, il existe, en second lieu, la possibilité de s'adresser au Point de contact national du pays d'origine de l'entreprise lorsque celui-ci a adhéré aux *Principes*⁷¹. Cette pratique se développe d'ailleurs de plus en plus. Nous en verrons d'ailleurs l'illustration lorsque nous nous pencherons sur le cas du PCN canadien, dans la dernière partie du mémoire.

En outre, il ne faut pas oublier que malgré la création des PCN assurant un certain suivi, les *Principes directeurs* demeurent non contraignants. Les PCN sont avant tout des pôles de médiation si bien qu'ils n'aient aucun pouvoir de sanction à proprement parler contre les

⁶⁷ OCDE, *The OECD Declaration and Decisions on International Investment And Multinational Enterprises: Basic Texts : Annex I-The OECD Guidelines for Multinational Enterprises*, 2000, en ligne : <<http://search.oecd.org/officialdocuments/displaydocumentpdf/?doclanguage=en&cote=daffe/ime%282000%2920>> (site consulté le 15 avril 2013), [ci-après : OCDE, *Principes directeurs*, 2000], para. I.2

⁶⁸ OCDE, *Principes directeurs*, 2000, para. II.10

⁶⁹ D. SURYA, préc., note 9, p.80 ; Avant la révision des Principes en 2000, il existait déjà une sorte de mécanisme de suivi au sein de l'OCDE, le Comité de l'investissement international et des entreprises multinationales (CIME). Lors de la révision de 2000, certaines de ses prérogatives ont été transférées au PCN. Le CIME existe encore aujourd'hui en tant qu'organe de conseil mais son mandat est bien plus restreint. Pour plus d'information, consultez le site : <<http://www.oecd.org/daf/inv/oecdiinvestmentcommittee.htm>> (site consulté le 4 décembre 2013)

⁷⁰ OCDE, *Principes directeurs*, 2011, *Procédures de mise en œuvre des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, Lignes directrices de procédure*, p.82

⁷¹ Id., p.83

entreprises, et cela même en cas de violations avérées⁷². Ils ne peuvent ni accorder de compensations financières aux plaignants, ni imposer de sanctions pécuniaires aux entreprises. La seule sanction « indirecte » est donc l'atteinte à la réputation, mais pour cela, faut-il encore que les étapes de la procédure et le résultat ne soient pas gardés confidentiels⁷³. En fait, ce choix est à la discrétion des PCN qui sont libres d'aménager leur procédure d'examen des plaintes. En effet, lors de l'établissement des PCN, les États ne doivent se conformer qu'à de simples « modalités institutionnelles » leur laissant une grande marge de manœuvre dans le choix de la composition ou des moyens d'action⁷⁴. Cette grande liberté a été vivement critiquée par la société civile⁷⁵, puisqu'au final chaque État adhérent définit lui-même le mandat de son PCN⁷⁶, ce qui est susceptible de créer d'importantes disparités de traitement entre les différents PCN⁷⁷. Ensuite, le PCN doit être rattaché au gouvernement tout en garantissant un examen « impartial, prévisible, équitable et compatible avec les Principes »⁷⁸. Ce rattachement gouvernemental a également été décrié en ce que cette situation peut créer des conflits d'intérêts. On pense d'ailleurs au Canada qui investit des milliards de dollars dans l'industrie minière.

Pour ce qui est de la révision de 2011, celle-ci s'est largement inspirée du travail du Représentant spécial de l'ONU, John Ruggie⁷⁹. À titre d'exemple, un nouveau chapitre sur les droits humains a été inclus afin de clarifier ce qu'on attend des multinationales⁸⁰. Ensuite, les *Principes* insistent aujourd'hui sur l'obligation de « diligence raisonnable » incombant aux entreprises⁸¹. Enfin, les États adhérents doivent maintenant adapter leur droit interne pour que les *Principes* s'y retrouvent⁸². Nous vérifierons d'ailleurs dans la prochaine partie, comment le Canada a intégré ces Principes.

⁷² I. DAUGAREILH, préc., note 52, p112

⁷³ D. SURYA, préc., note 9, p.87

⁷⁴ OCDE, *Principes directeurs*, 2011, *Procédures de mise en œuvre des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, Lignes directrices de procédure*, pp.81-84

⁷⁵ Fédération Internationale de ligues des Droits de l'Homme (FIDH), *Entreprises et violations des droits de l'homme: Un guide pratique sur les recours existants à l'intention des victimes et des ONG - Section III Médiation*, mars 2012, en ligne: <http://www.fidh.org/IMG/pdf/guide_entreprises_fr-sectioniii.pdf> (site consulté le 10 août 2013), p. 391,

⁷⁶ O. MAUREL, préc., note 3, p109

⁷⁷ C. COUMANS, préc., note 21, p.679

⁷⁸ OCDE, *Principes directeurs*, 2011, *Procédures de mise en œuvre des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, Lignes directrices de procédure*, p.82

⁷⁹ OCDE, *Consultation on the Guidelines for Multinational Enterprises and the UN "Protect, Respect and Remedy" Framework*, (Octobre 2010), en ligne :

<<http://www.oecd.org/fr/daf/inv/mne/consultationontheguidelinesformultinationalenterprisesandtheunprotectrespectandremedyframework.htm>> (site consulté le 11 août 2013)

⁸⁰ OCDE, *Principes directeurs*, 2011, p. 37

⁸¹ OCDE, *Principes directeurs*, 2011, pp. 26-27

⁸² D. SURYA, préc., note 9, p.85

Malgré ces améliorations notables, les Principes demeurent un instrument de *soft law* s'accompagnant d'un mécanisme de contrôle dépourvu de pouvoir de sanction :

« It is reasonable to conclude that although the OECD Guidelines offer some potential (especially after the 2011 update) they are hardly adequate –on account of offering very limited preventive and redressive efficacy– to ensure that multinational corporations respect their human rights responsibilities wherever they operate »⁸³.

D'ailleurs l'ONG, OCDE Watch, chargée d'évaluer l'efficacité des PCN, a soumis un rapport en 2010 qui affirmait que la plupart des plaintes déposées devant les PCN, n'avaient pas « abouti à une amélioration notable dans le comportement des entreprises en question, ou dans la situation qui a suscité la plainte »⁸⁴.

Enfin, les critiques dirigées à l'encontre de la Déclaration de l'OIT peuvent être reformulées ici. L'OCDE a fait le choix, à l'instar de l'OIT, de ne pas définir ce qu'il entendait par « multinationale » ce qui est pourtant fondamental pour définir la portée de l'instrument⁸⁵. De même, les *Principes*, poussent les entreprises à respecter en premier lieu les législations des pays hôtes en matière de droit humains⁸⁶, alors que c'est justement dans ces pays, souvent en voie de développement, que le manque de gouvernance en matière de droit de l'homme se fait le plus sentir⁸⁷.

Conclusion chapitre 1

En résumé, aucun des deux instruments internationaux, que nous venons d'analyser, n'a de véritable portée universelle. Bien qu'ils tendent à la formation d'une *opinio juris* à l'échelle mondiale, ces initiatives restent limitées sur plusieurs points. D'abord ils le sont au niveau de leur champ d'application matériel, en ce qu'ils ne couvrent pas l'ensemble des domaines des droits de l'homme. Par exemple, les normes de l'OIT ne touchent que certains droits humains relatifs au

⁸³ *Id.*, p.88

⁸⁴ OECD Watch, *10 ans après: Évaluation de la contribution des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales au comportement responsable des entreprises*, juin 2010, en ligne : <http://oecdwatch.org/publications-fr/Publication_3550-fr> (site consulté le 11 août 2013), p.25

⁸⁵ D. SURYA, préc., note 9, p.82

⁸⁶ OCDE, *Principes directeurs*, 2011, p.19 : «Les entreprises ont pour obligation première de se conformer à la législation de leur pays. Les Principes directeurs ne sauraient se substituer à une législation ou une réglementation nationale, ni prévaloir sur elles».

⁸⁷ D. SURYA, préc., note 9, p.83

travail. Puis, sur le plan géographique, en ce qu'ils ne s'appliquent pas à l'ensemble des États ni à l'ensemble des entreprises. Par exemple, le champ d'application des normes de l'OCDE est conditionnel au rattachement de l'entreprise à l'un des États adhérent aux *Principes*.

Ensuite, comme nous venons de voir, ces instruments ne sont pas contraignants. Les mécanismes de contrôle proposés ne permettent pas d'imposer des sanctions même en cas de violations avérées. Néanmoins, ces initiatives mettent en avant un point important pour la suite de notre analyse : c'est à l'État, et particulièrement celui d'origine, que revient la responsabilité d'encadrer les multinationales afin que celles-ci respectent les droits humains lorsqu'elles opèrent à l'étranger. À propos de ces instruments, le Représentant spécial, John Ruggie, énonce dans un de ses rapports que « le débat sur les entreprises et les droits de l'homme manque aujourd'hui de points de repère fiables. On entend affirmer tout et son contraire, les initiatives abondent, et pourtant aucune initiative ne se dégage véritablement »⁸⁸. Ainsi, l'absence de corrélation et de complémentarité entre ces instruments, ainsi que la multiplication d'allégations de violations aux droits de l'homme accusant des entreprises à travers le monde, sont les raisons principales qui ont poussé l'ONU à s'interroger sur l'éventuelle création d'une norme juridique internationale et universelle⁸⁹.

⁸⁸ Ruggie, *cadre de référence*, 2008, para. 5

⁸⁹ Ruggie, *cadre de référence*, 2008, para. 106 : « Sans déprécier aucunement ces initiatives, elles posent néanmoins un problème fondamental en ce qu'elles sont trop nombreuses; qu'aucune n'a l'envergure nécessaire pour faire face aux enjeux en présence; qu'elles ne s'enrichissent pas mutuellement et qu'elles ne forment pas un tout cohérent capable d'apporter une réponse plus systémique et cumulative. C'est ce à quoi il faut remédier. Et c'est ce pour quoi le cadre «protéger, respecter et réparer» a été conçu»

Chapitre 2 : Les initiatives onusiennes d'encadrement suivies par l'adoption du cadre de référence « Protéger, respecter, réparer » du Représentant spécial

John Ruggie

Comme nous venons de l'indiquer dans le chapitre précédent, les instruments émanant des organisations internationales n'offrent pas, à ce jour, de cadre de référence véritablement universel. Pourtant, les ONG ont et continuent de mettre en avant la nécessité d'une norme juridique contraignante qui viendrait encadrer les activités commerciales des entreprises pour que celles-ci respectent les droits humains⁹⁰. Une norme internationale émanant des Nations Unies était la solution prônée par les acteurs de la société civile afin que l'obligation de respect trouve son application à l'échelle mondiale. L'ONU qui étudiait cette possibilité depuis longtemps, fit un premier pas lorsqu'elle mit sur pied un Pacte mondial à destination des entreprises désireuses de respecter des principes fondamentaux nécessaires à la justice sociale.⁹¹ Mais c'est véritablement en 2003 qu'un tournant fut opéré au sein des Nations Unies lorsque la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, soumit de sa propre initiative un projet énonçant des normes juridiques contraignantes à l'égard des entreprises⁹². Bien que le projet ne fût pas retenu, la Commission des droits de l'homme ne pouvait plus reculer et se devait de continuer à approfondir la question. Pour ce faire, elle nomma un Représentant spécial en la personne de John Ruggie ayant pour mission d'envisager la possibilité d'édicter une norme juridique contraignante.

Après deux mandats et de nombreux rapports, Ruggie écarta la possibilité d'une norme contraignante mais proposa néanmoins un cadre de référence universel autour des trois piliers : « Protéger, Respecter, Réparer »⁹³. Les principes directeurs, prévoyant la mise en œuvre de ce cadre, s'adressent aux États mais aussi aux entreprises. Toutefois, le Représentant n'a cessé d'affirmer, tout au long de ses travaux, que c'est bien aux États qu'il incombe, en premier lieu, de s'assurer du respect des droits humains par les entreprises. Le cadre de référence de Ruggie est aujourd'hui le plus abouti en la matière et c'est sur celui-ci que les États et les entreprises devraient s'appuyer lorsqu'ils déterminent leurs politiques respectives.

⁹⁰ R.C. BLITT, préc., note 10, p. 57; D. SURYA, préc., note 9, p.116 ; O. AMAO, préc., note 5, p.274 ; P.I. BLUMBERG, préc., note 1, p.297

⁹¹ *Pacte mondial*

⁹² ONU, *Projet de Normes*, 2003

⁹³ Ruggie, «Principes directeurs», 2011

Section 1 : Le Pacte mondial des Nations unies : l'engagement volontaire des entreprises à respecter certains droits de l'homme

Le Pacte mondial est une initiative volontaire par laquelle des entreprises s'engagent à respecter « dans leur sphère d'influence » dix principes universellement reconnus⁹⁴ touchant les droits de l'homme, les normes du travail, l'environnement et la lutte contre la corruption.⁹⁵ Le Pacte a pour objectif premier de « promouvoir la légitimité sociale des entreprises et des marchés »⁹⁶. Cette initiative a été lancée par le Secrétaire général de l'ONU Kofi Annan, lors du Forum économique mondial à Davos en 1999. Pour y adhérer, il suffit que le directeur général d'une société envoie une lettre au Secrétaire général des Nations Unies pour exprimer son soutien au Pacte et à ses principes⁹⁷. Environ 7550 entreprises y ont adhéré aujourd'hui.⁹⁸ Il représente ainsi la plus grande initiative volontaire de RSE dans le monde⁹⁹.

Malgré cet engouement autour du Pacte mondial, celui-ci n'en reste pas moins purement facultatif, il s'applique uniquement aux participants qui s'engagent volontairement à respecter certains principes¹⁰⁰. Les entreprises adhérentes sont simplement censées « faire publiquement campagne en faveur du Pacte mondial », et « décrire dans son rapport annuel (ou autre rapport semblable) comment elle appuie le Pacte mondial et ses dix principes »¹⁰¹. Si l'entreprise ne fournit pas de rapport de suivi alors elle sera classée comme « non communicante » et c'est bien

⁹⁴ Ces principes sont tirés des instruments suivants: Déclaration universelle des droits de l'homme; Déclaration de l'Organisation internationale du Travail relative aux principes et droits fondamentaux au travail; Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement; Convention des Nations Unies contre la corruption.

⁹⁵ *Pacte mondial*, «Les dix principes», en ligne :

<http://www.unglobalcompact.org/Languages/french/dix_principes.html > (site consulté le 10 aout 2013)

⁹⁶ *Pacte mondial*, «Qu'est ce que le Pacte Mondial?», en ligne :

<<http://www.un.org/fr/globalcompact/principles.shtml>> (site consulté le 5 octobre 2012).

⁹⁷ *Pacte mondial*, «Comment participer?», en ligne :

<<http://www.unglobalcompact.org/Languages/french/francais1.html>> (site consulté le 10 aout 2013)

⁹⁸ *Pacte mondial*, «Les bonnes pratiques des adhérents», en ligne : < <http://www.pactemondial.org/les-bonnes-pratiques-des-adherents.html> > (site consulté le 12 aout 2013) ; Ce nombre peut paraître impressionnant mais il convient de rappeler qu'il existe dans le monde plus de 70 000 multinationales et des millions de petites entreprises, ainsi l'adhésion de près de 8000 entreprises au Pacte mondial semble quelque peu dérisoire.

⁹⁹ D. SURYA, préc., note 9, p.94

¹⁰⁰ *Pacte mondial*, «Qu'est ce que le Pacte Mondial?», en ligne :

<<http://www.un.org/fr/globalcompact/principles.shtml>> (site consulté le 5 octobre 2012) : «Le Pacte Mondial n'est pas un instrument de réglementation - il ne sert pas à sanctionner, à dicter ou à évaluer le comportement ou les actions des sociétés. Il s'appuie plutôt sur la responsabilité à l'égard du public, la transparence et l'intérêt à long terme des sociétés, du monde du travail et de la société civile pour lancer des actions concrètes et conjointes en appliquant les principes énoncés dans le Pacte Mondial».

¹⁰¹ *Pacte mondial*, «Comment participer?», en ligne :

<<http://www.unglobalcompact.org/Languages/french/francais1.html>> (site consulté le 10 aout 2013)

là la seule « sanction publique » qu'elle puisse encourir¹⁰². En outre, il existe également un mécanisme de facilitation et de participation¹⁰³, qui permet de soulever des doutes sur l'intégrité d'une entreprise adhérente et lui laisser la chance de s'exprimer au sujet d'abus systématiques ou flagrants vis-à-vis du Pacte mondial¹⁰⁴. Néanmoins, aucune mesure à l'égard de cette entreprise ne peut-être prise, excepté lui proposer de l'aide pour redresser la situation¹⁰⁵. Ainsi, le Pacte repose uniquement sur la responsabilité publique, la transparence et l'intérêt personnel des entreprises à respecter des normes moralement reconnues par tous¹⁰⁶.

Bien que cet instrument offre un cadre de référence pour les entreprises désireuses de respecter les droits de l'homme, les principes énumérés sont tellement vagues que les sociétés peuvent aisément les respecter sans même avoir à faire quoique ce soit pour promouvoir les droits humains¹⁰⁷. D'ailleurs, certains auteurs considèrent le Pacte comme étant le « minimum », qu'on est en droit d'attendre, pour un « code de conduite » d'une société transnationale¹⁰⁸, ou encore que « l'adhésion au Global compact est au mieux la première étape d'une démarche progressive en matière de responsabilité sociale des entreprises et de droits de l'homme, au pire et c'est le plus fréquent, un affichage à très peu de frais »¹⁰⁹. Ainsi, cette initiative qui s'adresse aux entreprises et qui ne prévoit aucun mécanisme de contrôle national ou international est plus considérée comme un outil de communication plutôt qu'une véritable norme en soi¹¹⁰.

¹⁰² *Pacte mondial*, «Communications sur le Progrès», en ligne : <
http://www.unglobalcompact.org/Languages/french/communication_progres.html > (site consulté le 13 aout 2013);
D. SURYA, préc., note 9, p.98

¹⁰³ *Pacte mondial*, «Qu'est ce que le Pacte Mondial?», en ligne :
<<http://www.un.org/fr/globalcompact/principles.shtml>> (site consulté le 5 octobre 2012)

¹⁰⁴ *UN Global Compact*, «Mesures d'intégrité ; Foire aux questions : Quels types de questions peuvent et ne peuvent pas être soulevées dans le cadre du mécanisme de facilitation du dialogue concernant les mesures sur l'intégrité?», en ligne : < http://www.unglobalcompact.org/docs/about_the_gc/Integrity_measures/FAQ_FR.pdf> (site consulté le 13 aout 2013)

¹⁰⁵ UN Global Compact, «Mesures d'intégrité ; Foire aux questions : Que se passe-t-il si l'entreprise concernée refuse de répondre par écrit à la personne ou à l'organisation qui a soulevé la question?», en ligne : <
http://www.unglobalcompact.org/docs/about_the_gc/Integrity_measures/FAQ_FR.pdf> (site consulté le 13 aout 2013)

¹⁰⁶ S. JERBI, préc., note 4, p304,

¹⁰⁷ D. SURYA, préc., note 9, p.97

¹⁰⁸ SEAN D. MURPHY, «Taking Multinational Corporate Codes of Conduct to the Next level», (2005) 43 *Columbia Journal of Transnational law* 389 , p. 425

¹⁰⁹ ISABELLE DAUGAREILH, «La dimension internationale de la responsabilité sociale des entreprises européennes : observations sur une normativité à vocation transnationale», in M.A. MOREAU, F.CAFFAGI, F.FRANCIONI, *La dimension pluridisciplinaire de la responsabilité sociale d'entreprise*, éd. PUAM, Aix-Marseille, 2007, pp.275-307.

¹¹⁰ O. MAUREL, préc., note 3, p.101

Section 2 : Le premier projet de Normes contraignantes au sein de l'ONU en 2003

Un grand tournant au sein de l'ONU s'est opéré en août 2003, lorsque la Sous-commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme¹¹¹, a présenté pour la première fois un projet de *Normes sur la responsabilité en matière de droits de l'homme des sociétés transnationales et autres entreprises*¹¹².

La Sous-Commission avait été priée en 1998 par la Commission des droits de l'homme¹¹³, de superviser un Groupe de travail sur les méthodes de travail et les activités des sociétés transnationales. Quatre ans plus tard, ce Groupe de travail présentait, de sa propre initiative, un projet de Normes¹¹⁴. Ce dernier avait l'ambition de reconnaître aux entreprises, en tant qu'« organe de la société », les mêmes obligations en matière de droit de l'homme qu'aux États en se basant sur la Déclaration universelle des droits de l'homme¹¹⁵. Ainsi, le projet avait la volonté d'établir un cadre universel en compilant des obligations touchant à toutes les sources du droit et à tous les domaines¹¹⁶.

A) Le contenu du projet et ses mécanismes de mise en œuvre

Dans son préambule, le projet reconnaissait tout d'abord que des entreprises transnationales pouvaient « avoir des effets nuisibles sur l'exercice des droits de l'homme et la vie des personnes du fait de leurs pratiques et opérations commerciales »¹¹⁷. De même que celles-ci étaient très souvent liées aux nouvelles préoccupations modernes en matière de violation des droits humains

¹¹¹ Composée d'experts indépendants en droits de l'homme, elle n'a pas de compétence normative mais son rôle est de préparer des projets de normes concernant les droits de l'homme, dont certains sont devenus des traités ou d'autres normes des Nations unies.

¹¹² ONU, *Projet de Normes*, 2003

¹¹³ Organe intergouvernemental principal des Nations unies sur toutes les questions relatives aux droits de l'homme. Le secrétariat est assuré par le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme. La Commission s'est transformée en Conseil des droits de l'homme après une réforme de 2006.

¹¹⁴ DAVID WEISSBRODT et MURIA KRUGER, «Norms of responsibilities of Transnational Corporations and Other Business Enterprises with Regard to Human Rights», (2003) 97 *American Journal of International Law* 901 , pp.903-907

¹¹⁵ Déclaration universelle des droits de l'homme, Rés. 217 A (III), Doc. off. A.G.N.U., 3^{ème} sess., suppl. n°13, p.17, Doc. N.U. A/810 : «L'Assemblée Générale proclame la présente Déclaration universelle des droits de l'homme comme l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations afin que tous les individus et tous les organes de la société, ayant cette Déclaration constamment à l'esprit, s'efforcent, par l'enseignement et l'éducation, de développer le respect de ces droits et libertés et d'en assurer, par des mesures progressives d'ordre national et international, la reconnaissance et l'application universelles et effectives, tant parmi les populations des États Membres eux-mêmes que parmi celles des territoires placés sous leur juridiction».

¹¹⁶ Contrairement aux autres instruments vu précédemment, à savoir, le Pacte mondial, la déclaration de principes tripartite de l'OIT et les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales

¹¹⁷ ONU, *Projet de Normes*, 2003, Préambule

si bien qu'il importait « de poursuivre l'élaboration et l'application de normes tant à l'heure actuelle qu'à l'avenir »¹¹⁸. Il reconnaissait également que la croissance exponentielle des entreprises opérant au-delà des frontières nationales selon diverses modalités, créait « des activités économiques qu'aucun système national n'a[vait] à lui seul la capacité de contrôler »¹¹⁹. Face au constat d'impuissance des États, la Sous-commission, proposa pour la première fois au sein de l'ONU, un projet de normes contraignantes s'adressant également aux entreprises, rompant ainsi avec la tradition onusienne État-centré. En effet, bien que la Sous-commission reconnaissait que les États avaient le devoir premier de promouvoir, respecter, faire respecter et protéger les droits de l'homme, ce respect était également à la charge des entreprises transnationales dans leurs domaines d'activités et leurs sphères d'influence¹²⁰.

Les différentes dispositions des *Normes* tentaient alors d'engager les entreprises transnationales, au même titre que les États¹²¹, à respecter et promouvoir le droit international des droits de l'homme tel qu'énoncés dans les différentes conventions internationales de l'ONU et autres instruments internationaux¹²². Elles devaient notamment respecter le droit à l'égalité des chances et à un traitement non discriminatoire, le droit à la sécurité des personnes, le droit des travailleurs etc., et elles se devaient également de respecter les lois nationales y compris les droits et intérêts des populations autochtones et autres groupes vulnérables¹²³. Le projet allait même jusqu'à prévoir des obligations positives de promotion de ces Normes auprès des chaînes d'approvisionnement et des filiales¹²⁴ de ces entreprises transnationales. Ainsi, la Sous-Commission poussait les obligations bien plus loin que ce que l'OCDE et l'OIT prévoyaient dans

¹¹⁸ Id.,

¹¹⁹ Id.,

¹²⁰ CHANTAL PEYER et DANIEL HOSTETTLER, *Le long chemin pour soumettre les entreprises transnationales au régime des droits humains*, PROPOSITIONS DIALOGUES, HISTOIRES POUR UNE CITOYENNETÉ MONDIALE (DPH), décembre 2009, en ligne : <<http://base.d-p-h.info/fr/fiches/dph/fiche-dph-8149.html>> (site consulté le 6 octobre 2012)

¹²¹ D. SURYA, préc., note 9, p.101

¹²² ONU, *Projet de Normes*, 2003, Préambule, para.4 : *Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, la Convention internationale contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, la Convention contre l'esclavage et la Convention additionnelle sur l'abolition de l'esclavage, la traite des esclaves, et les institutions et pratiques équivalant à l'esclavage, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, [...], la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, la Convention interaméricaine des droits de l'homme, la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, la Convention de l'Organisation de coopération et de développement économiques sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans le cadre de transactions commerciales internationales.*

¹²³ ONU, *Projet de Normes*, 2003, para. 1

¹²⁴ ONU, *Projet de Normes*, 2003, para. 21 ;

leurs textes respectifs¹²⁵.

Toutefois la proposition la plus remarquable et certainement la plus controversée était celle relative à des mécanismes de mise en œuvre d'application des Normes. Après avoir observé l'inefficacité en terme de résultat de plusieurs initiatives volontaires, tel que le Pacte mondial, la Sous-commission affirma avec ces Normes, la nécessité d'un mécanisme contraignant¹²⁶.

L'un des mécanismes de mise en œuvre prévoyait que les entreprises transnationales fassent l'objet de « contrôles et vérifications périodiques, par des mécanismes des Nations Unies et d'autres mécanismes nationaux et internationaux existants ou à créer, portant sur l'application des Normes »¹²⁷. Un processus de consultation et de rapports réguliers devait alors être mis en œuvre pour vérifier le respect des Normes¹²⁸. Ce mécanisme envisageait donc pour la première fois un mécanisme de suivi au sein de l'ONU vérifiant le respect des droits de l'homme par les entreprises transnationales à travers le monde. Cependant, l'État restant le premier acteur du respect et de la promotion de ces Normes, les mécanismes de mise en œuvre prévoyaient également que les États « mettent en place et renforcent le cadre juridique et administratif nécessaire pour veiller à l'application par les sociétés transnationales et autres entreprises des Normes et autres textes nationaux et internationaux pertinents »¹²⁹. Enfin, le projet prévoyait un volet réparation à la charge des entreprises transnationales qui violerait les droits humains lors de leurs activités commerciales¹³⁰. La demande de réparation aurait été sanctionnée par les tribunaux nationaux qui auraient pu appliquer les Normes au sein de leurs juridictions respectives.

Avec ces mécanismes de mise en œuvre et de sanction, le projet de Normes avait la prétention, et non des moindres, de créer pour la première fois des obligations internationales contraignantes en matière d'activité économique et de droits humains¹³¹.

¹²⁵ D. SURYA, préc., note 9, p.102

¹²⁶ C. PEYER et D. HOSTETTLER, préc., note 120

¹²⁷ ONU, *Projet de Normes*, 2003, para.15 : «À titre de première étape dans l'application des présentes Normes, chaque société transnationale ou autre entreprise adopte, diffuse et applique des règles internes de fonctionnement conformes à ces Normes. De plus, elles adoptent d'autres mesures pour permettre la mise en œuvre complète des Normes et garantir au moins une application rapide des protections prévues par les Normes et présentent régulièrement des rapports sur les mesures prises. Chaque société transnationale ou autre entreprise applique les Normes et les intègre à ses contrats ou autres accords et transactions avec des partenaires, sous-traitants, fournisseurs, concessionnaires, distributeurs ou toute autre personne physique ou morale qui conclut quelque accord que ce soit avec la société ou l'entreprise afin de garantir l'application et le respect des Normes».

¹²⁸ Id., para. 16

¹²⁹ Id., para. 17

¹³⁰ Id., para.18

¹³¹ D. SURYA, préc., note 9, p.103

B) Les réactions et les critiques à l'égard du projet de Normes

Le contenu des Normes et ses dispositions ont été accueillis de manière partagée par la communauté internationale¹³².

D'abord elles ont suscité de vives critiques de la part de nombreux groupes d'employeurs et de gouvernements¹³³. Selon eux, le projet s'éloignait de la situation actuelle qui voyait se développer une approche volontariste d'adoption de normes par les entreprises transnationales¹³⁴. De plus, les mécanismes de mise en œuvre misant sur une approche contraignante pourraient s'avérer contreproductifs, car cette dernière reposerait sur une mise en œuvre de normes beaucoup trop large et non pas sur des efforts volontaires de normes se voulant spécifiques et appropriées en fonction du domaine d'activité de l'entreprise¹³⁵. D'autres pensaient que les obligations juridiques s'adressant aux entreprises telles que promouvoir et veiller à l'application des normes au sein des chaînes d'approvisionnement, n'avaient pas de fondement en droit international, ces obligations ne pouvant appartenir qu'aux États¹³⁶. Pire, ce transfert de responsabilité vers le secteur privé pourrait offrir un prétexte aux États, notamment les pays en voie de développement, de s'affranchir de leurs propres responsabilités¹³⁷.

Ensuite, pour ce qui est des parties prenantes qui ont accueilli positivement ces Normes, leurs arguments étaient divers. Premièrement, le projet établissait un juste équilibre entre les obligations des États et celles des entreprises en matière de droit de l'homme : l'État en tant que premier responsable et les entreprises de façon secondaire mais tout autant importante dans ce monde globalisé où les frontières économiques tendent à disparaître¹³⁸. Deuxièmement, la définition d'obligations juridiques internationales directement applicables à l'entreprise, telle

¹³² L'HOMME, *Rapport de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur la responsabilité en matière de droits de l'homme des sociétés transnationales et autres entreprises*, préc. note 39, pp. 10-12

¹³³ O. MAUREL, préc., note, p.118-119 : «Une vigoureuse campagne a d'ailleurs été menée par la Chambre de commerce internationale et les organismes patronaux, relayée par les États-Unis, la Grande-Bretagne et les autres États européens, pour dénoncer l'initiative de la sous-commission. L'un des points les plus contestés par les représentants des États à la commission des droits de l'homme et par les entreprises concerne les modalités de contrôle».

¹³⁴ COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME, *Rapport intérimaire du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises*, Doc. N.U. E/CN.4/2006/97, 62ème sess., (22 février 2006), en ligne: <<http://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G06/110/28/pdf/G0611028.pdf?OpenElement>> (site consulté le 22 avril 2012) , paras. 56-69 ; D. SURYA, préc., note 9, p.104

¹³⁵ D. SURYA, préc., note 9, p.103

¹³⁶ L'HOMME, *Rapport intérimaire du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises*, préc. note, paras. 66-71

¹³⁷ S. JERBI, préc., note 4, p.305

¹³⁸ D. SURYA, préc., note 9, p.101

qu'envisagée par le *projet*, proposait enfin la solution au problème posé par une entreprise opérant dans un État qui n'avait pas la volonté ou la capacité de protéger les droits de l'homme¹³⁹. En effet, selon eux, l'approche volontariste d'adoption de normes relatives aux droits de l'homme par les entreprises transnationales n'était pas suffisante pour enrayer toutes les menaces de violations¹⁴⁰. Et surtout, ce système aurait permis aux victimes de former un recours juridique systématique¹⁴¹.

C) Le rejet du projet par la Commission des droits de l'homme

Une fois approuvées par la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme¹⁴², ces Normes ont alors été transmises à la Commission des droits de l'homme qui, par une décision du 16 avril 2004, salua le projet de la Sous-Commission mais n'adopta pas le texte¹⁴³. La raison principale fut très certainement la puissance du lobby exercé par de grandes multinationales et certains gouvernements contre les mécanismes de mise en œuvre¹⁴⁴. Par sa décision, la Commission des droits de l'homme affirma qu'elle n'avait pas donné son aval au dépôt d'un tel document, qui en tant qu'avant-projet, n'avait « aucune valeur juridique »¹⁴⁵. Mais la Commission n'abandonna pas le projet totalement pour autant. Elle décida plutôt de prier le Haut-Commissariat aux droits de l'homme de lui soumettre un « rapport afin qu'elle définisse les possibilités de renforcer les normes sur la responsabilité en matière de droits de l'homme des

¹³⁹ RULE TROY, «Using 'Norms' to Change International Law :UN Human Rights Laws Sneaking in through the Back Door ?», (2004) 5 *Chicago Journal of International Law* 326 , p.493

¹⁴⁰ D. WEISSBRODT et M. KRUGER, préc., note 114, pp.915-921

¹⁴¹ Amnesty international, *The UN Human Rights Norms for Business: towards Legal Accountability*, Londres, A.I. PUBLISHING,2004, en ligne: <<https://doc.es.amnesty.org/cgi-bin/ai/BRSCGI/14200104.ext?CMD=VEROBJ&MLKOB=23424055151>> (site consulté le 7 octobre 2012)

¹⁴² SOUS-COMMISSION DE LA PROMOTION ET DE LA PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME, M. Alfonso Martinez, M. Guissé, M. Kartashkin, M. Park et M. Weissbrodt: *projet de résolution 2003 La responsabilité en matière de droits de l'homme des sociétés transnationales et autres entreprises* Doc. N.U. E/CN.4/Sub.2/2003/L.8 55ème sess., (6 aout 2003), en ligne: <<http://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/LTD/G03/154/43/pdf/G0315443.pdf?OpenElement>> (site consulté le 13 aout 2013)

¹⁴³ COMMISSION ON HUMAN RIGHTS, *Responsibilities of transnational corporations and related Business enterprises with regards to human rights: revised draft decision/ Australia, Belgium, Czech Republic, Ethiopia, Ghana, Hungary, Ireland, Japan, Mexico, Norway, South Africa, Sweden, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland*, Doc. N.U E/CN.4/2004/L.73/Rev.1 60ème sess., (16 avril 2004), en ligne: <<http://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/LTD/G04/137/78/pdf/G0413778.pdf?OpenElement>> (site consulté le 20 mai 2012)

¹⁴⁴ DEVA SURYA, «Guiding Principles on Business and Human Rights: Implications for Companies», (2012) 9 *European Company Law* 101 , p.102 ; S. JERBI, préc., note 4; p.306

¹⁴⁵ RIGHTS, *Responsibilities of transnational corporations and related Business enterprises with regards to human rights: revised draft decision/ Australia, Belgium, Czech Republic, Ethiopia, Ghana, Hungary, Ireland, Japan, Mexico, Norway, South Africa, Sweden, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland*, préc. note 143, par. (c).

sociétés transnationales et autres entreprises et de les mettre en œuvre »¹⁴⁶. Cette requête se solda par la nomination d'un Représentant spécial en la personne de John Ruggie. Celui-ci mena un travail de longue haleine qui aboutit à l'élaboration d'un cadre de référence dont nous allons maintenant analyser la teneur.

Section 3 : L'adoption par l'ONU d'un cadre de référence universel relatif aux entreprises et aux droits de l'homme autour de trois Principes directeurs : « Protéger, Respecter, Réparer ».

Suite au rapport du Haut-Commissariat, un Représentant spécial fut nommé et reçut notamment comme mandat le soin d'inventorier et préciser les normes relatives à la responsabilité des sociétés transnationales, d'approfondir la réflexion sur le rôle des États dans la réglementation et le contrôle efficace de ses sociétés en matière de droit de l'homme¹⁴⁷. Ce mandat initial fut par la suite renouvelé à plusieurs reprises et mena à l'adoption d'un cadre de référence universel articulé autour de trois piliers : «Protéger, Respecter, Réparer». Nous allons étudier ici les étapes qui menèrent le Représentant spécial à rédiger cet instrument. Nous en détaillerons les dispositions qui nous guideront ensuite tout au long de notre étude, lorsqu'il s'agira de vérifier si le Canada respecte les prescriptions internationales, en ce qui concerne l'encadrement des sociétés minières canadiennes évoluant à l'étranger. Mais avant tout, parlons d'abord du contexte menant à la nomination d'un Représentant spécial.

A) La nomination du Représentant spécial John Ruggie

Le 15 février 2005, le Haut-Commissariat remit son rapport d'une vingtaine de pages formulant des observations et recommandations notamment celle « d'exploiter rapidement la dynamique actuelle pour définir et préciser la responsabilité des entreprises en matière de droits de

¹⁴⁶ HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES AUX DROITS DE L'HOMME, *La responsabilité en matière de droits de l'homme des sociétés transnationales et autres entreprises*, Doc. N.U.E/CN.4/DEC/2004/116 60ème sess., (22 avril 2004), en ligne : <http://ap.ohchr.org/documents/alldocs.aspx?doc_id=9780> (site consulté le 02 octobre 2012)

¹⁴⁷ HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES AUX DROITS DE L'HOMME, *Résolution de la Commission des droits de l'homme : Les droits de l'homme et les sociétés transnationales et autres entreprises*, Doc.N.U. E/CN.4/RES/2005/69, 61ème sess., (20 avril 2005), en ligne : <<http://www.ohchr.org/EN/Issues/Business/Pages/ResolutionsDecisions.aspx>> (site consulté le 12 octobre 2012)

l'homme »¹⁴⁸. Plus particulièrement, le Haut-Commissariat appelait à préciser des sujets de divergences relatifs à la « promotion » des droits de l'homme par les entreprises; la responsabilité des sociétés mères eu égard à des violations aux droits humains par leurs filiales; ou encore de répondre aux problèmes de compétence dans les situations où un État n'aurait pas la volonté ou la capacité de protéger les droits de l'homme¹⁴⁹.

C'est dans cette optique de précision, qu'un peu plus tard cette année là, la Commission des droits de l'homme décida de prier le Secrétaire général de désigner un Représentant spécial chargé de la question des « droits de l'homme et les sociétés transnationales et autres entreprises »¹⁵⁰. Son mandat était plutôt large et consistait notamment à :

« préciser les normes relatives à la responsabilité et à la transparence de l'entreprise en matière de droits de l'homme pour les sociétés transnationales et autres entreprises; à approfondir la réflexion sur le rôle des États dans la réglementation et le contrôle efficaces du rôle des sociétés transnationales et autres entreprises en matière de droits de l'homme, [...]; et à établir un recueil des meilleures pratiques des États, ainsi que des sociétés transnationales et autres entreprises »¹⁵¹.

Suite à cette résolution, le professeur John Ruggie, alors Conseiller spécial pour le Pacte mondial, fut nommé en 2005 à ce poste par le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, pour un mandat de deux ans, qui fut renouvelé d'un an en 2007¹⁵².

B) La proposition du cadre de référence « Protéger, Respecter, Réparer » lors du 1er mandat du Représentant spécial (2005-2008)

Les trois années, qui suivirent la nomination du Représentant spécial, furent marquées par de nombreuses consultations avec des acteurs de tout horizon, et l'édition de plusieurs rapports

¹⁴⁸ L'HOMME, *Rapport de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur la responsabilité en matière de droits de l'homme des sociétés transnationales et autres entreprises*, préc. note 39, pp.19-20

¹⁴⁹ *Id.*

¹⁵⁰ COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME, *Les droits de l'homme et les sociétés transnationales et autres entreprises/ Résolution* Doc. N.U. E/CN.4/2005/L.87, 61ème sess., (15 avril 2005), en ligne :

<<http://www.ohchr.org/EN/Issues/Business/Pages/ResolutionsDecisions.aspx>> (site consulté le 13 octobre 2012)

¹⁵¹ *Id.*, para. 1,

¹⁵² L'HOMME, *Mandat du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises*, préc. note 15.

intérimaires¹⁵³. Puis en 2008, Ruggie présenta au Conseil des droits de l'homme nouvellement réformé, un rapport intitulé « Protéger, Respecter et Réparer : un cadre pour les entreprises et les droits de l'homme »¹⁵⁴. Dans celui-ci, le Représentant spécial énonce trois principes fondamentaux : l'obligation de protéger incombant à l'État lorsque des tiers, y compris des entreprises, portent atteinte aux droits de l'homme; la responsabilité des entreprises de respecter les droits de l'homme; et la nécessité d'un accès plus effectif à des mesures de réparation¹⁵⁵.

Dès l'introduction et tout au long du rapport, Ruggie souligne les lacunes d'une gouvernance laissant s'installer un contexte permissif où des abus sont commis par toutes sortes d'entreprises à travers le monde, sans qu'elles soient sanctionnées et sans possibilité de réparation véritable¹⁵⁶. Face à ce constat, le Représentant spécial avait alors consulté pendant plus de trois ans des professionnels du droit, des employeurs, des ONG, des institutions internationales avant de remettre son rapport. De ces consultations, il avait ainsi identifié trois pistes de solutions distinctes : les obligations de « Protéger » et « Réparer » incombant aux institutions publiques, et la responsabilité de « Respecter » incombant aux entreprises.

S'agissant premièrement de l'obligation de « Protéger » qui incombe à l'État, le droit international prévoit que ce dernier détient l'obligation de protéger les droits de l'homme contre les pratiques abusives des acteurs non étatiques, y compris les acteurs économiques à l'égard des personnes se trouvant sur leur territoire ou sous leur juridiction¹⁵⁷. Dans le cas des entreprises transnationales, les avis divergent quant à savoir si le pays d'origine devrait contribuer à prévenir les atteintes aux droits de l'homme, commises à l'étranger, par des sociétés dont le siège se trouve sur leur territoire. Ruggie souligne que sur le plan international, les États d'origine sont de plus en plus encouragés, à adopter des règles visant à empêcher les pratiques abusives de leurs sociétés à l'étranger¹⁵⁸.

¹⁵³ D. SURYA, préc., note 9, p.104 ; Pour la liste des différents rapports de John Ruggie lors de son mandat de Représentant spécial, veuillez consulter le site de Business and Human Rights Resource Centre : <<http://www.business-humanrights.org/SpecialRepPortal/Home/ReportstoUNHumanRightsCouncil>> (site consulté le 3 décembre 2013)

¹⁵⁴ Ruggie, *cadre de référence*, 2008

¹⁵⁵ Id.

¹⁵⁶ Id., Introduction

¹⁵⁷ CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME, *Rapport du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises-Additif- Obligations pour les États de réglementer et de contrôler les activités des sociétés, en application des principaux instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme: synthèse des commentaires émanant d'organes conventionnels*, Doc. N.U.

A/HRC/4/35/Add.1 (13 février 2007), en ligne : <<http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G07/108/53/PDF/G0710853.pdf?OpenElement>> (consulté le 02 octobre 2012)

¹⁵⁸ Ruggie, *cadre de référence*, 2008, para. 19

La responsabilité de « Respecter » les droits de l'homme incombant aux entreprises, constitue le deuxième « pilier ». Outre les lois nationales, on retrouve cette disposition dans des instruments internationaux comme la *Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale*, les *Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales* ou encore le Pacte mondial. Mais comme nous l'avons indiqué plus haut, ces instruments ne sont pas contraignants. Ruggie, souligne donc, qu'en l'absence d'outils concrets de mise en œuvre, les entreprises doivent seulement faire preuve de « diligence raisonnable » pour ne pas porter atteinte aux droits de l'homme¹⁵⁹. Ruggie s'éloigne ainsi du projet de Normes de 2003 et encourage plutôt les entreprises à s'autoréguler par le biais de politique de RSE¹⁶⁰.

Enfin, le pilier « Réparer » préconise l'accès à des mesures de réparation en cas de violations avérées. Il est de plus en plus recommandé aux États de sanctionner les abus et de garantir des voies d'accès tant judiciaire que non judiciaire¹⁶¹. Mais le principe de réparation judiciaire se heurte souvent à de nombreux obstacles, surtout dans le cas des entreprises transnationales à cause de problèmes d'extraterritorialité¹⁶². Ruggie souligne que, malheureusement, l'accès aux systèmes juridictionnels formels est souvent plus difficile là où il est particulièrement nécessaire. Le Représentant spécial s'intéresse également aux mécanismes non judiciaires de résolution tels que ceux prévus par l'OCDE ou par des instituts nationaux des droits de l'homme. Il voit en eux, un réel potentiel mais déplore qu'ils restent très peu développés¹⁶³.

Au final, ce rapport de 2008, bien que favorablement accueilli par la Commission¹⁶⁴, reçut quelques critiques quand à son insuffisance.¹⁶⁵ Ruggie avait fait un bon état de la situation actuelle, avait proposé un cadre d'analyse qui clarifiait certains concepts légaux et avait défini la responsabilité respective des États et des entreprises en matière de droits humains autour des trois piliers « Protéger, Respecter, Réparer ». Mais ce rapport n'apportait pas de solutions définitives, il y manquait des propositions et recommandations claires¹⁶⁶. C'est pourquoi Ruggie proposa trois ans plus tard des principes directeurs afin de mettre en œuvre son cadre de référence « Protéger, Respecter, Réparer ».

¹⁵⁹ Id., para. 25

¹⁶⁰ D. SURYA, préc., note 9, pp.106-107

¹⁶¹ Ruggie, *cadre de référence*, 2008, para. 83

¹⁶² Id., para. 89

¹⁶³ Id., para.106

¹⁶⁴ L'HOMME, *Mandat du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises*, préc. note 15

¹⁶⁵ D. SURYA, préc., note 9, pp.103-104

¹⁶⁶ L'HOMME, *Mandat du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises*, préc. note 15

C) L'adoption de « Principes directeurs » mettant en œuvre le cadre de référence « Protéger, Respecter, Réparer » lors du deuxième mandat de Ruggie (2008-2011)

En juin 2008, le Conseil des droits de l'homme, accueille avec satisfaction le rapport du Représentant spécial. Néanmoins, il reconnut que la défaillance des institutions nationales, régionales et internationales ne permettait pas, à ce moment, un encadrement efficace des entreprises transnationales¹⁶⁷. Il fallait donc des propositions et des recommandations précises pour y remédier¹⁶⁸. C'est pourquoi, il décida de proroger de trois ans le mandat du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises en le priant de :

- a) Formuler des avis et des recommandations concrètes et pratiques sur les moyens qui permettraient aux États de mieux s'acquitter de leur devoir de protéger tous les droits de l'homme des violations que commettent les sociétés transnationales et autres entreprises ou auxquelles elles participent, notamment grâce à la coopération internationale;
- b) Préciser davantage la portée et le contenu de la responsabilité des entreprises de respecter tous les droits de l'homme, et fournir des orientations concrètes aux entreprises et aux autres parties prenantes;
- c) Chercher les moyens, et faire des recommandations à ce sujet, aux niveaux national, régional et international, d'améliorer l'accès à des recours efficaces des personnes dont les droits de l'homme sont touchés par les activités d'une entreprise;[...]¹⁶⁹.

Encore une fois, Ruggie consulta, pendant près de trois ans, une pléiade d'acteurs tels que des administrations publiques, des entreprises commerciales et associations professionnelles, les particuliers et les collectivités directement concernés par les activités des entreprises dans diverses parties du monde, la société civile et des spécialistes du droit et de la politique¹⁷⁰.

Son rapport final intitulé « *Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de*

¹⁶⁷ Id.

¹⁶⁸ R.C. BLITT, préc., note 10, p.43

¹⁶⁹ L'HOMME, *Mandat du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises*, préc. note 15

¹⁷⁰ CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME, *Rapport du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises*, John Ruggie; *Entreprises et droits de l'homme: nouvelles mesures pour la mise en œuvre du cadre de référence «protéger, respecter et réparer»*, Doc.N.U. A/HRC/14/27 74ème sess., (14 avril 2012), en ligne: <http://www.ohchr.org/Documents/Issues/Business/A-HRC-14-27_fr.pdf> (site consulté le 13 juillet 2013), par.12 : Par exemple, le Canada a participé aux consultations lors d'une réunion informelle pour réfléchir à des idées innovantes sur la façon dont les États d'accueil d'origine et voisins pourraient contribuer à prévenir ou atténuer les violations des droits de l'homme liées à l'activité des entreprises établies dans des zones de conflit

l'homme : mise en œuvre du cadre de référence «Protéger, Respecter et Réparer» des Nations Unies » fut publié par le Conseil des droits de l'homme le 21 mars 2011¹⁷¹, puis adopté unanimement par celui-ci en juin de la même année. Les recommandations attendues se sont alors transformées en « Principes directeurs » qui ont été élaborés en prenant compte des consultations tenues lors du premier mandat, mais aussi en considérant de nombreuses autres effectuées depuis 2008.

Ces « Principes directeurs » ne créent finalement pas de nouvelles obligations juridiques internationales contraignantes à l'égard des États ou des entreprises. Ils ne représentent qu'un cadre de référence ayant pour ambition une application universelle¹⁷². Leur objectif est « d'améliorer les normes et les pratiques concernant les entreprises et les droits de l'homme afin d'obtenir des résultats tangibles pour les individus et les collectivités concernés et, partant, de contribuer aussi à une mondialisation durable sur le plan social »¹⁷³.

Les trois principes fondamentaux « Protéger, Respecter, Réparer » y sont détaillés au travers de résultats attendus assortis de commentaires offrant des possibilités de mise en œuvre. Nous allons les exposer brièvement ici et nous les reprendrons plus précisément dans les autres parties du texte en les confrontant à l'application qui en est faite au Canada vis-à-vis des sociétés minières canadiennes évoluant à l'étranger.

1. L'obligation de « Protéger » :

L'obligation de « protéger » les droits de l'homme incombant à l'État prévoit dix « Principes directeurs ». Ruggie évoque d'abord deux « principes fondateurs » et huit « principes opérationnels ». S'agissant de principes fondamentaux, il énonce, dans un premier temps, que les États se doivent d'affirmer de façon non équivoque l'obligation pour les entreprises domiciliées sur leur territoire ou sous leur juridiction, de respecter les droits de l'homme dans toutes leurs activités¹⁷⁴. Ruggie recommande, dans le commentaire attaché au principe, que l'État invite ces entreprises à respecter les droits de l'homme également lors de leurs activités à l'étranger. Puis, dans un deuxième temps, Ruggie affirme l'obligation, pour ces mêmes États, d'adopter des

¹⁷¹ Ruggie, «Principes directeurs», 2011

¹⁷² Ruggie, «Principes directeurs», 2011, p7: « Les Principes directeurs s'appliquent à tous les États et à toutes les entreprises commerciales, transnationales ou autres, indépendamment de leur taille, de leur secteur, de leur lieu d'implantation, de leur régime de propriété et de leur structure»,

¹⁷³ Id., Principes généraux

¹⁷⁴ Id., Principe 2

mesures appropriées par le biais de politiques, de lois, de règles et de procédure judiciaires afin d'empêcher ces entreprises de porter atteinte aux droits de l'homme et, dans le cas où ces atteintes adviendraient, de les punir et de réparer les victimes¹⁷⁵.

Les huit autres principes dits « opérationnels » font référence aux fonctions réglementaires et politiques générales de l'État;¹⁷⁶ aux liens entre État et entreprises¹⁷⁷; à la nécessité d'assurer la cohérence des politiques¹⁷⁸, ou encore au cas particulier de l'appui au respect des droits de l'homme par les entreprises dans les zones touchées par des conflits¹⁷⁹. Pour ne citer que quelques-unes des obligations : « les États devraient envisager un assortiment judicieux de mesures, nationales et internationales, contraignantes et volontaires, pour favoriser le respect des droits de l'homme par les entreprises »¹⁸⁰ comme par exemple « des prescriptions tendant à ce que les «sociétés mères» rendent compte des activités mondiales de l'ensemble de l'entreprise; des instruments multilatéraux non contraignants comme les Principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales de l'OCDE; et les normes d'efficacité exigées par les institutions qui appuient les investissements à l'étranger »¹⁸¹.

Ensuite, Ruggie souligne un point très important pour notre étude, à savoir, que l'État devrait adopter des mesures encore plus rigoureuses envers les entreprises qui sont publiques ou qui reçoivent un soutien financier par des organismes publics « tels que des organismes de crédit à l'exportation et des organismes officiels d'assurance ou de garantie des investissements »¹⁸². De même, l'État, lorsqu'il passe des contrats avec des entreprises privées, devrait s'assurer que le principe du respect des droits de l'homme y figure, notamment dans les appels d'offres¹⁸³.

Dernier exemple de « principe opérationnel » énoncé par Ruggie, et non des moindres, les États lorsqu'ils passent des accords économiques avec d'autres pays, doivent « veiller à conserver des capacités suffisantes en matière de politiques et de règlements pour protéger les droits de l'homme dans le cadre de ces accords, tout en accordant la protection nécessaire aux investisseurs »¹⁸⁴. Ce principe est souvent mis à mal, de nos jours, puisqu'il peut arriver que des accords d'investissement internationaux empêchent les États d'introduire de nouvelles normes

¹⁷⁵ Id., Principe 1

¹⁷⁶ Id., Principe 3

¹⁷⁷ Id., Principe 4 à 6

¹⁷⁸ Id., Principe 8 à 10

¹⁷⁹ Id., Principe 7

¹⁸⁰ Id., Principe 3 (commentaire)

¹⁸¹ Id., Principe 2 (commentaire)

¹⁸² Id., Principe 4

¹⁸³ Id., Principe 6

¹⁸⁴ Id., Principe 9

contraignantes en matière de droits humains en ce que cela pourrait les exposer à un arbitrage international en vertu des dispositions de l'accord commercial¹⁸⁵.

2. La responsabilité de « Respecter » :

À la différence des États, Ruggie ne reconnaît pas directement aux entreprises des « obligations » en matière de droits humains mais plutôt des « responsabilités »¹⁸⁶. Dans son rapport, le Représentant spécial prévoit quatorze « Principes » afin d'encourager les entreprises à « Respecter » les droits de l'homme. Nous allons les répertorier ici de façon succincte mais nous ne les reprendrons pas en détail dans les autres parties du texte, puisque le sujet de ce mémoire est relatif aux obligations incombant au Canada concernant ses sociétés minières évoluant à l'étranger. Comme expliqué dès l'introduction, on ne s'intéresse pas à l'autorégulation des compagnies minières canadiennes mais plutôt au contrôle exercé sur celles-ci par le Canada. Les principes énoncés à destination des entreprises par Ruggie touchent surtout à la RSE dont on ne traite pas dans ce mémoire. Néanmoins, il est intéressant d'en faire un bref résumé.

Dans son rapport, le représentant spécial formule cinq « principes fondamentaux » puis neuf « principes opérationnels » à destination des entreprises. De manière fondamentale, les entreprises se doivent de respecter les droits de l'homme dans toutes les sphères de leurs activités commerciales¹⁸⁷. Elles ont donc aussi bien des responsabilités de prévention que de réparation et doivent faire preuve en tout temps de « diligence raisonnable »¹⁸⁸. Ces responsabilités sont indépendantes de celles des États c'est-à-dire qu'elles ne sont pas conditionnées par la capacité des États à prévenir les atteintes aux droits de l'homme et existent donc, même au-delà des lois nationales des pays dans lesquelles les entreprises opèrent.¹⁸⁹ Cette vision va donc plus loin que celle envisagée dans les instruments internationaux de l'OCDE et de l'OIT qui, comme nous l'avons vu précédemment, encourageaient avant tout les multinationales à respecter les lois du

¹⁸⁵ Ruggie, *cadre de référence*, 2008, para.12 : «Les traités bilatéraux d'investissement en vigueur à l'heure actuelle, soit plus de 2 500, illustrent bien le problème. S'ils garantissent une protection légitime aux investisseurs étrangers, ils autorisent aussi ces derniers à soumettre les États d'accueil à un arbitrage international contraignant, y compris en invoquant des préjudices liés à l'application de lois nationales visant à améliorer les normes sociales et environnementales – même lorsque la législation s'applique uniformément à toutes les entreprises, étrangères ou nationales. Une société minière européenne présente en Afrique du Sud a contesté récemment les lois de promotion économique de ce pays en faveur de la population noire pour ce genre de motifs»

¹⁸⁶ D. SURYA, préc., note 9, p.110

¹⁸⁷ Ruggie, «Principes directeurs», 2011, Principe 13

¹⁸⁸ Id., Principe 17

¹⁸⁹ Id., Principe 11

pays hôte, en matière de droits humains.

Pour éviter les atteintes, Ruggie préconise dans ses « principes opérationnels », que les entreprises formulent des normes de RSE approuvées au plus haut niveau de l'entreprise et diffusées à tous les employés, partenaires commerciaux, de même qu'au public¹⁹⁰. Ces engagements doivent ensuite être repris dans toutes les politiques et procédures opérationnelles de l'entreprise¹⁹¹. Le tout n'est pas simplement d'énoncer des normes respectueuses des droits de l'homme, il faut également que celles-ci fassent l'objet d'un contrôle interne¹⁹². Ce dernier devra faire l'objet d'un rapport, lequel devra être communiqué publiquement¹⁹³. Enfin, Ruggie énonce le principe de réparation faisant directement référence au 3ème pilier que nous allons développer plus en détail au prochain paragraphe. Grossièrement, les entreprises doivent remédier aux incidences négatives qu'elles ont eues en prévoyant elles-mêmes des procédures de réparation ou en coopérant avec les mécanismes judiciaires appropriés¹⁹⁴.

Au final, le rapport du Représentant spécial ne détaille pas réellement ce que les entreprises ont comme responsabilité en matière de droits humains. Il n'édicte pas de liste de droits de l'homme à respecter, ni de moyens universels pour parvenir à un respect effectif¹⁹⁵. Ruggie ne fait que donner des pistes d'idées sur ce que devraient contenir les codes de conduites internes à l'entreprise et autres normes de RSE¹⁹⁶. Essentiellement, les entreprises doivent respecter un principe de précaution c'est-à-dire faire preuve de « diligence raisonnable » et rendre des comptes publiquement au travers de rapports¹⁹⁷. La procédure pour y parvenir est donc laissée libre à l'interprétation et les entreprises ont simplement la responsabilité de s'autoréguler en fonction de leur taille, domaine et lieu d'activité¹⁹⁸.

3. L'obligation de « Réparer » :

L'obligation de « Réparer » incombant à l'État prévoit un principe « fondateur » et six principes « opérationnels ». Fondamentalement, les États doivent prendre les mesures appropriées pour

¹⁹⁰ Id., Principe 16

¹⁹¹ Id., Principe 16

¹⁹² Id., Principe 15

¹⁹³ Id., Principe 21

¹⁹⁴ Id., Principe 22

¹⁹⁵ R.C. BLITT, préc., note 10, p. 43

¹⁹⁶ D. SURYA, préc., note 144, p.104

¹⁹⁷ C. PEYER et D. HOSTETTLER, préc., note 120.

¹⁹⁸ R.C. BLITT, préc., note, p.48

s'assurer, qu'en cas de violation des droits de l'homme par des entreprises sur leur territoire ou relevant de leur juridiction, les victimes de ces atteintes aient un accès à un recours effectif¹⁹⁹. L'État doit garantir l'accès à des mécanismes de réparation qui désignent « toute procédure judiciaire ou non judiciaire courante relevant ou non de l'État par laquelle des réclamations concernant des atteintes aux droits de l'homme commises par des entreprises peuvent être déposées et des recours formés »²⁰⁰.

De façon plus précise, les principes « opérationnels » distinguent les différents mécanismes en trois catégories et explicitent, pour chacune, les moyens de les mettre en œuvre. De la sorte, Ruggie dissocie les mécanismes judiciaires relevant de l'État²⁰¹, des mécanismes de réclamation non judiciaires relevant de l'État²⁰², et de ceux ne relevant pas de l'État²⁰³.

Tout d'abord, l'État doit s'assurer de l'efficacité de ses mécanismes judiciaires internes, en réduisant les obstacles juridiques, pratiques et autres qui pourraient amener à refuser l'accès aux voies de recours²⁰⁴. Au terme des obstacles que les États doivent limiter, on peut citer les plus courants, à savoir, la manière dont la responsabilité juridique est répartie entre les membres d'un groupe d'entreprises (le voile corporatif par exemple), l'inaccessibilité des tribunaux de l'État d'origine même dans le cas d'un déni de justice dans l'État d'accueil, les coûts élevés afférents au dépôt d'une plainte, les ressources limitées pour enquêter véritablement sur les faits incriminés²⁰⁵. Puis, Ruggie met de l'avant des mécanismes, cette fois, non judiciaires relevant de l'État. Ceux-là sont complémentaires des premiers. On parle ici de mécanismes administratifs, législatifs et autres, tels que les institutions nationales de défense des droits de l'homme qui ont, à cet égard, un important rôle à jouer²⁰⁶.

Ensuite, la troisième catégorie fait référence aux mécanismes de réclamation ne relevant pas de l'État. Ces derniers sont multiples et peuvent émaner de nombreux acteurs différents. Ainsi, on trouve dans cette catégorie, les mécanismes administrés par des organes régionaux ou internationaux, ceux administrés par une entreprise à titre individuel, par une association professionnelle ou un groupe multipartite²⁰⁷.

¹⁹⁹ Ruggie, «Principes directeurs», 2011, Principe 25

²⁰⁰ Id., Principe 25 (*commentaire*)

²⁰¹ Id., Principe 26

²⁰² Id., Principe 27

²⁰³ Id., Principe 28 à 30

²⁰⁴ Id., Principe 26

²⁰⁵ Id., Principe 26 (*commentaire*)

²⁰⁶ Id., Principe 27 (*commentaire*)

²⁰⁷ Id., Principe 28 (*commentaire*)

Pour terminer, le Représentant spécial, dresse une liste de critères que doivent rencontrer les mécanismes de réparation extrajudiciaires afin d'être efficaces. Ainsi, ils doivent être légitimes, accessibles, prévisibles, équitables, transparents, compatibles avec les droits et être une source d'apprentissage permanent²⁰⁸. Ces critères nous serviront plus loin, pour vérifier, si les différents mécanismes de recours disponibles au Canada, en cas de violation des droits de l'homme par des minières canadiennes évoluant à l'étranger, rencontrent les exigences de Ruggie en matière d'efficacité.

Conclusion Chapitre 2

La société civile et notamment les ONG ont et continuent de militer en faveur de l'adoption par l'ONU, d'une norme contraignante à l'échelle internationale afin de s'assurer que les entreprises respectent les droits de l'homme non seulement dans leur pays d'origine mais aussi dans les pays hôtes²⁰⁹.

L'ONU qui avait commencé, dès les années 60, à s'intéresser aux violations des droits de l'homme par des entreprises, a véritablement mis les bouchées doubles à la fin des années 1990. Le Secrétaire général lança, en 1999, le Pacte mondial, instrument volontaire non contraignant à destination des entreprises. Au même moment, l'ONU nomma un Groupe de travail sur la question des droits humains et des entreprises multinationales. Celui-ci proposa un projet de Normes contraignantes en 2003²¹⁰, qui fut rejeté par la Commission des droits de l'homme en raison de pressions exercées par les entreprises et certains gouvernements²¹¹. Après cet échec, l'ONU n'abandonna pas pour autant et nomma un Représentant spécial, en la personne de John Ruggie, afin qu'il se penche sur les suites à donner à ce rapport²¹². Ce dernier, à la suite de nombreuses consultations, choisit de s'engager sur la voie d'un instrument de *soft law*. Il commença par élaborer, en 2008, un cadre de référence autour de trois piliers : « Protéger,

²⁰⁸ Id., Principe 31 : «Critères d'efficacité pour les mécanismes de réclamation non judiciaires».

²⁰⁹ R.C. BLITT, préc., note 10, p. 57; D. SURYA, préc., note 9, p.116

²¹⁰ ONU, *Projet de Normes*, 2003

²¹¹ RIGHTS, *Responsibilities of transnational corporations and related Business enterprises with regards to human rights: revised draft decision/ Australia, Belgium, Czech Republic, Ethiopia, Ghana, Hungary, Ireland, Japan, Mexico, Norway, South Africa, Sweden, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland*, préc. note 143

²¹² L'HOMME, *Mandat du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises*, préc. note 15

Respecter, Réparer »²¹³. Les obligations de protection et de réparation incombant aux États et la responsabilité de respecter les droits humains incombant aux entreprises. Son mandat fut ensuite renouvelé afin qu'il puisse établir des recommandations claires pour permettre une application de ces trois piliers. C'est ainsi que Ruggie publia trois ans plus tard des « Principes directeurs » pour aider les États et les entreprises à mettre en œuvre son cadre de référence²¹⁴.

Au final, après plusieurs tentatives hasardeuses, l'ONU s'est arrêtée sur un cadre de référence non contraignant reconnaissant des « obligations » aux États et des « responsabilités » aux entreprises. Même s'il n'offre pas de mécanisme de mise en œuvre, cet instrument est tout de même le plus élaboré en la matière et c'est sur lui que nous allons baser notre réflexion lorsque nous vérifierons si le Canada respecte les prescriptions internationales vis-à-vis de l'encadrement de ses sociétés minières évoluant à l'étranger. Mais avant, nous allons nous pencher sur la façon, dont le rapport de Ruggie, a été accueilli par les différents acteurs concernés et sur son avenir potentiel.

²¹³ Ruggie, *cadre de référence*, 2008

²¹⁴ Ruggie, «Principes directeurs», 2011

Chapitre 3 : L'impact et l'avenir du cadre de référence universel « Protéger, respecter, réparer » de John Ruggie

L'adoption à l'unanimité du cadre de référence de Ruggie par le Conseil des droits de l'homme ne crée pas de nouvelles obligations juridiques internationales contraignantes mais marque tout de même une étape importante²¹⁵. Celle de la naissance d'un programme d'action mondial appelant toutes les parties prenantes à adopter une politique autour d'un modèle universel de respect des droits de l'homme. Malgré un accueil positif des « Principes directeurs » par les entreprises et les gouvernements, nous allons voir qu'ils sont loin d'avoir fait l'unanimité au sein de la société civile. Cette dernière qui avait milité tout au long des consultations pour l'adoption de mécanismes de mise en œuvre contraignants s'est sentie frustrée par plusieurs aspects de l'instrument. Toutefois, nous allons voir que l'adoption de ce cadre de référence est loin d'être une fin en soi pour l'ONU qui a, depuis, pris des mesures pour assurer une certaine continuité au texte.

Section 1 : L'accueil mitigé des « Principes directeurs » de John Ruggie

Avec son rapport final, Ruggie écarte définitivement l'idée d'un mécanisme de mise en œuvre contraignant. Dans les « Principes directeurs », le Représentant spécial énonce des résultats attendus (i.e. respect effectif des droits humains par les entreprises et régulation de ces dernières par les États hôte et d'origine) tout en laissant aux acteurs un libre choix quant aux modes d'application. Cette liberté a été choisie par Ruggie afin que ces « Principes » soient applicables universellement et qu'ils représentent le monde dans lequel nous vivons « qui compte 192 États membres de l'ONU, 80 000 entreprises transnationales, 10 fois plus de filiales [...]. Ainsi, au stade des moyens de mise en œuvre, aucune solution unique ne s'impose »²¹⁶. Mais cette liberté d'application n'est pas appréciée de tous²¹⁷. Par exemple, des auteurs de doctrine et les ONG ont regretté que ces « principes directeurs » n'établissent pas précisément

²¹⁵ D. SURYA, préc., note 144, p.102 : « the Guiding Principles should be regarded as an important (albeit imperfect) step in humanizing business »

²¹⁶ Ruggie, «Principes directeurs», 2011, p 5, para. 15

²¹⁷ Pour plus de détails voir : Business and Human Rights Resource Centre, *Commentaries Issued after UN Council Endorsement of Guiding Principles*, en ligne: <<http://www.business-humanrights.org/UNGuidingPrinciplesPortal/Commentaries>> (site consulté le 13 août 2013)

quelles étaient les normes de droits humains que les entreprises avaient la « responsabilité » de respecter²¹⁸. En effet, Ruggie invoque quelques textes, tels que la Charte internationale des droits de l'homme et la Déclaration relative aux principes et droits fondamentaux au travail de l'Organisation internationale du Travail, mais il ne donne pas de liste exhaustive²¹⁹. Ainsi, les entreprises peuvent choisir librement parmi les textes internationaux relatifs aux droits de l'homme, ceux qu'ils veulent respecter. Or, cette démarche va pourtant à l'encontre des efforts de l'ONU pour garantir l'application des standards de droits humains qu'elle édicte²²⁰.

De plus, la société civile, qui militait pour l'adoption de mécanismes de mise en œuvre contraignants, a largement critiqué les « Principes directeurs » pour leurs insuffisances²²¹.

Les critiques se sont notamment portées sur le fait que le rapport final n'allait pas assez loin, par rapport à ce que prévoyait le projet de Normes de 2003, en ce qu'il ne reconnaissait pas que les États et les entreprises avaient tous deux des obligations en matière de droits humains²²². Rappelons en effet que si les États ont des « obligations », les entreprises, quant à elles, n'ont que des « responsabilités » vis-à-vis des droits de l'homme²²³. Au final, le seul fardeau qui leur est imposé est de faire preuve de « diligence raisonnable » afin d'éviter de porter atteinte aux droits de l'homme lors de leurs activités commerciales²²⁴. Le gros des efforts revient donc aux États²²⁵. Ce déséquilibre est d'autant plus affligeant lorsqu'on sait que les multinationales, de par leur poids économique, ont souvent plus d'influence que certains États. Alors que les ONG auraient préféré une approche internationale contraignante en ce qui concerne la responsabilité de

²¹⁸ R.C. BLITT, préc., note 10, pp. 45-46; Human Rights Watch, *U.N. Human Rights Council: Weak Stance on Business Standards*, 16 juin 2013, en ligne : <<http://www.hrw.org/en/news/2011/06/16/un-human-rights-council-weak-stance-business-standards>> (site consulté le 13 août 2013) : L'ONG a vivement critiqué le fait que le rapport final de Ruggie n'établissait pas de « global standard for corporate responsibility » en optant plutôt pour « a sliding scale based on business size and geographic location ».

²¹⁹ Ruggie, « Principes directeurs », 2011, Principe 12

²²⁰ R.C. BLITT, préc., note 10, p.46 : « The pacta sunt servanda, or good faith rule of treaty interpretation, does not call for an 'extensive' or 'liberal' interpretation in the sense of an interpretation going beyond what is expressed or necessarily to be implied in the terms of the treaty ».

²²¹ Voir par exemple : DEVA SURYA, « Guiding Principle on Business and Human Rights : Implications for Companies » (2012) 9 *European Company Law* 101; ROBERT BLITT « Beyond Ruggie's Guiding Principles on Business and Human Rights: Charting an Embrasive Approach to Corporate Human Rights Compliance », (2012) 48 *Tex. Int'l L. J.* 32; PENELOPE SIMONS, « International Law's Invisible Hand and the Future of Corporate Accountability for Violations of Human Rights » 3 *J Human Rights & the Environment* 0; DAVID BILCHITZ, « The Ruggie Framework: An Adequate Rubric for Corporate Human Rights Obligations? » 8 *Sur Int'l J Human Rights* 177; ROBERT MCCORQUODALE, « Corporate Social Responsibility and International Human Rights Law » 48 *J Business Ethics* 340.

²²² D. SURYA, préc., note 9, p.108

²²³ Ruggie, « Principes directeurs », 2011, Principe 12

²²⁴ R.C. BLITT, préc., note 10, p. 48, C. COUMANS, préc., note 21, p.662

²²⁵ D. SURYA, préc., note 9, p.110; R.C. BLITT, préc., note 10, p.44

« diligence raisonnable »²²⁶, certains auteurs considèrent que cette obligation de diligence devrait également trouver des sources dans les lois nationales pour contraindre les entreprises à respecter les droits humains sous peine de sanction²²⁷.

Au final, même si Ruggie affirme que les États se doivent de réguler les entreprises, le simple fait qu'il encourage en même temps l'autorégulation au sein des multinationales, a repoussé encore plus loin les perspectives de voir un jour ces entreprises soumises à des obligations internationales contraignantes en matière de droits humains²²⁸. Rappelons, d'ailleurs, que le Représentant spécial, avait reçu pour mission, lors de son 2^{ème} mandat, le soin de trouver des solutions pour empêcher les entreprises de violer les droits fondamentaux de la personne. Or, il est curieux de constater que dans son rapport, Ruggie n'emploie que deux fois le terme « violation » et encore ces deux fois font référence à l'État. Ruggie préfère utiliser le terme « d'impact » ce qui montre bien que la terminologie du texte se rapporte bien plus à un code de conduite qu'à un instrument normatif²²⁹.

Par ailleurs, si la société civile a émis de larges réserves, le rapport du Représentant spécial a été très favorablement accueilli par les gouvernements, certaines agences onusiennes, et les entreprises multinationales²³⁰. Plusieurs délégations présentes lors de la présentation des « Principes directeurs » se sont félicitées du consensus général qui régnait autour des « Principes directeurs » estimant que le rapport était un bon moyen d'aller de l'avant. À cet égard, la délégation canadienne représentée par M. Jeffrey Heaton, a salué le travail du Représentant spécial et a voulu savoir comment « le Conseil des droits de l'homme pourrait assurer un suivi des travaux de M. Ruggie et quelles seraient les principales recommandations pour 'les

²²⁶ Amnesty International, *United Nations: A Call for Action to Better Protect the Rights of Those Affected by Business-Related Human Rights Abuses*, Londres, A.I. PUBLISHING, 14 juin 2011, en ligne : <<http://www.amnesty.org/ar/library/asset/IOR40/009/2011/en/0ba488bd-8ba2-4b59-8d1f-eb75ad9f3b84/ior400092011en.pdf>> (site consulté le 13 juillet 2013)

²²⁷ P. MUCHLINSKI, préc., note 8, p.146

²²⁸ D. SURYA, préc., note 9, p.114 : «one step forward, two step back in the name of consensus» ; FIDH, *U.N. Human Rights Council Adopts Guiding Principles on Business Conduct, yet Victims Still Waiting for Effective Remedies* 17 juin 2011, en ligne : <<http://www.fidh.org/UN-Human-Rights-Counciladopts-Guiding-Principles>> (site consulté le 13 août 2013)

²²⁹ D. SURYA, préc., note 9, p.113

²³⁰ R.C. BLITT, préc., note 10, pp.50-52 : Par exemple, l'OCDE a intégré le rapport de Ruggie lors de la révision de ses *Principes directeurs* de 2011. Le Pacte Mondial a également affirmé que le rapport lui permettrait de clarifier ses propres dispositions en matière de droits humains. Des dirigeants de multinationales telles que General Electric ou Coca-Cola ont personnellement félicité le Représentant spécial pour son travail.

prochaines étapes' de sorte à maintenir l'élan insufflé par les efforts de M. Ruggie »²³¹.

Cet avis est d'ailleurs celui partagé par l'ensemble des acteurs concernés, exceptés peut-être les entreprises. En effet, bien que le cadre de référence « Protéger, Respecter, Réparer » soit l'instrument le plus abouti en la matière, de par sa portée universelle, son adoption ne constitue pas une fin en soi pour l'ONU mais plutôt un début. Lors de l'ultime présentation de son rapport devant le Conseil des droits de l'homme, Ruggie s'est voulu réaliste en affirmant que la fin de son mandat ne coïncidait pas avec la fin des problèmes en matière de respect des droits de l'homme par les sociétés²³².

Section 2 : La nomination d'un Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises

Estimant que son travail sur ce sujet était loin d'être terminé, le Conseil des droits de l'homme, créa dans la foulée de l'adoption des «Principes», un Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises. Son mandat est d'assurer la promotion et la diffusion du cadre de référence « Protéger, Respecter, Réparer » de John Ruggie²³³. Pour ce faire, le Groupe de travail, composé de cinq experts indépendants nommés sur une période de trois ans, doit apporter un appui aux États ou tout autre organe de la société civile afin qu'ils puissent intégrer de la meilleure façon les « Principes directeurs » dans leurs politiques respectives. Par le biais d'un rapport publié chaque année, le groupe de travail, doit rendre compte de ses activités mais également compiler les différentes initiatives mondiales relatives à l'intégration du cadre de référence de Ruggie. Le groupe, entré officiellement en fonction le 1er novembre 2011, a soumis depuis deux rapports annuels, le premier en avril

²³¹ Conseil des droits de l'homme, «Le Conseil des droits de l'homme conclut l'examen de rapports sur les exécutions, l'indépendance de la justice et la responsabilité des entreprises», *Communiqué de presse*, 31 mai 2011, en ligne : <<http://www.ohchr.org/fr/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=11093&LangID=F>>(site consulté le 8 août 2013)

²³² Business and Human Rights Resource Centre, *Commentaries Issued after UN Council Endorsement of Guiding Principles* : «Berne Declaration interview with John Ruggie», November 2011, en ligne : < <http://www.business-humanrights.org/media/documents/berne-declaration-interview-ruggie-nov-2011.pdf>> (consulté le 20 août 2013)

²³³ CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME, *Les droits de l'homme et les sociétés transnationales et autres entreprises* Doc. N.U. A/HRC/RES/17/4, 17ème sess., (6 juillet 2011), en ligne: <<http://daccess-dds-ny.un.org/doc/RESOLUTION/GEN/G11/144/72/PDF/G1114472.pdf?OpenElement>> (site consulté le 15 février 2013)

2012²³⁴, et le deuxième le 14 mars 2013²³⁵. Dans ces derniers, il apparaît que le cadre de référence « Protéger, Respecter, Réparer » a déjà été incorporé dans de nombreuses initiatives provenant autant des États que d'organisations internationales, d'organisations intergouvernementales, régionales, d'institutions nationales des droits de l'homme ou encore d'entreprises et d'association d'entreprises. On peut citer comme exemple, l'OCDE qui a révisé, en 2011, ses *Principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales*, afin d'y ajouter un nouveau chapitre sur les droits de l'homme pour y inclure explicitement le cadre de référence « Protéger, Respecter, Réparer »²³⁶. Autre exemple, en juin 2011, le Parlement néerlandais a adopté une motion dans laquelle il demandait au gouvernement comment il comptait mettre en œuvre les « Principes directeurs »²³⁷. Enfin, plusieurs entreprises, notamment la compagnie minière canadienne Barrick Gold, ont fait appel aux services de John Ruggie lors de l'élaboration de leur nouvelle politique de RSE afin qu'elle soit en accord avec les « Principes »²³⁸.

Cependant, pour les membres de la société civile qui avaient critiqué le rapport de Ruggie quant à son insuffisance, le Groupe de travail n'est pas près d'inverser la tendance ou de se pencher sur les façons de mettre en place un mécanisme de contrôle du cadre de référence :

« The existing [regulatory] framework offers insufficient or contestable rationales for compliance, does not prescribe precise human rights standards and is supported by a deficient or undeveloped implementation-cum-enforcement mechanism »²³⁹.

À ce propos, Amnistie internationale regrette que le Groupe n'ait pas reçu un mandat plus large qui lui permettrait de faire un suivi auprès des entreprises et des gouvernements pour vérifier si le rapport du Représentant spécial était bien mis en œuvre²⁴⁰. Au final, le travail du Groupe ne sera efficace que si les États et les entreprises veulent bien instaurer un dialogue et qu'ils s'investissent réellement dans ce sens. À ce titre, le Groupe de travail qui était chargé, en 2013, de mener des enquêtes pilotes sur l'utilisation et la mise en œuvre concrète des Principes

²³⁴ CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME, *Rapport du Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises* Doc.N.U. A/HRC/20/29 20ème session, (10 avril 2012), en ligne : <http://www.ohchr.org/Documents/Issues/Business/A_HRC_20_29_FR.pdf> (site consulté le 6 octobre 2012)

²³⁵ CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME, *Rapport du Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises*, Doc.N.U. A/HRC 23/32, 23ème sess., (14 mars 2013), en ligne : <http://www.ohchr.org/Documents/Issues/Business/A.HRC.23.32_FR.pdf> (site consulté le 3 août 2013)

²³⁶ Id., p.3

²³⁷ L'HOMME, *Rapport du Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises* préc. note 234, p.8

²³⁸ Barrick Gold, *Corporate Social Responsibility Advisory Board*, en ligne : <<http://www.barrick.com/responsibility/csr-advisory-board/default.aspx>> (site consulté le 12 juillet 2013)

²³⁹ D. SURYA, préc., note 9, p.118

²⁴⁰ AMNESTY INTERNATIONAL, préc., note 226

directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, par les États et par les sociétés, remit un rapport peu concluant²⁴¹. En effet, seulement 26 États auraient participé à l'enquête et les réponses reçues indiquaient que les gouvernements en étaient encore au stade initial de la mise en œuvre et que le processus pourrait être long.

Mais, le nombre exponentiel d'initiatives intégrant le cadre de référence de Ruggie, démontrent bien, qu'il existe déjà, en seulement deux ans, une forte adhésion aux « Principes » à l'échelle mondiale. Le cadre de référence « Protéger, Respecter, Réparer » est, à l'heure actuelle, l'instrument, de portée universelle, le plus complet en matière d'activité économique et de droits humains. C'est donc à cet instrument que les États doivent se référer en premier lieu pour vérifier si leurs lois et politiques sont en accord avec les prescriptions internationales.

Conclusion Partie 1

Même si la société civile continue de militer en faveur de l'adoption d'une norme internationale contraignante à destination des entreprises, nous venons de voir que ce n'est pas sur ce chemin que se sont engagées l'ONU et les Organisations internationales.

Dès la fin des années 1970, l'OCDE et l'OIT ont édicté des instruments internationaux non contraignants à destination des entreprises et des États. Mais ni la *Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale* de l'OIT²⁴², ni les *Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales*²⁴³, ne peuvent se prévaloir d'une véritable portée universelle. À cet égard, le Représentant spécial, indiquait dès le début de ses travaux :

« Sans déprécier aucunement ces initiatives, elles posent néanmoins un problème fondamental en ce qu'elles sont trop nombreuses; qu'aucune n'a l'envergure nécessaire pour faire face aux enjeux en présence; qu'elles ne s'enrichissent pas mutuellement et qu'elles ne forment pas un

²⁴¹ CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME, *Rapport du Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises : Additif Utilisation des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme: pratiques et résultats des enquêtes pilotes portant sur les gouvernements et les sociétés*, Doc.N.U. A/HRC/23/32/Add.2., 63ème sess., (16 avril 2013), en ligne :

<http://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/RegularSession/Session23/A-HRC-23-32-Add-2_fr.pdf> ((site consulté le 12 juillet 2013))

²⁴² OIT, *Déclaration de principes*

²⁴³ OCDE, *Principes directeurs*, 2011

tout cohérent capable d'apporter une réponse plus systémique et cumulative. C'est ce à quoi il faut remédier. Et c'est ce pour quoi le cadre «protéger, respecter et réparer» a été conçu »²⁴⁴

C'est donc dans une optique d'universalité que fut adopté le cadre de référence « Protéger, Respecter, Réparer »²⁴⁵ en 2008 puis les « Principes directeurs »²⁴⁶ en 2011. Ces rapports proposaient des recommandations autour de trois piliers : l'obligation de « Protéger » et de « Réparer » incombant aux États et la responsabilité de « Respecter » à la charge des entreprises. Au travers d'eux, Ruggie faisait le choix d'édicter des résultats attendus sans imposer les moyens pour y parvenir. Cette liberté d'application fut vivement critiquée par la société civile et notamment les ONG qui voyaient dans cette démarche un pas en arrière. En effet, la nomination de John Ruggie avait fait suite au rejet, par le Conseil des droits de l'homme, d'un projet de Normes contraignantes en 2004²⁴⁷. Ce dernier, proposait une série de normes assorties de mécanismes de mise en œuvre et de pouvoir de sanction²⁴⁸. Il fut largement soutenu par la société civile mais les pressions exercées par les multinationales et certains gouvernements avaient eu raison de lui. Cependant, en nommant un Représentant spécial, l'ONU voulait se pencher sur les éventuelles suites à donner à ce projet de Normes, mais Ruggie préféra ne pas s'engager sur le chemin épineux du *hard law* au grand damne des supporteurs du projet.

Malgré les critiques formulées à l'égard des travaux de Ruggie, ils ont tout de même permis de mettre sur le devant de la scène les problématiques liées au respect des droits humains par les entreprises transnationales²⁴⁹, tout en proposant des pistes de solution pour y remédier :

« While the quest to build consensus has diluted the robustness of the Guiding Principles in humanizing business, they still provide useful guidance to companies and other stakeholders »²⁵⁰.

C'est pourquoi, ce sont sur ces « Principes directeurs » que les États et les entreprises devraient s'appuyer aujourd'hui lorsqu'ils déterminent leurs politiques respectives :

« This focus is due both to the legitimacy provided by the UN and to the fact that the mandate holder, John Ruggie, a well known international

²⁴⁴ Ruggie, *cadre de référence*, 2008, par. 106

²⁴⁵ Ruggie, *cadre de référence*, 2008

²⁴⁶ Ruggie, «Principes directeurs» 2011

²⁴⁷ RIGHTS, *Responsibilities of transnational corporations and related Business enterprises with regards to human rights: revised draft decision/ Australia, Belgium, Czech Republic, Ethiopia, Ghana, Hungary, Ireland, Japan, Mexico, Norway, South Africa, Sweden, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland*, préc. note 143

²⁴⁸ ONU, *Projet de Normes*, 2003

²⁴⁹ D. SURYA, préc., note 9, p.109

²⁵⁰ D. SURYA, préc., note 144, p.108

relations scholar and a former UN official, has successfully raised the level of debate in this area through consultation, research, and analysis, which governments, business representatives, and, to a growing extent, civil society organizations have welcomed »²⁵¹.

Par ailleurs, il existe des points communs entre les instruments internationaux des Organisations internationales et les « Principes » de Ruggie, notamment en ce qui concerne le rôle que l'État doit jouer pour que les entreprises respectent les droits humains. En effet, ces instruments reconnaissent que puisqu'il n'existe pas de normes contraignantes internationales à destination des entreprises, c'est au niveau national que la régulation doit s'opérer. De même, puisqu'il n'existe pas de tribunal international pour juger les multinationales faisant l'objet d'allégation de violation aux droits humains, ce sont vers les juridictions nationales qu'il faut se tourner. À ces égards, les différents instruments internationaux suggèrent que les États d'origine ont de plus en plus un rôle à jouer dans cette régulation et cette réparation²⁵². Ainsi, les États ont aujourd'hui la responsabilité de s'assurer que les entreprises enregistrées sur leur territoire ne violent pas les droits humains à l'étranger²⁵³. À ce propos, Ruggie suggère même que l'État d'origine devrait se montrer encore plus vigilant à l'égard des entreprises qu'il finance, par le biais de crédits d'exportation par exemple, afin qu'elles ne violent pas les droits humains à l'étranger²⁵⁴. Enfin, lors de la création du Groupe de travail visant à assurer la promotion et la diffusion du cadre de référence « Protéger, Respecter, Réparer », le Conseil des droits de l'homme rappelle, dans sa résolution, que c'est à l'État qu'incombe en premier lieu, la responsabilité et le devoir de promouvoir et protéger les droits de l'homme par la voie d'une réglementation adaptée, notamment, législative²⁵⁵.

Dès lors, nous proposons, dans les deux prochaines parties du mémoire, d'analyser les politiques canadiennes relatives aux sociétés minières et aux droits humains. Plus précisément, on vérifiera leur adéquation vis-à-vis des obligations de « Protéger » et « Réparer » incombant aux États. On s'intéressera donc aux mécanismes d'encadrement et de réparation disponibles au Canada visant à prévenir et réparer les atteintes aux droits humains, perpétrées par des sociétés minières canadiennes à l'étranger. Comme indiqué dans l'introduction, nous nous intéresserons spécifiquement aux minières canadiennes c'est parce que de toutes les industries présentes au

²⁵¹ S. JERBI, préc., note 4, p300

²⁵² D. SURYA, préc., note 9, p.109

²⁵³ C. COUMANS, préc., note 21, p.658

²⁵⁴ Ruggie, «Principes directeurs», 2011, Principe 4

²⁵⁵ L'HOMME, *Les droits de l'homme et les sociétés transnationales et autres entreprises* préc. note 233

Canada, le secteur minier est d'abord le plus influent, mais est aussi, celui contre qui le plus grand nombre d'allégations relatives à des violations aux droits de l'homme sont survenues ces dernières années. En effet, selon l'un des rapports de Ruggie, dans lequel il a compilé de façon aléatoire 320 allégations de violations, le secteur extractif représente à lui seul 28 % des atteintes, soit le plus haut taux enregistré parmi 8 secteurs d'industries²⁵⁶. Les compagnies minières canadiennes ont un tel poids sur l'économie mondiale et sur la vie des populations locales où elles s'établissent, qu'on est en droit de se demander si le droit canadien et les politiques canadiennes respectent à l'heure actuelle les « Principes directeurs » de Ruggie.

²⁵⁶ L'HOMME, *Rapport du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises -Additif : Entreprises et droits de l'homme: étude relative à l'étendue et aux types de violations présumées des droits de l'homme mettant en cause des entreprises*, préc. note 26, par.a 8 : Les allégations ont été divisées en neuf secteurs d'activité : Extraction (28%), services financiers (8%), alimentaire et boisson (7%), industrie lourde (4%), infrastructure (9%), technologie de l'information, électronique et télécommunication (5%), industrie pharmaceutique (12%), produits de la consommation (21%) et autres (6%).

Partie 2 : L'encadrement gouvernemental et législatif exercé au Canada face au Principe directeur « Protéger » de John Ruggie

Vis-à-vis du droit international public, les entreprises ne sont pas considérées comme des sujets de droit. Seuls les États le sont. C'est donc à ces derniers que revient l'obligation de veiller au respect des droits de l'homme par leurs sujets, notamment les entreprises se trouvant sur leur territoire ou relevant de leur juridiction. Comme l'a indiqué le Représentant spécial de l'ONU, John Ruggie :

« Les États ne sont pas tenus responsables à proprement parler des atteintes aux droits de l'homme commises par des acteurs privés. Ils peuvent toutefois être réputés avoir manqué à leurs obligations en vertu du droit international des droits de l'homme lorsque ces atteintes peuvent leur être attribuées ou lorsqu'ils ne prennent pas les dispositions voulues pour empêcher ces atteintes par des acteurs privés, et lorsqu'elles se produisent, enquêter à leur sujet, en punir les auteurs, et les réparer ». ²⁵⁷

Ainsi, l'État a l'obligation de promouvoir les droits de l'homme auprès des entreprises privées présentes sur son territoire. Il doit également s'assurer que ces entreprises respectent les normes minimales internationales auxquelles l'État a souscrit.

Les « Principes directeurs » de Ruggie, notamment ceux relatifs à l'obligation de « Protéger », proposent des pistes de solution pour aider les États à prendre leurs dispositions afin d'éviter toute atteinte aux droits de l'homme et ce, par tous types d'entreprises.

D'abord, les États doivent exprimer clairement à leurs entreprises qu'ils attendent d'elles qu'elles respectent les droits de l'homme. Pour ce faire, les « principes opérationnels » de Ruggie, préconisent à l'État d'adopter un « assortiment judicieux de mesures – nationales et internationales, contraignantes et volontaires – pour favoriser le respect des droits de l'homme par les entreprises ». ²⁵⁸

Ensuite, les États doivent promouvoir le respect des droits humains auprès des entreprises aussi bien lorsque ces dernières se trouvent essentiellement sur leur territoire ou lorsqu'une partie de leurs activités se fait à l'étranger. Cette promotion à portée extraterritoriale se comprend dans un

²⁵⁷ Ruggie, «Principes directeurs», 2011, Principe 1 (commentaire)

²⁵⁸ Ruggie, «Principes directeurs», 2011, Principe 3 (commentaire)

contexte mondialisé où les entreprises évoluent dans plusieurs États au travers de leurs filiales et de leurs réseaux de sous-traitance. Souvent, ces entreprises transnationales se retrouvent dans des pays en développement où le manque de gouvernance est flagrant. Pour éviter qu'elles jouissent d'une totale impunité, Ruggie recommande alors aux pays d'origine de s'assurer que ces entreprises transnationales respectent les normes minimales de droit de l'homme²⁵⁹.

Cette recommandation d'étendre la protection extraterritorialement se justifie d'autant plus, selon Ruggie, lorsqu'un État est lui-même partie prenante à ces entreprises ou s'il leur apporte leur soutien. En effet, selon les « Principes », l'État devrait envisager des normes plus strictes dans le cas où des entreprises « reçoivent un soutien et des services conséquents d'organismes publics tels que des organismes de crédit à l'exportation et des organismes officiels d'assurance ou de garantie des investissements, y compris, le cas échéant, en prescrivant l'exercice d'une diligence raisonnable en matière de droits de l'homme »²⁶⁰.

De cette façon, la réglementation des activités des minières canadiennes à l'étranger, dans le but de limiter les atteintes aux droits de l'homme, devrait être une nécessité pour le gouvernement canadien lorsqu'on connaît l'étendue du soutien financier et logistique qu'il octroie aux sociétés minières²⁶¹. En effet, dans un rapport en 2007, le Réseau canadien sur la reddition de comptes des entreprises (RCRCE) a identifié plusieurs pratiques par lesquelles le gouvernement canadien octroie un soutien aux entreprises du secteur extractif²⁶². On y retrouve par exemple :

- Le financement d'Exportation et développement Canada;
- La fourniture d'assurance à titre de membre de l'Agence multilatérale de garantie des investissements;
- Le soutien politique et financier par l'entremise des ambassades;
- L'intervention diplomatique dans les poursuites judiciaires contre les entreprises canadiennes;
- La réforme des codes miniers nationaux par l'entremise des projets de développement de l'Agence canadienne de développement international;
- L'arbitrage commercial international.

Dans ce rapport, le RCRCE montre comment par le biais de ces appuis et de ces financements

²⁵⁹ Ruggie, «Principes directeurs», 2011, Principe 2 (commentaire)

²⁶⁰ Ruggie, «Principes directeurs», 2011, Principe 4

²⁶¹ K. KEENAN, préc., note 27, p.112

²⁶² Réseau canadien sur la reddition de comptes des entreprises (RCRCE), *Affaires douteuses, pratiques douteuses: le soutien du gouvernement fédéral aux entreprises minières, pétrolières et gazières canadiennes à l'étranger* Ottawa, mai 2007, en ligne : <<http://www.halifaxinitiative.org/fr/content/affaires-douteuses-pratiques-douteuses>> (site consulté le 12 novembre 2012) ; Conseil Canadien pour la coopération internationale, *Note d'information : l'exploitation minière*, 12 avril 2012, en ligne : < http://www.ccic.ca/_files/fr/working_groups/apg_2012-04-12_mining_note.pdf> (site consulté le 10 aout 2013)

publics légitimes, le gouvernement canadien se rend complice, principalement par négligence, d'atteintes aux droits de l'homme, aux côtés de l'industrie minières canadiennes. Par exemple, le Réseau met de l'avant les carences existantes dans le processus d'évaluation de la diligence raisonnable faite par le Canada, avant d'apporter son soutien aux minières canadiennes voulant faire affaire à l'étranger. Nous verrons plus loin des exemples de ce genre de soutien notamment au travers de la société d'État Exportation et développement Canada (EDC), des ambassades et de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

De plus, une telle réglementation paraît des plus importantes lorsqu'on prend en considération le rapport de 2009 du Canadian centre for the study of resource conflict (CCSRC), qui affirme que sur une période de dix ans, 34 % des violations aux droits de l'homme commises par l'industrie minière, dans les pays en voie de développement, impliquent des sociétés canadiennes²⁶³.

Pourtant, nous allons voir dans cette partie que le gouvernement canadien est des plus réticent à l'idée d'une réglementation contraignante vis-à-vis des minières canadiennes évoluant à l'étranger (Chapitre 1). Si bien, qu'à date tous les projets de loi envisageant de les responsabiliser ont échoué (Chapitre 2). Nous analyserons ensuite la politique stratégique du gouvernement adoptée en 2009 et qui consacre une approche volontariste de responsabilité. Enfin, nous vérifierons si cette « stratégie » est en accord avec les « Principes directeurs » de John Ruggie relatif à l'obligation de « protéger » incombant à l'État canadien (Chapitre 3).

²⁶³ J. MATTE, préc., note 2, p.5

Chapitre 1 : Les engagements gouvernementaux visant l'encadrement des compagnies minières canadiennes à l'étranger dans le respect des droits de l'homme

Il convient à ce stade d'analyser les initiatives gouvernementales visant l'encadrement des sociétés minières canadiennes à l'étranger. Cette question a été soulevée dans les années 2000 par le gouvernement canadien au sein du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI). Aujourd'hui, la position du gouvernement en la matière est claire. Il a choisi une stratégie reposant sur la promotion de normes volontaires de RSE pour les entreprises du secteur extractif évoluant à l'étranger. Cette politique stratégique gouvernementale : *Renforcer l'avantage canadien* est en vigueur depuis 2009. Mais avant de l'étudier, il faut comprendre les étapes qui ont mené à l'adoption de cette stratégie. Depuis 2004, le gouvernement a entrepris des consultations en comités qui ont mené à deux rapports importants : le rapport sur la RSE entourant l'exploitation minière à l'étranger du Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international (CPAECI) de 2005 et le rapport des *Tables rondes nationales* de 2007²⁶⁴. La stratégie *Renforcer l'avantage canadien*²⁶⁵ est en fait une réponse aux deux rapports précédents et nous allons voir que la voie unilatéralement choisie par le gouvernement n'est pas forcément celle préconisée par les comités consultatifs multipartites qui appelaient à plus de rigueur.

Section 1 : Le rapport du Comité permanent des Affaires étrangères et du Commerce international (CPAECI) : L'exploitation minière dans les pays en développement – Responsabilité sociale des entreprises (RSE)

D'octobre 2004 à novembre 2005, le Sous-comité des droits de la personne et du développement international a tenu des audiences sur la responsabilité sociale des entreprises

²⁶⁴ *Tables rondes nationales sur la responsabilité sociale et l'industrie minière dans les pays en développement*
Rapport du groupe consultatif, 29 mars 2007 en ligne :
<http://www.miningworks.mining.ca/miningworks/media_lib/documents/CSR_reportFR.pdf> (site consulté le 26 novembre 2012) [ci-après : Rapport *Tables rondes nationales*]

²⁶⁵ *Renforcer l'avantage canadien*

(RSE) minières dans les pays en développement. Ces audiences, ayant pour but initial l'analyse des activités de l'entreprise minière canadienne TVI Pacific Inc. aux Philippines, se sont étendues de façon plus large sur la question générale de la responsabilité sociale des entreprises en ce qui concerne les activités des entreprises minières canadiennes dans les pays en développement²⁶⁶. Les discussions ont alors mené à l'édition d'un rapport intitulé : « L'exploitation minière dans les pays en développement – Responsabilité sociale des entreprises (RSE) » publié le 22 juin 2005 qui fut endossé à l'unanimité par le Parlement canadien²⁶⁷.

Dès le tout début du rapport, le CPAECI reconnaît :

« [l']engagement que le gouvernement du Canada a énoncé à l'égard des normes sur la responsabilité sociale des entreprises et des normes internationales sur les droits de la personne, comme le montre son engagement à l'égard des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et la promotion qu'il a faite de ces Principes directeurs, et reconnaît sa volonté de renforcer la capacité du Service des délégués commerciaux du Canada dans le domaine de la responsabilité sociale des entreprises et de rehausser la capacité de gouvernance dans ce domaine au sein des pays en développement»²⁶⁸.

Cependant, les consultations ayant mené à ce rapport, convergent vers l'opinion de Ruggie en ce que les sociétés minières canadiennes bénéficient d'une intolérable impunité lorsqu'elles évoluent à l'étranger et cela à cause d'un manque flagrant de gouvernance²⁶⁹.

Pour pallier à ce problème, le CPAECI exhorte explicitement le gouvernement canadien :

« d'établir des normes juridiques claires au Canada pour s'assurer que les entreprises et résidents canadiens doivent rendre des comptes dans les cas où il existe des preuves de violations de l'environnement ou des droits de

²⁶⁶ SARA L. SECK, «Canadian Mining Internationally and the UN Guiding Principles for Business and Human Rights», (2011) 49 *The Canadian Yearbook of International Law* 51, p.55 ; Comité pour les droits humains en Amérique latine, *Projet de loi C-300-Canada*, 9 août 2011, en ligne : <<http://cdhal.org/cas/projet-loi-300-canada>> (site consulté le 29 novembre 2012) : «Les conclusions du Sous-comité ont énoncé la nécessité de mener une enquête sur l'entreprise TVI Pacific Ltd, ses activités et leurs impacts sur les droits ancestraux et les droits de la personne chez la population des Subanons de Mindanao». De même ces audiences ont mené à l'édition d'un rapport général tirant comme conclusion la nécessité d'un meilleur encadrement des minières canadiennes évoluant à l'extérieur du Canada.

²⁶⁷ COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU COMMERCE INTERNATIONAL, Chambre des communes, *14^e Rapport: L'exploitation minière dans les pays en développement et la responsabilité sociale des entreprises*, Ottawa, Première session, Trente-huitième législature (22 juin 2005), en ligne: <<http://www.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.aspx?Mode=1&Language=F&DocId=1961949&File=0>> (site consulté le 12 février 2013) [ci-après : *Rapport CPAECI*]

²⁶⁸ *Rapport CPAECI*, para. I

²⁶⁹ Ruggie, *cadre de référence*, 2008, Introduction

la personne liées aux activités d'entreprises minières canadiennes »²⁷⁰.

Ainsi, le Comité prenait position pour l'adoption d'une norme contraignante à portée extraterritoriale visant à responsabiliser les minières canadiennes évoluant à l'étranger. Cette recommandation, qui fut la plus controversée du rapport, faisait suite à de nombreuses tentatives infructueuses d'accès à la justice canadienne, par des communautés étrangères dont les droits fondamentaux avaient été violés par des minières canadiennes²⁷¹.

C'est aussi cette recommandation qui mena à la création du Réseau canadien pour la reddition de compte des entreprises (RCRCE)²⁷². Ce Réseau réunit des ONG, des groupes confessionnels, des syndicats et de la recherche et des groupes de solidarité à travers le Canada. Tous ensemble, ils plaident en faveur d'une législation fédérale établissant des normes contraignantes en matière de responsabilité sociale des entreprises pour les sociétés extractives canadiennes opérant à l'étranger. Ainsi, comme nous allons le voir au fur et à mesure, le Réseau ne cesse, depuis sa création, d'exhorter le gouvernement à adopter des normes allant plus loin que les simples mesures volontaires de RSE.

Par ailleurs, le rapport du CPAECI énonce d'autres recommandations permettant d'assurer un respect plus effectif des droits de l'homme par les entreprises minières évoluant à l'étranger²⁷³. Le Comité propose, entre autres, de subordonner l'obtention de toute aide financière, ainsi que les services offerts par des missions canadiennes à l'étranger, au respect par les entreprises de normes clairement définies sur la responsabilité sociale et les droits de la personne, en particulier en ayant recours à des mécanismes comme les évaluations de l'impact sur les droits de la personne. Le rapport suggère également de renforcer les règles et le mandat du Point de contact national du Canada (PCN) afin qu'il puisse entreprendre les enquêtes appropriées et recommander la prise des mesures qui s'imposent à l'endroit des entreprises violant les *Principes directeurs* de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales. Enfin, le rapport recommande l'augmentation et l'amélioration des services offerts aux entreprises minières canadiennes dans les pays en développement pour leur permettre de se tenir informées des normes relatives aux

²⁷⁰ Rapport CPAECI, recommandation 4

²⁷¹ S.L. SECK, préc., note 266, p.58: « The “failure” of these claims was not with regard to their substance, which was never heard by the Canadian courts but, rather, with regard to their likely dismissal on the basis of the *common law* doctrine of forum non conveniens ».

²⁷² Voir à ce propos, le site web de Halifax initiative, en ligne : <<http://www.halifaxinitiative.org/fr/content/a-propos-du-RCRCE>> (site consulté le 19 novembre 2012)

²⁷³ S.L. SECK, préc., note 266, pp. 55-56

droits humains qu'elles doivent respecter mais aussi pour qu'elles aient la capacité de mener leurs activités de manière responsable sur les plans sociaux, environnementaux et humains²⁷⁴.

Quelques mois après la publication du rapport le gouvernement formula sa réponse²⁷⁵. Dans celle-ci, il s'opposa à l'adoption d'une nouvelle loi en la matière puisque selon lui « les premiers responsables de la mise en vigueur des droits sont les États hôtes »²⁷⁶ et non les États d'origine. Néanmoins, il accepta de prendre en considération certaines recommandations. Par exemple, celle relative à la précision des règles et du mandat du PCN. Même si le gouvernement canadien refusa de concéder tout rôle quasi judiciaire au PCN, il accepta d'envisager cependant, l'intégration d'une démarche de consultation plus formelle auprès des parties intéressées²⁷⁷.

De même, le gouvernement admit l'opportunité de repérer les meilleures pratiques en matière de droits, et si possible, de les intégrer dans les politiques et méthodes de la société d'État EDC qui offre des prêts aux sociétés minières canadiennes transnationales²⁷⁸.

Dans cette même réponse, le gouvernement s'engagea à apporter un soutien financier et politique au travail du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour les droits humains, les entreprises transnationales et autres types d'entreprises commerciales²⁷⁹.

Au final, le gouvernement a retenu au moins une des recommandations du CPAECI, à savoir, la mise en place d'un processus de consultation avec les associations pertinentes de l'industrie, des organisations non gouvernementales et des experts, afin de renforcer les programmes et politiques dans ce domaine et au besoin d'en établir de nouveaux²⁸⁰. C'est dans cette optique que commença le vaste processus des *Tables rondes*, dont nous allons maintenant étudier le rapport publié en 2007²⁸¹.

²⁷⁴ *Rapport CPAECI*, Recommandation 2

²⁷⁵ *Réponse du gouvernement au 14e rapport du Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international : L'exploitation minière dans les pays en développement et la responsabilité sociale des entreprises* Ottawa, Ministère des affaires étrangères et du commerce international 17 octobre 2005 en ligne : <<http://www.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.aspx?DocId=2030362&Mode=1&Language=F#Recommend3>> (site consulté le 13 février 2013) [Réponse gouvernement *Rapport CPAECI*]

²⁷⁶ Réponse gouvernement *Rapport CPAECI*, Recommandation 3

²⁷⁷ Id.

²⁷⁸ Réponse gouvernement *Rapport CPAECI*, Recommandation 2

²⁷⁹ Id.

²⁸⁰ CPAECI, Recommandation 1

²⁸¹ Rapport, *Tables rondes nationales*

Section 2 : Les Tables rondes nationales : la participation conjointe de représentants de l'industrie, d'organisations syndicales, de la communauté financière socialement responsable, de la société civile et du milieu universitaire

De juin à novembre 2006, le gouvernement a organisé la tenue de quatre « tables rondes » sur la responsabilité sociale des entreprises extractives, dans quatre villes canadiennes : Vancouver, Calgary, Toronto et Montréal. Ces consultations réunissaient aussi bien des représentants de l'industrie, des organisations syndicales, des membres de la communauté financière que d'autres membres de la société civile comme des ONG et des universitaires²⁸². La participation de nombreux acteurs, ayant des considérations différentes voir diamétralement opposées, a permis l'adoption d'un rapport, le 29 mars 2007, se situant à mi-chemin entre les préoccupations sociales et les intérêts économiques :

Le rapport reflète l'entente du groupe consultatif sur une série de recommandations à faire adopter par le gouvernement du Canada. Il contient également des recommandations à soumettre à l'examen du secteur industriel, des institutions financières, des sociétés d'investissement, des caisses de retraite, et de la société civile comme moyen d'accroître la performance au chapitre de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) des sociétés canadiennes du secteur de l'extraction qui exercent des activités dans des pays en développement²⁸³.

Au titre des recommandations destinées au gouvernement, les plus importantes concernent, d'une part, l'élaboration d'un cadre de RSE s'articulant autour de lignes directrices et, d'autre part, la création d'un ombudsman indépendant et d'un comité de contrôle de conformité tripartite. Ainsi, le rapport ne reprenait pas la recommandation du CPAECI relative à l'adoption d'une norme contraignante à destination des sociétés minières canadiennes évoluant à l'étranger, préférant opter plutôt pour une approche volontariste de RSE, en raison notamment des pressions exercées par l'industrie extractive lors des consultations²⁸⁴.

Pour ce qui est du cadre de RSE, le groupe consultatif conseille tout d'abord au gouvernement de se référer aux *Principes directeurs* de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales²⁸⁵, pour élaborer ses propres lignes directrices. De même, il l'exhorte d'y intégrer d'autres initiatives

²⁸² *Rapport Tables rondes nationales*, Préface

²⁸³ *Rapport Tables rondes nationales*, Résumé

²⁸⁴ S.L. SECK, préc., note 266, pp.60-61

²⁸⁵ OCDE, *Principes directeurs*, 2011

internationales telles que les normes de rendement de la Société financière internationale²⁸⁶, les Principes volontaires sur la sécurité et les droits de la personne²⁸⁷, ainsi que la « Global Reporting Initiative »²⁸⁸. De même, il est conseillé au Canada d'adhérer à l'Initiative relative à la transparence des industries extractives (ITIE)²⁸⁹. Ensuite, il est recommandé au gouvernement de rédiger des « notes d'orientation » qui indiqueraient des normes de RSE à suivre dans des domaines spécifiques notamment : la fermeture des mines, la reconversion et la transition économique, la conservation de la biodiversité, la définition de la notion d'appui général de la collectivité dans le cadre d'un projet, l'utilisation du travail forcé ou du travail des enfants par l'intermédiaire de relations d'approvisionnement²⁹⁰.

La deuxième recommandation la plus importante destinée au gouvernement est sans nul doute celle relative au mécanisme de contrôle accompagnant le cadre de la RSE. Le rapport propose la création d'un ombudsman indépendant et d'un comité tripartite de contrôle de la conformité dont le mandat impliquerait de donner des conseils, d'effectuer des enquêtes et de préparer des rapports²⁹¹. L'ombudsman aurait donc, en premier lieu, un rôle consultatif impliquant la transmission de renseignements généraux liés à la mise en œuvre du cadre de RSE. En second lieu, il aurait un rôle de règlement des différends supposant la possibilité de déposer une plainte contre les sociétés canadiennes extractives qui violeraient les normes de rendement du cadre de RSE. Si cette plainte est pertinente, alors l'Ombudsman pourrait mener une enquête plus approfondie sur les faits litigieux puis publierait un rapport²⁹². Ensuite, le comité permanent de contrôle de la conformité devrait déterminer le degré de non-conformité aux normes de RSE puis faire des recommandations sur les mesures à prendre pour y remédier. Ces mesures pourraient consister en un renvoi vers des processus externes de résolution de différends, une énonciation des mesures que la société fautive devra prendre pour se conformer aux normes ou encore, dans le cas les plus graves, le comité pourrait faire des recommandations prévoyant le retrait des

²⁸⁶ Société Financière Internationale, *Politique de durabilité environnementale et sociale*, 1er janvier 2012, en ligne : <http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/c240e2804a58cfbc80818f8969adcc27/SP_French_2012.pdf?MOD=AJPERE> (site consulté le 11 février 2013)

²⁸⁷ *The Voluntary Principles on Security and Human Rights, Interactions Between Companies and Private Security*, 2000, en ligne : <<http://www.voluntaryprinciples.org>> (site consulté le 20 novembre 2012)

²⁸⁸ *Global Reporting Initiative*, en ligne : <<https://www.globalreporting.org/languages/French/Pages/default.aspx>> (site consulté le 20 novembre 2012)

²⁸⁹ *Initiative relative à la transparence des industries extractives*, en ligne : <<http://eiti.org>> (site consulté le 20 novembre 2012)

²⁹⁰ Rapport *Tables rondes nationales*, p. 15

²⁹¹ Id., p.27

²⁹² Id., p.24

soutiens financiers fournis par le gouvernement du Canada²⁹³.

On peut citer d'autres recommandations intéressantes destinées au gouvernement telles que la poursuite de l'appui aux *Principes directeurs* de l'OCDE par le renforcement des moyens logistiques et financiers du Point de contact national dans le but de rendre plus efficace le processus de médiation²⁹⁴. Ensuite, le rapport des *Tables rondes* propose la création au sein du gouvernement d'un Centre d'excellence gouvernemental de la RSE composé d'un groupe consultatif multipartite représentant le secteur canadien de l'extraction pour conseiller le gouvernement sur la mise en œuvre des lignes directrices de RSE²⁹⁵. Enfin, le rapport affirme la nécessité d'aider les pays en développement à mieux gérer leurs ressources. Le Canada en tant que leader de l'industrie extractive serait dès lors le plus compétent pour apporter ce support²⁹⁶.

Au titre des recommandations non destinées directement au gouvernement, on peut citer celle relative à la politique de divulgation d'Exportation et développement Canada²⁹⁷. Le rapport propose de l'améliorer par la publication : des motifs de classification des projets, de l'évaluation des projets entrepris dans le cadre d'une diligence raisonnable, des mesures de modification et d'atténuation exigées par EDC ainsi que des documents de suivi et d'évaluation des projets pendant toute leur mise en œuvre²⁹⁸. De même le groupe consultatif recommande le retrait des financements et assurances d'EDC en cas de manquements graves aux normes canadiennes de RSE. Nous étudierons plus loin l'évolution de la politique d'EDC en ce qui concerne la prise en compte de facteurs sociaux et environnementaux pour l'attribution de financement.

En résumé, le vaste processus des *Tables rondes*, auxquelles des acteurs très différents ont participé, a permis l'élaboration d'un consensus autour de multiples recommandations en matière de responsabilité sociale des entreprises du secteur extractif²⁹⁹. Ce processus avait d'ailleurs été salué à l'époque par le Représentant spécial John Ruggie qui l'avait qualifié de « modèle de

²⁹³ Id., p.28

²⁹⁴ Id., p.26

²⁹⁵ Id., p.32

²⁹⁶ Id., p.56

²⁹⁷ Id., p.22

²⁹⁸ Id.

²⁹⁹ K. KEENAN, préc., note 27, p.113

démocratie délibérante »³⁰⁰. Il reste maintenant à savoir si le gouvernement et les autres organismes affiliés ont intégré les recommandations dans leurs politiques respectives. En effet, nous allons voir que la stratégie gouvernementale *Renforcer l'avantage canadien*, adoptée en 2009, n'a pas retenu bon nombre des recommandations des *Tables rondes*, et notamment celles relatives aux mécanismes de contrôle³⁰¹.

Section 3 : la stratégie gouvernementale *Renforcer l'avantage canadien*.

En réponse au rapport des *Tables rondes nationales*, le gouvernement canadien et plus précisément, le Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) mit en place deux ans plus tard, en 2011, une nouvelle stratégie relative à la RSE : *Renforcer l'avantage canadien*³⁰². Dans cette stratégie qui tient également compte du rapport du CPAECI de 2005, le gouvernement reconnaît que l'industrie minière fait face à des enjeux sociaux et environnementaux particuliers dans les pays en développement. Les minières se tournent alors vers les agences gouvernementales pour obtenir de l'aide et des conseils sur la meilleure façon de gérer les risques liés à l'exploitation. Ainsi, la stratégie du MAECI est de se concentrer sur la promotion de normes communes de RSE à destination des sociétés extractives canadiennes sous forme de lignes directrices tout en encourageant le renforcement de la gouvernance des pays en développement³⁰³. Cette approche s'éloigne donc de celle proposée par les *Tables rondes*³⁰⁴. En effet, *Renforcer l'avantage canadien*, en tant que simple politique de RSE basée sur le volontariat des sociétés minières canadiennes, a suscité la colère des acteurs de la société civile qui avaient participé aux *Tables rondes*. Cette politique stratégique étant qualifiée d'insuffisante, bon nombre d'ONG et certains parlementaires ont estimé que cette initiative démontrait le manque de volonté du gouvernement d'assumer ses responsabilités³⁰⁵. Jugée « molle », la politique reflétait, pour eux, deux ans de lobbying intensif exercé par l'industrie extractive et la Chambre de commerce qui avaient dépensé des centaines de milliers de dollars en engageant les meilleures

³⁰⁰ RCRCE, *Le nouveau mécanisme de règlement des plaintes sans mordant du gouvernement met en évidence la nécessité de la Loi C-300 sur la responsabilité sociale des entreprises minières*, Ottawa, 26 octobre 2010, en ligne : <<http://cnca-rcrce.ca/le-nouveau-mecanisme-de-reglement-des-plaintes-sans-mordant-du-gouvernement-met-en-evidence-la-necessite-de-la-loi-c-300-sur-la-responsabilite-sociale-des-entreprises-minieres/?lang=fr>> (Consulté le 13 novembre 2012)

³⁰¹ K. KEENAN, préc., note 27, p.114

³⁰² *Renforcer l'avantage canadien*

³⁰³ Id., Introduction et résumé

³⁰⁴ C. COUMANS, préc., note 21, p.673

³⁰⁵ J. MATTE, préc., note 2, p.41

firmer de relations publiques et ce, pour multiplier les rencontres avec les ministres, députés et hauts fonctionnaires³⁰⁶. Ce lobbying avait également pour but de faire échouer le projet de loi C-300 que nous étudierons plus loin.

Renforcer l'avantage canadien a pour objectif « d'améliorer l'avantage concurrentiel des entreprises extractives canadiennes en renforçant leur capacité de gérer les risques sociaux et environnementaux »³⁰⁷. Pour cela, le gouvernement :

- i. appuiera des initiatives visant à renforcer la capacité des pays en développement de gérer l'exploitation minière ainsi que pétrolière et gazière, et de tirer parti de ces ressources afin de réduire la pauvreté;
- ii. fera la promotion, principalement par l'intermédiaire du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international et de RNCan, des lignes directrices destinées aux entreprises extractives canadiennes présentes à l'étranger largement reconnues en matière de RSE;
- iii. créera le Bureau du conseiller en RSE pour l'industrie extractive qui aidera les parties intéressées à remédier aux enjeux de RSE liés aux activités des entreprises extractives canadiennes présentes à l'étranger;
- iv. aidera à la création d'un Centre d'excellence de la RSE au sein d'une institution à l'extérieur du gouvernement, qui encouragera l'industrie extractive canadienne présente à l'étranger à appliquer les lignes directrices volontaires à ses activités, par l'établissement et la diffusion d'information, de programmes de formation et d'outils de haute qualité sur la RSE.³⁰⁸

Nous ne nous intéresserons pas ici au Centre d'excellence de la RSE qui a été créé au sein de l'Institut canadien des mines de la métallurgie et du pétrole³⁰⁹, et qui n'est donc pas sous l'autorité du gouvernement contrairement à ce que préconisaient les *Tables rondes*³¹⁰. Examinons plutôt les trois premières initiatives qui émanent du gouvernement, en commençant par le renforcement de la gouvernance des pays en développement, puis la promotion auprès de l'industrie minière de lignes directrices de RSE, et enfin la création d'un Bureau du conseiller en RSE.

³⁰⁶ CATHERINE COUMANS, «L'impunité des minières canadiennes à l'étranger», *Revue Relation*, no 739, mars 2010, en ligne : < <http://cjf.qc.ca/fr/relations/article.php?ida=293>> (site consulté le 23 novembre)

³⁰⁷ *Renforcer l'avantage canadien*, Introduction et résumé

³⁰⁸ *Renforcer l'avantage canadien*, Introduction et résumé

³⁰⁹ The Centre for Excellence in Corporate Social Responsibility, en ligne : < <http://web.cim.org/csr/>> (site consulté le 27 novembre 2012) : son mandat est de mettre à disposition des documents pratiques pour industrie, gouvernement et société civile. Le centre met en ligne des informations sur ce qui se fait en matière de RSE et on y retrouve par exemple les principes directeurs du Représentant spécial John Ruggie (standards and guidance).

³¹⁰ Rapport *Tables rondes nationales*, p.32

A) Le renforcement de la gouvernance des pays en développement pour une meilleure gestion des ressources minières

Le gouvernement reconnaît qu'il est de son devoir en tant que leader mondial du secteur extractif d'aider les pays en développement à renforcer leur gouvernance :

« Il est crucial d'améliorer la gouvernance des ressources, la transparence et la responsabilité dans les pays en développement, de même que la gouvernance des entreprises extractives, pour veiller à ce que l'industrie extractive contribue à la réduction de la pauvreté et instaure un environnement d'affaires et d'investissement propice à un comportement responsable des entreprises canadiennes dans les pays où elles sont actives »³¹¹.

La stratégie gouvernementale se tourne alors vers l'Agence canadienne de développement international (ACDI) pour remplir cette mission :

« Dans plusieurs pays, l'ACDI s'emploie activement à développer et moderniser les régimes de gouvernance de manière que leurs ressources soient gérées d'une manière écologiquement valable. À long terme, l'ACDI soutient des initiatives bilatérales et multilatérales qui renforcent la capacité des pays en développement à gérer l'exploitation des ressources naturelles »³¹².

Selon le rapport *Renforcer l'avantage canadien*, l'ACDI aurait déjà rempli cet objectif au travers de nombreuses actions à travers le monde. Elle aurait, notamment, assisté la Bolivie à mettre en place un service de perception d'impôt sur les hydrocarbures qui serait ensuite destiné à aider les boliviens les plus pauvres³¹³. De même, l'Agence aurait mis à la disposition des secteurs des mines péruviennes des outils et des conseils d'expert³¹⁴.

Cet objectif louable de vouloir aider ces pays à renforcer leur gouvernance pour leur propre bien-être peut néanmoins cacher une tout autre réalité. C'est à dire, celle de faciliter l'investissement canadien au détriment de l'objectif de protection des droits humains. De tels cas ont d'ailleurs été dénoncés par le RCRCE³¹⁵. À titre d'exemple on peut citer la réforme du code minier en

³¹¹ *Renforcer l'avantage canadien*, Développement des capacités des gouvernements hôtes

³¹² *Renforcer l'avantage canadien*, Développement des capacités des gouvernements hôtes

³¹³ *Renforcer l'avantage canadien*, Développement des capacités des gouvernements hôtes : Le service de perception aurait rapporté « plus d'un milliard de dollars américains en recettes annuelles; le gros de ces sommes est ensuite réinvesti dans les services publics destinés aux Boliviens et aux Boliviennes les plus pauvres ».

³¹⁴ *Renforcer l'avantage canadien*, Développement des capacités des gouvernements hôtes : Elle aurait « fourni des outils et des conseils d'expert dans les secteurs des mines et des hydrocarbures et elle a appuyé le dialogue entre les partenaires sociaux, environnementaux et autres, la participation de la collectivité et la résolution de conflits ».

³¹⁵ RCRCE, préc., note 262

Honduras. L'ancien président Manuel Zelaya qui avait bloqué l'attribution de toute nouvelle concession minière, fut renversé par un coup d'État en 2009. À l'annonce du changement de régime, l'ambassade du Canada en Honduras aurait alors organisé des rencontres entre des politiciens honduriens et des entrepreneurs miniers canadiens, dont l'objectif « officiel » aurait été d'encourager la responsabilité sociale des entreprises³¹⁶. Mais pour beaucoup d'ONG ce processus aurait eu pour but officieux d'encourager le nouveau gouvernement hondurien à adopter un code minier plus favorable aux entreprises canadiennes³¹⁷. Suite à cet appui « technique », le président hondurien a alors décidé d'adopter un nouveau code minier plus favorable aux entreprises minières étrangères et ce, afin d'attirer des investissements étrangers. Des polémiques ont éclaté quant au rôle du Canada dans cette affaire qui aurait agi sous couvert du renforcement de la gouvernance des pays en développement prévu par la politique stratégique gouvernementale : *Renforcer l'avantage canadien*. Pourtant le gouvernement canadien a assuré que cette « aide », financée par l'ACDI, se limitait à s'assurer que le nouveau code minier était conforme à la régulation internationale en la matière³¹⁸. Mais cela peut paraître difficile à croire lorsqu'on regarde de plus près les mesures envisagées, par le président hondurien, qui prévoient de simplifier les processus règlementaires, de réduire les normes environnementales et de limiter le droit de consultation des communautés touchées³¹⁹.

En octobre 2011, l'ACDI, émissaire principal de l'objectif gouvernemental, a proposé de déléguer en partie la tâche d'aider les pays en développement à renforcer leur gouvernance dans le secteur extractif, à un Institut canadien international pour les industries extractives et le développement³²⁰. Cet Institut deviendrait financièrement indépendant au bout de 5 ans. Selon le gouvernement, la création de ce centre indépendant serait un moyen de concrétiser l'engagement du gouvernement d'aider les pays en développement à renforcer leur capacité d'utiliser leurs ressources respectives du secteur de l'extraction et d'en tirer profit.³²¹ En novembre 2012, le ministre de la Coopération internationale annonça que l'Institut serait géré par la University of

³¹⁶ Id.

³¹⁷ Id.

³¹⁸ AGNÈS GRUDA et ISABELLE HACHEY, «Mines canadiennes à l'étranger: or, sang et feuille d'érable», *La presse*, 20 octobre 2012, en ligne : <<http://www.lapresse.ca/actualites/quebec-canada/national/201210/19/01-4585242-mines-canadiennes-a-letranger-or-sang-et-feuille-derable.php>> (site consulté le 10 février 2013)

³¹⁹ Id.

³²⁰ *Appel de propositions : Institut canadien international pour les industries extractives et le développement* Ottawa, Agence Canadienne de Développement International, Novembre 2011 en ligne : <<http://www.acdi-cida.gc.ca/acdi-cida/ACDI-CIDA.nsf/fra/NAT-614115639-LPY>> (site consulté le 23 novembre 2012)

³²¹ *Renforcer l'avantage canadien*

British Columbia en partenariat avec la Simon Fraser University³²². Pour l'instant l'Institut en est encore au stade de développement et devrait commencer ces travaux sous peu grâce à une contribution de 25 millions de dollars de l'ACDI³²³. Ainsi, l'avenir nous dira si ce nouvel Institut « indépendant » marquera un tournant positif quant à l'impartialité des initiatives qu'il prendra pour aider les pays en développement ou si le désengagement de l'État ne fera que renforcer l'idée que le Canada ne prend pas ses responsabilités pour empêcher les violations des droits humains par les minières canadiennes présentes à l'étranger. L'avenir nous dira également si cette « indépendance » permettra d'éviter des scandales comme au Honduras. Les avis sur la question divergent déjà. Après avoir lu le statut provisoire de l'Institut, l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) s'inquiète de savoir si le projet donnera priorité à la croissance économique plutôt qu'au développement et à la protection des droits de l'homme³²⁴. Selon l'AQOCI, le mandat de l'Institut est ambigu et mériterait d'être reformulé afin de respecter les critères de la *Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle*³²⁵ de 2008. Cette Loi prévoit que toute aide internationale doit respecter trois critères : contribuer à la réduction de la pauvreté, tenir compte des points de vue des pauvres et être compatible avec les normes internationales en matière de droits de la personne. Il faudra attendre encore quelque mois pour vérifier si le mandat de l'Institut sera modifié en ce sens.

B) La promotion des lignes directrices de RSE auprès des minières canadiennes évoluant à l'étranger

Bien avant la mise en place de la stratégie *Renforcer l'avantage canadien*, le MAECI travaillait déjà sur la question de la responsabilité sociale des entreprises. En effet, depuis le début des années 2000, le ministère organise des ateliers de formation nationaux à l'intention des entreprises canadiennes pour la communication de l'information sur la RSE si bien qu'en 2008,

³²² *Minister Fantino announces UBC-SFU to partner with Government on new extractive institute*, Communiqué de Presse, Ottawa, Ministère des Affaires Étrangères et du Commerce International, 23 novembre 2012 en ligne : < <http://www.acdi-cida.gc.ca/acdi-cida/ACDI-CIDA.nsf/eng/NAT-112381631-HKW> > (site consulté le 15 août 2013)

³²³ Institut canadien international pour les industries extractives et le développement, *University of British Columbia* en ligne : < <http://apsc.ubc.ca/apsc-eng/giving/faculty-priority-projects/iciied> > (site consulté le 20 août 2013)

³²⁴ Association québécoise des organismes de coopération internationale, *Mémoire sur l'Institut canadien international pour les industries extractives et le développement* mai 2012, en ligne : <<http://cnca-rcrce.ca/aqocis-report-on-the-canadian-international-institute-for-extractive-industries-and-development/>> (site consulté le 23 novembre 2012)

³²⁵ *Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle*, L.C. 2008, c. 17

« 80 % des entreprises inscrites à la bourse de Toronto auraient communiqué au moins en partie, de l'information sur la RSE dans leurs rapports annuels ou dans un rapport séparé »³²⁶. De même, le Canada soutenait depuis des années les *Principes directeurs* de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et avait établi un Point de contact national (PCN) sur son territoire.³²⁷ Au-delà des initiatives précédentes, le gouvernement canadien s'engage dans sa stratégie *Renforcer l'avantage canadien* à faire la promotion de lignes directrice en matière de RSE, notamment :

- Les Critères de performance de la Société financière internationale du Groupe de la Banque mondiale pour contrer les risques sociaux ou environnementaux liés aux projets de l'industrie extractive³²⁸;
- Les Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme pour des projets impliquant le déploiement de forces de sécurité privée ou publique³²⁹;
- La « Global Reporting Initiative » (GRI) pour la communication d'information, par l'industrie extractive, de façon à accroître la transparence et créer des incitatifs axés sur le marché pour les bons résultats en matière de RSE. Avec le concours de parties intéressées, le gouvernement s'attachera à élaborer des normes complémentaires à celles de la GRI pour les sociétés pétrolières et pour les petites sociétés minières³³⁰;
- Les Principes directeurs de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) à l'intention des entreprises multinationales³³¹.

Il est à noter ici que ces lignes directrices ne suivent que partiellement les recommandations des *Tables rondes* puisqu'il manque notamment l'inclusion de « note d'orientation » indiquant des normes de RSE à suivre dans des domaines spécifiques³³². En outre, bien que ces normes de rendement soient reconnues internationalement pour leur opportunité et leur efficacité, elles restent des normes de *soft law* et ne sont pas, à ce titre, contraignantes. En n'incluant pas les traités internationaux relatifs aux droits humains auxquels le Canada est partie, la stratégie gouvernementale assure ainsi à son industrie extractive une certaine impunité en cas de non-respect de ces normes³³³. En effet, les traités internationaux faisant l'objet d'une réception en droit interne sont préjudiciables devant les tribunaux alors que les normes de RSE retenues par le gouvernement ne le sont pas. Le non-respect de ces normes de rendement par les sociétés

³²⁶ *Renforcer l'avantage canadien*, Lignes directrices et rapports en matière de RSE

³²⁷ *Renforcer l'avantage canadien*, Lignes directrices et rapports en matière de RSE

³²⁸ SFI préc., note 286

³²⁹ *The Voluntary Principles on Security and Human Rights*, préc., note 287

³³⁰ Global Reporting Initiative, préc., note 288

³³¹ OCDE, *Principes directeurs*, 2011

³³² Rapport *Tables rondes nationales*, p15.

³³³ S.L. SECK, préc., note 266, p.78

minières canadiennes ne peut donc pas être invoqué lors d'instances judiciaires pour engager leur responsabilité.

Pourtant, le gouvernement reconnaît bien l'importance de son rôle à jouer dans la promotion du respect des droits humains auprès des minières canadiennes qui évoluent à l'étranger, puisqu'il affirme appuyer le travail du Représentant spécial [John Ruggie] depuis 2005 au moyen du Fonds pour la paix et la sécurité mondiales³³⁴. Il est donc curieux de constater que le cadre de référence « Protéger, Respecter, Réparer »³³⁵ ne soit pas inclus dans les normes mentionnées ci-haut, alors qu'il avait été publié un an plus tôt³³⁶.

C) Le Bureau du conseiller en RSE pour l'industrie extractive

Refusant toute proposition de norme contraignante, le gouvernement canadien voulait tout de même garder une certaine crédibilité vis-à-vis des recommandations jusqu'alors formulées lors des consultations précédentes. Pour cela, il procéda, dans sa politique stratégique, à la création d'un Bureau du conseiller en RSE de l'industrie extractive³³⁷. Le conseiller est entré officiellement en poste en octobre 2010. Ce Bureau a un double rôle, le premier consultatif et le deuxième de règlement des différends. Si nous intéressons plus en détail, dans la troisième partie de ce mémoire, aux pouvoirs du Bureau et à son processus de dépôt de plainte, nous allons tout de même le présenter succinctement ici en nous basant sur le mandat attribué par la stratégie *Renforcer l'avantage canadien*.

La prérogative consultative offre la possibilité aux minières de faire appel au Bureau pour les aider à se conformer aux normes de rendement volontaires approuvées dans le cadre de la Stratégie de RSE. Cette possibilité est en adéquation avec l'objectif de promotion des RSE par le MAECI, que nous venons de voir.

³³⁴ *Renforcer l'avantage canadien* ; L'objectif du Fonds pour la paix et la sécurité mondiales (FPSM) est de fournir les ressources financières (environ 100M\$/an) et opérationnelles pour faciliter, de manière efficace, responsable et en temps opportun, la prévention des conflits, les interventions en cas de crise, les opérations de paix, la protection civile et les interventions de stabilisation dans les États fragiles où les intérêts du Canada sont en jeu, conformément aux priorités en matière de politique étrangère du Canada. Entre 2005 et 2011, des contributions ont été versées pour soutenir le travail du Représentant spécial, John Ruggie. Pour plus d'informations veuillez consulter le lien suivant : <http://www.international.gc.ca/about-a_propos/oig-big/2011/evaluation/gpsf_fpsm11.aspx?lang=fra> (site consulté le 2 décembre 2013)

³³⁵ Ruggie, *cadre de référence*, 2008

³³⁶ S.L. SECK, préc., note 266, p.53

³³⁷ BUREAU DU CONSEILLER EN RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES (RSE) DE L'INDUSTRIE EXTRACTIVE, Ministère des affaires étrangères et du commerce international, en ligne : <http://www.international.gc.ca/csr_counsellor-conseiller_rse/index.aspx?lang=fra&view=d> (site consulté le 20 novembre 2012) [ci-après : Bureau du conseiller en RSE]

Pour ce qui est du règlement des différends, le Bureau peut entendre des plaintes provenant aussi bien de personnes se considérant victimes des exactions des minières canadiennes que celles provenant de minières canadiennes s'estimant lésées par de fausses allégations prodiguées à leur rencontre³³⁸. Cependant, ce dernier est très loin de ressembler au poste d'ombudsman envisagé dans les *Tables rondes*³³⁹. En effet, le mécanisme de règlement appelé « processus d'examen » se limite aux conflits touchant les normes de rendement approuvées dans la Stratégie de RSE³⁴⁰. De plus, il semble que les sociétés minières enregistrées à la bourse de Toronto ne soient pas soumises au processus si elles n'ont pas été incorporées préalablement au Canada ou si elles y ont leur siège social³⁴¹. Par ailleurs, en ce qui concerne la norme de rendement de l'OCDE c'est-à-dire les *Principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales*, le Bureau du conseiller rappelle que c'est le Point de contact national qui est le premier compétent à entendre ce genre d'affaires. C'est donc au PCN qu'il faut s'adresser si la demande d'examen concerne uniquement une atteinte aux *Principes directeurs*³⁴². Nous analyserons plus en détail dans la troisième partie les mécanismes de plaintes devant le PCN canadien.

Ensuite, bien que les normes de rendement approuvées dans la Stratégie de RSE couvrent un large éventail de droits humains, le « processus d'examen » consiste uniquement à faire une évaluation de la situation et de proposer des solutions non contraignantes au travers d'une médiation informelle entre les parties, si et seulement si, ces dernières y consentent³⁴³. Ce mécanisme se solde au final par un rapport qui n'a aucune force juridique. D'ailleurs la politique stratégique *Renforcer l'avantage canadien* énonce explicitement les limites des prérogatives accordées au Bureau :

« Le conseiller n'entreprendra pas d'examen de sa propre initiative des activités d'une entreprise extractive canadienne, ne formulera pas de recommandations contraignantes, ni de recommandations de politique publique ou législative, n'établira pas de nouvelles normes de rendement,

³³⁸ *Renforcer l'avantage canadien*, Bureau du conseiller en RSE de l'industrie extractive

³³⁹ C. COUMANS, préc., note 21, p.673

³⁴⁰ Les *Critères de performance* de la Société financière internationale, les *Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme*, la «Global Reporting Initiative» ou encore les *Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales*.

³⁴¹ S.L. SECK, préc., note 266, p.81

³⁴² Bureau du Conseiller en RSE, *Les règles de procédure pour le mécanisme d'examen du Bureau du conseiller en responsabilité sociale des entreprises (RSE) de l'industrie extractive*, octobre 2010, en ligne :<http://www.international.gc.ca/csr_counsellor-conseiller_rse/assets/pdfs/rules_procedure-regles_procedure-fra.pdf> (consulté le 20 novembre 2013)

³⁴³ *Renforcer l'avantage canadien*, Bureau du conseiller en RSE de l'industrie extractive

et n'agira pas comme médiateur officiel entre les parties »³⁴⁴.

Ainsi, les compétences du Conseiller sont très minces et très éloignées de celles proposées par le consensus des *Tables rondes* qui prévoyait la possibilité pour l'Ombudsman de procéder à des enquêtes de terrain puis de recommander la suspension des soutiens financiers gouvernementaux dans les cas de violations graves³⁴⁵.

Ce décalage a déclenché de nombreuses polémiques au sein de la société civile³⁴⁶. Parmi les organismes mécontents, le RCRCE pense que ce mécanisme de plainte volontaire est inadéquat pour « traiter correctement la plupart des plaintes concernant les allégations d'inconduites de la part d'entreprises extractives canadiennes »³⁴⁷. L'insatisfaction s'est également fait ressentir du côté de l'opposition parlementaire. Pour le député libéral John McKay, auteur du projet de loi C-300 que nous analyserons plus loin, « ce bureau a été créé pour échouer. Quelle entreprise consentira à collaborer à une enquête si elle a quelque chose à cacher? C'est une farce »³⁴⁸.

D'ailleurs, nous verrons dans la prochaine partie que des trois cas de plaintes déposées devant le Bureau, aucune ne s'est soldée par une réparation pour les victimes.

Conclusion Chapitre 1

En conclusion, la stratégie gouvernementale *Renforcer l'avantage canadien* n'est pas satisfaisante pour bon nombre des personnes et des organismes qui avaient participé au processus des *Tables rondes* deux ans plus tôt, à l'exception bien sûr de l'industrie qui a toujours milité pour une approche volontariste de RSE³⁴⁹. Selon le Réseau canadien sur la reddition des comptes des entreprises (RCRCE), le gouvernement continue d'ignorer certaines des recommandations les plus importantes³⁵⁰. L'Association minière canadienne a d'ailleurs indiqué dans un rapport en

³⁴⁴ *Renforcer l'avantage canadien*, Bureau du conseiller en RSE de l'industrie extractive

³⁴⁵ Rapport *Tables rondes nationales*, p.28

³⁴⁶ C. COUMANS, préc., note 21, pp.673-674

³⁴⁷ RCRCE, préc., note 300

³⁴⁸ A. GRUDA et I. HACHEY, préc., note 318

³⁴⁹ K. KEENAN, préc., note 27, p.112

³⁵⁰ RCRCE, *Le RCRCE constate que peu de progrès a été réalisé pour mettre en œuvre les recommandations des Tables nationales sur la Responsabilité sociale des entreprises* Ottawa, 22 mars 2012, en ligne : < <http://cnca-rcrce.ca/le-rcrce-constate-que-peu-de-progres-a-ete-realise-pour-mettre-en-oeuvre-les-recommandations-des-tables-nationales-sur-la-responsabilite-sociale-des-entreprises/?lang=fr> > (site consulté le 23 novembre 2012)

janvier 2012, que seulement 3 des 27 recommandations des *Tables rondes* avaient été mises en pratique, 15 n'ont été réalisées que partiellement et 9 n'ont fait l'objet d'aucune suite³⁵¹. Parmi les recommandations qui n'ont pas été respectées, on peut citer celles relatives aux investissements comme la communication d'informations sociales et environnementales aux investisseurs institutionnels ou encore l'établissement de critères gouvernementaux conditionnant le soutien financier au respect de normes de droits humains. Pour le RCRCE, la stratégie *Renforcer l'avantage canadien*, proposée par le gouvernement met en évidence la nécessité de l'adoption d'une norme contraignante extraterritoriale à destination des entreprises³⁵². Nous allons d'ailleurs nous intéresser dans le prochain chapitre aux essais législatifs en la matière.

³⁵¹ LLOYD LIPSETT, MICHELLE HOHN et IAN THOMSON, *Recommendations of the National Roundtables on Corporate Social Responsibility and the canadian extractive industry in developing countries : current actions, stakeholder opinions and emerging issues* Report for the Mining Association of Canada's International Social Responsibility Committee, january 2012, en ligne :

<http://www.mining.ca/www/media_lib/MAC_Documents/Final%20MAC%20Roundtables%20Report%20_December%2021%202011_%20_3_.pdf> (site consulté le 24 novembre 2012)

³⁵² RCRCE, préc., note 300

Chapitre 2 : Les initiatives législatives visant la responsabilité des compagnies minières canadiennes à l'étranger en cas de violation des droits de l'homme

Comme nous l'avons vu précédemment, le Représentant spécial John Ruggie prévoit dans ses « principes directeurs » la possibilité, pour les États, d'adopter des mesures contraignantes à l'attention des entreprises qui évoluent à l'étranger afin qu'elles respectent les droits de l'homme³⁵³. Il va même plus loin en préconisant une réglementation plus stricte lorsque l'État apporte son soutien notamment financier à ses entreprises transnationales³⁵⁴. Or, tel qu'évoqué dès l'introduction, les minières canadiennes reçoivent un large soutien du Canada aussi bien logistique que financier. Il convient donc de s'interroger sur l'existence de telles mesures législatives. Selon Ruggie, ce type de disposition peut se traduire autant par des mesures législatives ayant des incidences extraterritoriales que par des lois d'application extraterritoriales directes³⁵⁵.

Il existe au Canada des lois d'application extraterritoriales directes notamment en matière de droit pénal. On peut citer à titre d'exemple la *Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre*, adoptée par le Canada le 24 juin 2000³⁵⁶. Mais nous ne nous intéresserons pas ici à cette loi puisqu'elle ne s'adresse pas directement aux sociétés minières canadiennes. En effet, la *Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre* s'adresse avant tout aux personnes physiques si bien qu'elle n'a jamais été invoquée dans un recours contre une entreprise depuis son adoption même si la possibilité existe³⁵⁷. Nous y reviendrons dans la troisième partie du mémoire.

À l'heure actuelle, il n'existe pas au Canada de loi visant expressément la responsabilité des sociétés minières canadiennes à l'étranger en cas de violation des droits de l'homme³⁵⁸. Cependant, plusieurs projets de loi ont été déposés au courant des années 2000. Le plus remarquable d'entre eux est certainement le projet de loi C-300 examiné en 2009 par la Chambre

³⁵³ Ruggie, «Principes directeurs», 2011, Principe 2 (commentaire)

³⁵⁴ Ruggie, «Principes directeurs», 2011, Principe 4

³⁵⁵ Ruggie, «Principes directeurs», 2011, Principe 3 (commentaire)

³⁵⁶ *Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre*, L.C. 2000, c. 24

³⁵⁷ J. MATTE, préc., note 2, p.57

³⁵⁸ KARYN KEENAN, Centre for Excellence Workshop on UN Guiding Principles, *Implications of the Guiding Principles for the Implementation of the United Nations Framework for CSR in the Canadian Extractive Sector*, Ottawa, 15 septembre 2011, en ligne : <<http://www.halifaxinitiative.org/fr/node/3325>> (site consulté le 10 août 2013)

des communes mais rejeté en 3^{ème} lecture³⁵⁹. La société civile avait alors de grands espoirs en ce projet, mais celui-ci n'a cependant pas tenu face au puissant lobbying de l'industrie minière qui y était fermement opposée³⁶⁰. Depuis cet échec, d'autres projets de loi subséquents ont été déposés mais aucun d'entre eux n'a encore passé l'étape de la 1^{ère} lecture. Pourtant, les partisans à l'adoption d'une mesure législative contraignante continuent leur lutte face à la puissante machine lobbyiste.

Section 1 : Le projet de loi C-300 : Loi sur la responsabilisation des sociétés à l'égard de leurs activités minières, pétrolières ou gazières dans les pays en développement

Le projet de loi C-300 est une *Loi sur la responsabilisation des sociétés à l'égard de leurs activités minières, pétrolières ou gazières dans les pays en développement*³⁶¹, qui propose des mesures ayant des incidences extraterritoriales en cas de violation des droits de l'homme par des sociétés d'extraction canadiennes à l'étranger. Ce projet fut soumis à la Chambre des communes en février 2009 par le député libéral M. John McKay un mois avant la publication de la stratégie gouvernementale *Renforcer l'avantage canadien*. C'est justement en raison de l'absence de réponse rapide du gouvernement vis-à-vis des recommandations des *Tables rondes* que ce projet de loi fut rédigé. Pourtant, même après la publication de la stratégie gouvernementale, le projet continuait de recevoir le soutien de la société civile³⁶². Par exemple, le RCRCE considérait qu'il était crucial d'adopter le projet de loi C-300 qui se rapprochait davantage, selon lui, de la mise en application des recommandations consensuelles des *Tables rondes nationales* que tout ce que le gouvernement a mis de l'avant jusqu'à maintenant »³⁶³.

Le projet de loi C-300 avait donc pour ambition de proposer une réglementation législative visant à s'assurer que les sociétés minières, évoluant à l'étranger et bénéficiant d'un appui du gouvernement du Canada, respectent les normes internationales en matière de droits de la

³⁵⁹ *Loi sur la responsabilisation des sociétés à l'égard de leurs activités minières, pétrolières ou gazières dans les pays en développement*, projet de loi n° C-300 (Rejeté par la Chambre des communes- 27 octobre 2010), 2^{ème} sess., 40^{ème} légis. (Can.) en ligne: <<http://www.parl.gc.ca/Legisinfo/BillDetails.aspx?billId=4327824&Mode=1&View=5&Language=F>> (site consulté le 25 avril 2013) [ci-après : *C-300*]

³⁶⁰ S.L. SECK, préc., note 266, pp.66-73

³⁶¹ *C-300*

³⁶² K. KEENAN, préc., note 27, p.114

³⁶³ RCRCE, préc., note 300

personne. Paré de bonnes intentions, le projet fut cependant rejeté en troisième lecture ce qui, nous allons le voir, suscita la joie de l'industrie minière et la colère de la société civile³⁶⁴.

A) Les dispositions prévues par le projet de loi C-300

Le projet de loi propose plusieurs dispositions permettant de responsabiliser les sociétés extractives canadiennes à l'étranger. D'abord, il confie au ministre des Affaires étrangères et au ministre du Commerce international le soin d'élaborer des « lignes directrices » consacrant les pratiques exemplaires à suivre et ce, en accord avec les normes internationales relatives aux droits de la personne comprises dans les conventions internationales auxquelles le Canada est partie. De même, les lignes directrices telles qu'envisagées dans le projet de loi reprennent les normes qui avaient été citées dans les recommandations des *Tables rondes nationales* comme les Critères de performance en matière de durabilité sociale et environnementale de la Société financière internationale ou les Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme³⁶⁵. De manière générale, le projet prévoit que les lignes directrices doivent incorporer toutes « les dispositions relatives aux droits de la personne qui assurent que les sociétés exercent leurs activités dans le respect des normes internationales en matière de droits de la personne »³⁶⁶.

Une fois ce « code de conduite » établi, les ministres des affaires étrangères et du Commerce international pourront recevoir des plaintes relatives à des atteintes à celui-ci³⁶⁷. Ce mécanisme serait alors ouvert à la fois aux citoyens ou résidents permanents canadiens et aux résidents ou citoyens d'un pays en développement où l'atteinte aurait été commise. Si la plainte est bien relative aux « lignes directrices » et n'est ni frivole ou vexatoire alors les ministres l'examinent puis publient leurs résultats dans la *Gazette du Canada* dans les huit mois suivant la réception de la plainte.

Enfin, la dernière disposition importante et non des moindres est celle relative à la mise en place de sanctions particulières³⁶⁸. Outre l'atteinte à la réputation des sociétés, dont le nom apparaîtrait dans les rapports publiés à la *Gazette*, le projet de loi propose l'établissement de sanctions

³⁶⁴ K. KEENAN, préc., note 27, p.112

³⁶⁵ SFI, préc., note 286; *The Voluntary Principles on Security and Human Rights* préc., note 287, Global Reporting Initiative, préc., note 288

³⁶⁶ C-300, art. 5

³⁶⁷ C-300, art. 4

³⁶⁸ C-300, Article 4(9)

administratives. En effet, lorsque les ministres estiment que les activités minières sont incompatibles avec les « lignes directrices », ils sont tenus d'aviser le président d'Exportation et développement Canada et le président de l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada. Ces derniers devront alors refuser ou retirer tout soutien financier et tout service aux sociétés minières qui auraient porté gravement atteinte aux droits de la personne ou qui refuseraient de se conformer aux « lignes directrices ». L'imposition de telles sanctions économiques qui, nous verrons plus loin, a fait coulé beaucoup d'encre, est cependant en accord avec les « Principes directeurs » de Ruggie qui préconisent de « refuser l'accès au soutien et aux services publics à une entreprise coupable de violations caractérisées des droits de l'homme qui refuse de coopérer pour remédier à la situation »³⁶⁹.

Par ailleurs, d'autres États dans le monde ont déjà adopté ce type de sanctions. Par exemple, la Norvège, qui investit dans des sociétés au travers de son fonds de pension public, évalue de façon régulière les impacts sociaux et environnementaux que ces sociétés pourraient avoir lors de leurs activités. Si les normes minimales ne sont pas remplies, le fonds retire ses investissements. C'est ainsi, qu'en 2009 le fonds norvégien s'est retiré de la société canadienne Barrick Gold suite aux dommages environnementaux que cette dernière avait causés à Porgera Mine en Papouasie-Nouvelle-Guinée³⁷⁰. De même, au Danemark, le fonds de pension SamPension, qui gère les fonds de pension des employés publics du pays, a retiré en 2012 ses investissements de la société minière canadienne Goldcorp, en raison des problèmes de pollution causés par la mine Marlin au Guatemala³⁷¹.

B) L'étude du projet de loi C-300 à la chambre des communes

Déposé à la chambre des communes par le député libéral John McKay le 9 février 2009, le projet de loi fut adopté de justesse en 2^{ème} lecture,³⁷² avant d'être renvoyé au Comité permanent des Affaires étrangères et du développement international en avril 2009. Il s'est tenu ensuite douze réunions organisées par le CPAECI, entre mai et décembre 2009, pendant lesquelles

³⁶⁹ Ruggie, «Principes directeurs», Principe 7

³⁷⁰ Catherine Coumans, «L'impunité des minières canadiennes à l'étranger» dans *Le combat contre l'impunité, Revue Relation no 739*, mars 2010, en ligne : <<http://cjf.qc.ca/fr/relations/article.php?ida=293>> (consulté le 23 novembre 2012)

³⁷¹ C. COUMANS, préc., note 306

³⁷² Vote en 2^{ème} lecture le 22 avril 2009 : 137 voix pour et 133 voix contre le projet.

plusieurs organisations gouvernementales et non gouvernementales, des membres de l'industrie, des organismes de développement et même des universitaires donnèrent leur avis sur le projet³⁷³. Ces consultations ont alors attesté d'une large divergence d'opinions sur certains aspects de la loi. Les arguments en défaveur émanaient surtout de l'industrie minière, de EDC, de la Chambre de commerce du Canada, du Conseil canadien des chefs d'entreprises et des ministres et députés conservateurs. Ils arguaient notamment qu'un tel projet aurait de nombreux impacts négatifs sur l'industrie minière mais aussi sur l'économie du pays en ce que la position concurrentielle des minières canadiennes serait revue à la baisse³⁷⁴. De plus, ce projet de loi aurait selon eux remis en question toute l'approche multilatérale et collaborative de RES et aurait entraîné la perte de légitimité des structures réglementaires de RSE préexistantes³⁷⁵. EDC s'était d'ailleurs vivement exprimé sur le sujet en prétendant que le projet de loi l'aurait empêché d'aider véritablement les sociétés minières à se conformer aux normes de RSE :

« Dans le cadre du processus actuel, nous pouvons aider les entreprises à se conformer aux normes et aux critères établis alors que, sous le régime de la loi découlant du projet de loi C-300, certaines entreprises pourraient hésiter à faire appel à nos services de crainte que nous leur retirions notre soutien financier en cas d'écart de conduite – ce qui aurait pour effet de diminuer la capacité concurrentielle des entreprises et du Canada sur les marchés mondiaux »³⁷⁶.

Ce qu'il faut comprendre ici, c'est qu'au-delà des intérêts de l'industrie minière, EDC voulait protéger sa propre productivité³⁷⁷. La société d'État avait de toute évidence peur de perdre des clients et de voir ses bénéfices diminuer au nom de la protection des droits humains.

De manière générale, les opposants au projet invoquaient l'obstacle territorial en affirmant qu'il n'était pas de la compétence du Canada de légiférer sur des événements se déroulant à l'étranger. Pour eux, c'est aux pays hôtes que revient la responsabilité de légiférer afin de protéger les droits

³⁷³ S.L. SECK, préc., note 266, p.67

³⁷⁴ Id., p.72

³⁷⁵ J. MATTE, préc., note 2, p.45

³⁷⁶ EDC, *La durabilité des sociétés du secteur des ressources naturelles : assurer et conserver sa légitimité sociale* Conférence de presse du Premier vice-président, 25 mars 2010, en ligne : <<http://www.edc.ca/FR/About-Us/News-Room/Speeches/Pages/how-to-acquire-and-maintain-social-licence-to-operate.aspx>> (site consulté le 17 novembre 2012)

³⁷⁷ K. KEENAN, préc., note 27, p112 : EDC investi des milliards de dollars chaque année pour l'expansion des sociétés minières canadiennes à l'étranger et plusieurs d'entre elles ont fait l'objet d'allégations de violations des droits de l'homme

humains et l'environnement sur son propre territoire. Cet argument est d'ailleurs souvent mentionné par le gouvernement³⁷⁸.

Pourtant, c'est justement le manque de gouvernance dans les pays hôtes qui avait poussé le député libéral John McKay à soumettre ce projet de loi. Pour les partisans du projet, les mesures volontaires dans l'industrie extractive ne suffisent pas à assurer le respect des droits humains. Il faut des normes plus contraignantes qui aient un véritable impact sur les activités des minières canadiennes à l'étranger. Selon l'ONG Mines alerte Canada, rejeter les mesures proposées dans le projet, c'est plaider en faveur du maintien de l'impunité³⁷⁹. Ainsi, le projet de loi fut soutenu par de nombreux acteurs de la société civile en ce qu'il proposait une transparence et une surveillance supplémentaire des sociétés minières mais surtout parce qu'il envisageait l'imposition de sanctions³⁸⁰. L'autre disposition largement défendue était celle relative à la possibilité pour des étrangers de déposer une plainte auprès des ministères des Affaires étrangères et du Commerce international.

En résumé, bien que les deux camps invoquaient l'exigence pour les minières canadiennes de se conformer aux lignes directrices de RSE, l'un favorisait les impératifs économiques en soutenant une approche volontariste alors que l'autre privilégiait les valeurs éthiques et sociales en appuyant une approche contraignante.

Finalement, le sort du projet de loi C-300 fut scellé le 27 octobre 2010 lorsque la Chambre des communes rejeta le texte en 3^{ème} lecture à la marge étroite de 134 voix pour et 140 voix contre³⁸¹.

C) Les réactions entourant le rejet de la loi C-300 : Critiques, polémiques et controverses

À l'instar des arguments en faveur ou en défaveur, les réactions entourant le rejet du projet de loi étaient divisées. Naturellement, ceux qui s'opposaient au C-300 étaient satisfaits du résultat et inversement.

C'est ainsi que l'industrie minière, qui avait dépensé une somme colossale pour combattre le projet et avait multiplié les rencontres avec les ministres et les députés, se félicitait de cette victoire. Dans une déclaration commune du 27 octobre 2010, l'Association canadienne des

³⁷⁸ Réponse gouvernement *Rapport CPAECI*, Recommandation 3

³⁷⁹ C. COUMANS, préc., note 306

³⁸⁰ S.L. SECK, préc., note 266, p.69

³⁸¹ K. KEENAN, préc., note 27, p.116

prospecteurs et entrepreneurs (ACPE) et l'Association minière du Canada (AMC), ont fait part de leur satisfaction quant au rejet du projet jugé « foncièrement imparfait » qui aurait nui à l'industrie minière canadienne :

« L'industrie minière canadienne adopte déjà activement les pratiques de la Responsabilité sociale d'entreprise (RSE) et le projet de loi C-300 n'aurait rien fait pour les améliorer. Les concurrents du Canada auraient exploité le projet de loi C-300 pour déposer des plaintes frivoles et vexatoires contre les entreprises canadiennes sans encourir de frais ou de risque, paralysant ainsi d'importants projets et mettant en péril des emplois locaux bien rémunérés et des projets communautaires dans les pays en développement »³⁸².

Mais pour ceux qui soutenaient le projet, cette défaite fut amère. Ils avaient pourtant espoir que le Canada devienne un chef de file dans le monde en matière de RSE sachant qu'en tant que leader dans le domaine minier celui-ci aurait pu réellement influencer les pratiques mondiales.

Le projet avait pourtant reçu un fort soutien des citoyens canadiens comme en témoigne l'envoi de plus de cinq cent mille lettres au premier ministre exigeant des mesures pour s'assurer que les entreprises canadiennes soient tenues responsables au Canada pour leurs opérations à l'étranger³⁸³.

Toutefois, l'engouement de la société civile autour du projet n'a pas suffi à contrer le puissant lobbying minier. Pour Catherine Coumans, de Mines Alerte Canada, « c'est une occasion perdue. Le lobbying intensif et une importante campagne de désinformation mise en branle par l'industrie minière ont rogné le soutien à ce qui était un pas modeste, mais important vers la responsabilisation des entreprises »³⁸⁴.

Une des controverses entourant la défaite du projet de loi C-300 concernait le rôle que le gouvernement avait joué dans le processus³⁸⁵. Alors que l'AMC déclarait apprécier « les efforts du Gouvernement du Canada pour avoir fait ressortir les imperfections de ce projet de loi et

³⁸² Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs et Association minière du Canada, *Déclaration de l'Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs et de l'Association minière du Canada sur la défaite du projet de loi C-300*, Ottawa, 27 octobre 2010, en ligne : <<http://www.newswire.ca/fr/story/582213/declaration-de-l-association-canadienne-des-prospecteurs-et-entrepreneurs-et-de-l-association-miniere-du-canada-sur-la-defaite-du-projet-de-loi-c-300>> (site consulté le 29 novembre 2012)

³⁸³ RCRCE, *Le projet de loi C-300: Une défaite serrée malgré un large soutien à la responsabilité sociale des entreprises minières et aux droits humains* Ottawa, 28 octobre 2010, en ligne : <<http://cnca-rcrce.ca/le-projet-de-loi-c-300-une-defaite-serree-malgre-un-large-soutien-a-la-responsabilite-sociale-des-entreprises-minieres-et-aux-droits-humains/?lang=fr>> (site consulté le 29 novembre 2012)

³⁸⁴ Id.

³⁸⁵ K. KEENAN, préc., note 27, p.114

d'avoir œuvré à sa défaite en Chambre »³⁸⁶, la société civile était, quant à elle, consternée. Se positionnant en faveur d'une autorégulation en matière de RSE, le gouvernement fut soupçonné d'aider le lobbying minier en choisissant de dévoiler sa stratégie de RSE à des moments clefs afin de déstabiliser le projet de loi C-300. Par exemple, la stratégie *Renforcer l'avantage canadien* fut publiée entre la 1^{ère} et la 2^{ème} lecture du C-300. Ensuite, entre le renvoi du texte au CPAECI et le vote final en troisième lecture, le gouvernement nomma le Conseiller en RSE et mit en place le centre d'excellence en RSE³⁸⁷. Ainsi, il ne fait aucun doute que le gouvernement canadien a influencé de manière « indirecte » la décision des députés de ne pas adopter le projet de loi C-300 ce qui atteste bien de son refus total d'une quelconque régulation contraignante à l'égard des minières canadiennes évoluant à l'étranger.

Section 2 : Les autres projets de loi subséquents : C-354 et C-323 : Loi modifiant la Loi sur les Cours fédérales (promotion et protection des droits de la personne à l'échelle internationale)

La défaite du projet de loi C-300 n'a pas découragé certains députés qui ont continué de déposer des projets de loi visant à responsabiliser les minières canadiennes qui évoluent à l'étranger. Le plus remarquable d'entre eux est certainement le projet de loi C-354 : *Loi modifiant la Loi sur les Cours fédérales*³⁸⁸ déposé par le député Peter Julian (NPD) en avril 2009 lors de la 40^{ème} législature. Ce projet de loi vise à élargir les compétences des Cours fédérales afin d'offrir aux non canadiens, qui affirment avoir été lésés par une entreprise canadienne, la possibilité d'un recours civil au Canada. Le projet, rétabli lors de la session suivante, en mars 2010, n'a cependant jamais dépassé le stade de la 1^{ère} lecture et est resté lettre morte.

Toutefois, le député Julian qui avait reçu un large soutien de la part de la société civile notamment de l'Association canadienne des avocats du mouvement syndical a alors réintroduit ce

³⁸⁶ Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs et Association minière du Canada, préc., note 382

³⁸⁷ Comité pour les droits humains en Amérique latine, *Projet de loi C-300-Canada*, 9 août 2011, en ligne : <<http://cdhal.org/cas/projet-loi-300-canada>> (site consulté le 29 novembre 2012)

³⁸⁸ *Loi modifiant la Loi sur les Cours fédérales (promotion et protection des droits de la personne à l'échelle internationale)*, projet de loi n° C-354 (1^{ère} lecture-1er avril 2009), 2^{ème} sess., 40^{ème} légis. (Can.) en ligne: <<http://www.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.aspx?DocId=4329781&Language=F&Mode=1&File=4>> (site consulté le 12 février 2013)

même projet de loi à la 41^{ème} législature le 5 octobre 2011.³⁸⁹ L'initial projet de loi C-354 a alors été repris dans les mêmes termes et porte aujourd'hui le numéro C-323.

Le contenu de la loi vise à modifier l'article 25.1 de la *Loi sur les Cours fédérales* comme suit :

25.1 (1) La Cour fédérale a compétence, en première instance, dans toutes les actions au civil dont la demande de réparation ou le recours fait suite à une violation du droit international ou d'un traité auquel le Canada est partie, et qui sont intentées par une personne qui n'est pas un citoyen canadien, si l'acte reproché a été posé dans un État ou un territoire étranger, ou à bord d'un navire ou d'un aéronef immatriculé à l'étranger pendant que le navire ou l'aéronef se trouvait à l'étranger³⁹⁰.

Ainsi, le projet de loi aussi appelé *Loi de promotion et de protection des droits de la personne à l'échelle internationale* envisage une compétence extraterritoriale en matière civile. Les non-citoyens pourraient alors engager la responsabilité civile de quiconque, y compris des personnes morales, en cas de violation du droit international.

Le projet est considéré par son parrain comme le pendant de l'américain *Alien Tort Claim Act* (ATCA), une loi qui permet aux étrangers de poursuivre devant les tribunaux de district des États-Unis pour des actes commis en dehors des États-Unis en violation de la loi des nations ou d'un traité des États-Unis tels que le génocide, les crimes de guerre, les exécutions extrajudiciaires, l'esclavage, la torture, la détention arbitraire prolongée, ou des crimes contre l'humanité³⁹¹.

Mais, le projet de loi C-323 va plus loin que l'ATCA puisqu'il propose d'élargir les causes d'action aux cas de violations des droits fondamentaux de l'homme, des droits environnementaux et des droits du travail. Ainsi, les entreprises sont directement visées par ce projet qui se veut bien plus ambitieux que le projet de loi C-300 puisqu'il propose l'introduction d'une loi d'application extraterritoriale directe. Aujourd'hui, le projet en est encore au stade de la 1^{ère} lecture et rien ne permet d'affirmer qu'il dépassera cette étape. Néanmoins, si cela arrivait, il y a fort à parier que le lobbying minier ferait tout ce qu'il peut pour contrer un tel projet.

³⁸⁹ *Loi modifiant la Loi sur les Cours fédérales (promotion et protection des droits de la personne à l'échelle internationale)* projet de loi n° C-323 (1^{ère} lecture- 5 octobre 2011), 1^{ère}, 41^{ème} légis. (Can.) en ligne: <<http://www.parl.gc.ca/LEGISInfo/BillDetails.aspx?billId=5138027&Mode=1&Language=F>> (site consulté le 12 février 2013)

³⁹⁰ Id.

³⁹¹ S. JOSEPH, préc., note 6, pp.21-54; D. SURYA, préc., note 6, pp.66-74

Conclusion du chapitre 2

Nous venons de voir que plusieurs tentatives d'adoption de lois visant à responsabiliser l'industrie extractive canadienne à l'étranger ont été initiées ces dernières années. Ces projets envisageaient, toutefois, différents moyens d'y parvenir.

Le projet de loi C-300 prévoyait, pour sa part, d'établir un mécanisme de contrôle vis-à-vis d'une série de normes relatives aux droits humains, dont certaines se retrouvent d'ailleurs dans la stratégie gouvernementale *Renforcer l'avantage canadien*³⁹². En cas de violation avérée de ces normes, des sanctions économiques auraient été envisagées telles que le retrait du soutien financier des organismes publics d'investissement. Toutefois, nous venons de voir que les pressions exercées par le lobby minier et l'adoption par le gouvernement d'une approche volontariste de RSE, juste avant le vote final, ont eu raison de ce projet³⁹³.

Pour ce qui est des projets de loi C-354 et C-323, ces dernières envisagent plutôt d'élargir les compétences extraterritoriales des Cours fédérales afin d'offrir aux non canadiens, affirmant avoir été lésés par une entreprise canadienne, la possibilité d'un recours civil au Canada. Ces projets émanant de l'opposition n'ont cependant jamais dépassé le stade de la 1^{ère} lecture. Et même s'ils se retrouvaient à l'ordre du jour du Parlement fédéral, il est fort à parier qu'ils ne seraient pas adoptés tant que l'industrie minière conservera l'appui inconditionnel de l'actuel gouvernement, majoritairement conservateur, qui refuse l'édiction de toute forme de norme contraignante, lui préférant une approche volontariste de RSE.

³⁹² Telles que les *Critères de performance en matière de durabilité sociale et environnementale* de la Société financière internationale ou les *Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme*.

³⁹³ K. KEENAN, préc., note 27, p.114

Chapitre 3 : La conformité des initiatives canadiennes avec les prescriptions envisagées par le Principe directeur « Protéger »

Comme nous l'avons vu dans la 1^{ère} partie, le Représentant spécial préconise l'obligation pour les États d'« énoncer clairement qu'ils attendent de toutes les entreprises domiciliées sur leur territoire et/ou sous leur juridiction qu'elles respectent les droits de l'homme dans toutes leurs activités »³⁹⁴. Il prend également acte qu'il existe plusieurs possibilités pouvant être envisagées par les gouvernements afin de responsabiliser leurs entreprises transnationales lorsqu'elles évoluent à l'étranger. Par exemple, ils peuvent adopter :

« Des lois ou règlements internes ayant des incidences extraterritoriales, des prescriptions tendant à ce que les « sociétés mères » rendent compte des activités mondiales de l'ensemble de l'entreprise; les instruments multilatéraux non contraignants comme les Principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales de l'Organisation de coopération et de développement économiques; et les normes d'efficacité exigées par les institutions qui appuient les investissements à l'étranger »³⁹⁵.

Nous avons également vu que la politique gouvernementale du Canada consiste à privilégier une démarche volontaire autour de la responsabilité sociale des minières qui évoluent à l'étranger³⁹⁶. D'ailleurs, l'échec du projet de loi C-300 et l'incertitude quant aux suites des projets de loi subséquents illustrent bien cette volonté. Pourtant, le projet de loi C-300 avait reçu l'appui du Représentant spécial de l'ONU qui soutenait que son adoption ferait du Canada, un leader en terme de responsabilisation des entreprises dans le domaine extractif³⁹⁷. Mais, le gouvernement canadien refuse d'adopter des lois ayant des incidences extraterritoriales ou encore d'adoindre, en cas de non-respect des normes de RSE qu'il consacre, toutes sanctions financières.

Toutefois, la politique gouvernementale canadienne, n'en reste pas moins en accord avec les « Principes directeurs » de Ruggie et ce, malgré l'absence de normes contraignantes régulant l'activité des minières canadiennes à l'étranger³⁹⁸. Par exemple, le Canada a bien souscrit à des « instruments multilatéraux non contraignants » tels que les *Principes directeurs* de l'OCDE

³⁹⁴ Ruggie, «Principes directeurs», 2011, Principe 1

³⁹⁵ Id., Principe 2 (commentaire)

³⁹⁶ *Renforcer l'avantage canadien*

³⁹⁷ Comité pour les droits humains en Amérique latine, préc., note 387

³⁹⁸ S.L. SECK, préc., note 266, pp.101-104

comme en témoigne l'établissement du Point de contact national³⁹⁹. De même, on retrouve dans la politique *Renforcer l'avantage canadien* l'adhésion à d'autres instruments multilatéraux importants : les normes de rendement de la SFI, le « Global Reporting Initiative » ou encore l'Initiative relative à la transparence des industries extractives⁴⁰⁰. De plus, en établissant le Bureau du conseiller en RSE, le gouvernement offre aux entreprises du secteur extractif un service pour les aider à se conformer à ces instruments multilatéraux⁴⁰¹. Ainsi, grâce à cette politique stratégique, le Canada énonce clairement qu'il attend des sociétés minières canadiennes évoluant à l'étranger qu'elles respectent les droits de l'homme⁴⁰². Cette démarche est donc conforme aux prescriptions du Représentant spécial qui sont elles-mêmes non contraignantes.

Par ailleurs, parmi les propositions énoncées par Ruggie, une autre mesure a été appliquée au Canada, à savoir, l'édiction de « normes d'efficacité exigées par les institutions qui appuient les investissements à l'étranger »⁴⁰³. En effet, la société fédérale Exportation et développement Canada (EDC), évoquée déjà à plusieurs reprises, a commencé à inclure ce genre de normes au début des années 2000. EDC en tant qu'agence publique de crédit à l'exportation, a pour mandat de « soutenir et développer le commerce extérieur du Canada ainsi que la capacité du pays d'y participer et de profiter des débouchés offerts sur le marché international »⁴⁰⁴. EDC peut faire deux types de transactions : celles pour le compte du Canada et celles pour son propre compte. Celles faites pour le compte du Canada nécessitent l'assentiment du ministre du Commerce international et du ministre des Finances lorsque ces derniers jugent la transaction d'intérêt national. Ce type de transaction est plutôt rare et d'ailleurs aucune n'a été faite au profit de sociétés minières depuis 2001⁴⁰⁵. Ainsi, la plupart des transactions sont faites pour le propre compte de EDC qui agit dès lors, comme une institution commerciale financièrement autosuffisante même si elle dépend, pour fonctionner, des investissements initiaux de l'État et des

³⁹⁹ POINT DE CONTACT NATIONAL (PCN) DU CANADA POUR LES PRINCIPES DIRECTEURS DE L'ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE) À L'INTENTION DES ENTREPRISES MULTINATIONALES, Ministère des affaires étrangères et du commerce international, en ligne: <<http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/nep-pcn/index.aspx?lang=fra>> (site consulté le 12 octobre 2012) [ci-après : PCN canadien]

⁴⁰⁰ *Renforcer l'avantage canadien*, Lignes directrices et rapports en matière de RSE

⁴⁰¹ *Id.*, Bureau du conseiller en RSE de l'industrie extractive

⁴⁰² Ruggie, «Principes directeurs» Principe 1

⁴⁰³ *Id.*, Principe 2 (commentaire)

⁴⁰⁴ *Loi sur le développement des exportations*, L.R. C. 1985, c. E-20

⁴⁰⁵ LUCILE TRANCHECOSTE, *Droit humains, Sociétés transnationales et responsabilité internationale de l'État: Cas de l'investissement public dans le secteur extractif*, Mémoire, Montréal, Faculté de droit, Université du Québec à Montréal, 2010, pp. 33-34

garanties que ce dernier lui accorde sur les prêts⁴⁰⁶. Dans le cadre des activités pour son compte, EDC offre, chaque année aux compagnies minières canadiennes, des prêts, des garanties et de l'assurance soutenus par l'État afin de les aider dans leurs projets d'expansion extraterritoriale⁴⁰⁷. Les compagnies minières représentent d'ailleurs ses principaux clients en terme de quantité d'investissements.

Le problème réside dans le fait, qu'au cours des dernières années, EDC a soutenu de nombreux projets douteux de sociétés minières canadiennes⁴⁰⁸. On peut citer en exemple, le projet de la mine de cuivre Ok Tedi, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui s'est soldé en 2004 par la contamination de 1300 km² de terres forestières productives et 1200 km de berges fluviales fertiles⁴⁰⁹. Après plusieurs scandales de ce genre et grâce à la pression exercée par des membres de la société civile, la société d'État a alors commencé à élaborer de nouvelles politiques de financement qui prennent en considération les impacts environnementaux et humains⁴¹⁰. Rappelons d'ailleurs que cette même possibilité avait été envisagée dans les rapports du CPAECI de 2005 et les *Tables rondes* de 2007. Petit à petit, la société a reconnu sa responsabilité en la matière si bien qu'elle admet aujourd'hui qu'il lui incombe l'obligation d'évaluer les incidences négatives potentielles de tout projet sur les droits de la personne et de considérer cette évaluation au moment de déterminer si elle accordera ou non son soutien. Pour appuyer cette démarche, la société a d'ailleurs fait appel en 2008 aux services de John Ruggie pour élaborer une Déclaration sur les droits de la personne⁴¹¹. Elle s'est par ailleurs dotée, en 2009, d'un processus normalisé d'évaluation des effets des transactions sur les droits de la personne et a introduit, dans son processus de validation de projet, des normes plus strictes et plus transparentes pour minimiser les impacts sociaux négatifs des projets qu'elle finance⁴¹². Ce processus est basé sur le modèle

⁴⁰⁶ Id., p.33.

⁴⁰⁷ K. KEENAN, préc., note 27, p112

⁴⁰⁸ L. TRANCHECOSTE, préc., note 405, pp.33-34

⁴⁰⁹ RCRCE, préc., note 300

⁴¹⁰ EDC, *Directive en matière d'évaluation environnementale et sociale*, 2011, en ligne : <<http://www.edc.ca/FR/About-Us/Corporate-Social-Responsibility/Environment/Documents/environment-social-review-directive.pdf>> (site consulté le 13 juillet 2013) ; EDC, *Politique de gestion des risques environnementaux et sociaux* 2011, en ligne : <<http://www.edc.ca/FR/About-Us/Corporate-Social-Responsibility/Environment/Documents/enviro-policy.pdf>> (site consulté le 13 juillet 2013)

⁴¹¹ EDC, préc., note 376

⁴¹² EDC, *Résumé du plan de la société 2011-2015*, février 2011, en ligne : <[http://www.edc.ca/FR/About-Us/Management-and-Governance/Documents/corpplan_2011-2015_f\[1\].pdf](http://www.edc.ca/FR/About-Us/Management-and-Governance/Documents/corpplan_2011-2015_f[1].pdf)> (consulté le 19 novembre 2012), pp.43-45 : la Politique de gestion des risques environnementaux et sociaux et la Directive en matière d'évaluation environnementale et sociale afin de refléter l'engagement d'EDC à inclure les questions d'ordre social dans ses examens environnementaux des projets

des Critères de performance de la Société financière internationale en matière de durabilité sociale et environnementale qui font autorité pour les projets dans les pays en développement qui nécessitent un investissement financier important⁴¹³. C'est d'ailleurs ce même modèle qui fait parti des normes de rendement de la politique gouvernementale *Renforcer l'avantage canadien*⁴¹⁴. Bien que le point de vue de la société fédérale soit du côté des entreprises dans le sens qu'elle évalue la façon dont les violations des droits de la personne pourraient nuire à l'investissement de ses clients, on ne peut pas négliger les efforts que la société a fait en matière de droits humains⁴¹⁵. Mais il reste beaucoup de travail à accomplir, notamment en terme de transparence, puisque la société d'État anime encore aujourd'hui des polémiques autour de certains de ses investissements octroyés à des sociétés minières canadiennes faisant affaire dans des pays en développement⁴¹⁶. Bien que EDC ait la prétention d'agir en conformité avec les lois canadiennes et les prescriptions internationales, la société s'oppose en revanche à l'idée d'une norme nationale contraignante responsabilisant les sociétés minières canadiennes opérant à l'étranger⁴¹⁷. Comme mentionné précédemment, EDC soutient qu'une telle loi contrecarrerait la compétitivité des sociétés minières canadiennes sur le marché mondial. On est en droit de se demander si cette raison n'est au final qu'un prétexte pour garantir sa propre compétitivité sur le marché mondial des investissements. Surtout, lorsque l'on sait que EDC est la seule société d'État canadienne qui émet des titres d'emprunt sur les marchés financiers afin de financer ses propres transactions⁴¹⁸.

Enfin, rappelons que lorsque EDC s'était opposée au projet de loi C-300 c'était surtout contre la disposition qui prévoyait le retrait des investissements en cas de violation aux « lignes directrices » énoncées à l'article 5 de la loi. Or, les *Principes directeurs* de l'ONU suggèrent que l'État et ses organismes publics devraient « refuser l'accès au soutien et aux services publics à une entreprise coupable de violations caractérisées des droits de l'homme qui refuse de coopérer pour remédier à la situation »⁴¹⁹. Ainsi l'opposition d'EDC ne serait plus réellement légitime aujourd'hui si la société d'État se référait aux prescriptions internationales. Au bout du compte, même si l'encadrement par EDC et la politique stratégique *Renforcer l'avantage canadien* du

⁴¹³ SFI, préc., note 286

⁴¹⁴ *Renforcer l'avantage canadien*, Lignes directrices et rapports en matière de RSE

⁴¹⁵ EDC, préc., note 410

⁴¹⁶ L. TRANCHECOSTE, préc., note 408, p.35.

⁴¹⁷ EDC, préc., note 376

⁴¹⁸ L. TRANCHECOSTE, préc., note 408, p.33

⁴¹⁹ Ruggie, «Principes directeurs», 2011, Principe 7

gouvernement ont été largement critiqués pour leur insuffisance, ces mesures n'en restent pas moins conformes aux prescriptions internationales énoncées dans le rapport de Ruggie⁴²⁰.

Cependant, le Canada pourrait aller plus loin pour s'aligner sur les recommandations internationales les plus exigeantes. En effet, le principe « Protéger » recommande l'adoption de mesures plus rigoureuses lorsque les entreprises, « reçoivent un soutien et des services conséquents d'organismes publics tels que des organismes de crédit à l'exportation et des organismes officiels d'assurance ou de garantie des investissements »⁴²¹. Ainsi, on peut affirmer que les minières canadiennes devraient être encadrées par des normes plus strictes car n'oublions pas qu'en 2005, EDC a fourni au total 2,54 milliards de dollars en prêts commerciaux et en garanties au secteur énergétique⁴²². L'adoption du projet de loi C-300 ou des recommandations des *tables rondes*, concernant le retrait du support financier de EDC en cas de violation avérée aux droits humains par des sociétés minières aurait été un bon moyen de responsabiliser ces entreprises. D'ailleurs, comme nous l'avons vu plus haut, ce genre de mesure existe déjà dans d'autres pays où des fonds de pension ont retiré leur soutien à des sociétés minières canadiennes en raison d'allégations d'atteintes aux droits humains⁴²³. En outre, même si EDC ne prévoit pas de telles mesures, des ONG tentent, à l'aide de campagne à l'encontre de la société d'État et de l'entreprise minière, d'arriver au même résultat. Par exemple, grâce à de nombreuses protestations, Barrick Gold a retiré sa demande de financement public auprès d'EDC pour son projet minier Pascua Lama au Chili⁴²⁴.

Ensuite, il ne faut pas oublier que la politique stratégique *Renforcer l'avantage canadien* avait fait fi de la plupart des recommandations des *tables rondes* qui étaient issues d'un processus démocratique et représentatif de l'ensemble des membres de la société. Or, selon Ruggie le caractère multilatéral est un facteur important qui détermine le « bien-fondé apparent ou effectif

⁴²⁰ S.L. SECK, préc., note 266, p.102

⁴²¹ Ruggie, «Principes directeurs», Principe 4 (commentaire)

⁴²² RCRCE, préc., note 300

⁴²³ C. COUMANS, préc., note 306 : Par exemple, Le fond de pension norvégien s'est retiré de Barrick Gold en 2009; RightsAction, *Goldcorp in Guatemala: Seven Years and No End In Sight to predictable harms, violations, impunity and profits*, 27 mars 2012, en ligne : < <http://www.rightsaction.org/action-content/goldcorp-guatemala-seven-years-no-end-sight-predictable-harms-violations-impunity-and>> (site consulté le 13 février 2013) : Au Danemark, le fonds de pension SamPension s'est retiré de Goldcorp en 2012

⁴²⁴ Halifax Initiative, *Barrick Gold Fails to Obtain Financing for Pascua Lama*, 15 mars 2012, en ligne : < <http://www.halifaxinitiative.org/content/barrick-gold-fails-obtain-financing-pascua-lama> > (consulté le 10 août 2013) : Les militants accusaient Barrick Gold d'être responsable du décès de plusieurs travailleurs et d'avoir causé contaminé l'eau dont dépend beaucoup d'agriculteurs dans la région

des mesures prises par l'État »⁴²⁵. Ainsi, nous sommes en mesure de penser que l'édiction unilatérale par le gouvernement des lignes directrices est une manifestation non équivoque d'un déni par le Canada de mettre fin à l'impunité des minières canadiennes à l'étranger.

Sans nul doute, les mesures prises par le gouvernement constituent à date, le strict minimum que l'on est en droit d'attendre. Et ce d'autant plus, que le secteur extractif, dont le Canada est fier d'être le leader, compile à lui seul, le plus grand pourcentage d'allégation de violation des droits de l'homme⁴²⁶. D'ailleurs, depuis l'adoption de ces politiques par le gouvernement canadien, les allégations n'ont pas disparu et les sociétés minières canadiennes continuent de violer en toute impunité les droits humains dans les pays en développement⁴²⁷. La société Vale, membre de l'Association minière canadienne, s'est même vue remettre par Public Eye, le prix « Choix 2012 » à titre de pire compagnie au monde⁴²⁸. C'est pourquoi ces sociétés minières sont surveillées par de nombreuses ONG mais aussi par l'ONU. En avril 2012, le Comité de l'ONU pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD) a publié un rapport dans ce sens où il s'inquiète que le gouvernement canadien n'ait pas encore adopté des mesures concernant les sociétés transnationales enregistrées au Canada en particulier dans le secteur minier. Ainsi, le CERD affirme que la stratégie *Renforcer l'avantage canadien* n'est pas suffisante pour pallier aux nombreuses violations aux droits humains et il recommande au Canada d'adopter des « mesures législatives appropriées pour empêcher les sociétés transnationales enregistrées au Canada de mener des activités ayant une incidence négative sur la jouissance des droits des peuples autochtones à l'étranger, et les tenir responsables de telles activités »⁴²⁹. Toutefois, il est difficile d'imaginer, à l'heure actuelle, qu'un projet de loi envisageant la responsabilité des entreprises canadiennes à l'étranger en cas de violation des droits de l'homme, puisse émaner du gouvernement conservateur en place depuis février 2006⁴³⁰. Certes, des députés de l'opposition continueront à proposer de telles lois mais elles n'auront que très peu de chances d'être adoptées sans l'appui préalable du gouvernement.

⁴²⁵ Ruggie, «Principes directeurs», 2011, Principe 2 (commentaire)

⁴²⁶ CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME, *Rapport du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises -Additif : Entreprises et droits de l'homme: étude relative à l'étendue et aux types de violations présumées des droits de l'homme mettant en cause des entreprises*, préc. note 26, pp.8-9,

⁴²⁷ A. GRUDA et I. HACHEY, préc., note 318

⁴²⁸ RCRCE, préc., note 350

⁴²⁹ COMITÉ POUR L'ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE, *Examen des rapports présentés par les États parties conformément à l'article 9 de la Convention: Observations finales du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, Canada*, Doc.N.U. CERD/C/CAN/CO/19-20, 80ème sess., (4 avril 2012), en ligne <<http://www2.ohchr.org/english/bodies/cerd/cerds80.htm>> (site consulté le 2 décembre 2012), para.14

⁴³⁰ K. KEENAN, préc., note 27, p.117

Conclusion Partie 2 :

Nous avons vu dans cette partie qu'aussi bien la société civile que le gouvernement canadien, reconnaissent que l'État a un rôle à jouer dans la régulation des minières évoluant à l'étranger mais il n'existe pas de consensus sur la forme que devrait prendre cette régulation.⁴³¹ La société civile prône l'édiction d'une norme contraignante alors que le gouvernement conservateur et les représentants de l'industrie sont favorables à une approche de RSE.⁴³² Après des années de débat sur cette question, le gouvernement canadien a finalement opté pour une politique stratégique non contraignante afin d'encadrer l'activité des sociétés minières canadiennes évoluant à l'étranger⁴³³. Celle-ci prévoit plusieurs volets tels que la reconnaissance d'une série de normes de RSE à respecter⁴³⁴ et la création d'un Bureau du conseiller en RSE afin d'apporter un soutien à l'industrie extractive pour que cette dernière se conforme à ces normes volontaires⁴³⁵.

Au final, nous avons vu que, d'une manière générale, cette politique est en accord avec l'obligation de « Protéger » incombant aux États⁴³⁶. Pourtant, certaines critiques peuvent être formulées. D'abord, il est curieux de constater que les normes de RSE retenues par la stratégie gouvernementale n'incluent pas le cadre de référence du Représentant spécial de l'ONU alors que le gouvernement a toujours prôné soutenir le travail de Ruggie⁴³⁷. Ensuite, alors que les principes opérationnels du cadre de référence « Protéger, Respecter, Réparer » recommandent aux États d'adopter des mesures plus rigoureuses lorsque des entreprises « reçoivent un soutien et des services conséquents d'organismes publics tels que des organismes de crédit à l'exportation et des organismes officiels d'assurance ou de garantie des investissements »⁴³⁸, il est intéressant de voir à quel point le gouvernement canadien s'obstine à refuser toutes dispositions prévoyant le retrait du soutien financier public à des minières qui porteraient gravement atteinte aux droits humains à l'étranger. Nous avons d'ailleurs vu l'illustration d'un tel refus lors du rejet du projet

⁴³¹ S.L. SECK, préc., note 266, p.85

⁴³² Conseil Canadien pour la coopération internationale, préc., note 262

⁴³³ *Renforcer l'avantage canadien*

⁴³⁴ *Renforcer l'avantage canadien*, Lignes directrices et rapports en matière de RSE : les *Critères de performance* de la Société financière internationale, les *Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme* pour des projets impliquant le déploiement de forces de sécurité privées ou publiques, la «Global Reporting Initiative» et les *Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales*

⁴³⁵ *Renforcer l'avantage canadien*, Bureau du conseiller en RSE de l'industrie extractive

⁴³⁶ S.L. SECK, préc., note 266, pp.101-104

⁴³⁷ Id., p.101

⁴³⁸ Ruggie, «Principes directeurs», 2011, Principe 4 (commentaire)

de loi C-300 qui aurait pourtant, selon Ruggie, permis au Canada de se placer comme un leader en terme de responsabilisation des entreprises dans le domaine extractif⁴³⁹. De même, nous avons vu que de telles mesures existent déjà à l'étranger. Mais le Canada se refuse aujourd'hui à l'adoption de toutes mesures contraignantes extraterritoriales car il considère que c'est aux États hôtes, que revient l'obligation d'encadrer les minières canadiennes lorsqu'elles opèrent sur leur territoire⁴⁴⁰. Cependant, même s'il refuse une telle approche, le gouvernement canadien a concédé à l'établissement de ce qu'il considère des mécanismes de contrôle par le biais du Bureau du conseiller en RSE⁴⁴¹ et du Point de contact national de l'OCDE⁴⁴². Mais nous verrons dans la prochaine partie que les marges de manœuvre de ces institutions, afin de régler des différends, sont très limitées.

En conclusion, nous sommes en mesure d'affirmer que, bien que la politique canadienne de régulation du secteur minier soit conforme aux prescriptions internationales en la matière, le Canada pourrait faire bien plus, surtout lorsqu'on sait que les sociétés minières canadiennes alimentent beaucoup de controverses à travers le monde. En effet, nous avons vu qu'il n'existe aucune disposition réglementaire contraignante qui oblige ces sociétés à respecter les droits de l'homme à l'étranger, ni aucune loi qui exige des acteurs étatiques fournissant des aides financières au secteur privé (tels que les ambassades, le Régime de pensions du Canada et Exportation et développement Canada), d'exiger de leurs clients qu'ils respectent les droits ou du moins qu'ils fassent preuve de diligence raisonnable⁴⁴³. De plus, il est très peu probable que cette situation change dans un avenir proche tant que les conservateurs seront au pouvoir. Et même si un autre parti venait à prendre sa place, il est fort à parier que le puissant lobby minier serait assez influent pour faire échouer l'adoption de normes contraignantes à leur égard. Se rendant à l'évidence que l'adoption d'une véritable norme contraignante législative n'était pas à l'ordre du jour, des ONG ont poussé les victimes à s'adresser directement aux tribunaux canadiens et ce dans l'espoir d'obtenir enfin réparation. Nous allons donc étudier les possibilités de tels recours judiciaires dans la prochaine partie.

⁴³⁹ Comité pour les droits humains en Amérique latine, préc., note 387

⁴⁴⁰ Réponse gouvernement Rapport CPAECI, Recommandation 4

⁴⁴¹ *Renforcer l'avantage canadien* : Bureau du conseiller en RSE de l'industrie extractive

⁴⁴² PCN canadien

⁴⁴³ K. KEENAN, préc., note 358

Partie 3 : Les recours judiciaires et extrajudiciaires disponibles au Canada et le Principe directeur « Réparer » de John Ruggie

Nous avons vu précédemment, que le Représentant spécial John Ruggie préconisait dans son Principe directeur « Protéger », que les États adoptent des normes de régulation plus rigoureuses, voire même des lois extraterritoriales, lorsque des entreprises transnationales bénéficiaient d'un soutien gouvernemental financier⁴⁴⁴. Ce genre de soutien est très présent au Canada et les sociétés minières en profitent grandement⁴⁴⁵. Or, le gouvernement canadien est peu enclin à l'idée d'adopter une législation contraignante à l'égard de ses sociétés minières évoluant à l'étranger. Dans la réponse qu'il avait formulée suite au rapport du CPAECI de 2005⁴⁴⁶, le gouvernement avait d'ailleurs expliqué qu'« en règle générale le droit canadien ne prévoit pas l'application hors frontières de ses prescriptions juridiques »⁴⁴⁷. et cela à cause des risques d'empiètement sur la souveraineté nationale des autres États.

Outre la nécessité d'encadrement législatif, John Ruggie énonce également l'obligation pour les États d'offrir des voies de recours appropriées et efficaces aux victimes pour que celles-ci puissent obtenir justice, dans le cas où des violations aux droits de l'homme auraient été perpétrées par des entreprises :

« Au titre de leur obligation de protéger contre les atteintes aux droits de l'homme commises par des entreprises, les États doivent prendre des mesures appropriées pour assurer, par le biais de moyens judiciaires, administratifs, législatifs ou autres, que lorsque de telles atteintes se produisent sur leur territoire et/ou sous leur juridiction, les parties touchées ont accès à un recours effectif »⁴⁴⁸.

Ainsi, par le biais de son Principe directeur « Réparer », Ruggie énonce une série de propositions visant à promouvoir l'accès à des mécanismes de recours diversifiés. Il parle de « toute procédure judiciaire ou non judiciaire courante relevant ou non de l'État par laquelle des réclamations concernant des atteintes aux droits de l'homme commises par des entreprises peuvent être

⁴⁴⁴ Ruggie, «Principes directeurs», 2011, Principe 4

⁴⁴⁵ RCRCE, préc., note 300

⁴⁴⁶ *Rapport CPAECI*

⁴⁴⁷ Réponse gouvernement *Rapport CPAECI*, Recommandation 4

⁴⁴⁸ Ruggie, «Principes directeurs», 2011, Principe 25

déposées et des recours formés »⁴⁴⁹. Il cite en exemple les Cours nationales pénales et civiles, les tribunaux du travail, les institutions nationales de défense des droits de l'homme, les points de contact nationaux en vertu des *Principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales* de l'OCDE ou encore des bureaux de dépôt de plainte et de médiation ad hoc⁴⁵⁰.

Même si le gouvernement canadien privilégie une démarche volontariste de RSE, il existe tout de même des recours possibles pour les victimes de sociétés minières canadiennes évoluant à l'étranger. D'ailleurs, dans la réponse fournie suite au rapport du CPAECI de 2005, le gouvernement avait rejeté l'idée d'une législation spécifique à l'intention des sociétés extractives, en raison de l'existence des possibilités de recours judiciaires et extrajudiciaires au Canada, qui selon lui, sont déjà efficaces en la matière⁴⁵¹.

Concernant les recours extrajudiciaires, nous en avons mentionné plusieurs dans les parties précédentes, notamment, le point de contact national de l'OCDE⁴⁵² et le Bureau du conseiller en RSE⁴⁵³. Nous allons les analyser plus en détail ici, en énonçant leurs rôles spécifiques et leurs processus opérationnels respectifs.

Ensuite, en ce qui concerne les recours judiciaires au Canada contre des sociétés minières canadiennes soupçonnées d'avoir violé des droits de la personne à l'étranger, on peut les séparer en deux catégories : les recours devant les juridictions pénales et criminelles et les recours devant les juridictions civiles. Toujours dans la même réponse au rapport du CPAECI, le gouvernement avait également indiqué, brièvement, les recours judiciaires disponibles au Canada⁴⁵⁴. Le gouvernement soulignait qu'en matière pénale, le Code criminel avait été modifié en 2004, pour permettre aux entreprises commettant des infractions pénales, d'être poursuivies au même titre qu'un individu. Les entités constituées en société peuvent être tenues criminellement responsables à la suite d'actes criminels perpétrés par « à la fois les responsables des opérations (ceux qui veillent aux opérations quotidiennes d'une entreprise ou à une partie d'entre elles) et les membres de l'exécutif, tels que les directeurs ou les administrateurs »⁴⁵⁵. De plus, le gouvernement rappelait que la législation canadienne prévoit, dans plusieurs cas, l'application

⁴⁴⁹ Id., Principe 25 (commentaire)

⁴⁵⁰ Id., Principe 25 (commentaire)

⁴⁵¹ Réponse gouvernement *Rapport CPAECI*, Recommandation 4

⁴⁵² PCN canadien

⁴⁵³ Bureau du conseiller en RSE

⁴⁵⁴ Réponse gouvernement *Rapport CPAECI*, recommandation 4

⁴⁵⁵ Id.

extraterritoriale des dispositions juridiques⁴⁵⁶. D'abord, il existe des critères de rattachement, tant au niveau civil que pénal, qui permettent de traduire en justice une société ou ses dirigeants pour des actes commis à l'étranger, à la condition qu'il existe des liens suffisants avec le Canada. Ensuite, la communauté internationale a convenu de la nécessité d'appliquer une compétence universelle dans le cas de certains crimes⁴⁵⁷. C'est d'ailleurs dans cette optique-là, que le Canada a adopté en 2000, la *Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre*⁴⁵⁸. Théoriquement, cette loi de nature criminelle, pourrait s'appliquer aux entreprises. Cependant, dans la pratique, aucune action à l'égard d'une entreprise en vertu de cette loi n'a encore été autorisée par le Procureur général du Canada.

Il convient donc, dans cette dernière partie, de déterminer dans quelle mesure les voies de recours existantes au Canada sont accessibles aux victimes de sociétés minières canadiennes évoluant à l'étranger. Nous parlerons d'abord des recours extrajudiciaires constitués par le PCN canadien de l'OCDE et le Bureau du conseiller en RSE (Chapitre 1). Puis, nous nous pencherons sur les recours judiciaires (Chapitre 2). Cependant, en ce qui concerne ces derniers, nous nous intéresserons uniquement aux possibilités de recours judiciaire civil, en écartant les poursuites criminelles qui ont déjà fait l'objet de plusieurs études antérieures très précises⁴⁵⁹. Nous étudierons donc la compétence des tribunaux civils québécois et les difficultés que rencontrent les victimes dans leur quête de réparation. Enfin, nous vérifierons si tout cela est en accord avec les prescriptions du Représentant spécial de l'ONU, en matière de réparation (Chapitre 3).

⁴⁵⁶ Id.

⁴⁵⁷ Id.

⁴⁵⁸ *Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre*, préc., note 356

⁴⁵⁹ Voir par exemple : HÉLÈNE DRAGATSI, *Criminal Liability of Canadian Corporations for International Crimes*, Toronto, Carswell, 2011 ; W. CORY WANLESS, «Corporate Liability for International Crimes under Canada's Crimes against Humanity and War Crimes Act Notes and Comments», (2009) 7 *J. Int'l Crim. Just.* 201 ; NORMAN KEITH, *Corporate crime and accountability in Canada : from prosecutions to corporate social responsibility*, Markham, Ont., LexisNexis, 2011

Chapitre 1 : Les recours extrajudiciaires disponibles au Canada en cas de violation des droits de l'homme à l'étranger par des sociétés minières canadiennes

Aux termes du principe directeur « Réparer », le Représentant spécial de l'ONU vient indiquer que les États ont l'obligation de « fournir des mécanismes de réclamation non judiciaires efficaces et appropriés, en plus des mécanismes judiciaires, dans le cadre d'un système étatique complet de réparation des atteintes aux droits de l'homme commises par les entreprises »⁴⁶⁰. Les mécanismes extrajudiciaires relevant de l'État peuvent être, dès lors, administrés par un établissement public ou un organe indépendant⁴⁶¹. Toutefois, même s'ils relèvent de l'État, ces mécanismes doivent demeurer impartiaux et « à l'abri de la corruption et des tentatives politiques ou autres d'influer sur l'issue du recours »⁴⁶². De même, ils doivent respecter un certain nombre de critères d'efficacité tels que la légitimité, l'accessibilité, la transparence, etc.⁴⁶³.

Nous avons évoqué dans les parties précédentes, l'existence au Canada de deux grands mécanismes qui sont accessibles — en plus des recours judiciaires — aux victimes de sociétés minières canadiennes en cas d'atteinte aux droits de l'homme, à l'étranger, par ces dernières. Ces mécanismes sont constitués du Point de contact national canadien de l'OCDE⁴⁶⁴, et du Bureau du conseiller en RSE⁴⁶⁵. Avant de vérifier si les recours pouvant être intentés devant eux sont conformes aux prescriptions du Représentant spécial, il convient dans un premier temps, d'analyser leurs mandats respectifs. De même, nous étudierons dans ce chapitre la procédure à suivre lorsqu'il s'agit de déposer des plaintes devant eux, tout en l'illustrant le processus par des cas concrets relatifs à des sociétés minières canadiennes.

Section 1 : Les recours auprès du Bureau du conseiller en RSE

C'est le rapport des *Tables rondes nationales*, qui avait initialement réclamé la création

⁴⁶⁰ Ruggie, «Principes directeurs», 2011, Principe 27

⁴⁶¹ Id., Principe 25

⁴⁶² Id., Principe 25 (commentaire)

⁴⁶³ Id., Principe 31

⁴⁶⁴ PCN canadien

⁴⁶⁵ Bureau du conseiller en RSE

d'un ombudsman indépendant et d'un comité de contrôle de conformité tripartite dont les mandats consisteraient à donner des conseils, effectuer des enquêtes et préparer des rapports⁴⁶⁶. Ainsi, les *tables rondes* préconisaient que l'Ombudsman et le comité de contrôle aient un rôle consultatif d'une part et un rôle de règlement des différends d'autre part, au travers d'un mécanisme de plainte et d'enquête. De plus, en cas de violations avérées et graves aux droits de la personne, le comité aurait alors la possibilité d'énoncer des recommandations prévoyant le retrait des soutiens financiers fournis par le gouvernement⁴⁶⁷.

Nous avons vu précédemment, que cette recommandation du rapport des *Tables rondes*, n'avait été que partiellement prise en compte par le gouvernement⁴⁶⁸. En effet, la stratégie gouvernementale *Renforcer l'avantage canadien* de 2009 prévoit la création d'un Bureau du Conseiller en RSE mais son mandat est bien loin de ce qui avait été suggéré initialement. Il est bien doté d'un rôle consultatif, mais le rôle de règlement des différends qui a été concédé est très limité. C'est ce dernier rôle que nous allons maintenant analyser plus en détail.

A) Le mandat du Bureau du conseiller en RSE

Suite à l'adoption de la stratégie gouvernementale, *Renforcer l'avantage canadien*, en mars 2009, la création du Bureau du conseiller en RSE fut enclenchée par la nomination de la conseillère Marketa Evans en novembre 2009 et l'ouverture du Bureau à Toronto en mars 2010. Comme nous l'avons vu précédemment, le mandat du Bureau est défini par la stratégie gouvernementale qui lui octroie un double rôle⁴⁶⁹. Le premier, consultatif, offre la possibilité aux minières de faire appel au Bureau pour les aider à se conformer aux normes de rendement volontaires approuvées dans le cadre de la Stratégie de RSE⁴⁷⁰. Le deuxième rôle est celui d'un organisme extrajudiciaire de règlement des différends. La stratégie prévoit que le Bureau, au travers d'une procédure en 5 étapes, pourra recevoir des demandes d'examen émanant aussi bien de personnes se considérant victimes des exactions des minières canadiennes que celles provenant de minières canadiennes s'estimant lésées par de

⁴⁶⁶ Rapport *Tables rondes nationales*, p.27

⁴⁶⁷ Id., p.28

⁴⁶⁸ C. COUMANS, préc., note 21, p.673

⁴⁶⁹ *Renforcer l'avantage canadien*, Bureau du conseiller en RSE de l'industrie extractive

⁴⁷⁰ Les normes de rendement sont les suivantes : les *Critères de performance* de la Société financière internationale du Groupe de la Banque mondiale, les *Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme*, la «Global Reporting Initiative» et les *Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales*

fausses allégations proférées à leur rencontre⁴⁷¹. Cette dernière possibilité a été concédée aux minières afin d'apaiser les préoccupations de l'industrie quant au nouveau mécanisme. C'est d'ailleurs la première fois qu'une telle possibilité voit le jour auprès d'un mécanisme non judiciaire de règlement des différends⁴⁷².

Les plaintes peuvent concerner les activités des entreprises partout à l'étranger. Ces entreprises sont celles qui évoluent dans les secteurs minier, pétrolier et gazier et qui ont été incorporées au Canada ou qui ont leur siège social au Canada. Cependant, les entreprises qui sont uniquement inscrites à la Bourse de Toronto semblent exclues du mécanisme⁴⁷³.

Bien que la création d'un nouveau mécanisme de règlement des différends au Canada, représentait un espoir pour les victimes d'obtenir réparation sans avoir à s'adresser directement à la justice, celui-ci est assujéti à de nombreuses restrictions prévues par la stratégie gouvernementale :

« le conseiller n'entreprendra pas d'examen de sa propre initiative des activités d'une entreprise extractive canadienne, ne formulera pas de recommandations contraignantes, ni de recommandations de politique publique ou législative, n'établira pas de nouvelles normes de rendement, et n'agira pas comme médiateur officiel entre les parties »⁴⁷⁴.

Ainsi, le mécanisme se base entièrement sur le consentement des parties à bien vouloir participer au processus d'examen. De même, les questions soulevées doivent se rapporter uniquement aux normes de rendements reconnues par la stratégie gouvernementale, *Renforcer l'avantage canadien*⁴⁷⁵. Cependant, pour la norme de rendement de l'OCDE c'est-à-dire les *Principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales*, le Bureau du conseiller rappelle que c'est le Point de contact national qui est le premier compétent à entendre ce genre d'affaires⁴⁷⁶. C'est donc au PCN qu'il faut s'adresser si la demande d'examen concerne uniquement une atteinte aux *Principes directeurs*. Un protocole d'entente entre le Bureau et le PCN a d'ailleurs été publié en

⁴⁷¹ *Renforcer l'avantage canadien* : Bureau du conseiller en RSE de l'industrie extractive : «La procédure suivra cinq étapes, notamment: une évaluation préliminaire, une médiation informelle, une enquête, la facilitation de l'accès à des services de médiation professionnels et, finalement, la publication d'un rapport.»

⁴⁷² S.L. SECK, préc., note 266, p. 83

⁴⁷³ Id., p.81

⁴⁷⁴ *Renforcer l'avantage canadien*, Bureau du conseiller en RSE de l'industrie extractive

⁴⁷⁵ Les normes de rendement sont les suivantes : les *Critères de performance* de la Société financière internationale du Groupe de la Banque mondiale, les *Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme*, la «Global Reporting Initiative» et les *Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales*.

⁴⁷⁶ *Renforcer l'avantage canadien*, Bureau du conseiller en RSE de l'industrie extractive

ce sens⁴⁷⁷. Si une demande concerne à la fois les *Principes directeurs* de l'OCDE et d'autres normes de rendement, alors le Bureau pourra procéder à l'examen de la demande avec l'appui du PCN pour les questions concernant les *Principes directeurs* de l'OCDE.

B) Le processus d'examen d'une plainte auprès du Bureau du conseiller en RSE

Le mandat défini, il restait à la conseillère nouvellement nommée le soin d'établir avec précision la procédure à suivre lors de l'examen des plaintes. Celle-ci organisa à cet effet, une série de consultations publiques au Canada et à l'étranger visant à établir une procédure de dépôt de plaintes, auxquelles ont participé des représentants de l'industrie, de la société civile, des gouvernements de pays hôtes, et des services gouvernementaux canadiens de juin à septembre 2010⁴⁷⁸. Finalement, les règles de procédure du processus d'examen furent approuvées par le ministre du Commerce international du gouvernement du Canada et publiées en octobre 2010⁴⁷⁹, et le guide du participant au processus d'examen fut publié en avril 2011⁴⁸⁰. Ces deux documents ont alors mis de l'avant six principes directeurs applicables au processus d'examen : l'accessibilité, l'efficacité, l'indépendance, la prévisibilité, la réceptivité et la transparence. Une personne, un organisme ou une société qui voudrait déposer une demande d'examen doit remplir le formulaire approprié et le processus sera alors enclenché dans les 5 jours ouvrables⁴⁸¹.

⁴⁷⁷ BUREAU DU CONSEILLER EN RSE DE L'INDUSTRIE EXTRACTIVE, *Protocole : Le Bureau du conseiller en responsabilité sociale des entreprises de l'industrie extractive et le Point de Contact National pour les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales*, Ottawa, Ministère des affaires étrangères et du commerce international, 2010 en ligne : <http://www.international.gc.ca/csr_counsellor-conseiller_rse/assets/pdfs/NCP%20protocole%20French.pdf> (site consulté le 20 mars 2013)

⁴⁷⁸ BUREAU DU CONSEILLER EN RSE DE L'INDUSTRIE EXTRACTIVE, *Élaboration d'un processus d'examen pour les sociétés extractives canadiennes : un résumé des consultations publiques tenues de juin à août 2010*, Rapport sommaire sur les consultations publiques, Ottawa, Ministère des affaires étrangères et du commerce international, 2010 en ligne : <http://www.international.gc.ca/csr_counsellor-conseiller_rse/assets/pdfs/Rapport%20Sommaire%20Sept%202010.pdf> (site consulté le 12 avril 2013)

⁴⁷⁹ BUREAU DU CONSEILLER EN RSE DE L'INDUSTRIE EXTRACTIVE, *Les règles de procédure pour le mécanisme d'examen du Bureau du conseiller en responsabilité sociale des entreprises (RSE) de l'industrie extractive*, Ottawa, Ministère des affaires étrangères et du commerce international, octobre 2010 en ligne : <http://www.international.gc.ca/csr_counsellor-conseiller_rse/assets/pdfs/rules_procedure-regles_procedure-fra.pdf> (site consulté le 20 mars 2013)

⁴⁸⁰ BUREAU DU CONSEILLER EN RSE DE L'INDUSTRIE EXTRACTIVE, *Guide du participant au processus d'examen*, Ottawa, Ministère des affaires étrangères et du commerce international, avril 2011 en ligne : <http://www.international.gc.ca/csr_counsellor-conseiller_rse/assets/pdfs/Participant%20guide%20April%202011%20French%20version.pdf> (site consulté le 20 mars 2013)

⁴⁸¹ BUREAU DU CONSEILLER EN RSE DE L'INDUSTRIE EXTRACTIVE, *Formulaire de présentation d'une demande d'examen* Ottawa, Ministère des affaires étrangères et du commerce international, mai 2012 en ligne : <http://www.international.gc.ca/csr_counsellor-conseiller_rse/assets/pdfs/cover_form-formulaire_presentation-fra.pdf> (site consulté le 20 mars 2013)

Ensuite, les règles de procédures sont venues préciser les étapes du processus d'examen envisagées par la stratégie gouvernementale⁴⁸². Les règles suivantes ont été adoptées en octobre 2010 et sont valides jusqu'en octobre 2014⁴⁸³ :

- l'évaluation préliminaire: C'est une évaluation de l'admissibilité de la demande d'examen dans les 40 jours ouvrables. Le Bureau possède une grande discrétion à l'égard de cette première évaluation. Il se base sur certains critères tels que la nature et la gravité de la question en litige, la mesure dans laquelle d'autres mécanismes de secours ont été épuisés ou encore le bien-fondé du problème. Si la demande est jugée admissible alors on passera aux autres étapes mais si elle ne l'est pas alors la demande fera l'objet d'un rapport immédiat⁴⁸⁴.
- La médiation informelle: La médiation informelle se divise en deux phases : l'établissement d'un climat de confiance⁴⁸⁵ et le dialogue structuré⁴⁸⁶. Chacune de ces phases se fait dans un délai de 120 jours ouvrables. Elles ont pour objectif de mieux comprendre les questions soulevées afin de faire ressortir les enjeux sous-jacents importants et de poser les fondements pour l'établissement d'un dialogue structuré⁴⁸⁷. Les mesures prises au cours de la médiation informelle sont adaptées à la demande d'examen et peuvent comprendre « le recueil de renseignements accessibles au public, la coopération d'experts indépendants, l'incitation des participants à trouver des solutions mutuellement acceptables au moyen du dialogue et la participation à des activités de collaboration dynamiques comme la facilitation et la conciliation »⁴⁸⁸. Si au terme de cette étape, les participants s'entendent sur des façons de régler leur différend, le processus d'examen sera alors considéré comme complété mais les participants peuvent aussi choisir de continuer le processus vers une médiation officielle⁴⁸⁹. Néanmoins, si le conseiller estime qu'aucun progrès n'est ressorti de la médiation informelle, alors il pourra mettre fin au processus d'examen et rendre un rapport.

⁴⁸² *Renforcer l'avantage canadien* : Bureau du conseiller en RSE de l'industrie extractive : «La procédure suivra cinq étapes, notamment: une évaluation préliminaire, une médiation informelle, une enquête, la facilitation de l'accès à des services de médiation professionnels et, finalement, la publication d'un rapport.»

⁴⁸³ Voir les étapes plus en détails : B.D.C.E.R.D.L.I. EXTRACTIVE, préc., note 479

⁴⁸⁴ Id., par. 15 à 20

⁴⁸⁵ Id., par. 23 à 31

⁴⁸⁶ Id., par. 32 à 35

⁴⁸⁷ Id., par. 21

⁴⁸⁸ Id., par. 22

⁴⁸⁹ Id., par. 36

- L'enquête : Elle peut se dérouler à n'importe quel moment du processus d'examen⁴⁹⁰. Elle peut être effectuée par le conseiller, des parties tierces indépendantes ou les participants⁴⁹¹. L'enquête a pour objet notamment, d'éclaircir les points de désaccord et s'aider à déterminer comment résoudre le différend en trouvant par exemple des solutions concrètes. Cependant, on ne parle pas ici d'enquête de terrain réalisée par le conseiller de façon indépendante⁴⁹². En réalité, cette étape permet uniquement aux parties et au médiateur de demander, aux acteurs concernés, l'obtention d'informations supplémentaires afin de mieux comprendre l'affaire en cours.
- L'accès à la médiation officielle : Cette étape permet de faire appel à un médiateur externe choisi en fonction des spécificités de l'affaire. Le médiateur, secondé du conseiller, sera sélectionné selon des critères d'impartialité et d'indépendance⁴⁹³. La durée de cette étape est déterminée par le médiateur et les participants. Si une résolution intervient entre les participants c'est-à-dire s'ils s'entendent sur la façon de régler leur différend alors le processus d'examen sera considéré comme complété⁴⁹⁴. S'ils n'arrivent pas à une résolution alors le conseiller pourra à sa discrétion mettre fin au processus d'examen tout comme pourra le faire un des participants⁴⁹⁵.
- Le rapport final : Le rapport permet de « consigner les activités du conseiller en RSE et des participants en ce qui a trait à la demande d'examen »⁴⁹⁶. Il indique, en outre, si les participants sont parvenus à s'entendre et à régler leur différend⁴⁹⁷. Une fois rédigé par le conseiller, le rapport final est ensuite publié sur le site internet du Bureau du conseiller en RSE. Nous nous intéresserons d'ailleurs à certains rapports un peu plus loin. Par ailleurs, dans le document définissant les règles de procédures on retrouve un certain nombre de restrictions à l'ouverture du processus d'examen⁴⁹⁸. Tout d'abord, le conseiller en RSE ne peut pas accepter des demandes relatives à des événements ayant eu lieu avant le 19 octobre 2009⁴⁹⁹, ou qui se rapportent à d'autres normes de rendements que celles reconnues dans la stratégie

⁴⁹⁰ Id., par. 39

⁴⁹¹ Id., par. 38

⁴⁹² C. COUMANS, préc., note 21, p.674

⁴⁹³ B.D.C.E.R.D.L.I. EXTRACTIVE, préc., note 479, par. 40

⁴⁹⁴ Id., par. 43 (c)

⁴⁹⁵ Id., par. 43 (a)

⁴⁹⁶ Id., par. 45

⁴⁹⁷ Id., par. 46 : on y trouve également «les renseignements concernant les parties, les questions soulevées pendant la demande d'examen, l'évaluation d'admissibilité, les activités menées par les participants pour régler leur différend ainsi que les engagements pris par les participants».

⁴⁹⁸ Id., par. 3

⁴⁹⁹ Id., par. 3(a)

gouvernementale *Renforcer l'avantage canadien*⁵⁰⁰. Il ne peut pas non plus accepter des demandes basées uniquement sur les *Principes directeurs* de l'OCDE⁵⁰¹. En effet, le PCN et le Bureau ont établi un protocole en vue de régir les demandes d'examen qui se rattachent à la fois aux *Principes directeurs* de l'OCDE et aux autres lignes directrices⁵⁰². Comme nous l'avons mentionné précédemment, si la plainte concerne uniquement les *Principes directeurs* de l'OCDE alors elle sera renvoyée devant le PCN canadien. Si la demande se rapporte à la fois aux *Principes directeurs* et aux autres normes de rendement, alors le Bureau examinera la plainte en se faisant assister du PCN⁵⁰³. De plus, concernant la confidentialité, le Bureau ne peut pas communiquer les renseignements obtenus lors du processus d'examen sans le consentement des personnes visées et bien sûr, il est rappelé que toute la procédure se base sur le consentement et donc la bonne volonté des parties qui à tout moment peuvent se retirer du processus d'examen⁵⁰⁴. Il est difficile d'imaginer qu'une société minière qui aurait commis de graves exactions à l'étranger veuille participer à un processus public qui pourrait nuire à sa réputation. Enfin, il convient de souligner que ce dispositif de règlement des différends ne reste qu'un simple pôle de médiation et ne peut converger vers aucune sanction à l'égard des sociétés qui auraient en effet violé les droits de la personne des plaignants.

« The CSR Counsellor mechanism puts complainants in the untenable position of having to rely on the very company that stands accused of having caused them harm to decide if it is inclined to provide any form of remedy, and if so, the nature and size of the remedy it may provide. This process effectively places the power over remedy in the hands of the alleged violator. »⁵⁰⁵.

Au bout du compte, seule la réputation des entreprises pourrait être atteinte au travers de rapports négatifs, si elles n'arrivent pas à trouver une solution aux différends discutés devant le Bureau du conseiller en RSE⁵⁰⁶.

⁵⁰⁰ Id., par. 3(d) : les normes sont les suivantes : *Critères de performance* de la Société financière internationale (SFI), les *Principes volontaire sur la sécurité et les droits de la personne*, la «Global reporting Initiative» et les *Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales*

⁵⁰¹ Id., par. 3(e)

⁵⁰² B.D.C.E.R.D.L.I. EXTRACTIVE, préc., note 477

⁵⁰³ Id.

⁵⁰⁴ B.D.C.E.R.D.L.I. EXTRACTIVE, préc., note 480

⁵⁰⁵ C. COUMANS, préc., note 21, p.655

⁵⁰⁶ S.L. SECK, préc., note 266, p.84

C) Exemples de plaintes déposées au Bureau

À l'heure actuelle, seulement trois demandes d'examen ont fait l'objet d'un rapport final auprès du Bureau du conseiller en RSE. Les plaintes concernaient les activités de minières canadiennes implantées en Amérique du Sud, et plus précisément au Mexique⁵⁰⁷, en Mauritanie⁵⁰⁸ et en Argentine⁵⁰⁹. Nous allons maintenant les analyser unes-à-unes.

La première demande fut déposée en avril 2011 concernant le projet de l'entreprise Excellon Resources Inc. à la mine La Platosa, au Mexique⁵¹⁰. Excellon est une entreprise constituée en personne morale au Canada, dont le bureau principal est situé à Toronto. Les demandeurs étaient les travailleurs d'Excellon, le Syndicat national des mineurs du Mexique et l'organisme Proyecto de Derechos Económicos, Sociales y Culturales A.C. (ProDESC)⁵¹¹. La demande soulevait des questions liées dans un premier temps, à des violations aux Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme. Les demandeurs avaient des doutes quant aux relations particulières qu'Excellon entretiendrait avec des forces de sécurité publique qui auraient battu physiquement plusieurs travailleurs suite à un vol de cuivre présumé⁵¹². Puis dans un deuxième temps, la demande invoquait des violations aux *Principes directeurs* de l'OCDE, telles que des menaces faites aux travailleurs cherchant à se syndiquer ainsi que des conditions inadéquates de santé et de sécurité dans le cadre des activités de l'entreprise⁵¹³. Le bureau avait alors jugé que la demande était admissible et avait entamé la médiation informelle avec l'établissement d'un climat de confiance. Mais en septembre 2011, Excellon s'était alors retiré du processus avant l'étape du dialogue structuré. L'entreprise avait alors affirmé « que le processus n'était pas utile pour l'entreprise, puisqu'elle respectait tous ses engagements sur le terrain et poursuivait un dialogue

⁵⁰⁷ BUREAU DU CONSEILLER EN RSE DE L'INDUSTRIE EXTRACTIVE, *Demande d'examen no 2011-01-MEX*, Rapport de fermeture, Ottawa, Ministère des affaires étrangères et du commerce international, janvier 2011 en ligne : < http://www.international.gc.ca/csr_counsellor-conseiller_rse/assets/pdfs/Closing_report_French_MEX.pdf > (site consulté le 20 mars 2013)

⁵⁰⁸ BUREAU DU CONSEILLER EN RSE DE L'INDUSTRIE EXTRACTIVE, *Demande d'examen no 2011-02-MAU*, Rapport de fermeture, Ottawa, Ministère des affaires étrangères et du commerce international, février 2011 en ligne : < http://www.international.gc.ca/csr_counsellor-conseiller_rse/assets/pdfs/2011-02-MAU_closing_report-rapport_final-fra.pdf > (site consulté le 20 mars 2013)

⁵⁰⁹ BUREAU DU CONSEILLER EN RSE DE L'INDUSTRIE EXTRACTIVE, *Demande d'examen no 2012-03-ARG*, Rapport de fermeture, Ottawa, Ministère des affaires étrangères et du commerce international, mars 2012 en ligne : < http://www.international.gc.ca/csr_counsellor-conseiller_rse/assets/pdfs/closing_report-2012-03-ARG-rapport_fermeture-fra.pdf > (site consulté le 20 mars 2013)

⁵¹⁰ B.D.C.E.R.D.L.I. EXTRACTIVE, préc., note 507

⁵¹¹ Id., p. 10

⁵¹² C. COUMANS, préc., note 21, p.652

⁵¹³ Bureau du Conseiller en RSE de l'Industrie Extractive, préc., note 507, p.12

avec les intervenants concernés »⁵¹⁴. La conseillère n'a donc pas été en mesure de remplir son mandat jusqu'au bout, et selon elle, Excellon aurait « raté une excellente occasion de mieux comprendre les questions soulevées, d'améliorer sa réputation ainsi que de renforcer sa gestion du risque »⁵¹⁵. C'est pourtant Excellon, elle-même qui affirmait dans une lettre de la direction adressée à ses actionnaires que « chez Excellon, la responsabilité sociale des entreprises n'est pas une option : il s'agit d'un aspect essentiel à notre stratégie opérationnelle et à la façon dont nous souhaitons être perçus dans les marchés et les régions où nous oeuvrons. Nous sommes déterminés à avoir une incidence positive sur les collectivités où nous vivons et travaillons. »⁵¹⁶. Si l'on en croit cette dernière déclaration, il est difficile de comprendre pourquoi cette entreprise, si prompte à s'imposer une politique de RSE, se soit retirée d'un processus qui aurait pu démontrer publiquement sa bonne volonté. Au final, cette demande n'aura servi qu'à réduire à néant les efforts de longue haleine des travailleurs mexicains qui espéraient obtenir justice⁵¹⁷.

La deuxième demande fut déposée en août 2011 en lien avec le projet de Mauritanian Copper Mines (MCM), une filiale de First Quantum Minerals Ltd, en Mauritanie⁵¹⁸. First Quantum Minerals Ltd. est enregistrée au Canada. Les demandeurs étaient Maître Ahmed Mohamed Lemine et autres, qui représentait la collectivité touchée par le projet. La demande soulevait des questions relatives à l'environnement notamment l'utilisation de substances chimiques dangereuses ou encore la contamination et la conservation des eaux souterraines⁵¹⁹. De même, des préoccupations étaient soulevées quant à la participation et la consultation des collectivités touchées par le projet⁵²⁰. Après avoir jugé la demande admissible, le Bureau entama la médiation informelle d'août à janvier 2012. Au cours de cette dernière, les demandeurs soulevèrent le fait qu'il n'existait pas de mécanisme de règlement de griefs sur place pour les collectivités. Or, il existait bien un tel mécanisme constitué par un bureau de liaison de MCM sur place. Selon MCM ce mécanisme de règlement des griefs « était conformes aux lignes directrices sur les pratiques exemplaires de la SFI et qu'il avait déjà été utilisé pour régler d'autres plaintes »⁵²¹ de la population locale. Suite à cette découverte, le Bureau invita les demandeurs à recourir à ce

⁵¹⁴ Id., p. 2,

⁵¹⁵ Id., p. 3

⁵¹⁶ Id., pp. 11-12

⁵¹⁷ C. COUMANS, préc., note 21, p.674

⁵¹⁸ B.D.C.E.R.D.L.I. EXTRACTIVE, préc., note 508

⁵¹⁹ Id., p.9

⁵²⁰ C. COUMANS, préc., note 21, p.675

⁵²¹ B.D.C.E.R.D.L.I. EXTRACTIVE, préc., note 508, p.10

processus en premier lieu puisqu'« aucune raison pour laquelle l'utilisation du mécanisme opérationnel de règlement des griefs comme 1^{er} recours ne constituerait pas une mesure appropriée »⁵²². La demande fut ainsi fermée en février 2012.

Déposée en juillet 2012, la troisième et dernière demande, ayant fait l'objet d'un rapport final à date, concerne le projet Los Azules, en Argentine, de l'entreprise McEwen Mining Inc dont le siège social est situé à Toronto⁵²³. Les demandeurs étaient constitués du Centre for Human Rights and Environment (CEDHA) et la Fundacion Ciudadanos Independientes (FuCI). Les questions soulevées par ces dernières se rapportaient à des préoccupations environnementales et étaient liées aux Normes de rendement de la SFI, à l'Initiative mondiale sur les rapports de performance et aux Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales⁵²⁴. La demande a passé l'étape initiale de l'évaluation de l'admissibilité avant d'atteindre l'étape de la médiation informelle. À l'instar de la première demande, l'entreprise en cause s'est retirée du processus d'examen⁵²⁵. Les parties ne sont donc pas arrivées à une entente et le dossier fut fermé en octobre 2012, l'entreprise McEwan Mining ne souhaitant pas participer aux étapes subséquentes du processus d'examen⁵²⁶.

Au final, si on se réfère aux cas examinés jusqu'à aujourd'hui, il paraît légitime de douter de l'efficacité du mécanisme. Deux plaintes sur trois se sont soldées par des échecs car l'entreprise s'est retirée unilatéralement du processus. On peut ainsi voir les limites inhérentes d'un tel mécanisme qui se base entièrement sur la bonne volonté des parties :

« The CSR Counsellor mechanism puts complainants in the untenable position of having to rely on the very company that stands accused of having caused them harm to decide if it is inclined to provide any form of remedy, and if so, the nature and size of the remedy it may provide. This process effectively places the power over remedy in the hands of the alleged violator. »⁵²⁷.

Ensuite, pour le troisième cas, le Bureau a renvoyé le dossier à un mécanisme local de dépôt de plaintes sans même s'être déplacé sur place pour vérifier s'il était bel et bien apte à recevoir de

⁵²² Id., p.11

⁵²³ B.D.C.E.R.D.L.I. EXTRACTIVE, préc., note 509

⁵²⁴ Id., p.11

⁵²⁵ Id., p.4

⁵²⁶ Id., p.5

⁵²⁷ C. COUMANS, préc., note 21, p.655

telles plaintes⁵²⁸. Sachant que ce mécanisme extrajudiciaire est administré par l'entreprise elle-même, nous pouvons donc émettre des doutes quant à l'impartialité d'un tel processus.

Ainsi, aucune des plaintes déposées devant le Bureau n'a abouti à une entente entre les parties. Le Bureau n'a donc jamais pu aller au bout de son mandat. Néanmoins, celui-ci est récent et il convient sûrement d'attendre quelques années avant d'émettre quelques conclusions hâtives. Tournons nous plutôt vers le mécanisme extrajudiciaire du Point de contact national de l'OCDE qui est en place au Canada depuis plus de dix ans.

Section 2 : Les recours auprès du Point de contact national canadien

Tel qu'indiqué dans la 1^{ère} partie du mémoire, la révision des *Principes directeurs* de l'OCDE en 2000, a permis d'ajouter des lignes directrices concernant la création d'un Point de contact national dans tous les pays souscrivant aux *Principes*⁵²⁹. Il a ainsi été prévu que le rôle des PCN consistait à contribuer à une mise en œuvre efficace des *Principes directeurs*. Plus spécifiquement, les PCN ont reçu pour mission de :

- i. promouvoir les Principes directeurs et les diffuser;
- ii. mener des activités de sensibilisation aux Principes directeurs;
- iii. répondre aux demandes de renseignements sur les Principes directeurs;
- iv. contribuer à la résolution des questions soulevées par la mise en œuvre des Principes directeurs dans des circonstances spécifiques;
- v. faire rapport chaque année au Comité de l'investissement de l'OCDE⁵³⁰.

Outre son rôle consultatif, le PCN a donc aussi un rôle de règlement des différends. Effectivement, chaque Point de contact des États adhérents peut entendre des requêtes provenant d'ONG, d'entreprises, de syndicats, ou de toute partie intéressée, dans le cas où des atteintes aux *Principes* auraient été commises par des entreprises⁵³¹. Il revient à chaque PCN de se doter d'une procédure spécifique et nous allons donc étudier ici, celle du PCN canadien.

De plus, concernant la structure des points de contact nationaux, nous avons vu que les lignes directrices, attachées aux *Principes directeurs*, prévoyaient que les PCN devaient être des

⁵²⁸ Id., pp.675-676

⁵²⁹ OCDE, *Principes directeurs*, 2011, Lignes directrices de procédure : I. Points de contact nationaux, pp.81-84

⁵³⁰ PCN CANADIEN, *Mandat point de contact national du Canada pour les principes directeurs de l'ocde à l'intention des entreprises multinationales*, Ottawa, Ministère des affaires étrangères et du commerce international, en ligne: <http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/ncp-pcn/terms_of_ref-mandat.aspx?lang=fra&menu_id=30&view=d#circonstances> (site consulté le 12 avril 2013) [ci-après : Mandat PCN canadien]

⁵³¹ OCDE, *Principes directeurs*, 2011, préc., note 529

services gouvernementaux⁵³². Ceci établis, ils pouvaient dès lors, être organisés suivant des modalités variables, si bien que l'efficacité du mécanisme dépendrait en grande partie de chaque État qui l'applique selon sa propre discrétion⁵³³. Nous verrons dans cette partie, ce qui a été prévu par le Canada, quant à l'établissement de son Point de contact. Puis nous en étudierons l'efficacité au travers de cas ayant déjà fait l'objet d'un examen devant le PCN canadien.

A) Le mandat du PCN canadien en ce qui concerne l'examen des « circonstances spécifiques »

Tout d'abord, il convient de rappeler que les rapports, publiés suite aux consultations multipartites organisées au Canada depuis 2004, avaient tous suggéré le renforcement du mécanisme du PCN au Canada⁵³⁴. À ce titre, le rapport du CPAECI recommandait, entre autres, que le PCN « puisse entreprendre les enquêtes appropriées et recommander la prise des mesures qui s'imposent à l'endroit des entreprises violant les *Principes directeurs* de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales »⁵³⁵. Dans sa réponse, le gouvernement avait alors pris comme position ceci :

« Il est évident que, pour les rédacteurs des Principes directeurs, le PCN ne devait pas être appelé à jouer un rôle quasi judiciaire ou d'investigation dans le règlement des différends. Il s'agissait plutôt de mettre en place un mécanisme visant à faciliter, sous la direction du PCN, un dialogue positif et constructif entre les entreprises multinationales et les personnes touchées par leurs activités, et cela, de façon à trouver des solutions »⁵³⁶.

Ainsi, le gouvernement canadien refusait de concéder un plus grand pouvoir d'enquête au PCN ou d'élargir ces possibilités de recommandations, mais il consentait tout de même, à « clarifier les règles et le mandat du PCN »⁵³⁷. Nous allons donc nous intéresser à la forme du PCN canadien et au mandat qui lui a été octroyé par le gouvernement.

Le PCN du Canada est un comité interministériel composé de ministères fédéraux et présidé par un directeur général du MAECI. Les membres permanents du Comité sont l'Agence canadienne de développement international, Affaires indiennes et du Nord Canada, le MAECI,

⁵³² Id.

⁵³³ O. MAUREL, préc., note 3, p109,

⁵³⁴ *Rapport CPAECI*, Recommandation 3; *Rapport Tables rondes nationales*, p.26

⁵³⁵ *Rapport CPAECI*, Recommandation 3

⁵³⁶ Réponse gouvernement *rapport CPAECI*, recommandation 3

⁵³⁷ Id.

Environnement Canada, Finances, Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC), Industrie Canada et Ressource naturelle Canada (RNC) ⁵³⁸.

Nous l'avons vu, la norme sur laquelle repose le mandat du PCN est essentiellement le texte des *Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales* ⁵³⁹. Le PCN du Canada peut entendre des demandes concernant aussi bien des entreprises multinationales non canadiennes pour leurs activités au Canada, que des entreprises multinationales canadiennes pour leurs activités à l'étranger mais seulement dans le cas où il n'existerait pas de PCN dans le pays hôte ⁵⁴⁰. En outre, toutes les industries sont visées et non pas seulement l'industrie extractive contrairement au mécanisme prévu par le Bureau du conseiller en RSE ⁵⁴¹. Notons, néanmoins que plus de la moitié des cas de plaintes, déposées devant les PCN dans le monde, concerne l'industrie extractive ⁵⁴². Ensuite, toute personne ou organisation peut présenter une demande d'examen devant le PCN dont nous allons maintenant étudier la procédure exacte.

B) Le processus d'examen des « circonstances spécifiques » du PCN canadien

L'idée générale prévue par les lignes directrices accompagnant le texte des *Principes directeurs* réside dans le fait que le processus d'examen des « circonstances spécifiques » élaboré par chacun des États adhérents, doit toujours être « impartial, prévisible, équitable et compatible avec les principes et les normes énoncés dans les Principes directeurs » ⁵⁴³. En considérant ces facteurs, le PCN canadien a établi des règles spécifiques visant à déterminer les étapes du processus de demande d'examen des « circonstances spécifiques » ⁵⁴⁴. Ces « circonstances spécifiques » désignent des cas présumés de non-observation des *Principes directeurs* par une

⁵³⁸ Mandat PCN canadien, Membres

⁵³⁹ OCDE, *Principes directeurs*, 2011

⁵⁴⁰ PCN CANADIEN, *Guide de procédure du point de contact national du Canada pour les principes directeurs de l'Organisation de coopération et développement économiques (OCDE) à l'intention des entreprises multinationales*, Ottawa, Ministère des affaires étrangères et du commerce international, en ligne : <http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/ncp-pcn/procedures_guide_de_procedure.aspx?lang=fra&menu_id=32&view=d> (site consulté le 13 avril 2013) , para. 7

⁵⁴¹ BUREAU DU CONSEILLER EN RSE DE L'INDUSTRIE EXTRACTIVE, *En un coup d'œil : comprendre le Bureau et le Point de contact national du Canada, Annexe B*, Ottawa, Ministère des affaires étrangères et du commerce international, en ligne : <http://www.international.gc.ca/csr_counsellor-conseiller_rse/assets/pdfs/at-a-glance-ncp-en-un-coup-doeil-french.pdf> (site consulté le 10 février 2013)

⁵⁴² OCDE Watch, préc., note 84, p.9

⁵⁴³ OCDE, *Principes directeurs*, 2011, Lignes directrices de procédure : I. Points de contact nationaux, p.82

⁵⁴⁴ P. CANADIEN, préc., note 540, para. 4 à 13

entreprise multinationale. Les étapes détaillées d'une demande d'examen se retrouvent dans un guide de procédure publié sur le site du PCN canadien⁵⁴⁵. Celui-ci prévoit dans un premier temps, l'évaluation initiale de « l'intérêt des questions soulevées afin de déterminer si elles méritent d'être approfondies »⁵⁴⁶. Pour déterminer si un tel intérêt existe, le PCN évalue un certain nombre de critères, tels que la bonne foi de la demanderesse, la pertinence des questions, ou encore l'intérêt « que présente l'examen de la question au regard des objectifs et d'une mise en œuvre efficace des Principes directeurs »⁵⁴⁷. Si un tel intérêt existe, alors le dossier sera ouvert dans un délai de trois mois. Rappelons que toute personne physique ou organisation peut déposer une demande du moment où elle estime que les agissements d'une multinationale vont à l'encontre des *Principes directeurs* et que cette personne ou organisation a un intérêt dans l'affaire⁵⁴⁸. L'intérêt sera d'autant plus probant si la plainte concerne les activités d'une entreprise étrangère sur le sol canadien. Néanmoins, comme nous venons de le mentionner, il est également possible de déposer des demandes d'examen au Canada lorsque les questions concernent des entreprises canadiennes évoluant à l'étranger, mais seulement dans le cas où il n'existerait pas de PCN dans le pays hôte⁵⁴⁹. S'il existe un PCN dans le pays hôte, le PCN du Canada peut intervenir mais uniquement à titre de collaborateur⁵⁵⁰.

Ensuite, une fois l'intérêt de la demande établi, le PCN communique avec les parties pour leur proposer d'encadrer un dialogue entre ces dernières. Ce dialogue ne peut se faire sans le consentement des parties qui pourront alors avoir accès à des démarches consensuelles et non contentieuses, telles que la conciliation ou la médiation⁵⁵¹. Les discussions entre les parties et la recherche d'une entente sur les questions soulevées se font dans une période de six mois mais peuvent prendre plus longtemps si les faits se sont déroulés dans des États où il n'y a pas de PCN ou en cas de « circonstances imprévues et indépendantes de la volonté du PCN »⁵⁵². Pour les aider dans leur démarche de conciliation ou de médiation, le PCN peut faire appel aux autorités des pays concernés, à des représentants du milieu des affaires, des associations de travailleurs, des organisations non gouvernementales ou encore d'experts en la matière. De même, le PCN

⁵⁴⁵ Id.

⁵⁴⁶ Id., par. 3.4

⁵⁴⁷ Id., par. 11

⁵⁴⁸ Id., par. 6

⁵⁴⁹ Id., par. 7

⁵⁵⁰ Id.

⁵⁵¹ Id., par.12.1

⁵⁵² Id., par. 5

peut demander l'avis du Comité de l'investissement de l'OCDE s'il a des doutes au sujet de l'interprétation des Principes directeurs dans des cas particuliers⁵⁵³. À la suite de ces consultations, les parties sont invitées à trouver une entente et le PCN peut également formuler des recommandations à l'intention des parties auxquelles il pourra effectuer un suivi si les parties y consentent⁵⁵⁴.

Enfin, un rapport final est rédigé par le PCN dans les trois mois suivant la fin des discussions entre les parties. Son contenu est public mais il est néanmoins accompagné de certaines restrictions quant aux renseignements confidentiels ou de nature délicate sur les entreprises ou sur d'autres intervenants⁵⁵⁵.

À l'instar du mécanisme de plainte du Bureau du conseiller en RSE, l'examen des « circonstances spécifiques » est entièrement basé sur le consentement des parties⁵⁵⁶. Si elles ne trouvent pas de solutions ou si une des parties ne souhaite pas participer de bonne foi au processus alors le PCN établira un communiqué public et le dossier sera fermé. De plus, les critiques dirigées, à l'encontre du Bureau du conseiller en RSE, peuvent être également formulées à l'égard du PCN canadien en ce qu'ils sont tous deux dépourvus de pouvoir d'enquête et de sanction⁵⁵⁷. Cependant, le PCN est en place depuis plus de dix ans alors que le Bureau du conseiller en RSE n'existe que depuis trois ans. Ainsi, le PCN a reçu beaucoup plus de demandes d'examen, et nous allons maintenant vérifier si ce dernier mécanisme permet de mieux répondre aux attentes des victimes de sociétés minières canadiennes.

C) Exemples de plaintes déposées au PCN canadien

Si on se réfère aux données disponibles sur le site du Point de contact national du Canada on peut remarquer que la plupart des allégations de violation aux *Principes directeurs* de l'OCDE concernent des sociétés minières⁵⁵⁸. De plus, l'organisation non gouvernementale OCDE Watch, a recensé dix-sept demandes d'examen mettant en cause des minières canadiennes évoluant à

⁵⁵³ Id., par. 12.2

⁵⁵⁴ Id., par. 13.4

⁵⁵⁵ Id., par. 14.4 : Le PCN est assujéti à la Loi sur l'accès à l'information et à la Loi sur la protection des renseignements personnels

⁵⁵⁶ C. COUMANS, préc., note 21, p.679

⁵⁵⁷ Id., p.674

⁵⁵⁸ PCN CANADIEN, *Circonstances particulière du Point de contact national*, Ottawa, Ministère des affaires étrangères et du commerce international, en ligne : <http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/ncp-pcn/specific-specifique.aspx?lang=fra&menu_id=22&view=d> (site consulté le 30 mars 2013)

l'étranger, et cela depuis 2001⁵⁵⁹. Rien qu'entre 2009 et 2011, des plaintes ont été déposées relativement aux agissements de minières canadiennes évoluant au Guatemala, en Mongolie, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, Zambie⁵⁶⁰ ainsi qu'au Mexique en 2012⁵⁶¹. L'idée ici n'est pas de toutes les analyser mais nous allons tout de même nous intéresser à trois d'entre elles. D'abord, nous parlerons d'une demande aujourd'hui complétée ayant fait l'objet d'un rapport final puis nous verrons deux causes toujours pendantes devant le PCN tout en évoquant leurs chances respectives de se solder par une entente entre les parties.

Intéressons nous d'abord à la demande d'examen concernant la société GoldCorp Inc. qui fut déposée devant le PCN du Canada en décembre 2009 par deux ONG : Coalition for defense of San Miguel Ixtahuacan et le Center for International Environmental Law (CIEL)⁵⁶². La plainte se référait aux activités de GoldCorp dans la mine Marlin au Guatemala. Les demandeurs allégaient que la société portait atteinte à plusieurs *Principes directeurs* de l'OCDE tels que le droit à la propriété collective et le droit au consentement préalable, libre et éclairé mais également le droit à la santé et à l'eau et le droit à la vie et à la sécurité du fait de représailles à l'encontre des manifestants⁵⁶³. Après l'évaluation initiale de la demande d'examen, le PCN a alors proposé l'établissement d'un dialogue entre les parties. Mais, fait inhabituel, GoldCorp a accepté alors que les demandeurs, eux, ont refusé. Ils estimaient qu'aucun dialogue constructif ne pouvait ressortir d'éventuelles rencontres et que ces dernières ne feraient qu'aggraver les tensions déjà existantes au sein de la collectivité locale⁵⁶⁴. Néanmoins, les demandeurs voulaient que le PCN effectue des enquêtes sur le terrain afin de déterminer quelles étaient les atteintes réelles aux *Principes directeurs* de l'OCDE. Les ONG espéraient également que le PCN formule des recommandations à l'encontre de GoldCorp afin que la société se conforme aux *Principes*

⁵⁵⁹ OCDE Watch, *NCP: National Contact Point Canada*, en ligne :

<http://oecdwatch.org/cases/Case_251/@@casesearchview?type=NCP&search=National%20Contact%20Point%20Canada> (site consulté le 30 avril 2013)

⁵⁶⁰ S.L. SECK, préc., note 266, p.65

⁵⁶¹ MiningWatch Canada, *Mexican Workers, Landowners File Second Complaint Against Canadian Mining Company Excellon Resources*, 29 Mai 2012, en ligne : <<http://www.miningwatch.ca/news/mexican-workers-landowners-file-second-complaint-against-canadian-mining-company-excellon>> (site consulté le 31 mars 2013)

⁵⁶² PCN du Canada, Rapport annuel 2011, en ligne : <http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/ncp-pcn/report2011-rapport2011.aspx?lang=fra&view=d#spec_instances> (consulté le 31 mars 2013)

⁵⁶³ PCN du Canada, Rapport annuel 2011, «Annexe A : Déclaration finale du Point de contact national du Canada sur la notification datée du 9 décembre 2009 au sujet de la mine Marlin au Guatemala conformément aux Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales», en ligne : <http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/ncp-pcn/report2011-rapport2011.aspx?lang=fra&view=d#spec_instances> (consulté le 31 mars 2013)

⁵⁶⁴ OCDE Watch, *NCP: National Contact Point Canada, FREDEMI coalition vs Goldcorp*, en ligne : <http://oecdwatch.org/cases/Case_172> (site consulté le 31 mars 2013)

directeurs de l'OCDE. Le PCN répondit à cette demande par la négative en statuant que sans l'établissement d'un dialogue structuré, il n'avait d'autre choix que de clôturer la demande en mai 2011, par la publication d'un rapport final⁵⁶⁵. Pour la partie demanderesse, cette position du PCN fut perçue comme une mauvaise interprétation de son mandat qui ne devrait pas se limiter à la simple instauration d'un dialogue entre les parties mais devrait également permettre de vérifier les allégations en enquêtant sur le terrain⁵⁶⁶. L'élargissement du pouvoir d'enquête du PCN constituait d'ailleurs une des recommandations formulées lors des consultations tripartites organisées par le gouvernement, avant l'adoption de sa politique gouvernementale *Renforcer l'avantage canadien*⁵⁶⁷. Or, la demande d'examen concernant la mine Marlin nous atteste bien que la recommandation n'a pas été prise en compte puisque le PCN a préféré clôturer l'affaire plutôt que de poursuivre l'examen par le biais d'une enquête de terrain. Ainsi, cela illustre bien les moyens très limités dont dispose le PCN pour régler des problèmes complexes qui mériteraient un approfondissement. Comme nous l'avons mentionné plus haut, le gouvernement canadien refuse catégoriquement d'élargir le mandat du PCN pour y inclure un pouvoir d'enquête⁵⁶⁸.

Ensuite, pour ce qui est des causes toujours pendantes devant le PCN, nous pouvons en citer deux importantes : le cas de Barrick Gold Corporation et de Excellon Ressources.

La première demande à l'encontre de Barrick Gold Corporation fut déposée en mars 2011. Le processus en est toujours au stade « d'assistance aux parties » selon le rapport annuel du PCN de 2012⁵⁶⁹. La demande porte sur les activités de la société minière dans la mine de Porgera Joint Venture en Papouasie-Nouvelle-Guinée. L'Akali Tange Association, la Porgera Landowners Association et MiningWatch Canada alléguaient que Barrick contrevenait aux *Principes*

⁵⁶⁵ PCN CANADIEN, *Rapport annuel 2011*, Ottawa, Ministère des affaires étrangères et du commerce international, 2011 en ligne : <http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/ncp-pcn/report2011-rapport2011.aspx?lang=fra&view=d#spec_instances> (site consulté le 31 mars 2013) : Annexe A Déclaration finale du Point de contact national du Canada sur la notification datée du 9 décembre 2009 au sujet de la mine Marlin au Guatemala conformément aux Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales

⁵⁶⁶ OCDE Watch, préc., note 564: «If it were true that the mandate of the NCP is limited to facilitating dialogue, then it would follow that agreeing to dialogue would be one of the conditions for submitting a specific instance or a factor in determining whether a complaint warrants further examination. However, neither the OECD Procedural Guidance nor the Canadian NCPs Terms of Reference require it»; Center for International Environmental Law, *Press release complainants on Canadian NCP closing the case*, 16 May 2011, en ligne : <http://oecdwatch.org/cases/Case_172> (site consulté le 31 mars 2013)

⁵⁶⁷ *Rapport CPAECI*, Recommandation 3

⁵⁶⁸ Réponse gouvernement *Rapport CPAECI*, Recommandation 3

⁵⁶⁹ PCN CANADIEN, *Rapport annuel 2012*, Ottawa, Ministère des affaires étrangères et du commerce international, 2012 en ligne : <<http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/ncp-pcn/report2012-rapport2012.aspx?lang=fra&view=d>> (site consulté le 30 mars 2013)

directeurs de l'OCDE relatifs au développement durable, à l'environnement et aux droits humains de la collectivité locale⁵⁷⁰. Le PCN détermina en août 2011, que les questions soulevées, méritaient bien un examen approfondi et il offrit alors ses services pour l'engagement d'un dialogue constructif. Or, il n'y a pas encore eu à ce jour, d'accord entre les parties pour résoudre les questions soulevées et ce, même si le délai de 6 mois prescrit par le PCN afin d'arriver à une entente est largement dépassé⁵⁷¹. D'ailleurs, d'autres préoccupations ont été soulevées par la partie plaignante MiningWatch Canada depuis le début du processus tels que des cas allégués de viols, de passages à tabac et de meurtres par les forces de sécurité de Barrick dans cette même mine de la Porgera Joint Venture⁵⁷². À ce titre, l'ONG a publié en janvier 2013, un communiqué public auquel se sont joints Rights & Accountability in Development et EarthRights International. Il y est fait mention que pour les cas de viols commis par les gardes de sécurité de la mine, Barrick Gold aurait proposé des compensations aux victimes à condition que celles-ci renoncent à toutes autres poursuites passées et futures contre la société à l'intérieur ou à l'extérieur de la Papouasie-Nouvelle-Guinée⁵⁷³. La société Barrick Gold Corporation a alors répondu deux jours plus tard en affirmant que le communiqué de MiningWatch Canada était trompeur et comportait de nombreuses erreurs⁵⁷⁴. En effet, la société prétend que le mécanisme de compensation représente la solution appropriée et qu'il a été mis en place à la suite de nombreuses consultations avec des ONG telles que Human Right Watch et des organismes nationaux et internationaux de lutte contre les violences faites aux femmes. De même, la société soutient que ce mécanisme est en accord avec les Principes directeurs de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme⁵⁷⁵. Suite à cette dernière affirmation, MiningWatch Canada a alors adressé une lettre au Haut-Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU pour qu'il

⁵⁷⁰ MiningWatch Canada, *MiningWatch and Papua New Guinea Partners File Complaint on Porgera Mine*, juin 2011, en ligne : <<http://www.miningwatch.ca/article/miningwatch-and-papua-new-guinea-partners-file-complaint-porgera-mine>> (site consulté le 30 mars 2013)

⁵⁷¹ P. CANADIEN, préc., note 569

⁵⁷² MiningWatch Canada, *Des dirigeants autochtones de Papouasie-Nouvelle-Guinée protestent contre les abus incessants à la mine Porgera, de Barrick Gold*, mai 2011, en ligne : <<http://www.miningwatch.ca/fr/news/des-dirigeants-autochtones-de-papouasie-nouvelle-guin-e-protestent-contre-les-abus-incessants>> (consulté le 30 mars 2013)

⁵⁷³ MiningWatch Canada, Rights & Accountability in Development, EarthRights International, *Rape Victims Must Sign Away Rights to Get Remedy From Barrick*, 30 janvier 2013, en ligne : <<http://www.miningwatch.ca/news/rape-victims-must-sign-away-rights-get-remedy-barrick>> (consulté le 31 mars 2013)

⁵⁷⁴ Barrick Gold Corporation, *Barrick corrects false claims concerning Remediation Program at Porgera*, 1^{er} février 2013, en ligne : <<http://www.barrick.com/files/porgera/Barrick-corrects-false-claims-concerning-Remediation-Program-at-Porgera.pdf>> (consulté le 31 mars 2013)

⁵⁷⁵ Id.

enquête sur le mécanisme de règlement mis en place par Barrick Gold⁵⁷⁶. Selon l'ONG, le programme de compensation aux victimes de viols contreviendrait aux Principes directeurs de John Ruggie, en ce qu'il interdirait l'accès à des recours judiciaires. En effet, dans le commentaire attaché au principe 29 relatif à l'établissement de mécanismes de réclamation au sein d'une entreprise, il est prévu que ce genre de mécanismes ne doivent pas « empêcher l'accès aux mécanismes de réclamation judiciaires ou autres mécanismes non judiciaires »⁵⁷⁷. Au final, depuis le dépôt de la demande d'examen devant le PCN du Canada en mars 2011, on voit bien qu'il subsiste encore, de nombreux désaccords entre les parties. On peut donc émettre des doutes quant à l'opportunité d'une poursuite d'un dialogue structuré entre les parties. Les discussions ont largement dépassé les délais de procédure prévus par le PCN et il semble que ce dernier soit confronté à une impasse⁵⁷⁸.

Enfin, la deuxième cause pendante devant le PCN est intéressante en ce que la demande d'examen a été déposée suite à l'échec de l'audition de cette même cause devant le Bureau du conseiller en RSE⁵⁷⁹. La demande concerne le projet de l'entreprise Excellon Resources Inc. à la mine La Platosa, au Mexique. Nous avons vu précédemment qu'en avril 2011 les travailleurs d'Excellon, le Syndicat national des mineurs du Mexique et l'organisme Proyecto de Derechos Económicos, Sociales y Culturales A.C. (ProDESC) avaient déposé une demande d'examen auprès du Bureau du conseiller en RSE du Canada suite à des préoccupations concernant notamment des menaces faites aux travailleurs cherchant à se syndiquer ainsi que des conditions inadéquates de santé et de sécurité⁵⁸⁰. La minière canadienne avait alors choisi de se retirer unilatéralement du processus d'examen⁵⁸¹. Puis, en mai 2012, une autre demande d'examen fut enregistrée auprès du PCN du Canada et du Mexique, par les mêmes demandeurs auxquels se sont ajoutées d'autres ONG comme MiningWatch Canada ou Ejido La Sierrita⁵⁸². Cette fois-ci, les questions soulevées concernaient la non-observation de certains *Principes directeurs* de

⁵⁷⁶ MiningWatch Canada, *Letter to UN Commissioner for Human Rights re: Barrick Gold's "grievance" procedure for victims of rape by security guards at the Porgera Joint Venture mine in Papua New Guinea*, 23 mars 2013, en ligne: <<http://www.miningwatch.ca/article/letter-un-commissioner-human-rights-re-barrick-golds-grievance-procedure-victims-rape>> (consulté le 31 mars 2013)

⁵⁷⁷ Ruggie, «Principes directeurs», 2011, principe 29 (Commentaire)

⁵⁷⁸ P. CANADIEN, préc., note 540, par.5 : les délais sont de 3 mois pour l'évaluation initiale et de 6 mois pour les discussions menant à une entente entre les parties.

⁵⁷⁹ B.D.C.E.R.D.L.I. EXTRACTIVE, préc., note 507, p. 10,

⁵⁸⁰ Id., p. 12

⁵⁸¹ Id., p. 10

⁵⁸² OCDE Watch, *NCP: National Contact Point Canada, Communal landowners vs Excellon Resources*, en ligne : <http://oecdwatch.org/cases/Case_251> (consulté le 31 mars 2013)

l'OCDE relatifs aux droits de l'homme, à l'environnement et aux conditions de travail. Entre autres, il est reproché à l'entreprise d'avoir violé le contrat de location des terres en omettant de construire une usine de traitement des eaux usées⁵⁸³. Aujourd'hui, la demande d'examen devant le PCN du Canada et du Mexique en est toujours au stade de l'évaluation initiale⁵⁸⁴. Mais la suite des procédures nous dira si le mécanisme prévu par les *Principes directeurs* de l'OCDE, pourra réussir là où le mécanisme du Bureau du conseiller en RSE a échoué.

Conclusion Chapitre 1 :

En conclusion, on a pu voir que les personnes, dont les droits ont été bafoués par des sociétés minières canadiennes en dehors du Canada, ont déjà fait appel à l'expertise du Point de contact national et ce, à plusieurs reprises lors de la dernière décennie. Le fait que la plupart des cas de violation aux droits humains allégués devant le PCN canadien concernent des sociétés minières canadiennes évoluant à l'étranger, montre bien la réelle nécessité d'encadrement de ces dernières. Or, nous avons pu voir que le gouvernement, qui a mis en place deux mécanismes dépourvus de pouvoir de sanction et d'enquête, que sont le PCN et le Bureau du conseiller en RSE, ne semble pas enclin à l'idée d'adopter des mesures contraignantes à l'égard des sociétés minières canadiennes évoluant à l'étranger. Pourtant, il reste évident que la plupart des causes, présentées devant le PCN et le Bureau du conseiller en RSE, ne se soldent pas par une réparation adéquate pour les victimes. Comme nous l'avons vu, aucune des plaintes déposées devant le Bureau du conseiller en RSE n'a abouti à une entente entre les parties. De même, l'Organisation OCDE Watch, qui a publié une étude sur l'efficacité des PCN sur dix années, affirme que la plupart des plaintes déposées devant les PCN n'ont pas « abouti à une amélioration notable dans le comportement des entreprises en question, ou dans la situation qui a suscité la plainte. »⁵⁸⁵. Ce constat est d'autant plus affligeant lorsqu'on sait que le gouvernement canadien dépense, chaque année, des millions de dollars pour financer ces mécanismes. À titre d'exemple, un article de presse de la CBC, paru en février 2012, indiquait que le gouvernement aurait déjà dépensé en une année, 1,1 million de dollars pour l'établissement du Bureau du conseiller et des milliers de dollars pour des voyages, formation réunions, consultations et autres, auxquels d'ajoute le salaire

⁵⁸³ MiningWatch Canada, préc., note 561

⁵⁸⁴ OCDE Watch, préc., note 582

⁵⁸⁵ OECD Watch, préc. note 84, p.25

annuel de Marketa Evans 170 000 \$⁵⁸⁶. Lorsqu'on compare ces chiffres à l'efficacité du mécanisme, qui n'est pas arrivé une seule fois au bout de son mandat, on peut se demander si l'établissement de ces mécanismes ne représente pas au final un gaspillage des fonds publics. Se pose alors la question de savoir, si les victimes étrangères auraient plus de chances d'obtenir des dommages et intérêts en s'adressant directement aux instances judiciaires du Canada. C'est ce que nous allons vérifier dans le prochain chapitre.

⁵⁸⁶ GREG WESTON, «Federal mining agency can't find work», *CBC news Canada*, 20 février 2012, en ligne : < <http://www.cbc.ca/news/canada/story/2012/02/19/canadian-mining-mediation-agency-spending.html> > (site consulté le 10 août 2013)

**Chapitre 2 : Les recours devant la juridiction civile québécoise en cas
de violation des droits de l’homme à l’étranger par des sociétés
minières canadiennes**

Pour obtenir des réparations pécuniaires en cas d’atteinte à leurs droits fondamentaux par des sociétés minières canadiennes, les victimes étrangères devront alors s’adresser aux juridictions civiles⁵⁸⁷. Il est, d’ailleurs, largement reconnu par la doctrine internationale que les États d’origine devraient permettre à des victimes étrangères de déposer des actions devant leur juridiction dans le cas où des acteurs nationaux, notamment les entreprises, auraient commis des exactions à l’étranger⁵⁸⁸. À ce propos, le Représentant spécial John Ruggie recommande aux États de prendre :

« des mesures appropriées pour assurer l’efficacité des mécanismes judiciaires internes lorsqu’ils font face à des atteintes aux droits de l’homme commises par des entreprises, y compris en examinant les moyens de réduire les obstacles juridiques, pratiques et autres qui pourraient amener à refuser l’accès aux voies de recours »⁵⁸⁹.

Dans le cadre de notre étude, nous avons fait le choix de nous intéresser à la juridiction civile québécoise et d’analyser les possibilités offertes aux victimes étrangères qui voudraient obtenir réparation dans l’État d’origine des sociétés minières lorsqu’elles commettent des exactions à l’étranger. En principe, les victimes tenteront alors d’engager la responsabilité extracontractuelle des sociétés. Mais se pose alors, la question fondamentale de la compétence des tribunaux civils québécois, dès lors, qu’on se trouve dans des cas comportant des éléments d’extranéité. En cas de litige transnational, il est aujourd’hui reconnu que les juridictions nationales d’un État peuvent entendre ce type d’affaires du moment où l’une des parties au litige est liée à cette juridiction⁵⁹⁰. Cela inclut par exemple une société minière canadienne qui aurait son siège social au Québec,

⁵⁸⁷ S. JOSEPH, préc., note 6, p.13

⁵⁸⁸ Id., pp.11-12

⁵⁸⁹ Ruggie, «Principes directeurs», 2011, Principe 26

⁵⁹⁰ O. AMAO, préc., note 5, p.250

mais pas seulement. Il convient donc, dans un premier temps, d'analyser les règles relatives à la compétence internationale de la juridiction civile québécoise, de même que ses limites.

Ensuite, dans le cas où les tribunaux québécois seraient compétents, se pose alors la question de la détermination de la loi applicable au litige. En général, les atteintes aux droits de l'homme ont lieu dans des pays en développement où le droit positif n'est pas toujours très développé, si bien que des victimes auront tendance à préférer l'utilisation des lois québécoises. Cependant, la détermination de la loi applicable ne dépend pas forcément de l'endroit où l'action est intentée. Il convient donc dans un deuxième temps de vérifier quelles seront les lois utilisées, dans le cadre de notre étude, par les tribunaux québécois. Enfin, une autre difficulté, liée à la structure opérationnelle des sociétés minières canadiennes, peut être rencontrée par les victimes, qui voudraient obtenir réparation auprès des juridictions civiles, à savoir, le principe de la responsabilité limitée. Cet obstacle provient du fait qu'à l'heure de la mondialisation, les grandes sociétés minières sont devenues des multinationales composées de plusieurs entités distinctes juridiquement les unes des autres. Ainsi, en principe une société mère canadienne n'est pas directement responsable des agissements de ses filiales à l'étranger. Cependant, il existe des exceptions à ce principe de responsabilité limitée que nous allons analyser dans ce chapitre.

Section 1 : Les règles de la compétence internationale des tribunaux québécois en cas de violation des droits de l'homme à l'étranger par des sociétés minières canadiennes

Lorsque surviennent des litiges de nature « privée » comportant un élément d'extranéité, on peut parler de litige privé transnational. Dans ce cas, il peut paraître aisé de trouver le forum approprié qui pourra entendre la cause. Un litige de nature « privée » réfère à un litige civil intervenu entre deux ou plusieurs personnes physiques ou morales alors que l'extranéité se comprend comme étant une composante étrangère; Par exemple une situation où le lieu de survenance d'un dommage se trouve dans un autre pays que celui où a eu lieu la faute ou le fait dommageable⁵⁹¹. Pour engager la compétence d'une juridiction nationale, il faudra alors rattacher un élément du litige transnational à cette juridiction⁵⁹².

Rappelons que dans le cas de notre étude, le défendeur est une personne morale et plus précisément une société minière canadienne alors que le demandeur est un non-citoyen canadien qui peut être une personne physique ou une organisation en cas de recours collectif. De même, les litiges concernent des violations aux droits de l'homme intervenues à l'extérieur du Canada.

Puisqu'il n'existe pas de forum international adapté à ce genre de situation, il revient donc aux tribunaux nationaux d'entendre des litiges privés comportant des éléments d'extranéité. Néanmoins, il reste à l'entière discrétion des États de déterminer les conditions d'ouverture par lesquelles leurs tribunaux seront compétents⁵⁹³.

En prenant en compte l'extranéité de chaque cas, il convient de s'interroger sur les possibilités offertes à des victimes étrangères en ce qui concerne les conditions d'ouverture à la compétence internationale des tribunaux. Au Canada, ce sont les provinces qui ont la compétence de légiférer en matière de droit civil et politique et donc en matière de litige de nature « privée »⁵⁹⁴. Ainsi, nous n'allons pas étudier les possibilités offertes dans chaque province du Canada, mais nous nous concentrerons plutôt sur ce que le législateur québécois a prévu en matière de compétence internationale de ses tribunaux civils. De même, nous verrons quels sont les moyens que les

⁵⁹¹ SYLVETTE GUILLEMARD, *La compétence internationale des tribunaux québécois dans les causes civiles*, Conférence organisée par le Centre canadien pour la justice internationale: Multinationales et Droits de la Personne : l'Accès des Victimes au Système de Justice Québécois, Faculté de droit, Université de Montreal, 30 novembre 2012

⁵⁹² CHARLES BELLEAU, «La compétence internationale des tribunaux québécois», dans JURISCLASSEUR QUÉBEC.

COLL. «DROIT CIVIL», *Procédure civile 1*, LexisNexis Canada, Montréal, 2012, p.5/3

⁵⁹³ S. GUILLEMARD, préc., note 591

⁵⁹⁴ *Loi constitutionnelle de 1867*, 30 & 31 Victoria, c.31, art 92(13)

sociétés minières canadiennes peuvent utiliser pour rejeter la compétence internationale des tribunaux québécois.

A) Les règles invocables pour engager la compétence internationale des tribunaux québécois

Pour que les tribunaux québécois soient compétents à entendre une cause d'action, il faut déterminer des liens de rattachement réel et substantiel⁵⁹⁵. De manière générale, la juridiction québécoise est le for naturel lorsque le défendeur a son domicile au Québec. Néanmoins, d'autres éléments peuvent être considérés tels que la résidence, la localisation des biens, le lieu de naissance de la cause d'action ainsi que le lieu de signature du contrat⁵⁹⁶. Le législateur québécois s'est, d'ailleurs, servi de ces critères de rattachement pour déterminer la compétence internationale des tribunaux québécois. Dans des cas exceptionnels, il a même prévu des possibilités de recours et ce malgré l'absence de critère de rattachement à proprement parler.

1. La compétence générale prévue à l'article 3134 du Code civil du Québec

Quel que soit le type d'action, le *Code civil du Québec* (C.c.Q.) prévoit en tant que règle résiduelle que c'est le tribunal du domicile du défendeur qui est compétent⁵⁹⁷. On parle de « for naturel »⁵⁹⁸. Ainsi si aucune autre disposition particulière ne s'applique au cas en litige, alors on s'adressera au domicile du défendeur à condition que celui-ci en ait un au Québec. Mais encore faut-il comprendre la notion de domicile qui peut parfois soulever des difficultés.

La notion de domicile est composée de deux éléments : un factuel ou matériel et l'autre mental. Les articles 75 et 76 du *Code civil du Québec* définissent ce qu'est le domicile pour les personnes physiques⁵⁹⁹. C'est à la fois le fait de résider quelque part et la volonté de faire de ce lieu de résidence son principal établissement. Alors que pour les personnes morales, il faut se référer à

⁵⁹⁵ *Spar Aerospace Ltd. c. American Mobile Corp.*, [1998] R.J.Q. 2802 (C.S.)

⁵⁹⁶ C. BELLEAU, préc., note 592, p.5/1

⁵⁹⁷ *Code civil du Québec*, art. 3134 : «En l'absence de disposition particulière, les autorités du Québec sont compétentes lorsque le défendeur a son domicile au Québec».

⁵⁹⁸ C. BELLEAU, préc., note 592, p.5/1

⁵⁹⁹ *Code civil du Québec*, Art. 75: «Le domicile d'une personne, quant à l'exercice de ses droits civils, est au lieu de son principal établissement»; Art. 76 C.c.Q. : «Le changement de domicile s'opère par le fait d'établir sa résidence dans un autre lieu, avec l'intention d'en faire son principal établissement.

La preuve de l'intention résulte des déclarations de la personne et des circonstances.»

l'article 307 C.c.Q. qui indique que le domicile se trouve au lieu de son « siège »⁶⁰⁰ social c'est à dire là où la direction de l'entreprise prend les décisions⁶⁰¹ ou là où la société a été constituée⁶⁰². Tout comme la personne physique, la personne morale ne peut avoir qu'un seul domicile⁶⁰³. Plusieurs raisons sont venues établir la règle générale d'ouverture des procédures au lieu du domicile du défendeur. La première étant qu'en vertu des contraintes accompagnant une attaque en justice, on ne doit pas forcer un justiciable à se défendre loin de chez lui. Ensuite, pour des questions pratiques, on imagine que les biens du défendeur se trouvent près de son domicile et en cas d'exécution forcée d'un jugement cela sera plus facile au lieu où il aura été entendu⁶⁰⁴. Si les biens se trouvaient dans une autre juridiction, le demandeur victorieux devrait passer par l'étape supplémentaire de la reconnaissance du jugement dans cette autre juridiction ce qui est parfois ardu⁶⁰⁵.

2. La compétence particulière concernant des litiges transnationaux prévue à l'article 3148 du Code civil du Québec

En cas d'atteinte à l'étranger, aux droits civils des non-citoyens canadiens, par une personne morale canadienne, le législateur est venu prévoir des conditions particulières d'ouverture de la compétence des tribunaux québécois. En effet, la grande réforme du Code civil du Québec en 1994 s'est soldée, entre autres, par l'adoption du Titre X consacré au droit international privé. Dans celui-ci, il y est prévu les règles de compétence internationale des tribunaux civils québécois. Notre étude concerne surtout des demandes éventuelles de réparation pour préjudice subi; ce qui nous intéresse plus particulièrement ici, ce sont les recours personnels à caractère patrimonial. On les retrouve aux articles 3148 et s. du *Code civil du Québec*. Lorsque, dans une cause, on est en présence d'éléments d'extranéité, c'est à ces articles du *Code civil* qu'il faut se référer et non plus au *Code de procédure civile* qui ne vaut que pour des demandes purement internes⁶⁰⁶.

⁶⁰⁰ Article 307 C.c.Q. : La personne morale a son domicile au lieu et adresse de son siège

⁶⁰¹ *Compagnie minière IOC inc. c. Gestion DDG inc.*, 2009 QCCA 1070, [2009] J.Q. no 5289

⁶⁰² *Spar Aerospace Ltd. c. American Mobile Corp.*, [1998] R.J.Q. 2802 (C.S.), para. 21

⁶⁰³ S. GUILLEMARD, préc., note 591

⁶⁰⁴ C. BELLEAU, préc., note 592, p.5/3

⁶⁰⁵ S. GUILLEMARD, préc., note 591

⁶⁰⁶ C. BELLEAU, préc., note 592, p.5/5

À ce titre l'article 3148 du C.c.Q. prévoit :

« Dans les actions personnelles à caractère patrimonial, les autorités québécoises sont compétentes dans les cas suivants :

1° Le défendeur a son domicile ou sa résidence au Québec;

2° Le défendeur est une personne morale qui n'est pas domiciliée au Québec mais y a un établissement et la contestation est relative à son activité au Québec;

3° Une faute a été commise au Québec, un préjudice y a été subi, un fait dommageable s'y est produit ou l'une des obligations découlant d'un contrat devait y être exécutée;

4° Les parties, par convention, leur ont soumis les litiges nés ou à naître entre elles à l'occasion d'un rapport de droit déterminé;

5° Le défendeur a reconnu leur compétence.

Cependant, les autorités québécoises ne sont pas compétentes lorsque les parties ont choisi, par convention, de soumettre les litiges nés ou à naître entre elles, à propos d'un rapport juridique déterminé, à une autorité étrangère ou à un arbitre, à moins que le défendeur n'ait reconnu la compétence des autorités québécoises ».

Ainsi, cet article énonce plusieurs conditions d'ouverture pouvant nous aider dans le cas de violations aux droits humains commises par une société minière canadienne à l'étranger.

D'abord une demande de justice peut être engagée devant les juridictions québécoises si le défendeur a son domicile ou sa résidence au Québec. Cette disposition constitue donc un élargissement par rapport à l'article 3134 C.c.Q. en ce qu'il suffit que le défendeur ait une résidence au Québec. La résidence n'exige que la présence de l'élément factuel (matériel) contrairement au domicile où l'élément intentionnel peut être difficile à prouver. De même une personne peut avoir plusieurs résidences alors qu'il ne peut avoir qu'un seul domicile. Néanmoins en vertu du paragraphe 2 de l'article on comprend que cette disposition ne s'adresse qu'à un défendeur qui serait une personne physique et non pas une personne morale. Cela, malgré le fait que la jurisprudence ait fait le rapprochement entre la notion de « résidence » d'une personne physique et celle d'« établissement » d'une personne morale⁶⁰⁷.

En effet, le paragraphe 2 nous indique que la présence d'un établissement au Québec n'est pas suffisante pour engager la responsabilité d'une personne morale devant les juridictions civiles québécoises. Il faut en plus que la contestation soit relative à l'activité de la personne morale au Québec. Ces deux éléments sont cumulatifs⁶⁰⁸. Or, si la notion d'établissement est factuelle et ne

⁶⁰⁷ *Spar Aerospace Limited c. American Mobile Satellite Corporation*, préc., note 602

⁶⁰⁸ Voir notamment, *Perez c. Bank of Nova Scotia*, [2003] J.Q. no 16618 (C.S.) et *Interinvest (Bermuda) Ltd c. Herzog*, 2009 QCCA 1428.

pose pas de problème⁶⁰⁹, la deuxième condition mérite plus de précisions. Parle-t-on de l'activité au Québec de l'établissement situé au Québec, ou seulement de l'activité au Québec de la personne morale dans son ensemble? Y a-t-il interdépendance entre les deux critères? La réponse a été donnée dans l'affaire *Rosdev*, dans laquelle le juge de la Cour supérieure a séparé les deux conditions : l'activité au Québec doit être liée à la contestation et non pas directement à l'établissement⁶¹⁰. Cette position fut confirmée en 2009 par la Cour d'appel en ce qu'il suffit que l'activité en litige ait lieu au Québec et que le défendeur y ait un établissement⁶¹¹.

Malgré la séparation des deux critères, l'utilisation de cette disposition nous paraît difficile dans le cas de violations des droits de l'homme à l'étranger par une minière canadienne et ce, malgré la présence d'un établissement au Québec puisqu'il faut aussi que l'activité contestée soit relative à une activité au Québec. Nous en verrons d'ailleurs l'illustration plus loin lorsque nous analyserons l'affaire *Anvil mining*⁶¹².

Néanmoins, il convient de rappeler que si la personne morale a son domicile au Québec, c'est-à-dire son « siège », cet unique critère suffira à engager la compétence des tribunaux québécois. Cela supposerait dans notre étude que la société minière ait été constituée au Québec ou que son conseil d'administration s'y trouve⁶¹³.

Ensuite, au paragraphe 3 de l'article 3148 C.c.Q, il est prévu que les tribunaux seront compétents à entendre une cause, d'une part, si une faute a été commise au Québec, un préjudice y a été subi ou si un fait dommageable s'y est produit. On comprend donc qu'en matière extracontractuelle — ce qui est le plus souvent le cas lorsqu'on parle d'action suite à des violations aux droits de l'homme à l'étranger commises par des minières canadiennes — il suffit que l'un de ces éléments constitutifs de la responsabilité civile soit localisé au Québec⁶¹⁴. Les éléments constitutifs ne sont pas ici cumulatifs. De plus, il n'y a rien dans cette disposition qui s'oppose à ce que l'une des parties voir les deux soient des personnes morales.

Enfin, le paragraphe 5 prévoit que les juridictions québécoises seront compétentes du moment où le défendeur reconnaît sa compétence. Or, il paraît difficile d'imaginer qu'une société minière canadienne admette cette compétence au risque de voir sa responsabilité engagée. Au contraire,

⁶⁰⁹ L'établissement peut-être une simple succursale, voir à ce propos : *Spar Aerospace Ltd. c. American Mobile Corp.*, préc., note 602

⁶¹⁰ *Rosdev investments Inc. c. Allstate Insurance Company of Canada*, [1994] R.J.Q. 2966 (C.S.)

⁶¹¹ *Interinvest (Bermuda) Ltd. c. Herzog*, 2009 QCCQ 1428 (C.A.), para. 36

⁶¹² *Anvil Mining Ltd. c. Association canadienne contre l'impunité*, [2012] J.Q. 368 (C.A.)

⁶¹³ J. MATTE, préc., note 2, p.45

⁶¹⁴ S. GUILLEMARD, préc., note 591

elle aurait tendance à la rejeter et nous verrons plus loin les moyens disponibles pour le faire. Ainsi, d'après les dispositions que nous venons de voir, la compétence internationale des tribunaux québécois existe du moment où il y a un rapport entre l'une des composantes du litige et l'ordre juridictionnel québécois ou lorsque l'une des parties est liée, de façon plus ou moins étroite, à l'ordre juridictionnel. De même, la cause pourra être entendue devant les tribunaux québécois si le défendeur reconnaît leur compétence.

3. Le Forum de nécessité : une bouée de sauvetage dans des cas exceptionnels

Le législateur est venu prévoir une possibilité de recours devant les juridictions québécoises et ce, même en l'absence des critères de rattachement que nous avons vu précédemment. Bien entendu, cette possibilité est très limitée et ne peut être envisagée que dans des cas exceptionnels. L'article 3136 C.c.Q prévoit que si l'autorité québécoise n'est pas compétente pour connaître le litige, elle peut, si une action à l'étranger est impossible ou déraisonnable, entendre un litige s'il présente un lien suffisant avec le Québec⁶¹⁵.

On remarque donc que le *for de nécessité* comporte trois critères : l'absence de compétence de l'autorité québécoise, l'impossibilité d'action à l'étranger ou l'impossibilité d'exiger qu'elle y soit introduite et enfin l'existence d'un lien suffisant avec le Québec⁶¹⁶.

D'abord, l'absence de compétence de l'autorité québécoise sous-entend qu'aucun des critères de rattachement prévus aux articles 3134 et 3148 et s. C.c.Q. n'est rencontré.

Ensuite, lorsqu'on parle d'impossibilité d'action à l'étranger, il ne faut pas le comprendre comme l'inexistence totale de possibilité de recours devant d'autres juridictions, mais plutôt comme l'impossibilité de recours devant d'autres juridictions pour des raisons non liées à la compétence. On peut penser à des difficultés de saisine de l'autorité normalement compétente, par exemple, lorsque l'État hôte fait face à une crise interne grave ou si le défendeur bénéficie d'une immunité. Cela peut aussi découler de l'« existence d'un danger physique sérieux »⁶¹⁷ ou d'une catastrophe naturelle. L'impossibilité doit être quasi-absolue et l'évaluation se fait de façon objective⁶¹⁸.

⁶¹⁵ Art. 3136 C.c.Q. : Bien qu'une autorité québécoise ne soit pas compétente pour connaître d'un litige, elle peut, néanmoins, si une action à l'étranger se révèle impossible ou si on ne peut exiger qu'elle y soit introduite, entendre le litige si celui-ci présente un lien suffisant avec le Québec.

⁶¹⁶ JOHN P MCEVAY, «Forum of necessity in Quebec Private International Law : C.c.Q. Art. 3136», (2005) 35 *Revue générale de droit* 61, p.99

⁶¹⁷ *Lamborghini (Canada) Inc. c. Automobili Lamborghini S.P.A.*, [1997] R.J.Q. 58 (C.A.Q.), par. 44

⁶¹⁸ Id.

L'autre volet du deuxième critère est l'impossibilité d'exiger qu'une action soit introduite à l'étranger. Cela relève plus de la difficulté que de l'impossibilité et le tribunal devra cette fois apprécier subjectivement la situation pour conclure ou non à la possibilité de saisine de la juridiction étrangère⁶¹⁹. Il pourra par exemple vérifier les règles de procédure, prévues par l'autorité étrangère et vérifier si celles-ci sont conformes « aux règles fondamentales du droit ou de la procédure »⁶²⁰.

Enfin, le dernier critère est l'existence d'un « lien suffisant avec le Québec » et doit être appliqué de façon assez souple⁶²¹. Il n'a pas à être « réel et substantiel » à la différence d'autres critères de rattachement prévus au *Code civil du Québec*⁶²². Le lien suffisant dépend des circonstances de chaque cas. Pourrait suffire par exemple, le fait que le défendeur soit une personne physique de nationalité canadienne n'ayant ni domicile ni résidence au Québec ou encore que le défendeur, qu'il soit une personne physique ou morale ait des biens au Québec⁶²³.

En outre, le tribunal garde l'entière discrétion, pour entendre ou non un litige présenté sur la base du forum de nécessité⁶²⁴. Cependant, l'article 3136 C.c.Q « ne vise pas à permettre au tribunal québécois de s'approprier une compétence qu'il ne posséderait pas autrement »⁶²⁵. Les cas où on pourrait recourir à cette disposition sont exceptionnels puisqu'il faut qu'il n'y ait aucun critère de rattachement de compétence mais qu'il existe tout de même un lien suffisant. D'ailleurs, il faut savoir que depuis la codification de la doctrine du forum de nécessité en 1994, celle-ci a été plaidée une quarantaine de fois⁶²⁶ mais les tribunaux n'y ont fait droit que dans deux affaires⁶²⁷.

Le recours au *forum de nécessité* est en général utilisé en pratique en tant que moyen secondaire de sauvetage dans le cas où la compétence des tribunaux québécois serait au préalable rejetée faute de critères de rattachement prévus aux articles 3134 et 3148 C.c.Q. Nous en verrons l'illustration plus loin dans l'affaire *Anvil Mining*.

Une fois la compétence internationale des tribunaux québécois démontrée à l'aide des critères de rattachement que nous venons d'étudier, les sociétés minières canadiennes, qui voudraient

⁶¹⁹ S. GUILLEMARD, préc., note 591

⁶²⁰ *Lamborghini (Canada)* préc., note 617, para. 47

⁶²¹ J.P. MCEVAY, préc., note 616, p.100

⁶²² *Spar Aerospace Ltd.*, préc., note 602

⁶²³ GÉRALD GOLDSTEIN, «Droit international privé», dans JURISCLASSEUR QUÉBEC, Montréal, LexisNexis Canada, 2012 CaQMU, p. 8/11

⁶²⁴ J.P. MCEVAY, préc., note 616, p.61

⁶²⁵ *Lamborghini (Canada) Inc.* préc., note 617, para. 44

⁶²⁶ S. GUILLEMARD, préc., note 591

⁶²⁷ *H.H.N. c. O.X.N.*, [2002] J.Q. 10608 (C.S.); *Droit de la famille – 061066*, [2006] J. Q. 17119 (C.S.).

échapper à un procès au Québec, disposent de certains moyens préliminaires pour demander au tribunal québécois de rejeter la cause avant même d'en étudier le fonds. Nous allons maintenant les analyser.

B) Les moyens invocables pour rejeter la compétence internationale des tribunaux québécois

Lorsqu'une victime non canadienne prétend engager la responsabilité d'une société minière canadienne pour des faits survenus à l'étranger, elle pourrait se voir opposer plusieurs moyens de défense afin de rejeter la compétence internationale des tribunaux québécois. En effet, les minières canadiennes tenteront d'opposer des moyens préliminaires afin d'étouffer l'affaire le plus rapidement possible et s'épargner, par la même, une couverture médiatique défavorable. Nous nous intéresserons ici à trois d'entre eux, à savoir, la négation des critères de rattachement, la litispendance internationale et la doctrine du *Forum non conveniens*.

1. La négation des critères de rattachement

Le premier moyen pour rejeter la compétence des tribunaux québécois consiste à « prétendre que les faits allégués par le demandeur ne répondent pas aux critères juridictionnels prévus au *Code civil* »⁶²⁸. On parle de rejet factuel de la compétence internationale. Il suffit de prouver que le litige ne contient aucun des critères de rattachement prévus à l'article 3148 C.c.Q., c'est-à-dire que ni les parties, ni les éléments constitutifs de l'infraction, ne peuvent être rattachés à la juridiction québécoise. Si les critères de rattachement sont remplis alors le tribunal québécois est compétent et les sociétés minières se rabattront sur des moyens déclinatoires subsidiaires tels que la litispendance internationale et le *Forum non conveniens*.

2. La litispendance internationale

Le deuxième moyen déclinatoire qu'une société pourrait être tentée d'utiliser, est la litispendance internationale. Cela suppose d'abord que la juridiction québécoise soit

⁶²⁸ GENEVIEVE SAUMIER, «Les limites à la compétence internationale des tribunaux québécois», (1999) 12.2 *Revue québécoise de droit international* 1, p.3

compétente⁶²⁹ puis qu'une action, pour les mêmes faits engageant les mêmes parties et ayant le même objet⁶³⁰, ait déjà été déposée à l'étranger⁶³¹. Mais ce principe n'engendre pas les mêmes effets en droit international privé (*Code civil*) et en droit interne (*Code de procédure civile*). En effet, le *Code de procédure civile*⁶³² prévoit qu'une action peut être rejetée en cas de litispendance, alors que le *Code civil*⁶³³ permet seulement le sursis d'une décision et non son rejet⁶³⁴. Ainsi une société minière qui aurait commis des exactions à l'étranger ne pourrait pas demander au tribunal québécois de rejeter sa compétence du seul fait qu'une action similaire aurait été engagée devant une juridiction étrangère. La société pourrait seulement demander un sursis et encore faut-il que la procédure pendante à l'étranger « puisse donner lieu » à première vue « à une décision pouvant être reconnue au Québec »⁶³⁵. Ainsi, les possibilités sont plutôt limitées et les sociétés minières canadiennes préféreront utiliser un moyen déclinatoire plus efficace tel que le *Forum non conveniens* que nous allons maintenant étudier plus en détail.

3. La doctrine du Forum non conveniens

Enfin, le troisième et dernier moyen consiste à l'application du *forum non conveniens*. Cette doctrine est issue de la *Common law* et a été codifiée au *Code civil du Québec* en 1994, à l'article 3135⁶³⁶. Celui-ci prévoit que l'autorité québécoise peut décliner sa compétence si elle estime que les autorités d'un autre État sont mieux à même de trancher le litige⁶³⁷. On peut y voir en quelque sorte l'antonyme du *forum de nécessité* puisqu'ici la juridiction québécoise a compétence mais on considère qu'une autre juridiction nationale serait mieux à même d'entendre la cause. Le *forum non conveniens* peut être vu comme une dérogation générale à la compétence

⁶²⁹ G. GOLDSTEIN, préc., note 623, p.9/4: En vertu des critères de rattachement vu plus haut

⁶³⁰ Id., p.9/19

⁶³¹ Id., p.9/17

⁶³² *Code de procédure civile*, art. 165 : «Le défendeur peut opposer l'irrecevabilité de la demande et conclure à son rejet: (1) S'il y a litispendance ou chose jugée».

⁶³³ *Code civil du Québec*, art. 3137 : «L'autorité québécoise, à la demande d'une partie, peut, quand une action est introduite devant elle, surseoir à statuer si une autre action entre les mêmes parties, fondée sur les mêmes faits et ayant le même objet, est déjà pendante devant une autorité étrangère, pourvu qu'elle puisse donner lieu à une décision pouvant être reconnue au Québec, ou si une telle décision a déjà été rendue par une autorité étrangère».

⁶³⁴ DOBAH CARRÉ, «Chronique de jurisprudence québécoise portant sur le droit international privé(RQDI) », (2008) 21.2 *Revue québécoise de droit international* 267 , p.276

⁶³⁵ *Royal Trust Company v. Webster-Tweel*, 2008 QCCA 1643 (C.A.), para. 44

⁶³⁶ G. SAUMIER, préc., note 628, p.4

⁶³⁷ *Code civil du Québec*, art. 3135 : Bien qu'elle soit compétente pour connaître d'un litige, une autorité du Québec peut, exceptionnellement et à la demande d'une partie, décliner cette compétence si elle estime que les autorités d'un autre État sont mieux à même de trancher le litige.

internationale des tribunaux québécois⁶³⁸. Néanmoins, l'utilisation de cette doctrine doit rester exceptionnelle⁶³⁹ et c'est à une des parties de soulever l'article 3135 C.c.Q, le tribunal ne pouvant le faire d'office⁶⁴⁰.

De même, il appartient au requérant de démontrer par une preuve *prima facie* que les autorités d'un autre État seraient compétentes pour se saisir du litige⁶⁴¹. L'article 3135 C.c.Q ne donnant pas plus de détails sur les conditions donnant ouverture à l'application du Forum, la Cour suprême est venue établir dix critères à considérer lors de chaque requête :

- 1) le lieu de résidence des parties et des témoins ordinaires et experts;
- 2) la situation des éléments de preuve;
- 3) le lieu de formation et d'exécution du contrat;
- 4) l'existence d'une autre action intentée à l'étranger;
- 5) la situation des biens appartenant au défendeur;
- 6) la loi applicable au litige;
- 7) l'avantage dont jouit la demanderesse dans le for choisi;
- 8) l'intérêt de la justice;
- 9) l'intérêt des deux parties;
- 10) la nécessité éventuelle d'une procédure en exemplification à l'étranger⁶⁴².

Ainsi, en fonction de ces critères, si le tribunal québécois considère qu'il serait préférable de laisser, à une autre juridiction, le soin d'entendre le litige alors il pourra décliner sa compétence. Cependant, ces facteurs ne sont pas exhaustifs et aucun d'entre eux n'est en soi déterminant, les tribunaux gardent un pouvoir discrétionnaire pour déterminer, au cas par cas, si la défense du *forum non conveniens* doit être retenue⁶⁴³.

Malgré le caractère exceptionnel prévu par le législateur, cette doctrine a été de nombreuses fois soulevées depuis 1994 et il nous paraît impensable qu'une société minière canadienne qui aurait commis des exactions à l'étranger ne tente pas d'invoquer l'article 3135 C.c.Q. lors d'un litige porté devant les juridictions québécoises. À titre d'exemple, la Cour supérieure du Québec avait décliné sa compétence sur la base du *forum non conveniens* dans l'affaire tristement célèbre

⁶³⁸ GENEVIEVE SAUMIER, «Les objections à la compétence internationale des tribunaux québécois : nature et procédure», (1998) 58 *Revue du Barreau* 145, p.150

⁶³⁹ *Malden Mills Industries inc. c. Huntingdon Mills (Canada) Ltd.* EYB 1994-28736 (C.S.) 12 août 1994; *Spar Aerospace Ltd c. American Mobile Satellite* [2002] 4 R.C.S. 205

⁶⁴⁰ G. SAUMIER, préc., note 638, p.150

⁶⁴¹ *Bennaouar c. Machhour*, 2012 QCCA 469 (C.A.)

⁶⁴² *Spar Aerospace Ltd* préc., note 639; Les critères avaient été préalablement énoncés dans l'arrêt *Lexus Maritime inc. c. Oppenheim Forfait GmbH* [1998] A.Q. 2059 (C.A.)

⁶⁴³ P. MUCHLINSKI, préc., note 8, p.154 ; P.I. BLUMBERG, préc., note 1, p.299

Recherches Internationales Québec c. Cambior inc en 1998⁶⁴⁴. Une requête en autorisation d'exercer un recours collectif avait été déposée au Québec, contre la société minière canadienne Cambior Inc., à la suite d'un déversement de cyanure et de résidus contaminés au site de la mine guyanaise Omai. Cette mine était alors exploitée par une filiale de Cambior. Il était allégué que plus de 20 000 personnes avaient été touchées par les déversements notamment par la contamination de la principale rivière environnante. La requête fut accueillie, la Cour étant compétente en vertu de l'article 3148 C.c.Q. puisque la société avait son siège social au Québec. Cambior avait alors soulevé l'article 3135 C.c.Q. et avait plaidé que la Guyane était le forum naturel pour entendre l'affaire. Les motifs invoqués étaient qu'aussi bien les victimes, que les témoins et les éléments matériels de preuves se trouvaient en Guyane de même qu'une partie des actifs de Cambior. Aussi, il était allégué que les lois guyanaises étaient tout à fait à même de régler ce genre de litiges⁶⁴⁵. La Cour supérieure du Québec retint ces arguments et la requête en autorisation d'exercer un recours collectif fut ainsi rejetée. Or, la Cour suprême de la Guyane rejeta ensuite, par deux fois, des recours en dommages et intérêts suite à cette même affaire en 2002 et 2003 et ordonna aux plaignants de payer les frais de justice de Cambior⁶⁴⁶.

La codification de la doctrine du *forum non conveniens* a donc engendré une difficulté supplémentaire pour les victimes de violation aux droits humains perpétrés par des sociétés canadiennes à l'étranger. En effet, dans le cas où les juridictions québécoises seraient compétentes aux termes des critères de rattachement de l'article 3148 C.c.Q., les victimes pourraient se faire opposer l'article 3135 C.c.Q. et voir leurs espoirs anéantis. Dès lors, la solution serait peut-être de tenter systématiquement une action dans le pays où les violations ont eu lieu et ce, avant de s'adresser à la justice québécoise. Néanmoins, le fait de saisir d'abord les tribunaux du pays hôte ne garantit en rien le fait que l'article 3135 C.c.Q. ne sera pas soulevé par la suite. D'ailleurs, nous avons pu en voir l'illustration en 2009 dans l'affaire *Bil'in*⁶⁴⁷. La Cour supérieure du Québec avait alors retenu l'application du *forum non conveniens* à l'encontre d'une action engagée par des villageois palestiniens. Le recours visait les entreprises canadiennes, Green Park International Inc. et Green Mount International, au sujet de l'acquisition illégale de

⁶⁴⁴ *Recherches Internationales Québec c. Cambior inc.*, J.E. 98-1905, [1998] Q.J. 2544 (C.S.) [ci-après *Cambior* (CS)]

⁶⁴⁵ *Cambior* (CS)

⁶⁴⁶ Business and Human Rights Resource Center, *Cambior lawsuit*, en ligne : < <http://www.business-humanrights.org/Categories/Lawlawsuits/Lawsuitsregulatoryaction/LawsuitsSelectedcases/CambiorlawsuitreGuyana> > (site consulté le 3 avril 2013)

⁶⁴⁷ *Bil'In (Village Council) c. Green Park International Inc.*, 2009 QCCS 4151

terres en territoires palestiniens occupés. La Cour supérieure avait alors jugé que les tribunaux israéliens étaient mieux placés pour entendre ce genre d'affaires. Pourtant, une action similaire avait été rejetée en 2005 par la Cour suprême israélienne⁶⁴⁸. Cette dernière alléguait que ce genre d'affaires relevait de l'exécutif et non du judiciaire. Ainsi, les villageois n'ont pu obtenir justice ni dans le pays hôte de la violation, ni dans le pays d'origine des entreprises qui avait participé aux violations. Néanmoins, nous pouvons comprendre ici, la réticence de la Cour supérieure du Québec, en ce qu'elle ne voulait pas se prononcer indirectement sur l'opportunité de la politique israélienne concernant la colonisation des territoires palestiniens. Il n'empêche que cette affaire nous montre bien que la doctrine du *forum non conveniens* peut être utilisée même si les recours devant la juridiction du pays hôte sont épuisés. Cela, au risque d'avoir comme conséquence le renforcement de la culture d'impunité en cas de violation des droits de l'homme par des entreprises canadiennes à l'étranger, et notamment par des sociétés minières.

C) La compétence internationale des tribunaux québécois appliquée à l'affaire *Anvil Mining*.

L'affaire *Anvil Mining* constitue une parfaite illustration des difficultés rencontrées lorsqu'il s'agit d'utiliser les critères de rattachement, ci-haut mentionnés, dans le but de lier ou de rejeter la compétence internationale des tribunaux québécois. Cette cause portée devant la juridiction québécoise est d'ailleurs, la dernière en date en ce qui concerne des violations aux droits humains, perpétrées par des minières canadiennes à l'étranger. Ainsi, nous pensons qu'il est intéressant, pour notre mémoire, de lui consacrer une analyse complète.

La société Anvil Mining est une société minière canadienne constituée en vertu du *Business Corporations Act* des Territoires du Nord-Ouest en janvier 2004. Elle est cotée à la Bourse de Toronto ainsi qu'aux Bourses en Australie et en Allemagne⁶⁴⁹. Son siège social se situe en Australie malgré le fait que les actions soient détenues par seulement 5 % d'Australiens contre 50 % de Nord-Américains. La principale, voire, la seule activité de Anvil est l'exploitation d'une

⁶⁴⁸ Fédération Internationale de ligues des Droits de l'Homme (FIDH), *Entreprises et violations des droits de l'homme : Un guide pratique sur les recours existants à l'intention des victimes et des ONG - Section II Mécanismes judiciaires* mars 2012, en ligne : <http://www.fidh.org/IMG/pdf/guide_entreprises_fr-sectionii.pdf> (site consulté le 3 avril 2013), pp.212-213,

⁶⁴⁹ *Association canadienne contre l'impunité (ACCI) c. Anvil Mining Ltd.*, 2011 QCCS 1966, para. 7 [ci-après *Anvil mining* (CS)]

mine de cuivre et d'argent à Dikulushi au Congo⁶⁵⁰.

Les faits reprochés se rapportent au massacre de Kilwa où près d'une centaine de civils auraient trouvé la mort. Selon la mission de l'Organisation des Nations Unies en RDC (MONUC), des forces armées gouvernementales se seraient livrées, suite à une rébellion, à un véritable massacre, procédant à des exécutions sommaires et pillant les biens de la population⁶⁵¹.

Il est allégué qu'Anvil, dont la mine est située à 50 km de Kilwa, aurait apporté une aide logistique aux militaires des forces armées, en leur fournissant des camions, des vivres, du personnel (chauffeurs et agents de sécurité) et aurait mis à leur disposition un avion personnel pour transporter des militaires. Ainsi, la société minière se serait rendue complice de crimes de guerre et crimes contre l'humanité⁶⁵².

Suite à des essais infructueux de recours en RDC et en Australie, la cause s'est dirigée vers le Québec où l'Association canadienne contre l'impunité (ACCI) s'est constituée, en octobre 2010, afin d'intenter un recours collectif contre Anvil. La logique de l'ACCI repose sur l'idée que comme les capitaux et les profits générés par la mine Dikulushi transitent majoritairement par le Canada, il est justifié qu'une action visant à forcer Anvil à rendre des comptes relativement aux coûts réels et humains de l'exploitation de la mine soit introduite au Canada⁶⁵³.

La jurisprudence québécoise relative à l'affaire fait référence aux critères de rattachement de l'article 3148 (2) C.c.Q, au *forum de nécessité* et au *forum non conveniens*. Nous allons en analyser successivement les interprétations retenues relativement à l'espèce par la Cour supérieure et par la Cour d'appel du Québec.

1. L'interprétation de l'article 3148 (2) C.c.Q. et le doute soulevé par la Cour d'appel quant à la contemporanéité

Malgré que la société ait été incorporée au Canada, elle est néanmoins domiciliée en Australie (lieu de son siège social) et donc la compétence des tribunaux québécois ne peut se fonder sur le paragraphe 1 de l'article 3148 (action intentée au lieu du domicile du défendeur).

⁶⁵⁰ Id., para. 4

⁶⁵¹ *Anvil Mining Ltd. c. Association canadienne contre l'impunité*, [2012] J.Q. no 368 (C.A.), para. 25 [ci-après *Anvil mining* (CA)]

⁶⁵² Id., para. 85.

⁶⁵³ *Association canadienne contre l'impunité (ACCI) c. Anvil Mining Ltd.*, Requête pour autorisation d'exercer un recours collectif et pour être désignée représentante, 8 novembre 2010 (C.S.), para. 11

Cependant, la société minière canadienne détient un établissement à Montréal depuis 2005 où exerce M. LaVallière, vice-président aux affaires corporatives de Anvil à Montréal. Son rôle est d'entretenir les relations avec les investisseurs et les actionnaires de la société. C'est donc sur l'assise de la présence d'un établissement au Québec que l'ACCI a tenté d'aller chercher la compétence de la Cour supérieure.

Rappelons que le paragraphe 2 de l'article 3148 C.c.Q. prévoit que les tribunaux québécois seront compétents si le défendeur « est une personne morale qui n'est pas domiciliée au Québec mais y a un établissement et la contestation est relative à son activité au Québec ». De même, nous avons vu plus haut, que même si les deux éléments — établissement et activité — sont cumulatifs⁶⁵⁴, l'activité au Québec doit être liée à la contestation et non pas directement à l'établissement⁶⁵⁵.

Dans l'affaire *Anvil Mining*, les positions de la Cour supérieure et de la Cour d'appel divergent quant à l'intensité du lien qui doit exister entre les faits générateurs de responsabilité et les activités québécoises de la partie défenderesse ayant un établissement au Québec. Pour la Cour supérieure, le rôle de Robert LaVallière, « est nécessairement lié à l'exploitation de la mine de *Dikulushi* au Congo puisqu'il s'agit de la seule sinon de la principale activité de Anvil »⁶⁵⁶. Alors que pour la Cour d'appel, l'activité de l'établissement n'a « rien à voir ni de près ni de loin avec la « complicité » pour commettre des « crimes de guerre » ou « crimes contre l'humanité » à l'occasion de l'exploitation d'une mine »⁶⁵⁷. La Cour d'appel a alors rejeté sa compétence et jugé que la Cour supérieure avait commis une erreur de droit en omettant de relier la contestation à une quelconque activité d'Anvil au Québec⁶⁵⁸.

En outre, le fait qu'au moment des faits générateurs, l'établissement se trouvait à Toronto a soulevé des questions de contemporanéité des critères de l'article 3148(2) C.c.Q. Par le passé, les tribunaux québécois avaient déjà répondu en partie à cette incertitude dans l'arrêt *Rees* où il avait été déclaré que les éléments attributifs de compétence de l'article 3148(2) devaient nécessairement exister au moment où l'action est intentée⁶⁵⁹. Mais la question qui demeure est de savoir si ces éléments devaient également exister au moment des faits litigieux. C'est ce que semble affirmer implicitement la Cour d'appel en l'espèce puisque selon elle « l'absence totale

⁶⁵⁴ Voir notamment, *Perez c. Bank of Nova Scotia*, [2003] J.Q. no 16618 (C.S.) et *Interinvest (Bermuda) Ltd c. Herzog*, 2009 QCCA 1428 (C.A.)

⁶⁵⁵ *Interinvest (Bermuda) Ltd. c. Herzog*, 2009 QCCA 1428 (C.A.), para. 36

⁶⁵⁶ *Anvil mining (CS)*, para. 29

⁶⁵⁷ *Anvil mining (CA)*, para. 85

⁶⁵⁸ *Id.*, para. 91

⁶⁵⁹ *Rees c. Convergia*, 2005 QCCA 353, para. 48

d'établissement et d'activité au moment des faits générateurs est certes un élément important pour déterminer si la contestation est relative à son activité au Québec »⁶⁶⁰. Mais la Cour n'a pas jugé utile de véritablement trancher sur la question de contemporanéité puisque, de son avis, il n'était pas « nécessaire pour les fins des présentes d'affirmer, d'une façon absolue, que les deux conditions de l'article 3148(2) C.c.Q. doivent exister au moment des faits générateurs de responsabilité ou au moment de l'institution de l'action ou aux deux époques »⁶⁶¹. En effet, elle s'est arrêtée à son appréciation du type d'activité de Anvil à Montréal pour déterminer qu'il n'y avait pas de lien « réel et substantiel » avec les faits générateurs du litige⁶⁶². Cependant, dans sa conclusion on retrouve quand même une certaine notion de contemporanéité puisqu'elle affirme qu'il n'existe aucun lien « entre les prétendues fautes commises par les dirigeants d'Anvil en octobre 2004 et une activité au Québec qui aurait débuté en juin 2005 »⁶⁶³. Ne serait-ce pas alors une manière détournée de dire que, comme Anvil n'opérait pas depuis le Québec au moment des faits litigieux, la contestation ne pouvait pas, dès lors, être relative à son activité au Québec? Pour écarter sa compétence elle a, d'une part, apprécié l'activité de l'établissement québécois au moment du recours pour ensuite ajouter implicitement qu'il n'y avait pas de lien avec les événements de 2004 puisque l'établissement à Montréal n'existait pas à ce moment-là. Cette double interprétation peut paraître quelque peu nébuleuse et ouvrir une porte vers l'incertitude. Si on considère que les critères de l'article 3148(2) C.c.Q. doivent exister à la fois au moment du recours⁶⁶⁴ et au moment des faits générateurs, cela pourrait créer une forme d'insécurité juridique. Car, imaginons qu'entre le moment des faits générateurs et le dépôt d'un recours, une société torontoise délocalise son établissement et ses activités au Québec, cela suffirait alors à contrer la compétence des tribunaux québécois puisqu'au moment des faits générateurs il n'y aurait ni établissement ni activité. Cette interprétation viendrait alors renforcer la culture d'impunité des sociétés minières canadiennes.

⁶⁶⁰ *Anvil mining (CA)*, para. 79

⁶⁶¹ *Id.*, par. 78

⁶⁶² *Id.*, par. 93

⁶⁶³ *Id.*, par. 93

⁶⁶⁴ *Rees*, préc., note 658

2. Le rejet du forum non conveniens par la Cour supérieure dont l'application aurait constitué un déni de justice

Après s'être déclarée compétente sur la base de l'article 3148 (2) C.c.Q., la Cour supérieure s'est prononcée sur l'article 3135 C.c.Q., plaidé par Anvil. Tel que nous l'avons mentionné plus haut, cet article prévoit qu'exceptionnellement, l'autorité québécoise peut décliner sa compétence si elle estime que les autorités d'un autre État sont mieux à même de trancher le litige⁶⁶⁵. Il appartient alors au requérant de démontrer par une preuve *prima facie* que les autorités d'un autre État seraient plus en mesure de se saisir du litige⁶⁶⁶.

En l'espèce, avant de s'adresser aux tribunaux québécois, les victimes congolaises avaient déjà cherché compensation en RDC où s'était tenu un procès entaché par « l'interférence politique et un manque d'impartialité »⁶⁶⁷ et en Australie, où la plainte avait finalement été abandonnée faute de trouver des avocats prêts à défendre la cause⁶⁶⁸.

Selon la Cour, Anvil ne s'est pas déchargé de son fardeau de preuve en ce qu'elle n'a pas été « en mesure de désigner quel État, du Congo ou de l'Australie, serait le forum le plus approprié »⁶⁶⁹ et ce, à plus forte raison que ces États ont « tous les deux déjà été saisis d'une demande judiciaire relative aux incidents survenus à Kilwa en octobre 2004 »⁶⁷⁰.

Par la même, la Cour supérieure a rappelé le caractère exceptionnel⁶⁷¹ du *forum non conveniens* tout en mentionnant qu'il fallait être d'autant plus vigilant lorsque le demandeur pouvait être exposé à un déni de justice subséquent au rejet de son action en vertu de l'article 3135 C.c.Q.⁶⁷². La Cour conclut alors qu'« à ce stade-ci des procédures, tout indique que si le tribunal rejetait l'action sur la base de l'article 3135 C.c.Q., il n'existerait aucune autre possibilité

⁶⁶⁵ *Code civil du Québec*, article 3135 : Bien qu'elle soit compétente pour connaître d'un litige, une autorité du Québec peut, exceptionnellement et à la demande d'une partie, décliner cette compétence si elle estime que les autorités d'un autre État sont mieux à même de trancher le litige

⁶⁶⁶ *Bennaouar c. Machhour*, 2012 QCCA 469

⁶⁶⁷ Haut-Commissariat aux droits de l'homme, *Rapport du Projet Mapping concernant les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises entre mars 1993 et juin 2003 sur le territoire de la République démocratique du Congo*, août 2010, en ligne: <<http://www.ohchr.org/fr/countries/africaregion/pages/rdcprojetmapping.aspx>> (Consulté le 2 avril 2013), para. 292.

⁶⁶⁸ *Pierre c. Anvil Mining Management NL*, [2008] WASC 30.

⁶⁶⁹ *Anvil mining (CS)*, par. 32

⁶⁷⁰ *Id.*, par. 33

⁶⁷¹ *Id.*, par. 31

⁶⁷² *Spar Aerospace Ltd.*, Préc. note 639 par. 58

pour les victimes de se faire entendre par la justice civile »⁶⁷³.

Cette interprétation va dans le sens de nos conclusions précédentes lorsque nous avons suggéré que la juridiction québécoise aurait moins tendance à retenir l'argument du *forum non conveniens* du moment où les victimes se seraient d'abord adressées à d'autres forums.

Ainsi, en première instance le juge n'a pas retenu les prétentions de Anvil tant sur l'article 3148 que sur l'article 3135 C.c.Q. et a donc rejeté la requête en exception déclinatoire.

Pour ce qui est de la Cour d'appel, celle-ci n'a bien évidemment pas eu à se prononcer sur l'article 3135, puisqu'elle a retenu le moyen déclinatoire de Anvil relativement au rejet de compétence⁶⁷⁴. Mais elle a dû, néanmoins, se prononcer sur l'article 3136, plaidé par l'ACCI.

3. Le rejet du forum de nécessité par la Cour d'appel et le doute soulevé quant à l'interprétation du critère du « lien suffisant » avec le Québec

Après avoir vu le moyen déclinatoire de compétence retenue par la Cour d'appel, l'ACCI a alors tenté d'utiliser la « bouée de sauvetage » du *forum de nécessité*. Ce forum est codifié à l'article 3136 C.c.Q. et prévoit que si l'autorité québécoise n'est pas compétente pour connaître le litige, elle peut, si une action à l'étranger est impossible ou déraisonnable, entendre un litige s'il présente un lien suffisant avec le Québec⁶⁷⁵. Cette fois-ci le fardeau repose sur l'ACCI qui doit prouver l'impossibilité d'action à l'étranger et l'existence d'un lien suffisant avec le Québec⁶⁷⁶.

D'abord, pour ce qui est de l'impossibilité d'action à l'étranger, la Cour d'appel laisse sous-entendre que les victimes auraient pu en appeler de la décision des Cours martiales du Congo, devant la Cour suprême de ce même pays même si les décisions de 1^{ère} instance avaient été entachées de partialité⁶⁷⁷. Au-delà des procédures au Congo, pour lesquelles la Cour d'appel concède implicitement qu'il est possible que « les citoyens ne reçoivent pas devant les tribunaux un traitement juste et équitable selon les critères reconnus par la communauté internationale »⁶⁷⁸,

⁶⁷³ *Anvil mining* (CS), par. 39

⁶⁷⁴ *Anvil Mining* (C.A.), par. 95

⁶⁷⁵ Article 3136 C.c.Q. : Bien qu'une autorité québécoise ne soit pas compétente pour connaître d'un litige, elle peut, néanmoins, si une action à l'étranger se révèle impossible ou si on ne peut exiger qu'elle y soit introduite, entendre le litige si celui-ci présente un lien suffisant avec le Québec.

⁶⁷⁶ *Anvil Mining* (C.A.), par. 99

⁶⁷⁷ Id., par.100 : «Le professeur Raphaël Nyabirungu exprime l'avis que les victimes auraient pu saisir la cour suprême de justice de la RDC; l'ACCI ne présente pas de preuve à l'effet contraire; elle se contente de déposer des rapports d'organismes internationaux qui ont déploré le déroulement des procédures devant les cours martiales».

⁶⁷⁸ Id., par.101

il ne peut cependant en être de même en Australie. Même si l'ACCI avait apporté la preuve de l'impossibilité pour les victimes de se constituer un avocat, la Cour d'appel a choisi de ne pas retenir cet argument, car, selon elle, la preuve n'était pas suffisamment convaincante⁶⁷⁹. Ainsi, la Cour d'appel n'a pas retenu l'impossibilité d'action devant d'autres forums contrairement à la Cour supérieure qui s'était servie de cet argument pour rejeter l'application du *forum non conveniens*.

Ensuite, pour ce qui est du critère du « lien suffisant » avec le Québec, la Cour d'appel n'a pas jugé utile de se prononcer. Elle s'est contentée d'affirmer que l'ACCI n'avait pas établi « l'impossibilité d'avoir accès à un tribunal étranger et n'établit pas que le litige possède un lien suffisant avec le Québec »⁶⁸⁰. Sans autre explication, cela pourrait laisser « sous-entendre que même en présence d'une preuve d'impossibilité d'avoir accès à un tribunal étranger, le recours aurait été rejeté à cause de l'insuffisance du lien »⁶⁸¹. Or, la Cour d'appel ne se prononce à aucun moment sur la notion du « lien suffisant » qui, rappelons le, doit être appliquée de façon assez souple.⁶⁸² Ce lien n'a pas à être « réel et substantiel » à la différence des critères de rattachement prévus à l'article 3148 du *Code civil du Québec*⁶⁸³. En ne se prononçant pas sur les critères du « lien suffisant » la Cour d'appel a laissé planer un doute sur l'application de l'article 3136 C.c.Q. Ainsi, la question qu'on peut se poser est de savoir si on devrait interpréter la décision de manière à ce que l'existence d'un établissement au Québec ne constitue pas un lien suffisant. Pourtant, l'article 3148 par. 2 C.c.Q. prévoit que l'existence d'un établissement et le fait que la contestation soit relative à l'activité au Québec, sont des liens « réels et substantiels ». Sachant cela, pourquoi l'existence d'un établissement ne constituerait-elle pas un « lien suffisant »? La décision de la Cour d'appel, dont les explications peuvent être considérées comme laconiques⁶⁸⁴, laisse donc place à une certaine incertitude quant à l'application de l'article 3136 C.c.Q.

En conclusion, l'affaire *Anvil Mining*, portée devant la Cour supérieure et la Cour d'appel du

⁶⁷⁹ Id., par.102

⁶⁸⁰ Id., par.103

⁶⁸¹ NICHOLAS J KRNJEVIC, «Commentaire sur la décision *Anvil Mining Ltd. c. Association canadienne contre l'impunité – Quelle est l'intensité du lien qui doit exister entre les faits générateurs de responsabilité et les activités québécoises d'une partie défenderesse ayant un établissement au Québec afin d'établir la compétence du tribunal québécois à l'égard de cette dernière en vertu de l'article 3148, al. 1(2) ou 3136 C.c.Q., ou des deux ?*», (Janvier 2013) *Repères*, p.7

⁶⁸² J.P. MCEVAY, préc., note 616, p.100

⁶⁸³ *Spar Aerospace Ltd.* préc., note 602

⁶⁸⁴ N.J. KRNJEVIC, préc., note 681, p.7

Québec, nous illustre bien les difficultés rencontrées par des victimes de sociétés minières canadiennes lorsqu'elles veulent se tourner vers la juridiction du Québec. En l'espèce, la décision de la Cour d'appel a ajouté des précisions à l'interprétation de la compétence internationale des tribunaux québécois mais a également soulevé des incertitudes dont la Cour suprême n'a pas jugé bon de trancher⁶⁸⁵. Selon les nombreuses ONG qui soutenaient le dossier, cette affaire ne fait que renforcer la culture d'impunité des sociétés minières canadiennes évoluant à l'étranger⁶⁸⁶. En ne retenant pas l'argument du *forum de nécessité*, la Cour d'appel n'a pas pris pleinement en considération le fait que les victimes ne pourront très certainement jamais obtenir réparation et ce, pour plusieurs raisons. D'abord, à cause des coûts afférant à l'introduction d'un nouveau recours, il est fort à parier que les victimes démunies n'auront jamais les ressources nécessaires pour intenter une nouvelle action en justice. Ensuite, il faut savoir qu'en février 2012, soit des mois avant le rejet de la demande d'appel par la Cour suprême⁶⁸⁷, la société Anvil Mining a été rachetée par la société chinoise MMG Malachite qui est elle-même une filiale de la société MinMetals Ressources Limited basée à Hong Kong⁶⁸⁸. Ainsi, en cas de nouveau recours, cette acquisition risque de poser de nombreux problèmes relativement à la nouvelle conjoncture de société mère/filiale. En effet, comme nous allons le voir dans la prochaine section, l'engagement de la responsabilité civile d'une société mère et de ses filiales est limité par l'existence d'un voile corporatif qui est difficile à lever.

Section 2 : Les difficultés rencontrées pour engager la responsabilité extracontractuelle des sociétés minières canadiennes en cas de violation des droits de l'homme perpétrées à l'extérieur du Canada

Lorsqu'une société minière canadienne évoluant à l'étranger porte atteinte aux droits humains des populations locales, elle peut voir sa responsabilité engagée dans son pays d'origine mais les obstacles sont nombreux. Une fois les tribunaux québécois déclarés compétents, les difficultés continuent à plusieurs niveaux. D'abord, il convient de déterminer quelle sera la loi

⁶⁸⁵ *Association canadienne contre l'impunité c. Anvil Mining Limited*, no 34733 (R.C.S), 1er novembre 2012.

⁶⁸⁶ Voir par exemple : Amnistie Internationale, *La décision de la Cour dans l'affaire du massacre de Kilwa prive du droit à réparation les victimes d'atteintes aux droits humains imputables aux entreprises*, Déclaration publique, 1^{er} février 2012, en ligne : < <http://www.amnesty.org/en/library/info/AMR20/002/2012/fr> > (consulté le 15 avril 2013)

⁶⁸⁷ *Association canadienne contre l'impunité*, préc. note 685.

⁶⁸⁸ International Corporate Accountability Roundtable, *ICAR Anvil Mining Statement*, 9 mars 2012, en ligne : < <http://accountabilityroundtable.org/analysis/157/> > (consulté le 15 avril 2013)

applicable au fond de l'affaire. En effet, les litiges transnationaux sont assujettis au droit international privé qui contient les règles de conflit de lois afin de déterminer si c'est la loi du pays d'accueil ou celle du pays d'origine qui devra être appliquée⁶⁸⁹. On peut imaginer que des victimes qui viennent réclamer justice au Québec, le font suite à un déni de justice dans leur propre pays. Ainsi, il est probable que ces non canadiens se dirigent vers la juridiction québécoise afin de profiter des lois du pays certainement plus généreuses pour elle et plus contraignantes pour les sociétés minières que celles du pays d'accueil. À titre d'exemple, les normes de droits humains sur lesquelles notre étude se penche, sont intégrées au droit positif québécois, notamment, dans la Charte québécoise des droits et des libertés de la personne⁶⁹⁰. Mais nous verrons ici que la loi québécoise ne sera pas forcément celle applicable au litige.

Ensuite, d'autres difficultés s'érigent devant la structure opérationnelle des sociétés minières multinationales. En effet, depuis le début de la mondialisation, la forme des entreprises, telles que nous les connaissons, a évolué vers la fusion de plusieurs groupes d'entreprises qui ont néanmoins conservé une personnalité juridique distincte les uns des autres. Le principe de responsabilité limitée des actionnaires s'est alors transposé aux relations société mère/filiales créant ainsi des zones grises en matière de responsabilité entre les différents groupes d'une même société. En principe, la société mère canadienne n'est pas directement responsable des agissements de ses filiales à l'étranger⁶⁹¹. Cette indépendance juridique peut être un terrible obstacle pour les victimes de sociétés minières multinationales qui se verraient empêchées de poursuivre la société dans son pays d'origine relativement aux actes litigieux de sa filiale. Cependant, il existe heureusement des exceptions à ce principe de responsabilité limitée dont pourraient se prévaloir les victimes mais nous verrons que les possibilités restent assez limitées.

A) Les difficultés concernant la détermination de la loi applicable prévue par le droit international privé québécois

Nous avons vu précédemment la question du rattachement juridictionnel, il convient maintenant d'analyser les règles de rattachement normatif. En effet, en cas de violation des droits

⁶⁸⁹ GÉRALD GOLDSTEIN (dir.), *Droit international privé* vol.1, «Conflit de lois: dispositions générales et spécifiques (Art. 3076 à 3133 C.c.Q.)», coll. «Commentaires sur le Code civil du Québec (DCQ)», Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2011, p.651

⁶⁹⁰ *Charte des droits et libertés de la personne*, LRQ, c.C-12

⁶⁹¹ P.I. BLUMBERG, préc., note 1, p.301

de l'homme à l'étranger, les sociétés minières peuvent voir leur responsabilité extracontractuelle engagée devant la juridiction québécoise mais il subsiste la question de savoir quelles seront les règles normatives applicables. Sur la base de quelles lois pourra-t-on engager la responsabilité de ces sociétés minières? Utilisera-t-on les lois du pays d'origine de la société ou celles du pays où le préjudice a eu lieu? En pratique, la compétence juridictionnelle influence la détermination de la loi applicable⁶⁹². En effet, le tribunal compétent appliquera, au fond du litige, la loi déclarée applicable en vertu de son propre système de conflit de lois. Ainsi, il convient de se tourner vers le droit international privé québécois qui a prévu un certain nombre de règles en matière de conflit de lois. Nous allons donc analyser celles qui peuvent concerner notre étude.

1. Les règles générales de conflits de lois applicables aux personnes morales et à la responsabilité extracontractuelle

Le principe universel en matière de conflit de lois est le suivant : les tribunaux appliquent le droit national qui, au vu du problème en cause, a les liens les plus significatifs avec les faits et les parties⁶⁹³. On parle alors du principe de « proximité »⁶⁹⁴.

Gardant en tête ce principe, le *Code civil du Québec* est venu codifier les règles du droit international privé en matière de conflit de lois au Livre X, Titre II. Nous allons nous intéresser plus spécifiquement à celles qui touchent le statut personnel des personnes morales et à celles qui se rapportent à la responsabilité extracontractuelle de manière générale. La raison étant d'une part qu'aujourd'hui la plupart des entreprises minières canadiennes sont des sociétés par actions. Elles sont donc des personnes morales de droit privé qui détiennent une personnalité juridique propre⁶⁹⁵. D'autre part, nous avons mentionné à de nombreuses reprises que c'est sur la base de la responsabilité extracontractuelle des sociétés minières que des victimes intentent des recours.

Tout d'abord, on retrouve au *Code civil du Québec*, l'article 3083 al. 2 qui s'intéresse aux conflits de lois en cas de litige mettant en cause une personne morale :

« L'État et la capacité d'une personne morale sont régis par la loi de l'État en

⁶⁹² D. CARRÉ, préc., note 634, p.280

⁶⁹³ Commission Internationale de Juristes, *Complicité des entreprises et responsabilité juridique- vol.3 Recours civils*, Rapport du Comité d'experts juridiques sur le complicité des entreprises dans les crimes internationaux, 2008, en ligne :< <http://www.icjcanada.org/fr/document/default.htm>> (site consulté le 3 avril 2013)

⁶⁹⁴ G. GOLDSTEIN, préc., note 623, p1/1 : «le principe de proximité domine le rattachement tant normatif que juridictionnel».

⁶⁹⁵ *Code civil du Québec*, Article 309 : Les personnes morales sont distinctes de leurs membres. Leurs actes n'engagent qu'elles-mêmes, sauf les exceptions prévues par la loi.

vertu de laquelle elle est constituée, sous réserve, quant à son activité, de la loi du lieu où elle s'exerce ».

La disposition prévoit donc qu'une personne morale incorporée dans un État et qui exerce ses activités dans un autre sera régie par des lois différentes.

Premièrement, en ce qui concerne l'existence, la capacité et l'état de la personne morale on devra se référer à la loi de l'État en vertu de laquelle elle a été constituée. Deuxièmement, en ce qui concerne les activités de la personne morale, il faudra se référer aux lois de l'État où elles s'exercent. En conséquence, lorsque le moment sera venu de déterminer si la minière canadienne pourrait être tenue responsable de violation des droits de l'homme à l'étranger, il faudra vérifier si les lois du pays où les activités ont eu lieu prévoient ce type de responsabilité. Mais avant, on devra bien évidemment vérifier si la société est bien une personne morale au sens du droit québécois. Plus précisément, il faudra s'assurer qu'elle a bien respecté les conditions nécessaires à son incorporation et son enregistrement en tant que société par actions et vérifier, par la même, si elle détient la personnalité juridique⁶⁹⁶. En l'absence d'incorporation dans les règles, la société ne pourra pas être considérée comme une personne morale aux fins de l'article 3083 C.c.Q. mais on pourra, néanmoins, se référer aux dispositions concernant la responsabilité civile extracontractuelle que nous allons analyser maintenant⁶⁹⁷.

Traditionnellement, la règle générale en matière de responsabilité civile extracontractuelle est celle de la *lex loci delicti* qui signifie que le droit applicable est celui du pays où est survenu le délit. On retrouve d'ailleurs cette règle à l'article 3126 al. 1 du *Code civil du Québec* :

« L'obligation de réparer le préjudice causé à autrui est régie par la loi de l'État où le fait générateur du préjudice est survenu. Toutefois, si le préjudice est apparu dans un autre État, la loi de cet État s'applique si l'auteur devait prévoir que le préjudice s'y manifesterait ».

Cet article prévoit donc plusieurs possibilités. D'abord, la règle générale est qu'on devra appliquer la loi de l'État où la faute à l'origine du dommage est intervenue⁶⁹⁸. Cependant, cette règle est tempérée par le fait que si le fait générateur et le préjudice sont intervenus dans deux États différents, on devra se référer à la loi de l'État où le préjudice a été subi du moment où l'auteur du préjudice aurait dû prévoir que le préjudice s'y manifesterait. Dans le cas de notre

⁶⁹⁶ Pour cela, il faudra vérifier, par exemple, si les formalités qu'elle a suivies lors de son incorporation et son enregistrement sont conformes aux prescriptions de la *Loi sur les sociétés par actions*, L.R.Q., c. S-31.1

⁶⁹⁷ G. GOLDSTEIN (dir.), préc., note 689, p.101

⁶⁹⁸ *Spar Aerospace Ltd.* préc., note 602, para. 62

étude, le préjudice ne pose pas de problème puisqu'il intervient toujours dans le pays hôte. Cependant, pour ce qui est du fait générateur, cela peut dépendre. Les décisions à l'origine du préjudice peuvent avoir été prises par le conseil d'administration au lieu du siège social ou elles peuvent avoir été prises directement au lieu du préjudice. Si le fait générateur est intervenu dans le pays hôte alors on appliquera la loi de cet État. Mais si la faute est intervenue au Québec, on devra vérifier si la société aurait dû prévoir qu'un préjudice en découlerait à l'étranger, ce qui peut être difficile à prouver. Ainsi, dans la plupart des scénarios possibles, il semble qu'on devra appliquer le droit étranger aux fins d'engager la responsabilité civile extracontractuelle d'une société minière canadienne pour ses activités à l'étranger.

Finalement, tant les dispositions concernant la responsabilité extracontractuelle que celles concernant les personnes morales, prévoient que la loi applicable sera celle du pays où le préjudice est apparu. Cela vaut donc pour tout litige concernant des violations aux droits de l'homme perpétrées par des sociétés minières canadiennes à l'étranger. Cependant, la loi étrangère ne sera appliquée au litige qu'à la condition qu'une des parties invoque le conflit de lois et plaide en faveur de l'application de la loi étrangère. En effet, l'article 2809 C.c.Q. prévoit que si le droit étranger n'est pas plaidé, le tribunal appliquera le droit en vigueur au Québec⁶⁹⁹. Or, nous avons pu remarquer que, souvent, les violations aux droits humains se déroulent dans des pays en voie de développement où les problèmes de gouvernance sont récurrents, si bien que les lois relatives à la responsabilité extracontractuelle des personnes morales et aux droits de la personne sont moins élaborées qu'au Québec. Ainsi, dans le cas où les faits générateurs de responsabilité se seraient déroulés dans un tel pays, on imagine mal qu'une société minière canadienne ne plaide pas le droit étranger qui lui serait très certainement plus avantageux.

2. Le contournement des règles générales de conflit de lois : l'exception d'ordre public et la clause échappatoire

Nous venons de voir qu'en cas de violation des droits de l'homme par une société minière canadienne à l'étranger, le droit applicable sera le droit étranger mais à condition qu'il soit plaidé

⁶⁹⁹ *Code civil du Québec*, art. 2809 : «Le tribunal peut prendre connaissance d'office du droit des autres provinces ou territoires du Canada et du droit d'un État étranger, pourvu qu'il ait été allégué. Il peut aussi demander que la preuve en soit faite, laquelle peut l'être, entre autres, par le témoignage d'un expert ou par la production d'un certificat établi par un jurisconsulte.

Lorsque ce droit n'a pas été allégué ou que sa teneur n'a pas été établie, il applique le droit en vigueur au Québec».

par l'une des parties en litige. Or, dans de nombreux cas, le droit québécois risque d'être le plus avantageux pour les victimes puisque la plupart des violations interviennent dans des pays en voie de développement où parfois les droits de l'homme n'ont pas fait l'objet d'une réception dans le droit positif⁷⁰⁰. De même, il est possible que la loi du pays hôte ne prévoit pas la possibilité d'engager la responsabilité personnelle d'une personne morale.

Au-delà des normes générales vues plus haut, le droit international privé québécois est venu prévoir certaines exceptions qui pourront permettre à des victimes de demander d'appliquer le droit québécois au litige⁷⁰¹. Nous allons en voir deux possibilités; l'exception d'ordre public et la clause échappatoire.

Tout d'abord, l'exception d'ordre public est codifiée à l'article 3081 C.c.Q. et prévoit que :

« L'application des dispositions de la loi d'un État étranger est exclue lorsqu'elle conduit à un résultat manifestement incompatible avec l'ordre public tel qu'il est entendu dans les relations internationales ».

Cette exclusion est valable pour l'ensemble des règles du Livre X, Titre II sur les conflits de lois⁷⁰². Ainsi, même si les règles générales de conflit de lois prévoient l'utilisation de la loi étrangère au fond, celle-ci pourrait être écartée au profit de la loi québécoise dès lors que le résultat d'une telle application serait « manifestement inacceptable, au regard des conceptions fondamentales du Québec applicables aux relations internationales »⁷⁰³. Il faut donc que l'incompatibilité soit « manifeste », c'est à dire grave et évidente. De même, il faut faire attention à la notion « d'ordre public tel qu'il est entendu dans les relations internationales » qui n'est pas la même qu'en droit interne⁷⁰⁴. La notion ici fait référence aux droits fondamentaux de la personne reconnus internationalement et qui ont fait l'objet d'une réception en droit interne⁷⁰⁵. Par exemple, ce genre de droits fondamentaux se retrouve dans la *Charte québécoise des droits et libertés de la personne*, qui protège notamment le droit à la vie et à l'intégrité de la personne humaine⁷⁰⁶. En conséquence, on pourrait écarter l'application de certaines dispositions de la loi étrangère si ces dernières s'avéraient être manifestement incompatibles avec la Charte québécoise. En outre, l'exception ici ne vise pas à écarter l'ensemble de la loi mais seulement les

⁷⁰⁰ Ruggie, *cadre de référence*, 2008, para.3

⁷⁰¹ G. GOLDSTEIN, préc., note 623, p.5/4

⁷⁰² G. GOLDSTEIN (dir.), préc., note 689, p.53

⁷⁰³ Id., p.56

⁷⁰⁴ *General Motors Acceptance Co. C. Arnold* [1984] R.L. 513, EYB 1982-141026 (C.P.)

⁷⁰⁵ G. GOLDSTEIN (dir.), préc., note 689, p.56

⁷⁰⁶ *Charte des droits et libertés de la personne*, L.R.Q., c. C-12

dispositions incompatibles⁷⁰⁷. De la même manière, on ne doit pas écarter une loi sous prétexte que son mode d'adoption serait contraire aux valeurs démocratiques⁷⁰⁸. L'exception prévue à l'article 3081 C.c.Q. donne donc autorité au tribunal québécois pour analyser les effets pouvant résulter de l'application de la loi étrangère et d'écarter les dispositions incompatibles, si le résultat obtenu de leur application n'est pas conforme à « l'ordre public tel qu'il est entendu dans les relations internationales ».

Cela n'est pas sans rappeler la doctrine du *forum de nécessité* qui permet au juge québécois de se déclarer compétent, même en l'absence de critères de rattachement juridictionnel, notamment s'il considère que les règles étrangères de procédure ne sont pas conformes « aux règles fondamentales du droit ou de la procédure » du Québec⁷⁰⁹.

Ensuite, le législateur est venu prévoir une autre exception appelée « clause échappatoire » qui est également applicable à l'ensemble des règles du Livre X, Titre II. On y affirme implicitement le principe fondamental de « proximité » en permettant au tribunal de sélectionner un système juridique ayant un lien plus étroit avec le litige que celui désigné par les règles générales de conflit de lois⁷¹⁰. Cette clause est codifiée à l'article 3082 C.c.Q. :

« À titre exceptionnel, la loi désignée par le présent livre n'est pas applicable si, compte tenu de l'ensemble des circonstances, il est manifeste que la situation n'a qu'un lien éloigné avec cette loi et qu'elle se trouve en relation beaucoup plus étroite avec la loi d'un autre État. La présente disposition n'est pas applicable lorsque la loi est désignée dans un acte juridique ».

Contrairement à l'exception d'ordre public, la clause échappatoire ne s'intéresse pas au contenu de la loi mais uniquement au contexte entourant le litige⁷¹¹. De même, cette disposition peut autant servir à écarter la loi étrangère que la loi québécoise. Ainsi, l'article 3082 C.c.Q. peut permettre, exceptionnellement, d'écarter une loi désignée par les règles de conflit de lois et de statuer sur le litige sur la base de la loi ayant des liens plus étroits⁷¹². Dans le cadre de notre étude, nous avons déterminé que c'est la loi étrangère, qui devrait s'appliquer aux causes d'action déposées par des non canadiens et visant les activités à l'étranger de sociétés minières canadiennes. Néanmoins, les victimes pourraient évoquer la clause échappatoire pour écarter la

⁷⁰⁷ G. GOLDSTEIN, préc., note 623, p.5/16

⁷⁰⁸ G. GOLDSTEIN (dir.), préc., note 689, p.57

⁷⁰⁹ *Lamborghini (Canada) Inc. c. Automobili Lamborghini S.P.A.*, [1997] R.J.Q. 58 (C.A.Q.), para. 47.

⁷¹⁰ G. GOLDSTEIN (dir.), préc., note 689, p.68

⁷¹¹ *Id.*, p.67

⁷¹² G. GOLDSTEIN, préc., note 623, p.5/6

loi étrangère au profit de la loi québécoise si cette dernière était plus profitable à leur cause. Cependant, les possibilités sont très limitées de par le caractère exceptionnel de la mesure qui exige de faire la preuve d'un lien beaucoup plus étroit avec le Québec. Il faut d'abord, qu'il soit manifeste en examinant l'ensemble des circonstances, que la loi étrangère n'ait pas de lien étroit avec le litige alors que la loi québécoise en a un⁷¹³. Ensuite, on doit procéder à une analyse objective de tous les éléments de rattachement du litige transnational (domicile des parties, situation des biens en cause, lieu de la faute, lieu de survenance du préjudice etc.). Et enfin, on doit peser « tous les facteurs de manière soit purement quantitative, soit aussi qualitative, inspirée d'autres considérations de politique interne (comme la protection d'une partie faible), afin de désigner le système juridique matérialisant le «centre de gravité» de la situation »⁷¹⁴. Le juge a donc un large pouvoir discrétionnaire pour apprécier l'ensemble des circonstances et déterminer le lien le plus étroit. La clause échappatoire semble donc difficilement invocable dans le cas de notre étude car les critères sont très restrictifs mais il est, tout de même, important d'en énoncer l'existence. De plus, on ne peut s'empêcher, ici, de faire le parallèle avec la doctrine du *forum non conveniens* que nous avons étudié plus haut concernant la compétence juridictionnelle des tribunaux québécois. Il y a d'ailleurs correspondance entre les critères exigés par l'article 3135 C.c.Q. et l'article 3082 C.c.Q.⁷¹⁵. Sauf que la clause échappatoire paraît être plus utile ici pour les victimes des minières alors que le *forum non conveniens* est un moyen de défense généralement invoqué par les sociétés minières qui veulent échapper à un procès au Québec.

Finalement, on peut faire un certain parallèle entre les règles de rattachements juridictionnels et normatifs dans le sens où la clause échappatoire rappelle la doctrine du *forum non conveniens* tandis que l'exception d'ordre public présente des similitudes avec le *forum de nécessité*. Dans le cas de notre étude, les deux exceptions peuvent s'avérer utiles aux victimes qui voudraient bénéficier des lois québécoises si ces dernières s'avéraient plus favorables à l'engagement de la responsabilité civile extracontractuelle des sociétés minières canadiennes pour leurs activités à l'étranger. Cependant, les possibilités restent très limitées et c'est certainement la loi étrangère qui viendra s'appliquer au litige. Mais les victimes de minières canadiennes opérant à l'étranger ne sont pas encore arrivées au bout de leur peine puisqu'il existe un autre obstacle majeur à

⁷¹³ Id., p.5/18

⁷¹⁴ G. GOLDSTEIN (dir.), préc., note 689, p.69

⁷¹⁵ Id., p.68

l'engagement de la responsabilité de ces sociétés. En effet, si ces dernières opèrent à l'étranger par le biais de filiales, alors les victimes se verront opposer le principe du voile corporatif dont nous allons maintenant en étudier la teneur.

B) Les difficultés liées à la structure opérationnelle des sociétés minières multinationales

La mondialisation a largement transformé le visage corporatif des sociétés dans le monde. Beaucoup d'entreprises se sont implantées dans plusieurs pays et se sont transformées en multinationales. Comme tout phénomène international nouveau, cela a entraîné des difficultés juridiques notamment en ce qui concerne le partage de responsabilité entre chacun des membres du groupe d'entreprises. En effet, nous allons voir que chacune des entités des multinationales est juridiquement indépendante les unes des autres. C'est ce qu'on appelle le principe de responsabilité limitée. Celui-ci a pour conséquence l'irresponsabilité d'une société mère à l'égard des actes de ses filiales implantées à l'étranger. Ce postulat pourrait donc poser problème dans le cas de notre étude puisque cela empêcherait les victimes des filiales de sociétés minières canadiennes de déposer des actions au Québec, directement contre la société mère. Fort heureusement, il existe un moyen de contourner cette responsabilité limitée grâce au mécanisme du soulèvement du voile corporatif. Néanmoins, nous allons voir que cette possibilité reste très limitée au Québec de par les flous juridiques qui l'entoure.

1. La responsabilité limitée de la société mère vis-à-vis des activités de ses filiales à l'étranger

Il convient d'abord de déterminer ce qu'on entend exactement par multinationale ou société transnationale⁷¹⁶. S'il n'existe pas de définition juridique universelle, on peut néanmoins s'en faire une bonne idée en confrontant plusieurs écrits émanant d'auteurs de doctrine ou de l'ONU. Par exemple, l'expression *société transnationale* désigne, selon les Nations Unies :

« Une entité économique opérant dans plus d'un pays ou un ensemble d'entités économiques opérant dans plus d'un pays — quelle que soit leur forme juridique, que ce soit dans le pays du siège ou le pays d'activité et

⁷¹⁶ Les deux termes désignent ici la même chose

que les entités en question soient considérées individuellement ou collectivement »⁷¹⁷.

Certains auteurs vont plus loin dans leur définition en prenant en considération la particularité économique mais surtout juridique de ces groupes :

« Aggregate of corporate entities, each having its own juridical identity and national origin, but each in some way interconnected by a system of centralized management and control, normally, exercised from the seat of primary ownership »⁷¹⁸.

Ou encore en expliquant l'origine structurelle de ces types de sociétés qui sont souvent le résultat de fusions, ou d'absorption par fusion, de deux ou plusieurs entreprises permettant de créer :

« Un ensemble de sociétés juridiquement distinctes, se rattachant à plusieurs pays, qui forment une entreprise économiquement unique ou à tout le moins fortement coordonnée, exerçant une activité internationale sous la direction d'une société mère »⁷¹⁹.

Ainsi, il ressort de ces définitions une désignation assez large de ce que peuvent être les multinationales. On peut néanmoins retenir trois éléments. D'abord, les entités du groupe, sous quelques formes qu'elles soient, doivent être établies dans plusieurs pays. Ensuite, ces entités doivent être considérées comme économiquement indissociables. Et enfin les membres du groupe doivent être juridiquement distincts les uns des autres.

C'est d'ailleurs à partir de cette indépendance juridique qu'a été consacré le principe de responsabilité limitée des sociétés transnationales. Traditionnellement, la responsabilité limitée s'appliquait uniquement aux actionnaires c'est-à-dire qu'ils ne pouvaient être tenus responsables des actes de la société dans laquelle ils détenaient des actions. Avec l'internationalisation des activités corporatives, on a alors étendu ce principe de responsabilité limitée aux sociétés transnationales. Ainsi une société mère ne peut être tenue responsable des actes de ses filiales implantées dans différents pays⁷²⁰.

Mais cette transposition a souvent été décriée par la doctrine. Pour beaucoup, cette séparation légale de responsabilité n'est pas judicieuse puisqu'elle cultive une négligence affichée des sociétés quant aux coûts humains que peuvent entraîner les activités de leurs filiales à

⁷¹⁷ ONU, *Projet de Normes*, 2003, para. 20

⁷¹⁸ O. AMAO, préc., note 5, p.7

⁷¹⁹ G. GOLDSTEIN, préc., note 623, p.13/11

⁷²⁰ P.I. BLUMBERG, préc., note 1, p.301

l'étranger⁷²¹. Pour d'autres, le principe de responsabilité limitée est tout simplement irréaliste puisque :

« In the case of corporate groups, which are often viewed economically and politically as a single 'firm', but are viewed in law as unconnected entities »⁷²².

Ainsi, le problème réside principalement en ce que le droit applicable ne reflète pas la réalité des entreprises.

Nous avons mentionné à plusieurs reprises les raisons qui pourraient pousser des victimes, de minières canadiennes évoluant à l'étranger, à s'adresser aux tribunaux québécois plutôt qu'aux tribunaux de l'État où est survenu le dommage. L'idée centrale ici est la localisation des actifs de la société⁷²³. En effet, dans la plupart des cas les actifs propres de la filiale sont très inférieurs à ceux de la société mère et c'est donc vers elle qu'on va vouloir se tourner pour obtenir une plus grande réparation⁷²⁴. Or, malgré le principe de responsabilité limitée, nous allons voir que la jurisprudence a développé des outils afin de le contourner notamment au travers du mécanisme du soulèvement du voile corporatif.

2. Le soulèvement du voile corporatif afin d'engager la responsabilité de la société mère

Précédemment, nous avons vu qu'il existe une ambivalence vis-à-vis de la loi applicable à un litige concernant une société minière canadienne évoluant à l'étranger. En effet, les règles de droit international privé prévoient qu'en ce qui concerne les « activités » de la société on doit se référer à la loi étrangère, alors qu'on doit plutôt se reporter à la loi québécoise en ce qui concerne « l'état et la capacité » de la société⁷²⁵. L'« état et la capacité » comprend les règles de responsabilité des membres de la société ou du groupe de sociétés qui sont établies dans les statuts constitutifs de l'entreprise⁷²⁶. Ainsi, c'est aux dispositions du droit québécois qu'il convient de se rapporter en ce qui concerne le partage de responsabilité des différents membres

⁷²¹ STÉPHANE ROUSSEAU et NADIA SMAILI, «La «levée du voile corporatif» en vertu du code civil du Québec: des perspectives théoriques et empiriques à la lumière des dix années de jurisprudence», (2006) 47 *Les Cahiers du droit* 815, p.818

⁷²² S. JOSEPH, préc., note 6, p.131

⁷²³ *Id.* p.129

⁷²⁴ FIDH, préc., note 648, p.247

⁷²⁵ *Code civil du Québec*, art. 3083 al.2: L'état et la capacité d'une personne morale sont régis par la loi de l'État en vertu de laquelle elle est constituée, sous réserve, quant à son activité, de la loi du lieu où elle s'exerce

⁷²⁶ G. GOLDSTEIN, préc., note 1, p.13/12

d'une même entreprise ou d'un groupe d'entreprises.

On retrouve d'ailleurs le principe de responsabilité limitée dans le *Code civil du Québec* à l'article 309⁷²⁷. Bien que cette disposition vise traditionnellement les actionnaires, on peut tout de même la transposer à la relation société mère/filiale. Le *Code* prévoit, cependant, des exceptions à ce principe telles que la possibilité de soulèvement du voile corporatif qu'on retrouve à l'article 317⁷²⁸. La conséquence du soulèvement est l'inopposabilité de la personne morale, c'est-à-dire que le mécanisme permet « d'établir des liens de droits avec les membres de la société qui ne bénéficient plus de la protection de l'article 309 C.c.Q »⁷²⁹. Ainsi, les biens de l'ensemble du groupe deviennent le gage commun des créanciers⁷³⁰. L'article 317 ne crée pas une nouvelle forme de responsabilité civile, il permet seulement de traduire en justice une société mère pour les actes de sa filiale. On devra ensuite appliquer à la cause le régime général de responsabilité civile⁷³¹. Le soulèvement du voile corporatif n'est que la 1^{ère} étape à laquelle doit s'ajouter la preuve de la responsabilité extracontractuelle. Dans le cas de notre étude on se servira de l'article 317 pour lever le voile corporatif puis on appliquera la loi du pays étranger relativement à la responsabilité extracontractuelle.

Le mécanisme du soulèvement du voile corporatif a été codifié en 1994 mais était déjà depuis bien longtemps utilisé par la justice pour pallier au silence de la loi québécoise. En effet, la doctrine du soulèvement du voile corporatif tire ses origines de la *common law* et les tribunaux l'utilisaient dans quatre types de situation : en cas « de fraude, de violation des obligations contractuelles, de contravention à l'ordre public et en cas d'existence d'une relation de compagnie mère à filiale »⁷³².

Pour ce qui est de l'application du mécanisme de *common law*⁷³³ à la relation société mère/filiale, la jurisprudence québécoise s'est exprimée à plusieurs reprises pour élaborer des critères permettant de justifier la levée du voile corporatif et donc l'inopposabilité du principe de

⁷²⁷ *Code civil du Québec*, art. 309 : Les personnes morales sont distinctes de leurs membres. Leurs actes n'engagent qu'elles-mêmes, sauf les exceptions prévues par la loi.

⁷²⁸ *Code civil du Québec*, art. 317 : La personnalité juridique d'une personne morale ne peut être invoquée à l'encontre d'une personne de bonne foi, dès lors qu'on invoque cette personnalité pour masquer la fraude, l'abus de droit ou une contravention à une règle intéressant l'ordre public.

⁷²⁹ RAYMONDE CRÊTE et STÉPHANE ROUSSEAU, *Droit des sociétés par actions*, 3e éd., Montréal, Éditions Thémis, 2011, p.113

⁷³⁰ S. ROUSSEAU et N. SMAILLI, préc., note 721, p.828

⁷³¹ R. CRÊTE et S. ROUSSEAU, préc., note 729, p.113

⁷³² S. ROUSSEAU et N. SMAILLI, préc., note, 721 p.819

⁷³³ Et donc avant la codification en 1994

responsabilité limitée. On retrouve, par exemple, ces critères dans l'arrêt de la Cour suprême *Buanderie Centrale de Montréal*⁷³⁴. L'idée générale est de prouver que la société mère est l'*alter ego* de la filiale c'est-à-dire qu'elle en reste l'« âme dirigeante »⁷³⁵. Il faut alors démontrer à l'aide des critères jurisprudentiels suivants que la filiale n'est pas une personne juridique distincte de la société mère de par les liens étroits qui les unissent. On doit alors se poser les questions suivantes :

- (1) Les bénéfices étaient-ils considérés comme les bénéfices de la compagnie [mère]?
- (2) [L]es personnes qui dirigeaient l'entreprise étaient-elles nommées par la compagnie mère?
- (3) [L]a compagnie [mère] était-elle le cerveau dirigeant de l'initiative commerciale?
- (4) [L]a compagnie [mère] dirigeait-elle l'initiative, décidait-elle de ce qui devait être fait et du capital à consacrer à l'initiative?
- (5) [L]a compagnie [mère] réalisait-elle les bénéfices grâce à sa compétence et à ses directives?
- (6) [L]a compagnie [mère] exerçait-elle une direction effective et continue?⁷³⁶

Par conséquent, le facteur à prendre en considération est avant tout celui du « contrôle » de la société mère sur les activités de sa filiale⁷³⁷. La société mère sera considérée comme l'*alter ego* de la filiale « lorsqu'on retrouve[ra] entre celles-ci une relation si intime que ce qui, en apparence, relève des affaires de l'une appartient, en réalité, aux activités de l'autre »⁷³⁸. Cependant, lors de la codification de la doctrine du soulèvement du voile corporatif, en 1994, le législateur a reconnu son utilisation dans seulement 3 situations : en cas de fraude, d'abus de droit ou d'une contravention à une règle intéressant l'ordre public⁷³⁹. Ainsi, la possibilité de soulèvement dans le cas d'une relation société mère/filiale n'a pas été prévue explicitement à l'art 317 C.c.Q. S'est alors posée la question de savoir si cet article s'appliquait à ce genre de

⁷³⁴ *Buanderie Centrale de Montréal v. Ville de Montréal*, [1994] 3 R.C.S. 29

⁷³⁵ S. ROUSSEAU et N. SMAILL, préc., note 721, p.830

⁷³⁶ *Buanderie Centrale de Montréal*, préc., note 734, para.32

⁷³⁷ FIDH, préc., note 648, p.247

⁷³⁸ *Buanderie Centrale de Montréal*, préc., note 734, para. 34

⁷³⁹ *Code civil du Québec*, art. 317 : La personnalité juridique d'une personne morale ne peut être invoquée à l'encontre d'une personne de bonne foi, dès lors qu'on invoque cette personnalité pour masquer la fraude, l'abus de droit ou une contravention à une règle intéressant l'ordre public.

situation. Or, les positions des auteurs de doctrine diffèrent encore aujourd'hui sur le sujet⁷⁴⁰.

Par exemple, selon Paul Martel, l'article 317 C.c.Q. ne doit être utilisé que pour engager la responsabilité des actionnaires. On doit alors appliquer uniquement la doctrine de l'*alter ego* pour aller chercher la responsabilité de la société mère⁷⁴¹.

Au contraire, Stéphane Rousseau préfère une interprétation libérale⁷⁴² de l'article 317 en affirmant que l'énoncé inclut implicitement la possibilité du soulèvement du voile corporatif en cas de relation société mère/filiale⁷⁴³. Mais alors, en plus des trois critères que sont la fraude, l'abus de droit ou la contravention à l'ordre public, le soulèvement pourra s'opérer, si et seulement si, la société mère est l'*alter ego* de sa filiale, c'est-à-dire « l'âme dirigeante »⁷⁴⁴. C'est ce qu'on entend par « manipulation de la personne morale » à l'article 317. Il faut démontrer qu'on est en situation de fiction juridique où l'autonomie de la filiale n'est pas respectée⁷⁴⁵. La filiale n'est que l'intermédiaire de la société mère dans la commission d'une fraude, d'un abus de droit ou d'une atteinte à l'ordre public⁷⁴⁶. Dans ce cas de figure, un demandeur qui voudra lever le voile corporatif devra d'abord prouver la situation *d'alter ego*, puis devra démontrer l'implication de la société mère dans le comportement fautif de sa filiale. Finalement, la société *alter ego* doit servir à « masquer une fraude, un abus de droit, une contravention à une règle d'ordre public ou une volonté de se soustraire à des obligations contractuelles ou légales »⁷⁴⁷.

Ainsi, les désaccords existants entre les auteurs de doctrine montrent bien les difficultés que pose l'interprétation de l'article 317 C.c.Q. La jurisprudence n'a pas réellement tranché sur le sujet et les tribunaux utilisent de façon aléatoire les règles de la *common law* relatives à l'*alter ego* et les dispositions du *Code civil* relatives au soulèvement du voile corporatif en cas de fraude ou d'atteinte à l'ordre public. Par exemple, dans une décision récente, la Cour du Québec a soulevé le voile

⁷⁴⁰ R. CRÊTE et S. ROUSSEAU, préc., note, 729 p.135 : les auteurs font référence à plusieurs articles de doctrine qui se contredisent tels que : PAUL MARTEL, «Le «voile corporatif» - l'attitude des tribunaux face à l'article du Code civil du Québec», (1998) 58 *Revue du Barreau* 95 ; JEAN TURGEON, «Le Code civil du Québec, les personnes morales, l'article 317 C.c.Q. et la levée de l'immunité des administrateurs, des dirigeants et des actionnaires», (2005) 65 *Revue du Barreau* 115 ; SUZANNE COTE et JULIE GIRARD, «La percée du voile corporatif : qu'en est-il 10 ans plus tard ?», dans *Développements récents sur les abus de droit* (2005), Service de la formation permanente, Barreau du Québec, EYB2005DEV1073

⁷⁴¹ MAURICE MARTEL et PAUL MARTEL, *La compagnie au Québec*, Éd. spéciale, Montréal, Wilson & Lafleur Martel Itée, 2010, p.1-90

⁷⁴² R. CRÊTE et S. ROUSSEAU, préc., note 729, pp.146-147

⁷⁴³ *Id.*, p.148

⁷⁴⁴ S. ROUSSEAU et N. SMAILI, préc., note 721, p.830

⁷⁴⁵ R. CRÊTE et S. ROUSSEAU, préc., note 729, p.116

⁷⁴⁶ *Id.*, p.117

⁷⁴⁷ G. GOLDSTEIN, préc., note 623, p13/20

corporatif sous prétexte que la situation même d'*alter ego* contrevenait à l'ordre public⁷⁴⁸. Selon elle, les liens étroits entre les deux entreprises étaient « *de nature à faire croire aux tiers que les affaires de l'une [faisaient] parties intégrantes des affaires de l'autre* »⁷⁴⁹ et que cela était constitutif d'une atteinte à l'ordre public au sens de l'article 317 C.c.Q.

Par conséquent, l'absence d'harmonisation jurisprudentielle dans l'utilisation du principe du soulèvement du voile corporatif peut créer de l'insécurité juridique :

« La jurisprudence qui s'est développée au Québec dans le sillage des solutions de *common law* est demeurée dépourvue de lignes directrices claires quant aux circonstances donnant ouverture au soulèvement du voile corporatif »⁷⁵⁰.

Et cela se ressent d'autant plus lorsqu'on s'intéresse de plus près aux décisions des tribunaux québécois des dernières années. En effet, deux auteurs ont remarqué que d'une manière générale, les tribunaux « font preuve de déférence à l'égard du principe de la responsabilité limitée et considèrent la levée du voile corporatif comme une sanction d'exception »⁷⁵¹. De même, le taux général de soulèvement est inférieur à celui des autres juridictions de *common law*⁷⁵². D'ailleurs, il convient de noter ici, que dans les autres provinces du Canada, le soulèvement du voile corporatif a lieu du moment où la société mère peut être considérée comme l'*alter ego* de la filiale⁷⁵³. Cela dépend donc uniquement du « degré de contrôle » exercé sur la filiale et le juge a un pouvoir discrétionnaire pour l'apprécier⁷⁵⁴.

En conclusion, si on applique ce que nous venons de voir à notre étude, on voit bien qu'il est difficile d'envisager avec exactitude comment une société minière canadienne pourrait voir sa responsabilité directement engagée au Québec, en raison de violations aux droits de l'homme perpétrées par ses filiales à l'étranger. En effet, plusieurs questions subsistent concernant les possibilités de contournement de la responsabilité limitée. La société mère devra-t-elle simplement être l'*alter ego* de la filiale pour soulever le voile corporatif comme dans les autres provinces du Canada, et appliquer ensuite les principes de responsabilité extracontractuelle prévue par la loi étrangère? Ou alors, devra-t-on prouver à la fois que la société minière

⁷⁴⁸ Jolin c. Construction Jacques Fortin inc., J.E. 2005-1957 (C.Q.), par.19

⁷⁴⁹ Id., par.20

⁷⁵⁰ R. CRETE et S. ROUSSEAU, préc., note 729, p.112

⁷⁵¹ S. ROUSSEAU et N. SMAILL, préc., note 721, p.815

⁷⁵² Id., p.859

⁷⁵³ MARTIN PETRIN, «Assumption of Responsibility in Corporate Groups: *Chandler v. Cape plc*», (2013) 76(3) *The Modern Law Review* 589, pp.604-605

⁷⁵⁴ P.I. BLUMBERG, préc., note 1, p.305

canadienne est l'« âme dirigeante » de sa filiale et qu'elle a utilisé cette dernière comme couverture pour commettre des atteintes aux droits humains, comme le prévoit l'article 317 C.c.Q.⁷⁵⁵ Autant de questions qui restent, à ce jour, sans réponse faute de décision sur le sujet. Néanmoins, cette analyse met en évidence des difficultés supplémentaires que pourraient rencontrer les victimes des filiales de sociétés minières canadiennes, dans leur quête de justice auprès des tribunaux québécois.

Conclusion Chapitre 2 :

Nous venons de nous pencher sur les possibilités de recours judiciaires dont pourraient bénéficier les victimes de sociétés minières canadiennes dans les cas où ces dernières commettraient des exactions à l'étranger. Il faut, pour cela, se référer aux règles du droit international privé, relatives à la compétence internationale des tribunaux québécois, qui sont codifiées dans le *Code civil du Québec*. Ainsi, on y retrouve les règles de rattachement juridictionnel à l'article 3148 C.c.Q. qui prévoit que les victimes pourront intenter un recours devant les tribunaux québécois, d'une part si la société minière a son siège social au Québec; ou si la société a un établissement au Québec et que la contestation a un rapport avec son activité au Québec, ou d'autre part, si un des éléments constitutifs de l'infraction s'est déroulé au Québec⁷⁵⁶. Toutefois, au-delà de ces critères de rattachement, les minières canadiennes disposent de nombreux outils pour contrer la quête de justice de leurs victimes étrangères. D'abord, elles peuvent utiliser la doctrine du *forum non conveniens* en tant que moyen déclinatoire de compétence. Il est d'ailleurs très souvent invoqué par les minières⁷⁵⁷, en ce qu'il permet à l'autorité québécoise de décliner sa compétence si elle estime que les autorités d'un autre État sont mieux à même de trancher le litige. Malgré le caractère exceptionnel prévu par le législateur, cette doctrine a été de nombreuses fois soulevée depuis sa codification en 1994. Si bien qu'il nous paraît impensable qu'une société minière canadienne qui aurait commis des exactions à l'étranger ne tente pas d'invoquer l'article 3135 C.c.Q., lors d'un litige porté devant

⁷⁵⁵S. ROUSSEAU et N. SMAILI, préc., note 721, p.834 : L'ordre public prévus à l'article 317 inclus les Chartes de droits et libertés fondamentaux

⁷⁵⁶ Article 3148 (1) à (3) C.c.Q.

⁷⁵⁷ Par exemple les affaire de *Cambior* et *Anvil Mining*

les juridictions québécoises⁷⁵⁸.

Ensuite, en ce qui concerne le rattachement normatif, les victimes auront tendance à préférer utiliser la loi québécoise en raison du fait qu'elle est souvent moins permissive que celle des États hôtes. En effet, nous avons pu remarquer tout au long de notre étude que les minières canadiennes évoluent, la plupart du temps, dans des pays en voie de développement où les problèmes de gouvernance sont récurrents⁷⁵⁹. Mais en analysant les règles québécoises de conflit de lois, nous avons déterminé que ce serait très certainement la loi étrangère qui viendrait s'appliquer à de tels litiges civils extracontractuels; même s'il existe d'infimes possibilités de contournement.

Enfin, dans le cas où la société minière canadienne évoluerait à l'étranger par le biais de filiale, les victimes se verraient, dès lors, opposer un autre obstacle majeur, à savoir, la responsabilité limitée de la société mère vis-à-vis des actes de ses filiales. Nous avons vu, que ce principe peut être contourné et le voile corporatif levé, mais depuis la codification de la doctrine du soulèvement du voile corporatif au C.c.Q. en 1994, il plane de nombreux doutes quant à son application aux sociétés mères. De plus, les soulèvements sont plutôt rares au Québec⁷⁶⁰, ce qui vient renforcer la culture d'impunité des sociétés minières canadiennes multinationales.

Au final, ce chapitre nous a montré à quel point il est difficile d'engager la responsabilité civile, au Québec, des minières canadiennes qui auraient commis des exactions à l'étranger. Les affaires *Cambior* et plus récemment *Anvil Mining* nous illustrent bien le parcours du combattant que doivent suivre les victimes non canadiennes dans leur quête de réparation. D'ailleurs l'affaire *Anvil Mining* aurait pourtant été l'occasion parfaite de créer un précédent pour affirmer aux sociétés minières canadiennes que, même si le gouvernement canadien se refuse à leur imposer des normes contraignantes, ils n'échapperont pas à la justice pour autant.

⁷⁵⁸ Nous avons d'ailleurs vu l'exemple de *Cambior*

⁷⁵⁹ J. MATTE, préc., note 2, p.5

⁷⁶⁰ S. ROUSSEAU et N. SMAILLI, préc., note 721, p.815

Chapitre 3 : La vérification de la conformité des mécanismes judiciaires et extrajudiciaires canadiens par rapport au rapport de Ruggie.

Nous venons d'analyser dans les chapitres précédents les différents mécanismes judiciaires et extrajudiciaires présents au Canada et il convient donc maintenant de vérifier s'ils sont conformes aux prescriptions prévues dans le rapport du Représentant spécial de l'ONU. Dans la première partie de notre étude nous avons étudié succinctement ce que prévoyait le grand principe directeur « Réparer » de John Ruggie. Fondamentalement, le défi du Canada, est de prendre les mesures appropriées pour s'assurer, qu'en cas de violation des droits de l'homme par des sociétés minières canadiennes relevant de sa juridiction, les victimes de ces atteintes puissent avoir accès à un recours effectif⁷⁶¹.

C'est justement l'effectivité des mécanismes tant judiciaires qu'extrajudiciaires canadiens qu'il convient de confronter aux lignes directrices du rapport de l'ONU. De manière générale, les procédures de l'ensemble des mécanismes doivent « être impartiales, à l'abri de la corruption et des tentatives politiques ou autres d'influer sur l'issue du recours »⁷⁶².

Plus particulièrement, pour les recours extrajudiciaires, nous allons voir que le rapport prévoit une série de critères de performance en terme d'efficacité. On vérifiera donc, dans un premier temps, si les procédures devant le PCN canadien et le Bureau du conseiller en RSE sont en conformité avec ses critères. Pour ce qui est des recours judiciaires, Ruggie n'a pas énoncé de telle liste, mais il a plutôt défini certains obstacles à éliminer afin que les procédures judiciaires soient véritablement effectives. Nous allons donc vérifier, dans un second temps, si ces obstacles se retrouvent dans la juridiction civile québécoise.

Section 1 : Les critères d'efficacité de Ruggie applicables aux mécanismes extrajudiciaires canadiens

Afin de s'assurer de l'existence d'un système étatique complet de réparation des atteintes aux droits de l'homme par les sociétés minières, le Canada doit fournir des mécanismes

⁷⁶¹ Ruggie, «Principes directeurs», 2011, Principe 25

⁷⁶² Id., principe 25 (commentaire)

extrajudiciaires « efficaces et appropriés » en complémentarité des recours judiciaires⁷⁶³. Les plus importants d'entre eux sont les mécanismes institués par le PCN canadien et le Bureau du conseiller en RSE.

Tout d'abord, le rapport dresse une liste non exhaustive de critères à respecter afin d'assurer l'efficacité des mécanismes extrajudiciaire relevant ou non de l'État :

- a) Légitimes : ils suscitent la confiance des groupes d'acteurs auxquels ils s'adressent et doivent répondre du bon déroulement des procédures de réclamation;
- b) Accessibles : ils sont communiqués à tous les groupes d'acteurs auxquels ils sont destinés et fournissent une assistance suffisante à ceux qui se voient opposer des obstacles particuliers pour y accéder;
- c) Prévisibles : ils prévoient une procédure clairement établie assortie d'un calendrier indicatif pour chaque étape, et un descriptif précis des types de procédures et d'issues disponibles et des moyens de suivre la mise en œuvre;
- d) Équitables : ils s'efforcent d'assurer que les parties lésées ont un accès raisonnable aux sources d'information, aux conseils et aux compétences nécessaires à la mise en œuvre d'une procédure de réclamation dans des conditions équitables, avisées et conformes;
- e) Transparents : ils tiennent les requérants informés du cours de la procédure et fournissent des informations suffisantes sur la capacité du mécanisme à susciter la confiance dans son efficacité et à répondre à tous les intérêts publics en jeu;
- f) Compatibles avec les droits : ils veillent à ce que l'issue des recours et les mesures de réparation soient compatibles avec les droits de l'homme internationalement reconnus;
- g) Une source d'apprentissage permanent : ils s'appuient sur les mesures pertinentes pour tirer les enseignements propres à améliorer le mécanisme et à prévenir les réclamations et atteintes futures⁷⁶⁴.

Lorsque nous avons étudié les mandats et les procédures associées aux mécanismes extrajudiciaires présents au Canada, nous avons pu remarquer que la plupart de ces critères y sont inscrits. En effet, le processus d'examen du PCN doit toujours être « impartial, prévisible, équitable et compatible avec les principes et les normes énoncés dans les Principes directeurs »⁷⁶⁵. Quant au Bureau du conseiller en RSE, la procédure est guidée par six principes directeurs : l'accessibilité, l'efficacité, l'indépendance, la prévisibilité, la réceptivité et la

⁷⁶³ Id., Principe 27

⁷⁶⁴ Id., Principe 31

⁷⁶⁵ OCDE, *Principes directeurs*, 2011, Lignes directrices de procédure : I. Points de contact nationaux, p.82

transparence⁷⁶⁶.

Ainsi, si on se rapporte uniquement aux mandats des mécanismes extrajudiciaires canadiens, ces derniers paraissent conformes aux prescriptions élémentaires du rapport de l'ONU sur les droits de l'homme et les entreprises. Néanmoins, des observateurs ont nuancé ce constat par certaines critiques⁷⁶⁷. D'abord, concernant la confidentialité, le Bureau ne peut pas communiquer les renseignements obtenus lors du processus d'examen sans le consentement des personnes visées et bien sûr, il est rappelé que toute la procédure se base sur le consentement et donc la bonne volonté des parties qui à tout moment peuvent se retirer du processus d'examen ou refuser de transmettre de l'information⁷⁶⁸. Ensuite, il a été soulevé des inquiétudes relativement à l'impartialité des mécanismes et à leur légitimité puisqu'ils sont tous deux rattachés au Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international⁷⁶⁹. En effet, nous avons vu que le gouvernement canadien offre un large soutien politique et financier aux sociétés minières canadiennes évoluant à l'étranger⁷⁷⁰. Ainsi, selon nous, le fait que le Bureau du conseiller en RSE et le PCN canadien soient placés sous l'égide du gouvernement, peut créer des conflits d'intérêts lors des processus de règlement des différends, et aller, par la même, à l'encontre du principe d'impartialité préconisé par Ruggie⁷⁷¹.

De plus, d'après le rapport, l'effectivité et l'efficacité des mécanismes non judiciaires relevant de l'État, résident également dans leur flexibilité à modifier leurs mandats afin de combler les lacunes qui pourraient être observées au fur et à mesure qu'on les utilise⁷⁷². S'ils sont mal conçus ou présentent des failles, cela ne fera qu'accentuer « le mécontentement des acteurs concernés en aggravant l'impression qu'ont ces derniers de n'avoir aucun pouvoir et de ne pas être respectés par le processus »⁷⁷³. Or, depuis le début de leur mise en œuvre, les mécanismes extrajudiciaires ont reçu de vives critiques sur le fait qu'il n'avait pas de véritable pouvoir d'enquête⁷⁷⁴. En se basant uniquement sur les allégations des parties, comment pourraient-ils être à même de régler un différend? Aussi bien le Bureau que le PCN devraient avoir la possibilité de faire des enquêtes de terrain pour comprendre la réalité du problème. D'ailleurs, bien avant la mise en place du

⁷⁶⁶ B.D.C.E.R.D.L.I. EXTRACTIVE, préc., note 479

⁷⁶⁷ Voir par exemple : S.L. SECK, préc., note 266 ou encore J. MATTE, préc., note 2

⁷⁶⁸ B.D.C.E.R.D.L.I. EXTRACTIVE, préc., note 480

⁷⁶⁹ S.L. SECK, préc., note 266, p.80 ; J. MATTE, préc., note 2, p.20

⁷⁷⁰ K. KEENAN, préc., note 27, p.112

⁷⁷¹ Ruggie, «Principes directeurs», 2011, Principe 25 (commentaire)

⁷⁷² Id., Principe 27 (commentaire)

⁷⁷³ Id., Principe 31 (commentaire)

⁷⁷⁴ C. COUMANS, préc., note 21, p.674

Bureau du conseiller en RSE, le rapport du CPAECI avait recommandé au gouvernement « d'augmenter les ressources mises à la disposition de ce PCN afin de lui permettre de répondre rapidement aux plaintes, d'entreprendre les enquêtes appropriées, et de recommander la prise des mesures qui s'imposent à l'endroit des entreprises violant les *Principes directeurs de l'OCDE* »⁷⁷⁵. Comme nous l'avons vu précédemment, le gouvernement a toujours refusé de donner suite à ces recommandations préférant créer un nouveau mécanisme extrajudiciaire auxquelles les mêmes reproches pourraient être formulés.

Enfin, au-delà d'avoir fait fi des recommandations formulées à l'interne, il convient de souligner que depuis l'adoption du rapport de Ruggie en 2011, ni le Bureau du conseiller en RSE ni le PCN canadien n'ont révisé leur guide de procédure afin d'y inclure les critères d'efficacité des « Principes directeurs » de Ruggie.

Finalement, on pourrait conclure qu'à première vue, les mécanismes extrajudiciaires canadiens sont conformes aux prescriptions internationales minimales en matière de droits humains et d'entreprises. Toutefois, comme nous avons pu remarquer dans le chapitre 1 de la présente partie, ces mécanismes n'ont jamais réellement permis à des victimes d'obtenir réparation, ce qui peut nous amener à douter de leur réelle efficacité.

Section 2 : L'élimination préconisée par Ruggie des obstacles juridiques et procéduraux à l'intérieur des recours judiciaires nationaux

Dans son rapport John Ruggie prescrit que l'État doit s'assurer de l'efficacité de ses mécanismes judiciaires internes, en réduisant « les obstacles juridiques, pratiques et autres qui pourraient amener à refuser l'accès aux voies de recours »⁷⁷⁶. En outre, l'État doit veiller à ce que les tribunaux soient à l'abri « des pressions économiques et politiques d'autres agents de l'État et acteurs économiques et à ce qu'il ne soit pas fait obstacle aux activités légitimes et pacifiques des défenseurs des droits de l'homme »⁷⁷⁷. De plus, Ruggie dresse une liste non exhaustive des obstacles à éliminer afin que les recours judiciaires soient effectifs⁷⁷⁸. Il sépare les obstacles en deux catégories, ceux d'ordre juridique, et ceux d'ordre pratique et procédural.

⁷⁷⁵ Rapport CPAECI, Recommandation 3

⁷⁷⁶ Ruggie, «Principes directeurs», 2011, Principe 26

⁷⁷⁷ Id., Principe 26 (commentaire)

⁷⁷⁸ Id.

Pour ce qui est tout d'abord, des obstacles d'ordre pratique et procédural, Ruggie mentionne les coûts afférents aux procédures judiciaires et la difficulté de se faire représenter par des avocats.⁷⁷⁹ Ce constat est d'autant plus vrai dans notre étude, qu'en général, les victimes de minières canadiennes seront des peuples locaux voir des tribus qui vivent de façon rudimentaire et qui n'ont donc pas les moyens d'intenter des recours judiciaires. Une solution proposée par Ruggie à cet obstacle est la possibilité de procédure de groupe. Or, cela est possible au Québec puisque les recours collectifs sont codifiés au *Code de procédure civile*⁷⁸⁰. Nous en avons d'ailleurs vu l'illustration précédemment au travers des affaires *d'Anvil Mining* et *Cambior*. Toutefois, même si la possibilité de former un recours collectif est ouverte au Québec, les victimes devront quand même trouver des organismes prêts à les appuyer et à les financer ce qui peut s'avérer laborieux. Cela montre bien le déséquilibre qui règne, entre les victimes d'exaction souvent démunies et les riches sociétés minières, lorsqu'il s'agit d'intenter des recours judiciaires afin d'obtenir réparation.

Ensuite, pour ce qui est des obstacles juridiques, Ruggie fait état de deux d'entre eux tout à fait pertinents à notre étude :

- 1) La manière dont la responsabilité juridique est répartie entre les membres d'un groupe d'entreprises en vertu du droit pénal et civil interne permet d'éviter plus facilement d'établir correctement les responsabilités;
- 2) Les requérants s'exposent au déni de justice dans un État d'accueil et ne peuvent pas accéder aux tribunaux des États d'origine quel que soit le bien-fondé de la plainte ;⁷⁸¹

Ainsi, on peut remarquer que le premier fait implicitement référence à la responsabilité limitée (voile corporatif) et le deuxième au *forum non conveniens*.

Le but ici n'est pas de reprendre les règles du soulèvement du voile corporatif que nous avons vu précédemment mais plutôt de démontrer que la norme internationale de référence en matière de droit de l'homme et des entreprises invite les États, dont le Canada, à favoriser la responsabilisation des sociétés mères vis-à-vis des activités de leurs filiales à l'étranger. Déjà dans son premier rapport de 2008, Ruggie affirmait qu'il était « extrêmement difficile de par ce type de facteurs [voile corporatif] d'amener l'entreprise dans sa globalité à rendre des comptes en

⁷⁷⁹ Nous avons d'ailleurs pu en voir une illustration avec l'affaire *Cambior*.

⁷⁸⁰ *Code de procédure civile du Québec*, art. 1000 et s.

⁷⁸¹ Ruggie, «Principes directeurs», 2011, Principe 26 (commentaire)

cas d'atteintes aux droits de l'homme »⁷⁸², et que puisque les tribunaux des pays hôtes étaient sclérosés par le manque de gouvernance, les tribunaux des pays d'origine feraient mieux d'interpréter de façon libérale le principe de responsabilité limitée afin de permettre aux victimes de déposer des recours directement à l'encontre des sociétés mères présentes sur leurs territoires⁷⁸³. De même, pour ce qui est de la doctrine du *forum non conveniens*, le principe directeur « Réparer » incite les juridictions québécoises à appliquer de façon plus restrictive l'article 3135 C.c.Q. dans le cas où le rejet de l'action entraînerait un déni de justice⁷⁸⁴. De façon concomitante, les prescriptions internationales encouragent donc les tribunaux québécois à utiliser de façon plus souple la doctrine du *forum de nécessité* prévu à l'article 3136 C.c.Q. On peut donc imaginer que si les tribunaux québécois, dans l'affaire d'*Anvil Mining*, avaient suivi ces recommandations, la Cour d'appel aurait dû retenir l'argument du *forum de nécessité* plaidé par l'ACCI sachant qu'il y aurait de fortes chances que les victimes ne puissent jamais obtenir justice devant un autre forum.

Ainsi, d'après les Principes directeurs de Ruggie, relatifs aux mécanismes judiciaires nationaux, les tribunaux québécois devraient interpréter les règles de compétence internationale et utiliser leur discrétion, de manière à permettre, aux victimes étrangères, d'intenter des recours dans le cas où des sociétés minières canadiennes auraient commis des exactions à leur encontre à l'étranger. Pour l'instant, les tribunaux québécois ont toujours refusé d'entendre ce genre d'affaires, rejetant leur compétence au stade préliminaire, ce qui montre bien qu'il reste encore du chemin à parcourir dans la lutte contre l'impunité des sociétés minières canadiennes évoluant à l'étranger.

Conclusion Partie 3

Nous nous sommes intéressés dans cette troisième partie aux différents recours judiciaires et extrajudiciaires canadiens accessibles aux victimes de sociétés minières canadiennes évoluant à l'étranger, dans le cas où ces dernières auraient commis des exactions aux droits humains. Dans son rapport final, le Représentant spécial affirme que les États ont l'obligation de « prendre des mesures appropriées pour assurer, par le biais de moyens judiciaires, administratifs, législatifs ou

⁷⁸² Ruggie, *cadre de référence*, 2008, para. 13

⁷⁸³ Id., para. 14

⁷⁸⁴ Ruggie, «Principes directeurs», 2011, Principe 26 (commentaire)

autres, que lorsque de telles atteintes se produisent sur leur territoire et/ou sous leur juridiction, les parties touchées ont accès à un recours effectif »⁷⁸⁵. Aussi, Ruggie affirme depuis le début de ses travaux, que les États d'origine ont également un rôle important à jouer pour s'assurer que les entreprises enregistrées sur leur territoire ne portent pas atteinte aux droits humains à l'étranger⁷⁸⁶, et qu'ils devraient par conséquent offrir des mécanismes de réparation à ces victimes en cas de violation avérée.

Or, une triste conclusion ressort de notre analyse; les victimes étrangères des sociétés minières canadiennes n'ont jamais obtenu de réelle réparation après s'être adressées à la fois aux tribunaux québécois, au PCN canadien et au Bureau du conseiller en RSE. Plusieurs raisons peuvent être avancées pour expliquer cette situation.

D'abord, en ce qui concerne les mécanismes extrajudiciaires, ces derniers sont fondamentalement limités en ce qu'ils sont entièrement basés sur la bonne volonté des parties d'y participer et qu'ils n'ont aucun pouvoir de sanction ou d'enquête⁷⁸⁷. De plus, le rattachement du PCN et du Bureau du conseiller en RSE au gouvernement canadien -qui apporte un large soutien politique et financier à l'industrie minière- a soulevé des doutes quant à leur impartialité⁷⁸⁸; critère jugé pourtant essentiel selon Ruggie⁷⁸⁹. De même, nous avons remarqué que bien que le gouvernement canadien ait toujours affirmé soutenir le travail du Représentant spécial, les « Principes directeurs » adoptés en 2011 n'ont toujours pas été incorporés aux lignes directrices de la politique gouvernementale *Renforcer l'avantage canadien*, dont le Bureau du conseiller en RSE est censé en assurer la promotion et veiller au respect⁷⁹⁰. Au final, nous avons constaté qu'aucune des plaintes déposées devant le Bureau du conseiller en RSE n'a abouti à une entente entre les parties. De même, l'Organisation OCDE Watch, qui a publié une étude sur l'efficacité des PCN sur dix années, affirme que la plupart des plaintes déposées devant les PCN n'ont pas « abouti à une amélioration notable dans le comportement des entreprises en question, ou dans la

⁷⁸⁵ Id., Principe 25

⁷⁸⁶ Ruggie, *cadre de référence*, 2008, para.14; Ruggie, «Principes directeurs», 2011, Principe 2 (commentaire)

⁷⁸⁷ C. COUMANS, préc., note 21, pp.674-680 ; S.L. SECK, préc., note 266, p.86 ; D. SURYA, préc., note 9, pp.83-87

⁷⁸⁸ S.L. SECK, préc., note 266, p.80

⁷⁸⁹ Ruggie, «Principes directeurs», 2011, Principe 25 (commentaire)

⁷⁹⁰ *Renforcer l'avantage canadien*, Lignes directrices et rapports en matière de RSE: les normes de rendement approuvées dans la Stratégie gouvernementale sont les suivantes : *Critères de performance* de la Société financière internationale en matière de durabilité sociale et environnementale ; *Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme* ; Le « Global reporting Initiative » ; *Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales*

situation qui a suscité la plainte »⁷⁹¹.

Ensuite, en ce qui concerne les recours judiciaires, nous nous sommes intéressés plus précisément de savoir si les tribunaux civils québécois avaient la compétence nécessaire pour entendre ce genre d'affaires. Nous avons mis en lumière les nombreux obstacles qui se dressent sur le chemin des victimes étrangères en quête de réparation. Nous avons porté une attention toute particulière aux plus insurmontables d'entre eux, à savoir, la doctrine du *forum non conveniens* et le principe de la responsabilité limitée des sociétés mères vis-à-vis des activités de leurs filiales implantées à l'étranger. Ce sont d'ailleurs ces deux obstacles que le Représentant spécial a dénoncés dans son rapport final⁷⁹². D'abord, le *forum non conveniens* est presque toujours invoqué par les sociétés minières en tant que moyen déclinatoire puisqu'il permet au tribunal québécois de décliner sa compétence si elle estime que les autorités d'un autre État sont mieux à même de trancher le litige. Ce moyen est donc très avantageux pour les minières qui évoluent dans des pays en voie de développement souvent sujets à d'importants problèmes de gouvernance. Ainsi, du moment où le tribunal québécois se déclare incompétent en raison de l'existence d'un forum étranger jugé mieux adapté, les minières ont de très fortes chances de ne jamais voir leur responsabilité engagée dans le pays hôte. Ensuite, pour ce qui est du principe de la responsabilité limitée des sociétés mères vis-à-vis de leurs filiales, nous avons vu qu'il pouvait tout de même être contourné. Mais depuis la codification de la doctrine du soulèvement du voile corporatif au C.c.Q., il plane de nombreux doutes quant à son application. De plus, les cas de soulèvement sont plutôt rares au Québec⁷⁹³. Même si le principe de la responsabilité limitée n'a pas encore été plaidé devant les tribunaux québécois dans une affaire mettant en cause une société minière pour des actes commis par ses filiales à l'étranger, il est très probable, selon nous, que cela arrive un jour et qu'il posera un obstacle difficile à surmonter pour les avocats des victimes.

Enfin, malgré ces quelques critiques, nous avons conclu au chapitre 3 que le niveau d'accès à des recours judiciaires et extrajudiciaires au Canada était conforme aux prescriptions internationales en la matière. Cependant, le fait est que jusqu'à présent, aucune société minière canadienne faisant l'objet d'allégations de violation aux droits de la personne, ne s'est vu imposer de sanction, et aucune victime n'a pu bénéficier d'une quelconque réparation pécuniaire. Cet état de fait vient, par conséquent, renforcer le sentiment d'impunité des sociétés minières canadiennes

⁷⁹¹ OCDE Watch, préc., note 300, p.25

⁷⁹² Ruggie, «Principes directeurs», 2011, Principe 26 (commentaire)

⁷⁹³ S. ROUSSEAU et N. SMAILLI, préc., note 721, p.815

qui rappelons le, sont impliquées dans des violations relatives à la responsabilité sociale des entreprises quatre fois plus souvent que les sociétés minières provenant d'autres pays⁷⁹⁴. Pourtant le gouvernement canadien et les tribunaux québécois ne semblent pas enclins à inverser cette tendance qui est pourtant insoutenable pour n'importe quel observateur.

⁷⁹⁴ The Canadian Center for the Study of Resource Conflict, préc., note 25

« At the end of the day, human rights have no meaning if they cannot be translated into action »⁷⁹⁵

CONCLUSION GÉNÉRALE

Ce mémoire avait pour objectif de vérifier si les dispositions prises par le Canada, vis-à-vis des sociétés minières canadiennes évoluant à l'étranger, étaient en accord avec les recommandations internationales en matière de droits humains et d'entreprises. Pour cela, nous avons commencé par définir quelles étaient ces prescriptions internationales auxquels le Canada devait se référer. Nous nous sommes d'abord penchés sur les initiatives d'encadrement émanant de l'OIT et de l'OCDE. Mais ces instruments n'étant ni contraignants ni véritablement universels, nous nous sommes alors tournés vers l'ONU. D'ailleurs, l'absence de corrélation et de complémentarité entre les initiatives des Organisations internationales, ainsi que la multiplication des allégations de violations aux droits humains à l'encontre des entreprises multinationales, furent les raisons principales qui poussèrent l'ONU à s'interroger sur l'éventuelle création d'une norme juridique internationale contraignante et universelle. La première initiative en ce sens émergea de la Sous-Commission de la Promotion et de la Protection des Droits de l'homme de l'ONU en 2003, mais son projet de Normes, prévoyant la mise en place d'un mécanisme de contrôle international assorti d'un pouvoir de sanction, fut rejeté par la Commission des droits de l'homme à la suite de fortes pressions exercées par des multinationales et certains gouvernements. Mais après cet échec, l'ONU n'abandonna pas pour autant et nomma un Représentant spécial chargé de la question des droits humains et des entreprises afin qu'il se penche sur les suites à donner à ce rapport. Alors que la société civile militait auprès du Représentant spécial, John Ruggie, pour qu'il édicte une nouvelle norme contraignante internationale, ce dernier choisit de s'engager plutôt sur la voie de la *soft law*. À la suite de nombreuses consultations, il commença alors par élaborer, en 2008, un cadre de référence autour de trois piliers : « Protéger, Respecter, Réparer »⁷⁹⁶. Celui-ci prévoit des obligations de protection et de réparation incombant aux États et des responsabilités de respect des droits humains incombant aux entreprises. Son mandat fut ensuite renouvelé afin qu'il puisse établir des

⁷⁹⁵D. SURYA, préc., note 9, p.116

⁷⁹⁶ Ruggie, *cadre de référence*, 2008

recommandations claires pour permettre une application de ces trois piliers. C'est ainsi que Ruggie publia trois ans plus tard des « Principes directeurs » pour aider les États et les entreprises à mettre en œuvre son cadre de référence⁷⁹⁷. Nous avons vu que ces « Principes directeurs » sont largement critiqués par la doctrine en ce qu'ils ne sont pas contraignants, qu'ils ne prévoient aucun mécanisme de mise en œuvre et qu'ils ne reconnaissent pas aux entreprises des « obligations » en matière de droits humains mais seulement des « responsabilités » de « diligence raisonnable ». Au final, Ruggie a fait le choix d'édicter des résultats attendus tout en laissant libres les moyens d'y parvenir afin que son instrument puisse s'appliquer de façon universelle. Cette liberté d'application fut vivement décriée par la société civile et notamment les ONG qui voyaient dans cette démarche un pas en arrière. Néanmoins, cet instrument international est tout de même le plus élaboré en matière de droits humains et d'entreprises⁷⁹⁸. C'est donc sur lui que nous avons basé notre réflexion lorsque nous avons vérifié si le Canada respectait les prescriptions internationales vis-à-vis de l'encadrement de ses sociétés minières évoluant à l'étranger.

Aussi bien les travaux de Ruggie que les agences onusiennes et la doctrine internationale reconnaissent que puisqu'il n'existe pas de normes contraignantes internationales à destination des entreprises, c'est au niveau national que la régulation doit s'opérer. De même, puisqu'il n'existe pas de tribunal international pour juger les multinationales faisant l'objet d'allégations de violations aux droits humains, ce sont vers les juridictions nationales qu'il faut se tourner :

« while this book recognised the opportunities presented by international law, it concluded that because of its limitations it is better to focus on the domestic forum and employ international law as a supporting mechanism »⁷⁹⁹.

De plus, les différents instruments internationaux et la doctrine suggèrent que les États d'origine ont de plus en plus un rôle déterminant à jouer dans la régulation et la réparation⁸⁰⁰. Ainsi, les États ont aujourd'hui la responsabilité de s'assurer que les entreprises enregistrées sur leur territoire ne violent pas les droits humains à l'étranger⁸⁰¹. À ce propos, Ruggie suggère même que

⁷⁹⁷ Ruggie, «Principes directeurs», 2011

⁷⁹⁸ D. SURYA, préc., note 144, p.108; D. SURYA, préc., note 9, p.118 : « The existing [regulatory] framework offers insufficient or contestable rationales for compliance, does not prescribe precise human rights standards and is supported by a deficient or undeveloped implementation-cum-enforcement mechanism»

⁷⁹⁹ O. AMAO, préc., note 5, p.285

⁸⁰⁰ D. SURYA, préc., note 9, p.109

⁸⁰¹ C. COUMANS, préc., note 21, p.658

l'État d'origine devrait se montrer encore plus vigilant à l'égard des entreprises qu'il finance, par le biais de crédits d'exportation par exemple, afin qu'elles ne violent pas les droits humains à l'étranger⁸⁰².

Comme mentionné dans l'introduction, nous avons décidé de nous pencher sur l'encadrement des sociétés minières canadiennes en raison d'abord du poids que pèse cette industrie sur l'économie mondiale, mais aussi car ces sociétés font l'objet de très nombreuses allégations de violation aux droits humains. Pour ces raisons nous avons voulu vérifier si le Canada respectait les « Principes directeurs » de John Ruggie. Plus précisément, nous avons scindé en deux parties notre analyse; nous avons d'abord confronté le principe « Protéger » aux initiatives gouvernementales et législatives visant à encadrer les sociétés minières canadiennes évoluant à l'étranger; puis nous avons analysé les différents recours judiciaires et extrajudiciaires accessibles par des victimes étrangères de minières canadiennes tout en vérifiant leur conformité avec le principe « Réparer ». Pour ce qui est, dans un premier temps, de la régulation des sociétés minières canadiennes à l'étranger, nous avons remarqué que bien que la société civile milite pour l'adoption d'une norme contraignante, le gouvernement conservateur refuse catégoriquement cette option. Après des années de débat entre ces deux groupes, le gouvernement a finalement adopté, en 2009, une politique volontariste de RSE à l'intention du secteur extractif⁸⁰³. Celle-ci prévoit plusieurs volets tels que la reconnaissance d'une liste de normes de RSE à respecter⁸⁰⁴, et la création d'un Bureau du conseiller en RSE afin d'apporter un soutien à l'industrie extractive pour que cette dernière se conforme à ces normes volontaires⁸⁰⁵. De plus, ce Bureau est habilité à recevoir des plaintes provenant de non-citoyens canadiens dans le cas où des minières canadiennes auraient porté atteinte aux lignes directrices de RSE adoptées par la politique gouvernementale. Mais ce mécanisme de règlement des différends est non contraignant. Pour de nombreux observateurs, le gouvernement a concédé à l'instauration du Bureau du conseiller en RSE, dans le seul but de faire échouer un projet de loi qui prévoyait l'imposition de sanctions économiques en cas de violations de certaines normes relatives aux droits humains par des entreprises canadiennes du

⁸⁰² Ruggie, «Principes directeurs», 2011, Principe 4

⁸⁰³ *Renforcer l'avantage canadien*

⁸⁰⁴ *Renforcer l'avantage canadien*, Lignes directrices et rapports en matière de RSE : les *Critères de performance* de la Société financière internationale, les *Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme* pour des projets impliquant le déploiement de forces de sécurité privées ou publiques, la «Global reporting Initiative» et les *Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales*

⁸⁰⁵ *Renforcer l'avantage canadien*, Bureau du conseiller en RSE de l'industrie extractive

secteur extractif⁸⁰⁶. La force du lobby minier appuyé par le gouvernement conservateur avait réussi à faire échouer de peu le projet. Au final, même si l'approche volontariste de RSE, choisie par le gouvernement, a largement été critiquée pour son insuffisance par la société civile, nous avons déterminé qu'elle n'était pas, pour autant, en désaccord avec le principe « Protéger » de Ruggie. Néanmoins, une chose est sûre, le Canada ne fait que le strict minimum pour encadrer les sociétés minières canadiennes opérant à l'étranger.

Ensuite, en ce qui concerne les recours judiciaires et extrajudiciaires canadiens, nous avons vu que bien qu'ils soient à 1^{ère} vue accessibles par les victimes de minières canadiennes, ces dernières n'ont jamais obtenu quelques réparations que ce soit. Nous en avons établi les multiples raisons. Au terme des plus importantes, nous pouvons rappeler qu'en plus d'être uniquement basés sur la bonne volonté des parties à participer au processus de médiation, les mécanismes extrajudiciaires, que sont le Bureau du conseiller en RSE et le PCN canadien, sont dépourvus de pouvoir d'enquête et de sanction. De plus, leur rattachement institutionnel au gouvernement canadien a soulevé des doutes quant à leur impartialité en ce que le gouvernement pourrait faire face à des conflits d'intérêts puisqu'il apporte un large soutien politique et financier à l'industrie minière. Les critères d'indépendance et d'impartialité sont des critères pourtant essentiels selon Ruggie pour déterminer la légitimité des mécanismes extrajudiciaires⁸⁰⁷. Au vu de leur inefficacité et des sommes importantes dépensées par le gouvernement pour leur fonctionnement, nous en sommes même venus à nous demander si ces deux mécanismes ne constituaient pas tout bonnement un gaspillage des fonds publics canadien.

Pour ce qui est de l'accès judiciaire nous nous sommes intéressés plus précisément de savoir si les tribunaux civils québécois avaient la compétence nécessaire pour entendre des actions déposées par des non-citoyens canadiens en cas de violation à l'étranger de leurs droits fondamentaux par des sociétés minières canadiennes. Nous avons vu que même si de tels recours étaient possibles, il existait de très nombreux obstacles à l'engagement de la responsabilité civile extracontractuelle des minières canadiennes pour des actes survenus à l'étranger. Au terme de ces

⁸⁰⁶ S.L. SECK, préc., note 266, p.86 «Canadian government is reluctant to implement legislative reform sanctioning transnational corporate conduct. Clearly, Canadian government regulation facilitating binding remedies or punishment for CSR breaches by recalcitrant companies will not readily be forthcoming. The result is that a non-judicial dispute resolution mechanism — one, moreover, that would permit industry complaints against civil society — has emerged as the government's sole remedial response — a response best seen as having the potential to prevent only minor harms and encourage the equivalent of strategic litigation against public participation»

⁸⁰⁷ Ruggie, «Principes directeurs», 2011, Principe 25 (commentaire)

obstacles nous avons surtout parlé du *forum non conveniens* et du principe de la responsabilité limitée des sociétés mères vis-à-vis des actes de leurs filiales. Malgré de nombreuses critiques, nous avons pourtant conclu que le niveau d'accès était conforme aux prescriptions de Ruggie au terme de son principe « Réparer ». Mais une fois de plus, le Canada ne fait que le minimum pour s'y conformer.

Enfin, il convient de rappeler, que le Représentant spécial insiste dans son rapport final sur le fait que les États d'origine devraient encadrer de manière plus rigoureuse, les industries qui reçoivent « un soutien et des services conséquents d'organismes publics tels que des organismes de crédit à l'exportation et des organismes officiels d'assurance ou de garantie des investissements »⁸⁰⁸. Comme nous l'avons démontré tout au long de ce mémoire, le Canada investit des milliards de dollars chaque année dans l'industrie extractive, notamment par l'entremise d'Exportation et développement Canada. Ainsi, le Canada ne devrait pas se contenter du minimum lorsqu'il encadre les sociétés minières canadiennes. À cet égard, Ruggie considère que les États devraient « exiger une diligence raisonnable en matière de droits de l'homme de la part des organismes [public d'investissement] eux-mêmes et des entreprises ou des projets qui reçoivent leur soutien »⁸⁰⁹. De plus, pour la doctrine, cette obligation de diligence raisonnable devrait trouver des sources dans les lois nationales pour contraindre les entreprises à respecter les droits humains sous peine de sanction⁸¹⁰. C'est ce qu'avait tenté d'imposer le projet de loi C-300 en obligeant EDC à retirer son soutien financier aux minières qui porteraient gravement atteinte et de façon répétée aux droits humains à l'étranger. Mais la puissance du lobby minier couplée au support inconditionnel du gouvernement conservateur est si importante qu'il est difficile d'imaginer qu'une telle régulation contraignante voit le jour dans les prochaines années⁸¹¹. Si les militants des ONG ont un rôle important à jouer pour pousser l'opinion publique à s'intéresser à la question de la régulation des sociétés minières canadiennes, nous pensons toutefois que ce sont les Cours de justice qui peuvent aujourd'hui véritablement lutter contre l'impunité. En effet, les tribunaux devraient utiliser leur discrétion pour interpréter les dispositions juridiques de manière à éliminer les obstacles à l'engagement de la responsabilité extracontractuelle des entreprises

⁸⁰⁸ Id., Principe 4

⁸⁰⁹ Id., 2011, Principe 4 (commentaire)

⁸¹⁰ P. MUCHLINSKI, préc., note 8

⁸¹¹ S.L. SECK, préc., note 266, p.86: «Yet even mild sanctions, such as the removal of government support from non-compliant companies, is seen as a major threat by industry and industry legal counsel, who raise fears of an exodus of companies from Canada»

multinationales. C'est d'ailleurs ce que préconise Ruggie au terme de son principe directeur « Réparer »⁸¹². Ainsi, les tribunaux civils québécois devraient, selon nous, interpréter les critères de rattachement de compétence internationale, de même que les principes de la responsabilité limitée et du *forum non conveniens* de manière à permettre aux victimes de minières canadiennes d'obtenir une réparation adéquate. De cette façon, les tribunaux affirmeraient haut et fort aux sociétés minières canadiennes que, même en l'absence de régulation contraignante spécifique à leur rencontre, ces dernières ne demeureront pas indéfiniment impunies. Cela donnerait un nouveau souffle à la lutte contre l'impunité des minières évoluant dans des pays en voie de développement souvent en proie à de profondes difficultés de gouvernance.

⁸¹² Ruggie, «Principes directeurs», 2011, Principe 26 (commentaire)

BIBLIOGRAPHIE

LEGISLATION

Texte constitutionnel

Loi constitutionnelle de 1867, 30 & 31 Victoria, c.31

Textes fédéraux

Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle, L.C. 2008, c. 17

Loi sur le développement des exportations, L.R. C. 1985, c. E-20

Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre, L.C. 2000, c. 24

Loi modifiant la Loi sur les Cours fédérales (promotion et protection des droits de la personne à l'échelle internationale) projet de loi n° C-323 (1ère lecture- 5 octobre 2011), 1ère, 41ème légis. (Can.)

Loi modifiant la Loi sur les Cours fédérales (promotion et protection des droits de la personne à l'échelle internationale), projet de loi n° C-354 (1ère lecture-1er avril 2009), 2ème sess., 40ème légis. (Can.)

Loi sur la responsabilisation des sociétés à l'égard de leurs activités minières, pétrolières ou gazières dans les pays en développement, projet de loi n° C-300 (Rejeté par la Chambre des communes- 27 octobre 2010), 2ème sess., 40ème légis. (Can.)

Textes Provinciaux

Code civil du Québec

Code de procédure civile du Québec

Charte des droits et libertés de la personne, LRQ, c.C-12

Loi sur les sociétés par actions, L.R.Q., c. S-31.1

JURISPRUDENCE

Québécoise

Anvil Mining Ltd. c. Association canadienne contre l'impunité, [2012] J.Q. 368 (C.A.)

Association canadienne contre l'impunité (ACCI) c. Anvil Mining Ltd., 2011 QCCS 1966

Bennaouar c. Machhour, 2012 QCCA 469 (C.A.)

Bil'In (Village Council) c. Green Park International Inc., 2009 QCCS 4151

Compagnie minière IOC inc. c. Gestion DDG inc., 2009 QCCA 1070, [2009] J.Q. 5289

Interinvest (Bermuda) Ltd c. Herzog, 2009 QCCA 1428

Lamborghini (Canada) Inc. c. Automobili Lamborghini S.P.A., [1997] R.J.Q. 58 (C.A.Q.),

Perez c. Bank of Nova Scotia, [2003] J.Q. no 16618 (C.S.)

Rees c. Convergia, 2005 QCCA 353

Recherches Internationales Québec c. Cambior inc., J.E. 98-1905, [1998] Q.J. 2544 (C.S.)

Rosdev investments Inc. c. Allstate Insurance Company of Canada, [1994] R.J.Q. 2966 (C.S.)

Spar Aerospace Ltd. c. American Mobile Corp., [1998] R.J.Q. 2802 (C.S.)

Jolin c. Construction Jacques Fortin inc., J.E. 2005-1957 (C.Q.)

Canadienne

Buanderie Centrale de Montréal c. Ville de Montréal, [1994] 3 R.C.S. 29

Spar Aerospace Ltd c. American Mobile Satellite [2002] 4 R.C.S. 205

DOCTRINE

Monographies et ouvrages collectifs

AMAO, O., *Corporate social responsibility, human rights, and the law : multinational corporations in developing countries*, Milton Park, Abingdon, Oxon ; New York, Routledge, 2011

CRÊTE, R. et S. ROUSSEAU, *Droit des sociétés par actions*, 3e éd., Montréal, Éditions Thémis, 2011

DRAGATSI, H., *Criminal Liability of Canadian Corporations for International Crimes*, Toronto, Carswell, 2011

JOSEPH, S., *Corporations and transnational human rights litigation*, 4, coll. «Human rights law in perspective », Oxford Hart Publishing, 2004

KEITH, N., *Corporate crime and accountability in Canada : from prosecutions to corporate social responsibility*, Markham, Ont., LexisNexis, 2011

MARTEL, M. et P. MARTEL, *La compagnie au Québec*, Éd. spéciale, Montréal, Wilson & Lafleur Martel ltée, 2010

SURYA, D., *Regulating Corporate Human Rights Violations: Humanizing Business*, coll. «Routledge Research in Human Rights Law», London, New York, Routledge, 2012

GOLDSTEIN, G. (dir.), *Droit international privé* vol.1, «Conflit de lois: dispositions générales et spécifiques (Art. 3076 à 3133 C.c.Q.)», coll. «Commentaires sur le Code civil du Québec (DCQ)», Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2011

MAUREL, O., *La responsabilité des entreprises en matière de droits de l'homme: Nouveaux enjeux, nouveaux rôles*, 1, Paris, La documentation française, 2009

Articles de revue et études d'ouvrage collectif

BELLEAU, C., «La compétence internationale des tribunaux québécois», dans CIVIL», J.Q.C.D., *Procédure civile 1*, LexisNexis Canada, Montréal, 2012

BLITT, R.C., «Beyond Ruggie's Guiding Principles on Business and Human Rights: Charting an Embrasive Approach to Corporate Human Rights Compliance», (2012) 48 *Tex. Int'l L. J.* 32

BLUMBERG, P.I., «Accountability of Multinational Corporations: The Barriers Presented by Concepts of the Corporate Juridical Entity Symposium: Holding Multinational Corporations Responsible under International Law», (2000) 24 *Hastings Int'l & Comp. L. Rev.* 297

CARRÉ, D., «Chronique de jurisprudence québécoise portant sur le droit international privé(RQDI) », (2008) 21.2 *Revue québécoise de droit international* 267

COUMANS, C., «L'impunité des minières canadiennes à l'étranger», *Revue Relation*, no 739, mars 2010, en

ligne : < <http://cjf.qc.ca/fr/relations/article.php?ida=293>> (site consulté le 23 novembre)

COUMANS, C., «Mining and Access to Justice: From Sanction and Remedy to Weak Non-Judicial Grievance Mechanisms », (2012) 45 *U.B.C. L. Rev.* 651

DAUGAREILH, I., «Responsabilidad social de las empresas transnacionales: Analisis critico y prospective juridica», (2009) 27 *Cuadernos de relaciones laborales* 93

GOLDSTEIN, G., «Droit international privé», dans QUÉBEC, J., Montréal, LexisNexis Canada, 2012 CaQMU

JERBI, S., «Business and Human Rights at the UN: What Might Happen Next?», (2011) 31 *Human Rights Quarterly* 299

KEENAN, K., «Commentary. Desperately seeking sanction: Canadian extractive companies and their public partners», (2013) 34 *Canadian Journal of Development Studies* 111

KRNJEVIC, N.J., «Commentaire sur la décision Anvil Mining Ltd. c. Association canadienne contre l'impunité – Quelle est l'intensité du lien qui doit exister entre les faits générateurs de responsabilité et les activités québécoises d'une partie défenderesse ayant un établissement au Québec afin d'établir la compétence du tribunal québécois à l'égard de cette dernière en vertu de l'article 3148, al. 1(2) ou 3136 C.c.Q., ou des deux ?», (Janvier 2013) *Repères*

MARTEL, P., «Le «voile corporatif» - l'attitude des tribunaux face à l'article du Code civil du Québec», (1998) 58 *Revue du Barreau* 95

MCEVAY, J.P., «Forum of necessity in Quebec Private International Law : C.c.Q. Art. 3136», (2005) 35 *Revue générale de droit* 61

MUCHLINSKI, P., «Implementing the New UN Corporate Human Rights Framework: Implications for Corporate Law, Governance, and Regulation», (2012) 22 *Business Ethics Quarterly* 145

MURPHY, S.D., «Taking Multinational Corporate Codes of Conduct to the Next level», (2005) 43 *Columbia Journal of Transnational law* 389

ROUSSEAU, S. et N. SMAILI, «La «levée du voile corporatif» en vertu du code civil du Québec: des perspectives théoriques et empiriques à la lumière des dix années de jurisprudence», (2006) 47 *Les Cahiers du droit* 815

SAUMIER, G., «Les limites à la compétence internationale des tribunaux québécois», (1999) 12.2 *Revue québécoise de droit international* 1

SAUMIER, G., «Les objections à la compétence internationale des tribunaux québécois : nature et procédure», (1998) 58 *Revue du Barreau* 145

SECK, S.L., «Canadian Mining Internationally and the UN Guiding Principles for Business and Human Rights», (2011) 49 *The Canadian Yearbook of International Law* 51

SURYA, D., «Guiding Principles on Business and Human Rights: Implications for Companies», (2012) 9 *European Company Law* 101

TROY, R., «Using 'Norms' to Change International Law :UN Human Rights Laws Sneaking in through the Back Door ?», (2004) 5 *Chicago Journal of International Law* 326

TURGEON, J., «Le Code civil du Québec, les personnes morales, l'article 317 C.c.Q. et la levée de l'immunité des administrateurs, des dirigeants et des actionnaires», (2005) 65 *Revue du Barreau* 115

WANLESS, W.C., «Corporate Liability for International Crimes under Canada's Crimes against Humanity and War Crimes Act Notes and Comments», (2009) 7 *J. Int'l Crim. Just.* 201

WEISSBRODT, D. et M. KRUGER, «Norms of responsibilities of Transnational Corporations and Other Business Enterprises with Regard to Human Rights», (2003) 97 *American Journal of International Law* 901

Thèses, mémoires et conférences

GUILLEMARD, S., *La compétence internationale des tribunaux québécois dans les causes civiles*, Conférence organisée par le Centre canadien pour la justice internationale: Multinationales et Droits de la Personne : l'Accès des Victimes au Système de Justice Québécois, Faculté de droit, Université de Montreal, 30 novembre 2012

MATTE, J., *Les violations des droits humains commises par les entreprises transnationales du secteur extractif: Quelles solutions pour contrer le déficit de gouvernance?*, Essai de maîtrise en Études internationale, Laval, Institut Québécois de Hautes Études internationales, Université Laval, 2011

TRANCHECOSTE, L., *Droit humains, Sociétés transnationales et responsabilité internationale de l'État: Cas de l'investissement public dans le secteur extractif*, Mémoire, Montréal, Faculté de droit, Université du Québec à Montréal, 2010

Documents internationaux

TRAVAIL, B.I.D., Conseil d'administration, *Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale*, Genève, 2006, en ligne: <http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed_emp/@emp_ent/documents/publication/wcms_124923.pdf> (site consulté le 20 octobre 2013)

Conseil d'administration *Procédure pour l'examen des différends relatifs à l'application de la Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale, par interprétation de ses dispositions*, Genève, mars 1986, en ligne: <http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed_emp/@emp_ent/documents/publication/wcms_124923.pdf> (site consulté le 13 février 2013)

Global Reporting Initiative, en ligne :

<<https://http://www.globalreporting.org/languages/French/Pages/default.aspx>> (site consulté le 20 novembre 2012)

Initiative relative à la transparence des industries extractives, en ligne : <<http://eiti.org>> (site consulté le 20 novembre 2012)

Le Pacte mondial , en ligne: <<http://www.unglobalcompact.org/languages/french/>> (site consulté le 12 août 2013)

L'HOMME, H.-C.D.N.U.A.D.D., *La responsabilité en matière de droits de l'homme des sociétés transnationales et autres entreprises*, Doc. N.U.E/CN.4/DEC/2004/116 60ème sess., (22 avril 2004), en ligne : <http://ap.ohchr.org/documents/alldocs.aspx?doc_id=9780> (site consulté le 02 octobre 2012)

L'HOMME, C.D.D.D., *Les droits de l'homme et les sociétés transnationales et autres entreprises* Doc. N.U. A/HRC/RES/17/4, 17ème sess., (6 juillet 2011), en ligne: <<http://daccess-dds-ny.un.org/doc/RESOLUTION/GEN/G11/144/72/PDF/G1114472.pdf?OpenElement>> (site consulté le 15 février 2013)

L'HOMME, C.D.D.D., *Les droits de l'homme et les sociétés transnationales et autres entreprises/ Résolution* Doc. N.U. E/CN.4/2005/L.87, 61ème sess., (15 avril 2005), en ligne : <<http://www.ohchr.org/EN/Issues/Business/Pages/ResolutionsDecisions.aspx>> (site consulté le 13 octobre 2012)

L'HOMME, S.-C.D.L.P.E.D.L.P.D.D.D., *M. Alfonso Martinez, M. Guissé, M. Kartashkin, M. Park et M. Weissbrodt: projet de résolution 2003 La responsabilité en matière de droits de l'homme des sociétés transnationales et autres entreprises* Doc. N.U. E/CN.4/Sub.2/2003/L.8 55ème sess., (6 août 2003), en ligne: <<http://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/LTD/G03/154/43/pdf/G0315443.pdf?OpenElement>> (site consulté le 13 août 2013)

L'HOMME, C.D.D.D., *Mandat du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises*, Doc. N.U. A/HRC/RES/8/7, 8ème sess., (18 juin 2008), en ligne: <http://ap.ohchr.org/documents/E/HRC/resolutions/A_HRC_RES_8_7.pdf> (site consulté le 12 février 2013)

L'HOMME, S.-C.D.L.P.E.D.L.P.D.D.D., *Normes sur la responsabilité en matière de droits de l'homme des sociétés transnationales et autres entreprises*, Doc. N.U. E/CN.4/Sub.2/2003/12/Rev.2, 55ème session, (26 août 2003), en ligne: <<http://www.unhchr.ch/Huridocda/Huridoca.nsf/0/fa319e648a7b3389c1256d5900459385?Opendocument>> (site consulté le 25 juillet 2013)

L'HOMME, C.D.D.D., *Protéger, respecter et réparer: un cadre pour les entreprises et les droits de l'homme- Rapport du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises*, M. John Ruggie, , Doc.N.U.A/HRC/8/5, 8ème sess., (7 avril 2008), en ligne: <<http://www.un.org/french>> (site consulté le 20 octobre 2013)

L'HOMME, C.D.D.D., *Rapport de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur la responsabilité en matière de droits de l'homme des sociétés transnationales et autres entreprises*, Doc. N.U. E/CN.4/2005/91 61ème session, (15 février 2005), en ligne: <<http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G05/110/28/PDF/G0511028.pdf?OpenElement>> (site consulté le 15 février 2012)

L'HOMME, C.D.D.D., *Rapport du Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises* Doc.N.U. A/HRC/20/29 20ème session, (10 avril 2012), en ligne :<http://www.ohchr.org/Documents/Issues/Business/A_HRC_20_29_FR.pdf> (site consulté le 6 octobre 2012)

L'HOMME, C.D.D.D., *Rapport du Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises*, Doc.N.U. A/HRC 23/32, 23ème sess., (14 mars 2013), en ligne : <http://www.ohchr.org/Documents/Issues/Business/A.HRC.23.32_FR.pdf> (site consulté le 3 août 2013)

L'HOMME, C.D.D.D., *Rapport du Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises : Additif Utilisation des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme: pratiques et résultats des enquêtes pilotes portant sur les gouvernements et les sociétés*, Doc.N.U. A/HRC/23/32/Add.2., 63ème sess., (16 avril 2013), en ligne : <http://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/RegularSession/Session23/A-HRC-23-32-Add-2_fr.pdf> ((site consulté le 12 juillet 2013))

L'HOMME, C.D.D.D., *Rapport du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises-Additif- Obligations pour les États de régler et de contrôler les activités des sociétés, en application des principaux instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme: synthèse des commentaires émanant d'organes conventionnels*, Doc. N.U. A/HRC/4/35/Add.1 (13 février 2007), en ligne : <<http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G07/108/53/PDF/G0710853.pdf?OpenElement>> (consulté le 02 octobre 2012)

L'HOMME, C.D.D.D., *Rapport du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises -Additif : Entreprises et droits de l'homme: étude relative à l'étendue et aux types de violations présumées des droits de l'homme mettant en cause des entreprises*, Doc. N.U. A/HRC/8/5/Add.2 8ème sess., (23 mai 2008), en ligne: <<http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G08/136/62/PDF/G0813662.pdf?OpenElement>> (site consulté le 12 février 2013)

L'HOMME, C.D.D.D., *Rapport du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises, John Ruggie - Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme: mise en œuvre du cadre de référence «protéger, respecter et réparer» des Nations Unies*, Doc. N.U. A/HRC/17/31 17ème sess., (21 mars 2011), en ligne: <http://www.ohchr.org/Documents/Issues/Business/A.HRC.17.31_fr.pdf> (site consulté le 20 août 2013)

L'HOMME, C.D.D.D., *Rapport du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises, John Ruggie; Entreprises et droits de l'homme: nouvelles mesures pour la mise en œuvre du cadre de référence «protéger, respecter et réparer»*, Doc.N.U. A/HRC/14/27 74ème sess., (14 avril 2012), en ligne: <http://www.ohchr.org/Documents/Issues/Business/A-HRC-14-27_fr.pdf> (site consulté le 13 juillet 2013)

L'HOMME, C.D.D.D., *Rapport intérimaire du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises*, Doc. N.U. E/CN.4/2006/97, 62ème sess., (22 février 2006), en ligne: <<http://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G06/110/28/pdf/G0611028.pdf?OpenElement>> (site consulté le 22 avril 2012)

L'HOMME, H.-C.D.N.U.A.D.D., *Résolution de la Commission des droits de l'homme : Les droits de l'homme et les sociétés transnationales et autres entreprises*, Doc.N.U. E/CN.4/RES/2005/69, 61ème sess., (20 avril 2005), en ligne : <<http://www.ohchr.org/EN/Issues/Business/Pages/ResolutionsDecisions.aspx>> (site consulté le 12 octobre 2012)

OCDE, *Les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales*, OCDE, É., 2011, en ligne: <<http://www.oecd.org/fr/daf/inv/mne/48004355.pdf>> (site consulté le 13 novembre 2012)

RACIALE, C.P.L.É.D.L.D., *Examen des rapports présentés par les États parties conformément à l'article 9 de la Convention: Observations finales du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, Canada*, Doc.N.U. CERD/C/CAN/CO/19-20, 80ème sess., (4 avril 2012), en ligne <<http://www2.ohchr.org/english/bodies/cerd/cerds80.htm>> (site consulté le 2 décembre 2012)

RIGHTS, C.O.H., *Responsibilities of transnational corporations and related Business enterprises with regards to human rights: revised draft decision/ Australia, Belgium, Czech Republic, Ethiopia, Ghana, Hungary, Ireland, Japan, Mexico, Norway, South Africa, Sweden, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland*, Doc. N.U E/CN.4/2004/L.73/Rev.1 60ème sess., (16 avril 2004), en ligne: <<http://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/LTD/G04/137/78/pdf/G0413778.pdf?OpenElement>> (site consulté le 20 mai 2012)

Politique de durabilité environnementale et sociale, Société Financière Internationale, 1er janvier 2012, en ligne: <http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/c240e2804a58cfbc80818f8969adcc27/SP_French_2012.pdf?MOD=AJPERES> (site consulté le 11 février 2013)

The Voluntary Principles on Security and Human Rights, Interactions Between Companies and Private Security, 2000, en ligne : <<http://www.voluntaryprinciples.org> > (site consulté le 20 novembre 2012)

Documents gouvernementaux

Appel de propositions : Institut canadien international pour les industries extractives et le développement Ottawa, Agence Canadienne de Développement International, Novembre 2011 en ligne : <<http://www.acdi-cida.gc.ca/acdi-cida/ACDI-CIDA.nsf/fra/NAT-614115639-LPY>> (site consulté le 23 novembre 2012)

EDC, *Directive en matière d'évaluation environnementale et sociale*, 2011, en ligne : <<http://www.edc.ca/FR/About-Us/Corporate-Social-Responsibility/Environment/Documents/environment-social-review-directive.pdf>> (site consulté le 13 juillet 2013)

EDC, *La durabilité des sociétés du secteur des ressources naturelles : assurer et conserver sa légitimité sociale* Conférence de presse du Premier vice-président, 25 mars 2010, en ligne : <<http://www.edc.ca/FR/About-Us/News-Room/Speeches/Pages/how-to-acquire-and-maintain-social-licence-to-operate.aspx>> (site consulté le 17 novembre 2012)

EDC, *Politique de gestion des risques environnementaux et sociaux* 2011, en ligne : <<http://www.edc.ca/FR/About-Us/Corporate-Social-Responsibility/Environment/Documents/enviro-policy.pdf>> (site consulté le 13 juillet 2013)

INTERNATIONAL, C.P.D.A.É.E.D.C., Chambre des communes, *14è Rapport: L'exploitation minière dans les pays en développement et la responsabilité sociale des entreprises*, Ottawa, Première session, Trente-huitième législature (22 juin 2005), el ligne: <<http://www.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.aspx?Mode=1&Language=F&DocId=1961949&File=0>> (site consulté le 12 février 2013)

Minister Fantino announces UBC–SFU to partner with Government on new extractive institute, Communiqué de Presse, Ottawa, Ministère des Affaires Étrangères et du Commerce International, 23 novembre 2012 en ligne : < <http://www.acdi-cida.gc.ca/acdi-cida/ACDI-CIDA.nsf/eng/NAT-112381631-HKW> > (site consulté le 15 août 2013)

Renforcer l'avantage Canadien : Stratégie de responsabilité sociale des entreprises (RSE) pour les sociétés extractives Canadiennes présentes à l'étranger, Ottawa, Ministère des affaires étrangères et du commerce international, mars 2009, en ligne: <<http://http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/topics-domaines/other-autre/csr-strat-rse.aspx?lang=fra>> (site consulté le 20 mai 2013)

Réponse du gouvernement au 14e rapport du Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international : L'exploitation minière dans les pays en développement et la responsabilité sociale des entreprises Ottawa, Ministère des affaires étrangères et du commerce international 17 octobre 2005, en ligne: : <<http://www.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.aspx?DocId=2030362&Mode=1&Language=F> - [Recommand3](#)> (site consulté le 13 février 2013)

Tables rondes nationales sur la responsabilité sociale et l'industrie minière dans les pays en développement, Rapport du groupe consultatif, 29 mars 2007 en ligne : <http://www.miningworks.mining.ca/miningworks/media_lib/documents/CSR_reportFR.pdf> (site consulté le 26 novembre 2012)

Point de contact national canadien:

PCN CANADIEN, *Circonstances particulière du Point de contact national*, Ottawa, Ministère des affaires étrangères et du commerce international, en ligne : <http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/ncp-pcn/specific-specifique.aspx?lang=fra&menu_id=22&view=d> (site consulté le 30 mars 2013)

Guide de procédure du point de contact national du Canada pour les principes directeurs de l'Organisation de coopération et développement économiques (OCDE) à l'intention des entreprises multinationales, Ottawa, Ministère des affaires étrangères et du commerce international, en ligne : < http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/ncp-pcn/procedures_guide_de_procedure.aspx?lang=fra&menu_id=32&view=d > (site consulté le 13 avril 2013)

Mandat point de contact national du Canada pour les principes directeurs de l'ocde à l'intention des entreprises multinationales, Ottawa, Ministère des affaires étrangères et du commerce international, en ligne: <http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/ncp-pcn/terms_of_ref-mandat.aspx?lang=fra&menu_id=30&view=d - [circonstances](#)> (site consulté le 12 avril 2013)

Rapport annuel 2011, Ottawa, Ministère des affaires étrangères et du commerce international, 2011 en ligne : <<http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/ncp-pcn/report2011-rapport2011.aspx?lang=fra&view=d> - [spec instances](#)> (site consulté le 31 mars 2013)

Rapport annuel 2012, Ottawa, Ministère des affaires étrangères et du commerce international, 2012 en ligne : <<http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/ncp-pcn/report2012-rapport2012.aspx?lang=fra&view=d>> (site consulté le 30 mars 2013)

Bureau du conseiller en RSE de l'industrie extractive:

EXTRACTIVE, B.D.C.E.R.D.L.I., *Demande d'examen no 2011-01-MEX*, Rapport de fermeture, Ottawa, Ministère des affaires étrangères et du commerce international, janvier 2011 en ligne : < http://www.international.gc.ca/csr_counsellor-conseiller_rse/assets/pdfs/Closing_report_French_MEX.pdf > (site consulté le 20 mars 2013)

Demande d'examen no 2011-02-MAU, Rapport de fermeture, Ottawa, Ministère des affaires étrangères et du commerce international, février 2011 en ligne : < http://www.international.gc.ca/csr_counsellor-conseiller_rse/assets/pdfs/2011-02-MAU_closing_report-rapport_final-fra.pdf > (site consulté le 20 mars 2013)

Demande d'examen no 2012-03-ARG, Rapport de fermeture, Ottawa, Ministère des affaires étrangères et du commerce international, mars 2012 en ligne : < http://www.international.gc.ca/csr_counsellor-conseiller_rse/assets/pdfs/closing_report-2012-03-ARG-rapport_fermeture-fra.pdf > (site consulté le 20 mars 2013)

Élaboration d'un processus d'examen pour les sociétés extractives canadiennes : un résumé des consultations publiques tenues de juin à août 2010, Rapport sommaire sur les consultations publiques, Ottawa, Ministère des affaires étrangères et du commerce international, 2010 en ligne : <http://www.international.gc.ca/csr_counsellor-conseiller_rse/assets/pdfs/Rapport_Sommaire_Sept_2010.pdf> (site consulté le 12 avril 2013)

Formulaire de présentation d'une demande d'examen Ottawa, Ministère des affaires étrangères et du commerce international, mai 2012 en ligne : <http://www.international.gc.ca/csr_counsellor-conseiller_rse/assets/pdfs/cover_form-formulaire_presentation-fra.pdf> (site consulté le 20 mars 2013)

Guide du participant au processus d'examen, Ottawa, Ministère des affaires étrangères et du commerce international, avril 2011 en ligne : < http://www.international.gc.ca/csr_counsellor-conseiller_rse/assets/pdfs/Participant_guide_April_2011_French_version.pdf > (site consulté le 20 mars 2013)

Les règles de procédure pour le mécanisme d'examen du Bureau du conseiller en responsabilité sociale des entreprises (RSE) de l'industrie extractive, Ottawa, Ministère des affaires étrangères et du commerce international, octobre 2010 en ligne : <http://www.international.gc.ca/csr_counsellor-conseiller_rse/assets/pdfs/rules_procedure-regles_procedure-fra.pdf> (site consulté le 20 mars 2013)

Protocole : Le Bureau du conseiller en responsabilité sociale des entreprises de l'industrie extractive et le Point de Contact National pour les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, Ottawa, Ministère des affaires étrangères et du commerce international, 2010 en ligne : < http://www.international.gc.ca/csr_counsellor-conseiller_rse/assets/pdfs/NCP_protocol_French.pdf > (site consulté le 20 mars 2013)

Rapports d'ONG et Articles de presse

Amnesty international, *The UN Human Rights Norms for Business: towards Legal Accountability*, Londres, PUBLISHING, A.I.,2004, en ligne: <<https://doc.es.amnesty.org/cgi-bin/ai/BRSCGI/14200104.ext?CMD=VEROBJ&MLKOB=23424055151>> (site consulté le 7 octobre 2012)

Amnesty International, *United Nations: A Call for Action to Better Protect the Rights of Those Affected by Business-Related Human Rights Abuses*, Londres, PUBLISHING, A.I.,14 juin 2011, en ligne : <<http://www.amnesty.org/ar/library/asset/IOR40/009/2011/en/0ba488bd-8ba2-4b59-8d1f-eb75ad9f3b84/ior400092011en.pdf>> (site consulté le 13 juillet 2013)

Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs et Association minière du Canada, *Déclaration de l'Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs et de l'Association minière du Canada sur la défaite du projet de loi C-300*, Ottawa, 27 octobre 2010, en ligne : <<http://www.newswire.ca/fr/story/582213/declaration-de-l-association-canadienne-des-prospecteurs-et-entrepreneurs-et-de-l-association-miniere-du-canada-sur-la-defaite-du-projet-de-loi-c-300>> (site consulté le 29 novembre 2012)

Association québécoise des organismes de coopération internationale, *Mémoire sur l'Institut canadien international pour les industries extractives et le développement* mai 2012, en ligne : <<http://cnca-rcrce.ca/aqocis-report-on-the-canadian-international-institute-for-extractive-industries-and-development/>> (site consulté le 23 novembre 2012)

Conseil Canadien pour la coopération internationale, *Note d'information : l'exploitation minière*, 12 avril 2012, en ligne : < http://www.ccic.ca/_files/fr/working_groups/apg_2012-04-12_mining_note.pdf> (site consulté le 10 août 2013)

Commission Internationale de Juristes, *Complicité des entreprises et responsabilité juridique- vol.3 Recours civils*, Rapport du Comité d'experts juridiques sur le complicité des entreprises dans les crimes internationaux, 2008, en ligne : < <http://www.icjcanada.org/fr/document/default.htm>> (site consulté le 3 avril 2013)

Fédération Internationale de ligues des Droits de l'Homme (FIDH), *Entreprises et violations des droits de l'homme : Un guide pratique sur les recours existants à l'intention des victimes et des ONG - Section II Mécanismes judiciaires* mars 2012, en ligne : <http://www.fidh.org/IMG/pdf/guide_entreprises_fr-sectionii.pdf> (site consulté le 3 avril 2013)

Fédération Internationale de ligues des Droits de l'Homme (FIDH), *Entreprises et violations des droits de l'homme: Un guide pratique sur les recours existants à l'intention des victimes et des ONG - Section III Médiation*, mars 2012, en ligne: <http://www.fidh.org/IMG/pdf/guide_entreprises_fr-sectioniii.pdf> (site consulté le 10 août 2013)

FIDH, *U.N. Human Rights Council Adopts Guiding Principles on Business Conduct, yet Victims Still Waiting for Effective Remedies* 17 juin 2011, en ligne : <<http://www.fidh.org/UN-Human-Rights-Counciladopts-Guiding-Principles>> (site consulté le 13 août 2013)

GRUDA, A. et I. HACHEY, «Mines canadiennes à l'étranger: or, sang et feuille d'érable», *La presse*, 20 octobre 2012, en ligne : <<http://www.lapresse.ca/actualites/quebec-canada/national/201210/19/01-4585242-mines-canadiennes-a-letranger-or-sang-et-feuille-derable.php>> (site consulté le 10 février 2013)

Human Rights Watch, *U.N. Human Rights Council: Weak Stance on Business Standards*, 16 juin 2013, en ligne : <<http://www.hrw.org/en/news/2011/06/16/un-human-rights-council-weak-stance-business-standards>> (site consulté le 13 août 2013)

KEENAN, K., Centre for Excellence Workshop on UN Guiding Principles, *Implications of the Guiding Principles for the Implementation of the United Nations Framework for CSR in the Canadian Extractive Sector*, Ottawa, 15 septembre 2011, en ligne : <<http://www.halifaxinitiative.org/fr/node/3325>> (site consulté le 10 août 2013)

LIPSETT, L., M. HOHN et I. THOMSON, *Recommendations of the National Roundtables on Corporate Social Responsibility and the Canadian extractive industry in developing countries : current actions, stakeholder opinions and emerging issues* Report for the Mining Association of Canada's International Social Responsibility Committee, January 2012, en ligne : <[http://www.mining.ca/www/media_lib/MAC_Documents/Final MAC Roundtables Report December 21 2011 3 .pdf](http://www.mining.ca/www/media_lib/MAC_Documents/Final_MAC_Roundtables_Report_December_21_2011_3.pdf)> (site consulté le 24 novembre 2012)

MACKENZIE, H., Canadian centre for policy alternatives, *Recession-Proof: Canada's 100 best paid CEOs* Ottawa, January 2011, en ligne : <<http://policyalternatives.ca>> (site consulté le 20 janvier 2013)

Mining Watch Canada, *Corporate rights over human rights: Canadian mining in Central America*, 13 janvier 2011, en ligne : <<http://www.miningwatch.ca/fr/node/6681>> (site consulté le 2 février 2013)

OECD Watch, *10 ans après: Évaluation de la contribution des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales au comportement responsable des entreprises*, juin 2010, en ligne : <http://oecdwatch.org/publications-fr/Publication_3550-fr> (site consulté le 11 août 2013)

OCDE Watch, *NCP: National Contact Point Canada*, en ligne : <[http://oecdwatch.org/cases/Case_251/@@casesearchview?type=NCP&search=National Contact Point Canada](http://oecdwatch.org/cases/Case_251/@@casesearchview?type=NCP&search=National_Contact_Point_Canada)> (site consulté le 30 avril 2013)

Réseau canadien sur la reddition de comptes des entreprises (RCRCE), *Affaires douteuses, pratiques douteuses: le soutien du gouvernement fédéral aux entreprises minières, pétrolières et gazières canadiennes à l'étranger* Ottawa, mai 2007, en ligne : <<http://www.halifaxinitiative.org/fr/content/affaires-douteuses-pratiques-douteuses>> (site consulté le 12 novembre 2012)

RCRCE, *Le nouveau mécanisme de règlement des plaintes sans mordant du gouvernement met en évidence la nécessité de la Loi C-300 sur la responsabilité sociale des entreprises minières*, Ottawa, 26 octobre 2010, en ligne : <<http://cnca-rcrce.ca/le-nouveau-mecanisme-de-reglement-des-plaintes-sans-mordant-du-gouvernement-met-en-evidence-la-necessite-de-la-loi-c-300-sur-la-responsabilite-sociale-des-entreprises-minières/?lang=fr>> (Consulté le 13 novembre 2012)

RCRCE, *Le projet de loi C-300: Une défaite serrée malgré un large soutien à la responsabilité sociale des entreprises minières et aux droits humains* Ottawa, 28 octobre 2010, en ligne : <<http://cnca-rcrce.ca/le-projet-de-loi-c-300-une-defaite-serree-malgre-un-large-soutien-a-la-responsabilite-sociale-des-entreprises-minières-et-aux-droits-humains/?lang=fr>> (site consulté le 29 novembre 2012)

RCRCE, *Le RCRCE constate que peu de progrès a été réalisé pour mettre en œuvre les recommandations des Tables nationales sur la Responsabilité sociale des entreprises* Ottawa, 22 mars 2012, en ligne : <<http://cnca-rcrce.ca/le-rcrce-constate-que-peu-de-progres-a-ete-realise-pour-mettre-en-oeuvre-les-recommandations-des-tables-nationales-sur-la-responsabilite-sociale-des-entreprises/?lang=fr>> (site

consulté le 23 novembre 2012)

PEYER, C. et D. HOSTETTLER, *Le long chemin pour soumettre les entreprises transnationales au régime des droits humains*, DIALOGUES, P., HISTOIRES POUR UNE CITOYENNETÉ MONDIALE (DPH), décembre 2009, en ligne : <<http://base.d-p-h.info/fr/fiches/dph/fiche-dph-8149.html>> (site consulté le 6 octobre 2012)

The Canadian Center for the Study of Ressource Conflict, *Corporate Social Responsibility : Movements and Footprints of Canadian Mining and Exploration Firms in the Developing World*, octobre 2009, en ligne : <<http://www.resourceconflict.org>> (site consulté le 10 aout 2013)

WESTON, G., «Federal mining agency can't find work», *CBC news Canada*, 20 février 2012, en ligne : <<http://www.cbc.ca/news/canada/story/2012/02/19/canadian-mining-mediation-agency-spending.html>>
(site consulté le 10 aout 2013)